



BANQUE ROYALE DU CANADA

TROISIÈME TRIMESTRE DE 2015 – RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

Résultats de la Banque Royale du Canada pour le troisième trimestre de 2015

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers dressés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*.

TORONTO, le 26 août 2015 – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd'hui un bénéfice net de 2 475 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 31 juillet 2015, en hausse de 97 millions, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent. En excluant un élément précisé ayant trait à l'exercice précédent, le bénéfice net s'est accru de 57 millions de dollars, ou 2 %⁽¹⁾. Nos résultats reflètent le bénéfice record du secteur Services aux particuliers et aux entreprises, la solide croissance du secteur Services aux investisseurs et trésorerie, ainsi que le bénéfice stable du secteur Gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction du bénéfice du secteur Marchés des Capitaux par rapport aux résultats records enregistrés à l'exercice précédent, ainsi que par le bénéfice à la baisse du secteur Assurances, lequel tient compte de l'incidence d'une modification apportée aux lois fiscales canadiennes. Les résultats reflètent également l'incidence favorable de la conversion des devises.

Par rapport au trimestre précédent, le bénéfice net a diminué de 27 millions de dollars. En excluant un élément précisé ayant trait au trimestre précédent, le bénéfice net s'est accru de 81 millions de dollars, ou 3 %⁽¹⁾, résultat qui reflète essentiellement le bénéfice record du secteur Services aux particuliers et aux entreprises et le bénéfice à la hausse du secteur Assurances, facteurs neutralisés en partie par la baisse du bénéfice du secteur Marchés des Capitaux, laquelle reflète les conditions de marché moins favorables.

La qualité du crédit est demeurée élevée, le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'étant établi à 0,23 %. Au 31 juillet 2015, le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie calculé en vertu de l'accord de Bâle III était de 10,1 %, et nous avons continué de renforcer notre position de capital en prévision de la clôture de l'acquisition annoncée de City National, qui devrait avoir lieu au quatrième trimestre civil de 2015. Nous avons également annoncé une hausse de 0,02 \$, ou 3 %, de notre dividende trimestriel pour le porter à 0,79 \$ par action.

« Nous avons enregistré de solides résultats ce trimestre; le bénéfice s'est chiffré à plus de 2,4 milliards de dollars, ce qui reflète la solidité sous-jacente de nos secteurs d'activité et la solide exécution de nos activités en dépit d'une conjoncture difficile. Je suis heureux d'annoncer une hausse de 3 % de notre dividende trimestriel », a déclaré M. David McKay, président et chef de la direction de RBC. « RBC a affiché de solides résultats pour les neuf premiers mois de l'exercice, et nous sommes d'avis que notre modèle d'affaires diversifié, par secteur d'exploitation et par secteur géographique, de même que notre stratégie unique axée sur les clients, nous positionnent de manière à pouvoir continuer à nous adapter à l'évolution du marché et aux conditions économiques difficiles ».

Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014

- Bénéfice net de 2 475 millions de dollars (en hausse de 4 % par rapport à 2 378 millions)
- Bénéfice dilué par action de 1,66 \$ (en hausse de 0,07 \$ par rapport à 1,59 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 18,1 % (en baisse par rapport à 19,6 %)
- Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie de 10,1 %, calculé en vertu de l'accord de Bâle III (en hausse par rapport à 9,5 %)

Troisième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2015

- Bénéfice net de 2 475 millions de dollars (en baisse de 1 % par rapport à 2 502 millions)
- Bénéfice dilué par action de 1,66 \$ (en baisse de 0,02 \$ par rapport à 1,68 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 18,1 % (en baisse par rapport à 19,3 %)
- Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie de 10,1 %, calculé en vertu de l'accord de Bâle III (en hausse par rapport à 10,0 %)

Cumul annuel pour 2015 par rapport au cumul annuel pour 2014

- Bénéfice net de 7 433 millions de dollars (en hausse de 11 % par rapport à 6 671 millions)
- Bénéfice dilué par action de 4,99 \$ (en hausse de 0,56 \$ par rapport à 4,43 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 18,9 % (en baisse par rapport à 19,0 %)

(1) Les éléments précisés ont trait à ce qui suit : pour le deuxième trimestre de 2015, un profit de 108 millions de dollars (avant et après impôt) découlant de la liquidation d'une filiale américaine de financement ayant donné lieu à la reprise d'un écart de conversion comptabilisé précédemment dans les autres composantes des capitaux propres; pour le troisième trimestre de 2014, une perte de 40 millions (avant et après impôt) liée à la clôture de la vente, le 27 juin 2014, des activités de RBC en Jamaïque; pour le premier trimestre de 2014, une perte de 60 millions (avant et après impôt), également liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque, ainsi qu'une provision de 40 millions (32 millions après impôt) liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles.

Résultats excluant l'élément précisé⁽¹⁾ : Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014

- Bénéfice net de 2 475 millions de dollars (en hausse de 2 % par rapport à 2 418 millions)
- Bénéfice dilué par action de 1,66 \$ (en hausse de 0,04 \$ par rapport à 1,62 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 18,1 % (en baisse par rapport à 20,0 %)

Résultats excluant l'élément précisé⁽¹⁾ : Troisième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2015

- Bénéfice net de 2 475 millions de dollars (en hausse de 3 % par rapport à 2 394 millions)
- Bénéfice dilué par action de 1,66 \$ (en hausse de 0,05 \$ par rapport à 1,61 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 18,1 % (en baisse par rapport à 18,5 %)

Résultats excluant les éléments précisés⁽¹⁾ : Cumul annuel pour 2015 par rapport au cumul annuel pour 2014

- Bénéfice net de 7 325 millions de dollars (en hausse de 8 % par rapport à 6 803 millions)
- Bénéfice dilué par action de 4,92 \$ (en hausse de 0,40 \$ par rapport à 4,52 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 18,6 % (en baisse par rapport à 19,4 %)

Table des matières

1	Faits saillants du troisième trimestre	18	Gestion de patrimoine	60	Questions en matière de comptabilité et de contrôle
2	Rapport de gestion	19	Assurances	60	Sommaire des méthodes comptables et des estimations
2	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	21	Services aux investisseurs et trésorerie	60	Changements de méthodes comptables et informations à fournir
2	Vue d'ensemble et perspectives	22	Marchés des Capitaux	60	Changements futurs des informations réglementaires
2	Aperçu de la Banque Royale du Canada	23	Services de soutien généraux	60	Contrôles et procédures
3	Faits saillants financiers et autres	24	Résultats par secteur géographique	60	Transactions entre parties liées
4	Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives	25	Analyse des résultats trimestriels et des tendances	61	Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements
5	Principaux événements de 2015	27	Situation financière	62	États financiers intermédiaires résumés (non audité)
6	Rendement financier	27	Bilans résumés	68	Notes annexes (non audité)
6	Vue d'ensemble	28	Arrangements hors bilan	102	Renseignements à l'intention des actionnaires
10	Résultats des secteurs d'exploitation	30	Gestion du risque		
10	Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	30	Gestion du risque de crédit		
10	Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	38	Risque de marché		
15	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	44	Risque de liquidité et de financement		
		53	Gestion du capital		
		58	Information financière supplémentaire		
		58	Risques liés à certains instruments financiers		

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière au 31 juillet 2015 et pour le trimestre et la période de neuf mois clos à cette date, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre clos le 30 avril 2015. Le présent rapport de gestion, daté du 25 août 2015, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et les notes annexes pour le trimestre clos le 31 juillet 2015 (états financiers résumés), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2014. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers dressés selon la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2014, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (SEC) à l'adresse sec.gov.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières applicable au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2015, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique et des marchés et aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, européenne et internationale, au contexte réglementaire au sein duquel nous exerçons nos activités, aux perspectives et aux priorités pour chacun de nos secteurs d'exploitation, ainsi qu'au contexte de gestion des risques, y compris le risque de liquidité et de financement. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre à », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques inhérents qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, et que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prévoir les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, les risques liés à l'assurance, à la conformité à la réglementation, aux activités d'exploitation, aux stratégies, à la réputation, au contexte juridique et réglementaire et à la concurrence, ainsi que les risques systémiques et d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques Gestion du risque et Aperçu d'autres risques de notre rapport annuel 2014 et à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2015; la lutte contre le blanchiment d'argent, la croissance du crédit lié aux prêts de gros, les niveaux d'endettement élevés des ménages canadiens; la cybersécurité; la conjoncture commerciale et économique au Canada, aux États-Unis et dans certains autres pays où nous exerçons nos activités; l'incidence des modifications des politiques gouvernementales budgétaires, monétaires et autres; le risque fiscal et la transparence; notre capacité à attirer des employés et à les maintenir en poste; l'exactitude et l'intégralité des renseignements concernant nos clients et nos contreparties; les faits nouveaux ainsi que les activités d'intégration touchant nos réseaux de distribution; les risques liés aux modèles, aux technologies de l'information, à la gestion de l'information, aux médias sociaux, à l'environnement, aux tierces parties et aux activités d'impartition.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2015 sont présentées à la rubrique Vue d'ensemble et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, sous la rubrique Perspectives et priorités de notre rapport annuel 2014, et sont mises à jour à la rubrique Vue d'ensemble et perspectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2015. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis aux rubriques Gestion du risque et Aperçu d'autres risques de notre rapport annuel 2014, ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2015.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Vue d'ensemble et perspectives

Aperçu de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada est la plus importante banque au Canada, et l'une des plus importantes banques à l'échelle mondiale, au chapitre de la capitalisation boursière. Elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord et offre, à l'échelle mondiale, des produits et services bancaires aux particuliers et aux entreprises, de gestion de patrimoine, d'assurance, aux investisseurs et liés aux marchés des capitaux. Nous comptons environ 79 000 employés à temps plein et à temps partiel au service de plus de 16 millions de particuliers, d'entreprises, de clients du secteur public et de clients institutionnels au Canada, aux États-Unis et dans 38 autres pays. Pour de plus amples renseignements, visitez le site rbc.com.

Faits saillants financiers et autres

	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2015	30 avril 2015	31 juillet 2014	31 juillet 2015	31 juillet 2014
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)					
Total des revenus	8 828 \$	8 830 \$	8 990 \$	27 302 \$	25 726 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	270	282	283	822	819
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	656	493	1 009	2 671	2 821
Frais autres que d'intérêt	4 635	4 736	4 602	13 991	13 321
Bénéfice net avant impôt	3 267	3 319	3 096	9 818	8 765
Bénéfice net	2 475 \$	2 502 \$	2 378 \$	7 433 \$	6 671 \$
Secteurs – bénéfice net					
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 281 \$	1 200 \$	1 138 \$	3 736 \$	3 324 \$
Gestion de patrimoine	285	271	285	786	798
Assurances	173	123	214	481	525
Services aux investisseurs et trésorerie	167	159	110	468	328
Marchés des Capitaux	545	625	641	1 764	1 653
Services de soutien généraux	24	124	(10)	198	43
Bénéfice net	2 475 \$	2 502 \$	2 378 \$	7 433 \$	6 671 \$
Données financières sommaires					
Bénéfice par action – de base	1,66 \$	1,68 \$	1,59 \$	5,00 \$	4,45 \$
– dilué	1,66	1,68	1,59	4,99	4,43
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	18,1 %	19,3 %	19,6 %	18,9 %	19,0 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,23 %	0,25 %	0,26 %	0,24 %	0,26 %
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,50 %	0,46 %	0,45 %	0,50 %	0,45 %
Ratio de liquidité à court terme (3)	117 %	113 %	s.o.	117 %	s.o.
Ratios de capital, ratio de levier et coefficients (4)					
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie (4)	10,1 %	10,0 %	9,5 %	10,1 %	9,5 %
Ratio du capital de première catégorie (4)	11,7 %	11,6 %	11,2 %	11,7 %	11,2 %
Ratio du capital total (4)	13,4 %	13,5 %	13,0 %	13,4 %	13,0 %
Coefficient actif-capital (4)	s.o.	s.o.	17,3X	s.o.	17,3X
Ratio de levier (4)	4,2 %	4,0 %	s.o.	s.o.	s.o.
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Total de l'actif	1 085 173 \$	1 032 172 \$	913 870 \$	1 085 173 \$	913 870 \$
Valeurs mobilières	235 515	222 643	199 114	235 515	199 114
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	462 599	448 310	430 421	462 599	430 421
Actifs liés aux dérivés	112 459	107 004	72 823	112 459	72 823
Dépôts	694 236	651 551	601 691	694 236	601 691
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	55 153	51 779	46 965	55 153	46 965
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	52 600	51 500	46 400	51 100	45 300
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du capital total	421 908	398 992	371 949	421 908	371 949
Biens sous gestion	508 700	486 300	446 500	508 700	446 500
Biens administrés (5)	5 012 900	4 835 100	4 472 300	5 012 900	4 472 300
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne (de base)	1 443 052	1 442 078	1 442 312	1 442 579	1 442 615
– moyenne (diluée)	1 449 540	1 448 651	1 449 455	1 449 206	1 452 868
– à la fin	1 443 192	1 443 102	1 441 536	1 443 192	1 441 536
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,77 \$	0,77 \$	0,71 \$	2,29 \$	2,09 \$
Rendement de l'action (6)	4,0 %	4,0 %	3,7 %	3,9 %	3,7 %
Cours de l'action ordinaire (RY sur TSX)	76,26 \$	80,11 \$	80,47 \$	76,26 \$	80,47 \$
Capitalisation boursière (TSX)	110 058	115 607	116 000	110 058	116 000
Renseignements généraux liés aux activités					
Nombre d'employés (équivalent de travail à temps plein)	74 214	73 136	74 542	74 214	74 542
Nombre de succursales	1 354	1 361	1 364	1 354	1 364
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	4 892	4 913	4 940	4 892	4 940
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US pour la période (7)	0,789 \$	0,806 \$	0,925 \$	0,811 \$	0,919 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US à la fin de la période	0,765 \$	0,829 \$	0,917 \$	0,765 \$	0,917 \$

- (1) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles ont trait au rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (2) Ces mesures pourraient ne pas avoir de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et elles pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (3) Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2015, nous calculons le ratio de liquidité à court terme conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité, une nouvelle mesure réglementaire s'inscrivant dans le cadre de l'accord de Bâle III. Le ratio de liquidité à court terme ne s'applique pas aux périodes précédentes, car il a été adopté de manière prospective et qu'il a pris effet au deuxième trimestre de 2015. Le ratio de liquidité à court terme pour le deuxième trimestre de 2015 a été révisé par rapport au ratio de liquidité à court terme présenté précédemment. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement.
- (4) Les ratios de capital et de levier présentés ci-dessus sont calculés selon la méthode « tout compris ». Avec prise d'effet au premier trimestre de 2015, le ratio de levier a remplacé le coefficient actif-capital. Le ratio de levier est une mesure réglementaire en vertu du cadre de l'Accord de Bâle III, qui ne s'applique pas aux périodes précédentes. Le coefficient actif-capital est présenté sur une base transitoire pour les périodes précédentes. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion du capital.
- (5) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés de 21,7 milliards de dollars et de 8,4 milliards, respectivement, au 31 juillet 2015 (22,5 milliards et 7,9 milliards au 30 avril 2015; 23,1 milliards et 8,3 milliards au 31 juillet 2014).
- (6) Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.
- (7) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours de change au comptant à la fin du mois pour la période.

Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – Données en date du 25 août 2015

Canada

L'économie canadienne a subi une contraction estimative de (1,2) % au deuxième trimestre civil de 2015, qui fait suite à une baisse de croissance de (0,6) % au premier trimestre civil de 2015. Cela tient en grande partie à la faiblesse continue des investissements dans le secteur de l'énergie, ainsi qu'à la lenteur des activités d'exportation. La croissance plus lente que prévu enregistrée au cours des deux premiers trimestres civils de 2015 a entraîné une hausse de la capacité excédentaire et engendré des risques de déflation, ce qui a incité la Banque du Canada à réduire le taux de financement à un jour de 25 points de base pour la deuxième fois au cours de l'année civile et à le ramener à 0,50 % en juillet 2015. Le dollar canadien s'est déprécié par rapport au dollar américain par suite de la décision de la Banque du Canada de réduire son taux, et il a atteint son plus bas niveau en 11 ans en août 2015, le marché ayant tenu compte de la plus grande divergence des politiques monétaires des deux pays. Les activités sur le marché de l'habitation sont dans l'ensemble demeurées solides au cours du trimestre civil, en raison des très faibles taux d'intérêt et de la solidité du marché du travail. Le taux de chômage est demeuré stable et s'élevait à 6,8 % en juillet 2015, la création d'emplois au deuxième trimestre civil s'étant accompagnée d'une hausse de la main-d'œuvre active.

Malgré la contraction enregistrée au premier semestre de l'année civile 2015, nous prévoyons une croissance estimative de l'économie canadienne de 1,0 % au cours de l'année civile 2015, soit un taux inférieur à nos estimations précédentes. Nous prévoyons une croissance de 1,8 % au troisième trimestre civil et de 2,6 % au quatrième trimestre civil, qui devrait neutraliser la contraction de l'économie enregistrée au premier semestre, en raison de l'incidence des dépenses de consommation élevées et de la plus solide croissance des exportations découlant de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Nous nous attendons à ce que la Banque du Canada maintienne le taux de financement à un jour à 0,50 % jusqu'au premier semestre de 2016. Il se pourrait toutefois qu'elle réduise de nouveau le taux de financement à un jour si la faiblesse de l'économie persiste au cours du second semestre civil de 2015.

États-Unis

L'économie américaine s'est remise du ralentissement enregistré au premier trimestre civil de 2015, le taux de croissance estimatif s'étant élevé à 2,3 % au deuxième trimestre civil. La croissance des dépenses de consommation au cours du trimestre civil a été soutenue par l'amélioration continue du marché du travail, ainsi que par la hausse du revenu disponible découlant de la baisse des prix de l'essence. Le marché de l'habitation aux États-Unis a affiché des signes de reprise au cours du trimestre civil, et le taux de chômage s'est amélioré, s'élevant à 5,3 % en juillet 2015, soit un taux qui se rapproche du taux de plein emploi de la Réserve fédérale. Malgré l'amélioration du marché du travail et du marché de l'habitation, la Réserve fédérale a fait état d'une baisse des exportations et des investissements des entreprises lors de sa réunion de juillet 2015, et elle est demeurée prudente en maintenant son taux directeur à un taux plancher historique.

Nous prévoyons un taux de croissance estimatif de l'économie américaine de 2,4 % au cours de l'année civile 2015, soit un taux inférieur à nos estimations précédentes, qui reflète le lent démarrage au début de l'année. La plus forte croissance des dépenses de consommation et l'amélioration des investissements des entreprises devraient se traduire par une croissance de l'économie supérieure au second semestre civil. La reprise de la croissance économique et la progression du taux de chômage vers le taux de plein emploi de la Réserve fédérale devraient inciter cette dernière à annoncer, en septembre 2015, une hausse de 25 points de base du taux directeur, qui est de 0,0 % à 0,25 % à l'heure actuelle.

Europe

La reprise de l'économie s'est poursuivie dans la zone euro, le taux de croissance estimatif de l'économie au deuxième trimestre civil de 2015 s'étant établi à 0,3 %, ce qui tient en grande partie à l'incidence de la politique monétaire expansionniste de la Banque centrale européenne (BCE), à la baisse des prix de l'énergie ainsi qu'à la dépréciation de l'euro. Les incertitudes concernant la sortie possible de la Grèce de la zone euro en raison de son incapacité à rembourser sa dette n'ont pas perturbé la croissance économique au cours du trimestre civil. Le taux d'inflation dans la zone euro a augmenté et s'élevait à 0,2 % en juillet 2015, par rapport à 0,0 % en avril 2015, la baisse des prix de l'énergie ayant été largement neutralisée par les hausses de prix dans d'autres secteurs. Le taux de chômage s'est amélioré faiblement, passant de 11,2 % en mars 2015 à 11,1 % en juin 2015. La BCE a poursuivi son programme d'achats d'actifs mensuels, le Programme d'achat de titres du secteur public (PATSP), et a acheté chaque mois, pour un montant maximal de 60 milliards d'euros, des titres du secteur public, des titres adossés à des actifs et des obligations sécurisées libellés en euros.

Nous prévoyons une croissance estimative de l'économie dans la zone euro de 1,4 % au cours de l'année civile 2015, soit un taux correspondant à nos estimations précédentes, ce qui tient au fait que l'économie bénéficie des mesures de relance mises en œuvre par la BCE, de la dépréciation de l'euro et de la baisse des prix du pétrole. Nous nous attendons à ce que la BCE maintienne le PATSP au moins jusqu'en septembre 2016, comme il était prévu, et à ce qu'elle maintienne son taux directeur à 0,05 % dans un avenir prévisible.

Marchés financiers

Les indices boursiers au Canada, aux États-Unis et dans les principales économies européennes ont été volatils au cours du trimestre considéré, en raison principalement de l'incidence des faibles prix du pétrole à l'échelle mondiale, des politiques monétaires divergentes des banques centrales mondiales, de la sortie possible de la Grèce de la zone euro, ainsi que du repli continu des marchés des actions en Chine. Les taux de rendement des obligations d'État à long terme au Canada et aux États-Unis ont fluctué au cours du trimestre considéré. Le taux de rendement de référence des obligations du gouvernement canadien à 10 ans a affiché une baisse ce trimestre par rapport au trimestre précédent, tandis que le taux de rendement des bons du Trésor américain à 10 ans a affiché une hausse ce trimestre par rapport au trimestre précédent, résultats qui reflètent l'opinion du marché sur les politiques divergentes des banques centrales des deux économies. Les écarts de taux liés aux obligations de sociétés en Amérique du Nord et en Europe ont augmenté au cours du trimestre. Les prix du pétrole brut ont affiché une légère reprise au cours des deux premiers mois du trimestre, mais ont chuté en juillet 2015 et au début d'août 2015, en raison des craintes que ne survienne une offre excédentaire tenant à la suppression possible des sanctions économiques touchant l'Iran ainsi qu'au ralentissement prévu de la demande en Chine, les données récentes indiquant un affaiblissement du secteur manufacturier dans ce pays. La baisse des prix des métaux non précieux s'est poursuivie, en raison de l'offre élevée et de la plus faible demande des économies émergentes, y compris la Chine.

Les conditions macroéconomiques difficiles décrites ci-dessus, y compris le ralentissement de l'économie canadienne et la faiblesse des exportations, le maintien de faibles prix du pétrole, ainsi que toutes autres réductions possibles du taux de financement à un jour de la Banque du Canada, pourraient avoir une incidence défavorable sur nos résultats pour le reste de 2015.

Contexte réglementaire

Nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de réglementation et de nous y préparer, afin d'assurer le respect des nouvelles exigences et d'atténuer toutes répercussions défavorables d'ordre commercial ou économique. Ces répercussions pourraient découler de la mise en œuvre de nouveaux règlements ou de règlements modifiés et des attentes de ceux qui les mettent en œuvre. Une analyse des faits nouveaux importants est présentée ci-dessous.

L'article 619 de la loi intitulée Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act (loi Dodd-Frank Act) et les règles des autorités de réglementation américaines mises en place (collectivement, la règle Volcker) ont établi d'importantes interdictions et restrictions en ce qui a trait aux activités de négociation pour compte propre et aux activités d'investissement ou de parrainage relativement à des fonds de couverture ou de titres de placements privés. La règle Volcker a pris effet le 21 juillet 2015, sous réserve des exigences liées à la période de conformité. La règle Volcker est complexe et, sous réserve de certaines exceptions, elle s'applique aux activités à l'échelle mondiale des entités bancaires autres que les entités bancaires américaines, telles que RBC, qui exploitent une succursale ou une agence ou ont une filiale bancaire aux États-Unis. Comme nous l'avons annoncé précédemment, RBC a mis fin à certaines activités qu'elle ne pouvait pas restructurer afin d'assurer leur conformité à la règle Volcker, ce qui n'aura pas une incidence significative sur nos résultats globaux.

Nous continuons de nous préparer en prévision de la mise en œuvre des règles intitulées *Enhanced Prudential Standards for Bank Holding Companies and Foreign Banking Organizations* de la Réserve fédérale, lesquelles ont été adoptées en vertu de l'article 165 de la loi Dodd-Frank Act. Ces règles introduisent un nouveau régime de surveillance touchant les banques autres que les banques américaines ayant des filiales, des sociétés liées et des succursales en exploitation aux États-Unis et dont les activités aux États-Unis comptent d'importants actifs (généralement 50 milliards de dollars ou plus). En vertu de ce régime, RBC devra gérer ses activités aux États-Unis conformément aux normes en matière de gestion des risques, de gouvernance, de liquidités et de capital établies dans les règles de supervision accrues. RBC a engagé, et continuera d'engager, des coûts aux fins de la conformité à ces exigences supplémentaires en matière d'information financière, de gestion des risques et de gouvernance aux États-Unis, et il se pourrait qu'elle bénéficie d'une moins grande souplesse à l'égard de ses activités de planification du capital et des liquidités qui étaient dans le passé gérées à l'échelle mondiale. Nous ne nous attendons pas à ce que ces règles aient une incidence significative sur nos résultats globaux.

En novembre 2014, le Conseil de stabilité financière a proposé des normes internationales communes minimales relativement à la capacité totale d'absorption des pertes des banques d'importance systémique mondiale. Ces normes visent à mettre en place une stratégie de résolution consistant à déterminer le caractère adéquat du capital des banques d'importance systémique mondiale afin d'absorber les pertes, de manière à limiter les incidences sur la stabilité financière et à assurer la continuité des fonctions cruciales et des fonctions liées à la dette à long terme. Jusqu'à présent, ni RBC ni aucune autre banque canadienne n'ont été désignées comme des banques d'importance systémique mondiale. Une telle désignation pourrait nécessiter le maintien de fonds propres plus élevés en sus de la réserve de fonds propres supplémentaire intérieure de 1 % établie par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) s'appliquant aux six plus importantes banques canadiennes, y compris RBC, désignées comme des banques d'importance systémique intérieure.

Dans son budget fédéral annoncé le 21 avril 2015, le gouvernement du Canada a confirmé qu'il prévoit adopter un régime de « recapitalisation interne » s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure au Canada, lequel vise à limiter le risque que les contribuables soient exposés aux pertes potentielles que pourrait subir une institution en sérieuse difficulté et à s'assurer que les actionnaires et les créanciers de l'institution continuent d'assumer la responsabilité de telles pertes. Le régime proposé s'appliquerait uniquement à certaines dettes non garanties et non aux dépôts de clients, et permettrait la conversion permanente des passifs admissibles d'une banque non viable en actions ordinaires. Les banques seraient assujetties à des obligations d'information exhaustive, ainsi qu'à une capacité minimale d'absorption visant à s'assurer qu'elles peuvent subir des pertes importantes et demeurer bien capitalisées à l'issue d'une conversion. La version définitive du régime proposé pourrait avoir une incidence défavorable sur nos coûts de financement.

Le budget fédéral de 2015 prévoit un nouveau code de protection des consommateurs pour les banques axé sur des principes, qui comprendrait de nouvelles règles ayant trait notamment à l'accès à des services bancaires de base, aux obligations du conseil, aux pratiques commerciales, aux informations fournies aux consommateurs et aux plaintes présentées. De plus amples renseignements concernant ces changements proposés ne seront probablement pas disponibles avant le début de 2016.

Le budget fédéral de 2015 comprend également plusieurs propositions de modifications d'ordre fiscal qui pourraient avoir une incidence défavorable sur notre bénéfice pour l'exercice 2016. Nous continuons d'évaluer l'incidence de ces modifications, mais nous ne nous attendons pas à ce qu'elles aient une incidence significative sur nos résultats financiers.

Le gouvernement du Canada poursuit ses consultations ayant trait aux réformes qui pourraient être apportées au système de paiements au Canada et qui touchent notamment les paiements de prochaine génération de même que les normes minimales visant les risques liés aux participants non réglementés. Des consultations similaires sont également en cours aux États-Unis et en Europe. À cet égard, le gouvernement du Canada a indiqué qu'il compte surveiller le niveau des commissions d'interchange imposées aux marchands afin de déterminer leur incidence défavorable possible sur le marché, notamment en ce qui a trait à l'engagement d'une durée de cinq ans de Visa et de MasterCard, lequel vise à réduire la commission moyenne imposée aux marchands relativement aux cartes de crédit à la consommation au pays. RBC est bien positionnée pour composer avec ce changement, et elle ne s'attend pas à ce que le gouvernement du Canada prenne d'autres mesures à cet égard à court terme.

Pour une analyse des facteurs de risque découlant de ces réformes et d'autres faits nouveaux en matière de réglementation qui pourraient se répercuter sur nos activités et sur nos résultats financiers, se reporter à la rubrique Gestion du risque – Risques principaux et risques émergents de notre rapport annuel 2014. Pour plus de détails sur notre cadre et nos activités de gestion du risque, se reporter aux rubriques Gestion du risque et Gestion du capital de notre rapport annuel 2014, ainsi qu'aux rubriques Gestion du risque et Gestion du capital de notre rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2015.

Principaux événements de 2015

Royal Bank of Canada (Suisse) SA (RBC Suisse)

Le 14 juillet 2015, nous annonçons la signature d'une entente définitive visant la vente de Royal Bank of Canada (Suisse) SA (RBC Suisse) à SYZ Group. La transaction est assujettie aux conditions de clôture habituelles, y compris les approbations réglementaires, et devrait être conclue au quatrième trimestre de 2015. Pour plus de détails, se reporter à la note 7 de nos états financiers résumés.

RBC Royal Bank (Suriname) N.V.

Le 31 juillet 2015, nous avons conclu la vente de RBC Royal Bank (Suriname) N.V. (activités bancaires de RBC au Suriname), comme nous l'avons annoncé le 1^{er} avril 2015. Par suite de la transaction, nous avons comptabilisé une perte liée à la cession totalisant 19 millions de dollars (avant et après impôt), qui se compose d'une perte de 23 millions inscrite au poste Frais autres que d'intérêt – Autres au deuxième trimestre, et d'un profit de 4 millions inscrit au troisième trimestre, lequel tient compte de profits de change reclassés du poste Autres composantes des capitaux propres. Pour plus de détails, se reporter à la note 7 de nos états financiers résumés.

City National Corporation

Le 22 janvier 2015, nous annonçons la signature d'un accord de fusion visant l'acquisition de City National Corporation (City National), la société de portefeuille qui détient City National Bank, en contrepartie d'un montant en trésorerie et d'actions ordinaires de RBC. À la date de l'annonce, la valeur de la transaction totalisait environ 5,4 milliards de dollars US. Le total de la contrepartie versée se composera d'un montant en trésorerie d'environ 2,7 milliards de dollars US et d'environ 44 millions d'actions ordinaires de RBC. Le nombre total d'actions ordinaires de RBC devant être émises et le montant en trésorerie devant être versé dans le cadre de la transaction sont fixes. La valeur de la transaction sera déterminée au moment où la transaction sera conclue, selon le cours de nos actions à cette date. La transaction devrait être conclue au premier trimestre de 2016; elle est assujettie aux conditions de clôture habituelles, y compris les approbations réglementaires requises. Les actionnaires ordinaires de City National ont approuvé la transaction lors d'un vote effectué le 27 mai 2015. Pour plus de détails, se reporter à la note 7 de nos états financiers résumés.

Rendement financier

Vue d'ensemble

Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014

Le bénéfice net s'est établi à 2 475 millions de dollars, soit une hausse de 97 millions, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,66 \$, en hausse de 0,07 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 18,1 %, en baisse de 150 points de base par rapport à 19,6 % à l'exercice précédent. Notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie s'est établi à 10,1 %.

En excluant un élément précisé ayant trait à l'exercice précédent et décrit ci-après, le bénéfice net a augmenté de 57 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à l'exercice précédent, et le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,66 \$, en hausse de 0,04 \$. Nos résultats reflètent la solide croissance des volumes et la forte croissance des revenus tirés des services tarifés de la plupart des secteurs d'activité du secteur Services bancaires canadiens, l'incidence favorable de la conversion des devises sur le bénéfice et la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients. La hausse du bénéfice tiré des opérations de change a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les résultats à la baisse tirés des activités de négociation découlant des conditions de marché moins favorables, par l'augmentation du taux d'imposition effectif, par la réduction des volumes de transactions et par la variation de la juste valeur de notre régime de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui a trait au secteur Gestion de patrimoine.

Pour plus de détails sur nos résultats et sur le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, se reporter aux rubriques Résultats des secteurs d'exploitation et Gestion du capital, respectivement.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2015

Le bénéfice net a diminué de 27 millions de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action a diminué de 0,02 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a reculé de 120 points de base, par rapport à 19,3 % au dernier trimestre.

En excluant un élément précisé comptabilisé au dernier trimestre et décrit ci-après, le bénéfice net a augmenté de 81 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, et le bénéfice dilué par action a progressé de 0,05 \$. Nos résultats reflètent la hausse du bénéfice découlant de l'incidence favorable de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de plus, particulièrement en ce qui a trait au secteur Services bancaires canadiens, ainsi que la forte croissance des revenus tirés des services tarifés et la solide croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité du secteur Services bancaires canadiens. L'augmentation est également attribuable à la diminution des coûts liés aux sinistres, qui a trait essentiellement à nos produits de rétrocession vie, à l'incidence favorable des activités liées aux placements sur les polices d'assurance vie au Canada, ainsi qu'à l'accroissement des activités de fusion et d'acquisition. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les résultats à la baisse tirés des activités de négociation reflétant les conditions de marché moins favorables, ainsi que par la réduction des activités de montage par rapport aux niveaux élevés enregistrés au dernier trimestre.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net s'est établi à 7 433 millions de dollars, en hausse de 762 millions, ou 11 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action sur neuf mois s'est élevé à 4,99 \$, en hausse de 0,56 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 18,9 %, en baisse de 10 points de base.

En excluant les éléments précisés décrits ci-après, le bénéfice net a progressé de 522 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à l'exercice précédent, et le bénéfice dilué par action a augmenté de 0,40 \$. Nos résultats reflètent la solide croissance des volumes et la forte croissance des revenus tirés des services tarifés de la plupart des secteurs d'activité du secteur Services bancaires canadiens, ainsi que la forte croissance des activités du secteur Marchés des Capitaux. L'augmentation découle également de la hausse du bénéfice attribuable à la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, de l'incidence favorable de la conversion des devises, du bénéfice à la hausse tiré des opérations de change, ainsi que de la hausse du bénéfice tiré des nouveaux contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités, par la réduction des écarts de taux, ainsi que par des coûts de restructuration de 76 millions de dollars (53 millions après impôt) ayant trait au secteur Gestion de patrimoine – États-Unis et International.

Éléments précisés

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015, nos résultats ont été touchés par un profit de 108 millions de dollars (avant et après impôt) découlant de la liquidation d'une filiale américaine de financement ayant donné lieu à la reprise d'un écart de conversion comptabilisé précédemment dans les autres composantes des capitaux propres, qui a été comptabilisé dans le secteur Services de soutien généraux au dernier trimestre. Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2014, nos résultats ont été touchés par une perte de 40 millions de dollars (avant et après impôt), laquelle tenait compte d'un écart de change lié à la clôture de la vente des activités de RBC en Jamaïque. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, nos résultats ont été touchés par une perte totalisant 100 millions de dollars (avant et après impôt) liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque, ainsi que par une provision de 40 millions (32 millions après impôt) liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles. Les résultats excluant ces éléments précisés sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Incidence estimative du change sur nos résultats financiers consolidés

Les fluctuations des taux de change influent sur nos résultats libellés en devises. Les revenus, la dotation à la provision pour pertes sur créances, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, les frais autres que d'intérêt ainsi que le bénéfice net libellés en devises sont convertis à l'aide du taux de change moyen pour la période.

Le tableau suivant reflète l'incidence estimative du change sur les principaux éléments du compte de résultat :

	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes
	Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014	Troisième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2015	Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)			
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	295 \$	60 \$	694 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	3	–	5
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	25	10	45
Frais autres que d'intérêt	196	43	440
Impôt sur le résultat	27	2	85
Bénéfice net	44	5	119
Incidence sur le bénéfice par action :			
De base	0,03 \$	0,00 \$	0,08 \$
Dilué	0,03	0,00	0,08

Le tableau suivant illustre les taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités :

	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2015	le 30 avril 2015	le 31 juillet 2014	le 31 juillet 2015	le 31 juillet 2014
(moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)					
Dollar US	0,789 \$	0,806 \$	0,925 \$	0,811 \$	0,919 \$
Livre sterling	0,508	0,530	0,547	0,527	0,550
Euro	0,715	0,729	0,682	0,716	0,673

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Total des revenus

	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2015	le 30 avril 2015	le 31 juillet 2014	le 31 juillet 2015	le 31 juillet 2014
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Revenu d'intérêt	5 755 \$	5 557 \$	5 673 \$	17 014 \$	16 543 \$
Frais d'intérêt	1 972	2 000	2 026	6 043	5 987
Revenu net d'intérêt	3 783 \$	3 557 \$	3 647 \$	10 971 \$	10 556 \$
Marge nette d'intérêt (selon la moyenne des actifs productifs) (1)	1,72 %	1,71 %	1,90 %	1,72 %	1,88 %
Services de placement (2)	2 063 \$	2 020 \$	1 849 \$	6 070 \$	5 431 \$
Activités d'assurance (2)	1 021	806	1 383	3 719	3 790
Activités de négociation	56	359	285	755	895
Services bancaires (2)	1 071	1 195	1 093	3 261	3 078
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	531	559	552	1 535	1 381
Autres (2)	303	334	181	991	595
Revenus autres que d'intérêt	5 045 \$	5 273 \$	5 343 \$	16 331 \$	15 170 \$
Total des revenus	8 828 \$	8 830 \$	8 990 \$	27 302 \$	25 726 \$
Renseignements supplémentaires					
Total des revenus tirés des activités de négociation					
Revenu net d'intérêt	623 \$	595 \$	578 \$	1 758 \$	1 505 \$
Revenus autres que d'intérêt	56	359	285	755	895
Total des revenus tirés des activités de négociation	679 \$	954 \$	863 \$	2 513 \$	2 400 \$

(1) La marge nette d'intérêt (selon la moyenne des actifs productifs) représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne du total des actifs productifs.

(2) Se reporter à la rubrique Rendement financier de notre rapport annuel 2014 pour une définition de ces catégories.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014

Le total des revenus a diminué de 162 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient compte de la variation défavorable de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance de 292 millions, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. L'incidence favorable de la conversion des devises ce trimestre s'est traduite par une augmentation du total des revenus de 295 millions de dollars.

Le revenu net d'intérêt s'est accru de 136 millions de dollars, ou 4 %, en raison principalement de la solide croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité du secteur Services bancaires canadiens et de l'accroissement des activités de prêts du secteur Marchés des Capitaux. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des écarts de taux.

La marge nette d'intérêt a diminué de 18 points de base par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement de la baisse des taux d'intérêt et des pressions concurrentielles. La diminution découle également du changement effectué au quatrième trimestre de 2014 relativement à la comptabilisation de certaines commissions sur prêts liées à notre portefeuille de prêts aux entreprises, qui ont été reclassées du poste Revenu net d'intérêt au poste Revenus autres que d'intérêt du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Les revenus tirés des services de placement ont augmenté de 214 millions de dollars, ou 12 %, en raison principalement de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et de l'incidence favorable de la conversion des devises. L'augmentation est aussi attribuable à l'accroissement des commissions de courtage en valeurs mobilières du secteur Marchés des Capitaux et à l'augmentation des frais de placement liés aux fonds communs de placement du secteur Services bancaires canadiens. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des volumes de transactions du secteur Gestion de patrimoine reflétant les conditions de marché incertaines, ainsi que par la variation de la juste valeur de notre régime de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis.

Les revenus tirés du secteur Assurances ont diminué de 362 millions de dollars, ou 26 %, résultat qui tient principalement à la variation défavorable de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, laquelle découle de la hausse des taux d'intérêt à long terme, ainsi qu'à la réduction des revenus liés à nos produits de rétrocession, qui ont dans les deux cas été en grande partie compensés dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance de nos activités liées aux polices d'assurance vie, habitation et automobile.

Les revenus tirés des activités de négociation inscrits dans les revenus autres que d'intérêt ont diminué de 229 millions de dollars. Le total des revenus tirés des activités de négociation, qui se compose des produits tirés des activités de négociation inscrits aux postes Revenu net d'intérêt et Revenus autres que d'intérêt, s'est établi à 679 millions de dollars, en baisse de 184 millions, ou 21 %. Ce résultat reflète essentiellement les résultats à la baisse tirés des activités de négociation tenant aux conditions de marché moins favorables par rapport aux niveaux élevés enregistrés à l'exercice précédent, facteur neutralisé en partie par l'incidence favorable de la conversion des devises.

Les revenus tirés des services bancaires ont diminué de 22 millions de dollars, ou 2 %, en raison principalement de la variation de la juste valeur de certains titres disponibles à la vente utilisés aux fins des activités de financement, qui est compensée dans les autres revenus. Ce facteur a été neutralisé en partie par l'augmentation des soldes de prêts sur cartes de crédit et des volumes de transactions, ainsi que par la hausse des revenus de change, laquelle reflète l'accroissement des activités des clients tenant en grande partie à la volatilité du marché.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ont diminué de 21 millions de dollars, ou 4 %, résultat qui s'explique en grande partie par la diminution des activités de montage de titres de participation aux États-Unis et au Canada, par rapport aux niveaux élevés enregistrés à l'exercice précédent. Ce facteur a été neutralisé en partie par la forte croissance des activités de fusion et d'acquisition aux États-Unis et en Europe, par l'accroissement des activités de montage de prêts, principalement aux États-Unis, ainsi que par l'incidence favorable de la conversion des devises.

Les autres revenus ont augmenté de 122 millions de dollars, ou 67 %, en raison principalement de la variation de la juste valeur de certains dérivés qui servent de couverture économique à nos activités de financement et dont il est fait mention ci-dessus.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2015

Le total des revenus a diminué de 2 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. En excluant un élément précisé ayant trait au trimestre précédent dont il est fait mention ci-dessus, le total des revenus a augmenté de 106 millions de dollars, ou 1 %, en raison principalement de la variation favorable de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. L'augmentation est aussi attribuable à l'incidence favorable de facteurs saisonniers sur nos services bancaires, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de plus, à la forte croissance des revenus tirés des services tarifés et à la solide croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité du secteur Services bancaires canadiens, ainsi qu'à l'incidence favorable de la conversion des devises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les revenus à la baisse tirés des activités de négociation reflétant les conditions de marché moins favorables, ainsi que par la diminution des activités de montage par rapport aux niveaux élevés enregistrés au dernier trimestre.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014 (résultats sur neuf mois)

Le total des revenus s'est accru de 1 576 millions de dollars, ou 6 %. En excluant un élément précisé dont il est fait mention ci-dessus, le total des revenus a augmenté de 1 468 millions de dollars, ou 6 %, en raison essentiellement de l'incidence favorable de la conversion des devises, ainsi que de la solide croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité et de la forte croissance des revenus tirés des services tarifés du secteur Services bancaires canadiens. L'augmentation est aussi attribuable à la solide croissance des activités du secteur Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, à la croissance du secteur Assurances – Canada, aux revenus à la hausse tirés des contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni, ainsi qu'aux revenus à la hausse tirés des activités de négociation reflétant l'accroissement des activités des clients et les conditions de marché plus favorables au premier semestre de l'exercice. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des revenus liés à nos produits de rétrocession, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, par la réduction des écarts de taux, ainsi que par la diminution des activités de montage de titres de participation.

Les revenus excluant l'élément précisé dont il est fait mention ci-dessus sont une mesure hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 13 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement de la baisse des dotations liées aux services bancaires dans les Antilles, facteur neutralisé en partie par la hausse des dotations des secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires canadiens.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2015

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 12 millions de dollars, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la baisse des dotations du secteur Gestion de patrimoine, facteur neutralisé en partie par la hausse des dotations du secteur Services bancaires canadiens.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014 (résultats sur neuf mois)

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 3 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse des dotations des secteurs Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux, facteur neutralisé en grande partie par la baisse des dotations liées au secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Pour plus de détails sur la dotation à la provision pour pertes sur créances, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance**Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014**

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 353 millions de dollars, ou 35 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la variation défavorable de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, ainsi que de la réduction des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ayant trait à nos produits de rétrocession, qui sont en grande partie compensés dans les revenus tirés des activités d'assurance. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance des activités, y compris un nouveau contrat de réassurance de rentes au Royaume-Uni, ainsi que par la hausse des coûts liés aux sinistres au titre de nos produits de rétrocession vie.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2015

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 163 millions de dollars, ou 33 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la variation favorable de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les revenus tirés des activités d'assurance. Ce facteur a été neutralisé en partie par l'incidence favorable des activités liées aux placements ayant trait aux polices d'assurance vie au Canada, ainsi que par la diminution des coûts nets liés aux sinistres.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014 (résultats sur neuf mois)

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 150 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la réduction des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance au titre de nos produits de rétrocession, qui est en grande partie compensée dans les revenus tirés des activités d'assurance, ainsi que de la baisse des coûts liés aux sinistres du secteur Assurances – Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance des activités du secteur Assurances – International, y compris de nouveaux contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni, ainsi que par la variation favorable de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les revenus tirés des activités d'assurance. De plus, les résultats de l'exercice précédent ont été touchés par des ajustements favorables des provisions techniques reflétant les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses.

Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2015	le 30 avril 2015	le 31 juillet 2014 (2)	le 31 juillet 2015	le 31 juillet 2014 (2)
Salaires	1 309 \$	1 273 \$	1 216 \$	3 849 \$	3 601 \$
Rémunération variable	1 133	1 264	1 253	3 578	3 465
Avantages du personnel et conservation du personnel	399	421	373	1 252	1 200
Rémunération fondée sur des actions	49	38	24	222	184
Ressources humaines	2 890 \$	2 996 \$	2 866 \$	8 901 \$	8 450 \$
Matériel	327	311	287	935	859
Frais d'occupation	351	356	350	1 042	997
Communications	213	224	207	635	588
Honoraires	223	204	178	625	500
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	180	178	171	532	490
Autres	451	467	543	1 321	1 437
Frais autres que d'intérêt	4 635 \$	4 736 \$	4 602 \$	13 991 \$	13 321 \$
Ratio d'efficacité (1)	52,5 %	53,6 %	51,2 %	51,2 %	51,8 %

(1) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(2) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014

Les frais autres que d'intérêt se sont accrues de 33 millions de dollars, ou 1 %. En excluant la perte de 40 millions de dollars (avant et après impôt) liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque comptabilisée à l'exercice précédent, les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 73 millions, ou 2 %, résultat qui tient compte d'une augmentation de 196 millions découlant de l'incidence de la conversion des devises. La hausse des coûts en raison de la croissance des activités a été largement neutralisée par la diminution de la rémunération variable, par la réduction des provisions pour litiges et des frais juridiques connexes du secteur Marchés des Capitaux, ainsi que par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité.

Le ratio d'efficacité s'est établi à 52,5 %, en hausse de 130 points de base par rapport à 51,2 % à l'exercice précédent. En excluant l'élément précisé ayant trait à l'exercice précédent et dont il est fait mention ci-dessus, le ratio d'efficacité a augmenté de 180 points de base par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient en grande partie à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2015

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 101 millions de dollars, ou 2 %, en raison principalement de la réduction de la rémunération variable au sein du secteur Marchés des Capitaux et de la baisse des coûts de restructuration du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis et International. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence défavorable de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de plus, ainsi que par l'incidence de la conversion des devises. Les résultats du trimestre précédent tenaient compte de la perte de 23 millions de dollars (avant et après impôt) liée à la vente annoncée précédemment des activités bancaires de RBC au Suriname.

Le ratio d'efficacité s'est établi à 52,5 %, en baisse de 110 points de base par rapport à 53,6 % au dernier trimestre. En excluant le profit de 108 millions de dollars découlant de la reprise d'un écart de conversion ayant eu une incidence favorable sur les revenus au dernier trimestre, le ratio d'efficacité a diminué de 180 points de base par rapport au dernier trimestre, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014 (résultats sur neuf mois)

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 670 millions de dollars, ou 5 %. En excluant l'élément précisé ayant trait à l'exercice précédent dont il est fait mention ci-dessus, les frais autres que d'intérêt se sont accrues de 810 millions de dollars, ou 6 %, résultat qui reflète essentiellement la hausse des coûts en raison de la croissance des activités, l'incidence de la conversion des devises, ainsi que les coûts de restructuration du secteur Marchés des Capitaux dont il est fait mention ci-dessus. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des provisions pour litiges et des frais juridiques connexes du secteur Marchés des Capitaux.

Le ratio d'efficacité s'est établi à 51,2 %, en baisse de 60 points de base par rapport à 51,8 % à l'exercice précédent. En excluant les éléments précisés ayant trait à l'exercice en cours et à l'exercice précédent dont il est fait mention ci-dessus, le ratio d'efficacité s'est établi à 51,4 %, en hausse de 20 points de base par rapport à l'exercice précédent.

Les frais autres que d'intérêt et le ratio d'efficacité excluant les éléments précisés dont il est fait mention ci-dessus sont des mesures hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Impôt sur le résultat

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2015	le 30 avril 2015	le 31 juillet 2014	le 31 juillet 2015	le 31 juillet 2014
Impôt sur le résultat	792 \$	817 \$	718 \$	2 385 \$	2 094 \$
Bénéfice net avant impôt	3 267 \$	3 319 \$	3 096 \$	9 818 \$	8 765 \$
Taux d'imposition canadien prévu par la loi (1)	26,3 %	26,3 %	26,3 %	26,3 %	26,3 %
Taux d'imposition moyen moins élevé applicable aux filiales	(0,2)%	(0,3)%	(2,5)%	(0,7)%	(2,3)%
Revenu tiré de valeurs mobilières exonéré d'impôt	(3,2)%	(2,7)%	(4,3)%	(2,9)%	(3,5)%
Modification du taux d'imposition	0,1 %	0,6 %	0,0 %	0,2 %	0,0 %
Incidence des pertes fiscales, des crédits d'impôt ou des différences temporaires non comptabilisés précédemment	(0,1)%	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Autres	1,3 %	0,7 %	3,7 %	1,4 %	3,4 %
Taux d'imposition effectif (2)	24,2 %	24,6 %	23,2 %	24,3 %	23,9 %

(1) Taux d'imposition fédéral et provinciaux combinés prévus par la loi.

(2) Total de l'impôt sur le résultat en pourcentage du bénéfice net avant impôt sur le résultat.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014

La charge d'impôt a augmenté de 74 millions de dollars, ou 10 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse du bénéfice avant impôt. Le taux d'imposition effectif s'est établi à 24,2 %, en hausse de 100 points de base, résultat qui tient en grande partie à la baisse du revenu exonéré d'impôt et à l'incidence de la hausse du bénéfice pour l'exercice considéré dans les territoires où le taux d'imposition est plus élevé. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des ajustements fiscaux défavorables.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2015

La charge d'impôt a diminué de 25 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au dernier trimestre, en raison principalement de la réduction du bénéfice avant impôt. Le taux d'imposition effectif s'est élevé à 24,2 %, en baisse de 40 points de base par rapport à 24,6 % au dernier trimestre, résultat qui tient essentiellement à la hausse du revenu exonéré d'impôt.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014 (résultats sur neuf mois)

La charge d'impôt a augmenté de 291 millions de dollars, ou 14 %, en raison essentiellement de la hausse du bénéfice avant impôt. Le taux d'imposition effectif s'est établi à 24,3 %, en hausse de 40 points de base, en raison principalement de la diminution du revenu exonéré d'impôt et de l'incidence de la hausse du bénéfice pour l'exercice considéré dans les territoires où le taux d'imposition est plus élevé. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des ajustements fiscaux défavorables.

Résultats des secteurs d'exploitation

Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

La direction revoit périodiquement les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion afin de s'assurer de leur validité, et celles-ci n'ont pas changé depuis le 31 octobre 2014. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2014.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

Mesures du rendement

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres, y compris le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Nous utilisons le rendement

des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteur d'exploitation, à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La direction considère la mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources puisqu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2014.

Les tableaux suivants présentent un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires :

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos								
	le 31 juillet 2015							le 30 avril 2015	le 31 juillet 2014
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	1 264 \$	278 \$	172 \$	164 \$	530 \$	(9) \$	2 399 \$	2 426 \$	2 297 \$
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	16 550	5 950	1 550	2 650	16 300	9 600	52 600	51 500	46 400
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	30,3 %	18,6 %	43,6 %	24,5 %	12,9 %	n.s.	18,1 %	19,3 %	19,6 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les périodes de neuf mois closes							
	le 31 juillet 2015							le 31 juillet 2014
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	3 686 \$	769 \$	478 \$	460 \$	1 721 \$	105 \$	7 219 \$	6 425 \$
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	16 300	5 900	1 550	2 550	16 300	8 500	51 100	45 300
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	30,3 %	17,5 %	41,1 %	24,2 %	14,1 %	n.s.	18,9 %	19,0 %

(1) Les chiffres ayant trait à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.

(2) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué ou de capital économique.

(3) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

n.s. non significatif

Mesures hors PCGR

Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR décrites ci-dessous sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance. Ces mesures accroissent la comparabilité de notre rendement financier pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015 par rapport aux résultats des périodes correspondantes de l'exercice précédent et du trimestre clos le 30 avril 2015, et, en ce qui concerne le bénéfice économique, servent à évaluer l'apport relatif à la valeur pour les actionnaires. Les mesures hors PCGR n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

L'analyse qui suit décrit les mesures hors PCGR que nous utilisons pour évaluer nos résultats d'exploitation.

Bénéfice économique

Le bénéfice économique représente le bénéfice net à l'exclusion de l'incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles, moins une charge de capital liée à l'utilisation du capital attribué. Il permet d'évaluer le rendement généré par nos secteurs d'exploitation en sus de notre coût des capitaux, ce qui permet ainsi aux utilisateurs de l'information financière de connaître les contributions relatives.

La charge de capital comprend une charge au titre des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des actions privilégiées. En 2014, nous avons révisé le coût des capitaux propres; ce coût, qui était de 8,5 % en 2013, a été porté à 9,0 %, en raison principalement de la hausse des taux d'intérêt à long terme. Le coût du capital pour 2015 s'est établi à 9,0 %, soit un résultat inchangé.

Les tableaux suivants présentent un sommaire de notre bénéfice économique :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos								le 30 avril 2015	le 31 juillet 2014	
	le 31 juillet 2015							Total			Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total				
Bénéfice net	1 281 \$	285 \$	173 \$	167 \$	545 \$	24 \$	2 475 \$	2 502 \$	2 378 \$		
Ajouter : Participations ne donnant pas le contrôle	(1)	(1)	–	–	–	(24)	(26)	(29)	(26)		
Incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles	4	17	–	5	1	–	27	30	29		
Réduction de valeur des immobilisations incorporelles	–	–	–	–	–	–	–	4	2		
Bénéfice net (perte nette), montant ajusté	1 284 \$	301 \$	173 \$	172 \$	546 \$	– \$	2 476 \$	2 507 \$	2 383 \$		
Moins : Charge de capital	392	140	36	63	386	227	1 244	1 176	1 107		
Bénéfice (perte) économique	892 \$	161 \$	137 \$	109 \$	160 \$	(227)\$	1 232 \$	1 331 \$	1 276 \$		

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes								le 31 juillet 2014
	le 31 juillet 2015							Total	
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total		
Bénéfice net	3 736 \$	786 \$	481 \$	468 \$	1 764 \$	198 \$	7 433 \$	6 671 \$	
Ajouter : Participations ne donnant pas le contrôle	(6)	(1)	–	(1)	–	(69)	(77)	(77)	
Incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles	19	52	–	16	1	(1)	87	93	
Réduction de valeur des immobilisations incorporelles	–	4	–	–	–	–	4	2	
Bénéfice net (perte nette), montant ajusté	3 749 \$	841 \$	481 \$	483 \$	1 765 \$	128 \$	7 447 \$	6 689 \$	
Moins : Charge de capital	1 140	412	108	178	1 140	599	3 577	3 220	
Bénéfice (perte) économique	2 609 \$	429 \$	373 \$	305 \$	625 \$	(471)\$	3 870 \$	3 469 \$	

Résultats excluant les éléments précisés

Nos résultats reflètent l'incidence des éléments précisés suivants :

- Pour le trimestre clos le 30 avril 2015 et la période de neuf mois close le 31 juillet 2015, un profit de 108 millions de dollars (avant et après impôt) découlant de la liquidation d'une filiale américaine de financement ayant donné lieu à la reprise d'un écart de conversion comptabilisé précédemment dans les autres composantes des capitaux propres, qui a été comptabilisé dans le secteur Services de soutien généraux au deuxième trimestre de 2015.
- Pour le trimestre clos le 31 juillet 2014, une perte de 40 millions de dollars (avant et après impôt) liée à la clôture de la vente des activités de RBC en Jamaïque, comptabilisée dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.
- Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, une perte totalisant 100 millions de dollars (avant et après impôt) liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque, qui se compose de la perte de 40 millions (avant et après impôt) dont il est fait mention ci-dessus et comptabilisée au troisième trimestre de 2014 et d'une perte de 60 millions (avant et après impôt) comptabilisée au premier trimestre de 2014, ainsi que d'une provision de 40 millions (32 millions après impôt) liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles; ces deux éléments ont été comptabilisés dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Les tableaux suivants présentent les calculs liés à nos résultats et mesures consolidés et sectoriels excluant ces éléments précisés pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015, pour le trimestre clos le 30 avril 2015 et pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014 :

Résultats consolidés

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	Pour les trimestres clos (1)					
	le 30 avril 2015			le 31 juillet 2014		
	Éléments exclus			Éléments exclus		
	Données présentées	Reprise d'un écart de conversion	Données ajustées	Données présentées (3)	Perte liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque	Données ajustées
Activités poursuivies						
Total des revenus	8 830 \$	(108)\$	8 722 \$	8 990 \$	– \$	8 990 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	282	–	282	283	–	283
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	493	–	493	1 009	–	1 009
Frais autres que d'intérêt	4 736	–	4 736	4 602	(40)	4 562
Bénéfice net avant impôt	3 319 \$	(108)\$	3 211 \$	3 096 \$	40 \$	3 136 \$
Impôt sur le résultat	817	–	817	718	–	718
Bénéfice net	2 502 \$	(108)\$	2 394 \$	2 378 \$	40 \$	2 418 \$
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 426 \$	(108)\$	2 318 \$	2 297 \$	40 \$	2 337 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 442 078		1 442 078	1 442 312		1 442 312
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,68 \$	(0,07)\$	1,61 \$	1,59 \$	0,03 \$	1,62 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 448 651		1 448 651	1 449 455		1 449 455
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,68 \$	(0,07)\$	1,61 \$	1,59 \$	0,03 \$	1,62 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	51 500 \$		51 500 \$	46 400 \$		46 400 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	19,3 %		18,5 %	19,6 %		20,0 %
Ratio d'efficience	53,6 %		54,3 %	51,2 %		50,7 %
Taux d'imposition effectif	24,6 %		25,4 %	23,2 %		22,9 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	Pour les périodes de neuf mois closes (1)						
	le 31 juillet 2015			le 31 juillet 2014			
	Éléments exclus			Éléments exclus			
	Données présentées	Reprise d'un écart de conversion	Données ajustées	Données présentées (3)	Perte liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque	Provision liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration	Données ajustées
Activités poursuivies							
Total des revenus	27 302 \$	(108)\$	27 194 \$	25 726 \$	– \$	\$	25 726 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	822	–	822	819	–		819
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	2 671	–	2 671	2 821	–		2 821
Frais autres que d'intérêt	13 991	–	13 991	13 321	(100)	(40)	13 181
Bénéfice net avant impôt	9 818 \$	(108)\$	9 710 \$	8 765 \$	100 \$	40 \$	8 905 \$
Impôt sur le résultat	2 385	–	2 385	2 094	–	8	2 102
Bénéfice net	7 433 \$	(108)\$	7 325 \$	6 671 \$	100 \$	32 \$	6 803 \$
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	7 219 \$	(108)\$	7 111 \$	6 425 \$	100 \$	32 \$	6 557 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 442 579		1 442 579	1 442 615			1 442 615
Bénéfice de base par action (en dollars)	5,00 \$	(0,07)\$	4,93 \$	4,45 \$	0,07 \$	0,02 \$	4,54 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 449 206		1 449 206	1 452 868			1 452 868
Bénéfice dilué par action (en dollars)	4,99 \$	(0,07)\$	4,92 \$	4,43 \$	0,07 \$	0,02 \$	4,52 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	51 100 \$		51 100 \$	45 300 \$			45 300 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	18,9 %		18,6 %	19,0 %			19,4 %
Ratio d'efficience	51,2 %		51,4 %	51,8 %			51,2 %
Taux d'imposition effectif	24,3 %		24,6 %	23,9 %			23,6 %

(1) Nous n'avons comptabilisé aucun élément précisé pour les trimestres clos le 31 juillet 2015 et le 31 janvier 2015.

(2) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

(3) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre clos (1)		
	le 31 juillet 2014		
	Données présentées (2)	Éléments exclus	
Perte liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque		Données ajustées	
Total des revenus	3 462 \$	– \$	3 462 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	284	–	284
Frais autres que d'intérêt	1 632	(40)	1 592
Bénéfice net avant impôt	1 546	40	1 586
Bénéfice net	1 138 \$	40 \$	1 178 \$
Principales données et autres renseignements			
Frais autres que d'intérêt	1 632 \$	(40)\$	1 592 \$
Total des revenus	3 462	–	3 462
Ratio d'efficacité	47,1 %		46,0 %
Taux de croissance des revenus	2,7 %		2,7 %
Taux de croissance des frais autres que d'intérêt	2,9 %		0,4 %
Levier d'exploitation	(0,2)%		2,3 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour la période de neuf mois close (1)			
	le 31 juillet 2014			
	Données présentées (2)	Éléments exclus		
Perte liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque		Provision liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration	Données ajustées	
Total des revenus	10 179 \$	– \$	– \$	10 179 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	789	–	–	789
Frais autres que d'intérêt	4 877	(100)	(40)	4 737
Bénéfice net avant impôt	4 513	100	40	4 653
Bénéfice net	3 324 \$	100 \$	32 \$	3 456 \$
Principales données et autres renseignements				
Frais autres que d'intérêt	4 877 \$	(100)\$	(40)\$	4 737 \$
Total des revenus	10 179			10 179
Ratio d'efficacité	47,9 %			46,5 %
Taux de croissance des revenus	4,8 %			4,8 %
Taux de croissance des frais autres que d'intérêt	6,8 %			3,7 %
Levier d'exploitation	(2,0)%			1,1 %

(1) Aucun élément précisé n'a été comptabilisé dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015.

(2) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2015	30 avril 2015	31 juillet 2014	31 juillet 2015	31 juillet 2014
Revenu net d'intérêt	2 543 \$	2 399 \$	2 475 \$	7 435 \$	7 296 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 083	1 073	987	3 229	2 883
Total des revenus	3 626	3 472	3 462	10 664	10 179
Dotation à la provision pour pertes sur créances	257	235	284	744	789
Frais autres que d'intérêt	1 648	1 618	1 632	4 894	4 877
Bénéfice net avant impôt	1 721	1 619	1 546	5 026	4 513
Bénéfice net	1 281 \$	1 200 \$	1 138 \$	3 736 \$	3 324 \$
Revenus par division					
Services bancaires canadiens	3 390 \$	3 244 \$	3 252 \$	9 970 \$	9 523 \$
Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis	236	228	210	694	656
Principales données et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	30,3 %	29,7 %	29,4 %	30,3 %	29,2 %
Marge nette d'intérêt (1)	2,72 %	2,70 %	2,79 %	2,71 %	2,79 %
Ratio d'efficience (2)	45,4 %	46,6 %	47,1 %	45,9 %	47,9 %
Ratio d'efficience ajusté (2), (3)	s.o.	s.o.	46,0 %	s.o.	46,5 %
Levier d'exploitation	3,8 %	2,1 %	(0,2)%	4,4 %	(2,0)%
Levier d'exploitation ajusté (3)	1,2 %	s.o.	2,3 %	1,5 %	1,1 %
Taux d'imposition effectif	25,6 %	25,9 %	26,4 %	25,7 %	26,3 %
Moyenne du total des actifs productifs (4)	370 700 \$	365 100 \$	352 500 \$	366 200 \$	349 200 \$
Moyenne des prêts et acceptations (4)	369 100	363 800	351 500	364 800	348 500
Moyenne des dépôts	299 200	294 400	279 100	295 800	276 700
Biens administrés (5)	227 900	226 700	213 600	227 900	213 600
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,28 %	0,26 %	0,32 %	0,27 %	0,30 %

Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de montants libellés en dollars américains et en dollars de Trinité-et-Tobago (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes
	Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014	Troisième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2015	Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	17 \$	2 \$	50 \$
Frais autres que d'intérêt	11	1	31
Bénéfice net	4	1	13
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US	(15)%	(2)%	(12)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars de Trinité-et-Tobago	(16)%	(2)%	(13)%

(1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne du total des actifs productifs.

(2) Le ratio d'efficience représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(3) Les mesures, qui sont des mesures hors PCGR, ont été ajustées en excluant la perte de 40 millions de dollars liée à la conclusion de la vente des activités de RBC en Jamaïque enregistrée au troisième trimestre de 2014, la perte de 60 millions liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque enregistrée au premier trimestre de 2014, ainsi que la provision de 40 millions liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(4) Comprend la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés pour le trimestre clos le 31 juillet 2015, laquelle s'est établie à 56,6 milliards de dollars et à 8,4 milliards, respectivement (56,7 milliards et 7,9 milliards au 30 avril 2015; 52,0 milliards et 8,3 milliards au 31 juillet 2014).

(5) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés de 21,7 milliards de dollars et de 8,4 milliards, respectivement, au 31 juillet 2015 (22,5 milliards et 7,9 milliards au 30 avril 2015; 23,1 milliards et 8,3 milliards au 31 juillet 2014).

s.o. sans objet

Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014

Le bénéfice net a augmenté de 143 millions de dollars, ou 13 %, par rapport à l'exercice précédent. En excluant la perte de 40 millions de dollars (avant et après impôt) liée à la clôture de la vente des activités de RBC en Jamaïque comptabilisée à l'exercice précédent, le bénéfice net s'est accru de 103 millions, ou 9 %, en raison principalement de la solide croissance des volumes et de la forte croissance des revenus tirés des services tarifés de la plupart des secteurs d'activité au Canada, ainsi que de l'augmentation du bénéfice dans les Antilles. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités et par la réduction des écarts de taux.

Le total des revenus a augmenté de 164 millions de dollars, ou 5 %.

Les revenus tirés des Services bancaires canadiens ont augmenté de 138 millions de dollars, ou 4 %, résultat qui reflète la solide croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité et la forte croissance des revenus tirés des services tarifés découlant essentiellement des solides ventes nettes de fonds de placement à long terme et de l'appréciation du capital, qui ont donné lieu à une hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement, ainsi que l'augmentation des revenus sur cartes et des revenus de change. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des écarts de taux.

Les revenus tirés des Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis se sont accrus de 26 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de l'incidence favorable de la conversion des devises. Les résultats de l'exercice précédent tenaient compte des revenus tirés des activités de RBC en Jamaïque.

La marge nette d'intérêt a diminué de 7 points de base, en raison principalement du changement effectué au quatrième trimestre de 2014 et en vertu duquel certaines commissions sur prêts liées à notre portefeuille de prêts aux entreprises, qui étaient comptabilisées dans le revenu net d'intérêt, sont maintenant comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêt, ce qui s'est traduit par une diminution de 3 points de base de la marge nette d'intérêt. La diminution tient également aux plus faibles taux d'intérêt et aux pressions concurrentielles.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 27 millions de dollars, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 4 points de base, en raison essentiellement de la diminution des dotations liées à nos portefeuilles dans les Antilles, facteur neutralisé en partie par la hausse des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit et par l'accroissement de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts hypothécaires résidentiels au Canada. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 16 millions de dollars, ou 1 %. En excluant la perte liée à la clôture de la vente des activités de RBC en Jamaïque comptabilisée à l'exercice précédent dont il est fait mention ci-dessus, les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 56 millions de dollars, ou 4 %, résultat qui tient principalement à la hausse des coûts en raison de la croissance des activités et à l'incidence de la conversion des devises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité. Les résultats de l'exercice précédent tenaient compte des frais liés aux activités de RBC en Jamaïque.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2015

Le bénéfice net a augmenté de 81 millions de dollars, ou 7 %, par rapport au dernier trimestre, résultat qui reflète l'incidence favorable de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de plus, ainsi que la forte croissance des revenus tirés des services tarifés et la solide croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité au Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités et par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les résultats du trimestre précédent tenaient compte de la perte liée à la vente annoncée précédemment des activités bancaires de RBC au Suriname.

La marge nette d'intérêt a augmenté de 2 points de base. La marge nette d'intérêt au trimestre précédent a été touchée de façon défavorable par un ajustement comptable cumulatif.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net a augmenté de 412 millions de dollars, ou 12 %. En excluant la perte de 100 millions de dollars (avant et après impôt) liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque comptabilisée à l'exercice précédent et la provision de 40 millions (32 millions après impôt) liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles, le bénéfice net s'est accru de 280 millions, ou 8 %, en raison en grande partie de la solide croissance des volumes et de la forte croissance des revenus tirés des services tarifés de la plupart des secteurs d'activité au Canada, ainsi que de la hausse du bénéfice dans les Antilles, facteurs neutralisés en partie par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités et par la réduction des écarts de taux.

Le total des revenus s'est accru de 485 millions de dollars, ou 5 %, résultat qui reflète la solide croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité au Canada et la forte croissance des revenus tirés des services tarifés découlant en grande partie des solides ventes nettes de fonds de placement à long terme et de l'appréciation du capital, qui ont donné lieu à une augmentation des frais de placement liés aux fonds communs de placement, de même que les revenus sur cartes plus élevés. L'augmentation est aussi attribuable à l'incidence favorable de la conversion des devises et à l'application de tarifs pour services traditionnels dans les Antilles. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des écarts de taux. Les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de revenus liés aux activités de RBC en Jamaïque.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 45 millions de dollars, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 3 points de base, ce qui tient principalement à la diminution des dotations liées à nos portefeuilles de prêts commerciaux et de prêts aux particuliers, facteur neutralisé en partie par la hausse des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 17 millions de dollars. En excluant les éléments précisés comptabilisés à l'exercice précédent et dont il est fait mention ci-dessus, les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 157 millions de dollars, ou 3 %, en raison essentiellement de la hausse des coûts liés aux infrastructures et à l'effectif et des coûts de marketing découlant de la croissance des activités. L'augmentation tient également à la hausse des frais autres que d'intérêt découlant de l'incidence de la conversion des devises et à la perte liée à la vente annoncée précédemment des activités bancaires de RBC au Suriname dont il est fait mention ci-dessus. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité. Les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de charges liées aux activités de RBC en Jamaïque.

Les résultats excluant les éléments précisés dont il est fait mention ci-dessus sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Services bancaires canadiens

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2015	30 avril 2015	31 juillet 2014	31 juillet 2015	31 juillet 2014
Revenu net d'intérêt	2 381 \$	2 248 \$	2 331 \$	6 970 \$	6 863 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 009	996	921	3 000	2 660
Total des revenus	3 390	3 244	3 252	9 970	9 523
Dotations à la provision pour pertes sur créances	238	212	230	684	692
Frais autres que d'intérêt	1 476	1 426	1 426	4 362	4 208
Bénéfice net avant impôt	1 676	1 606	1 596	4 924	4 623
Bénéfice net	1 239 \$	1 191 \$	1 185 \$	3 650 \$	3 432 \$
Revenus par division					
Services financiers aux particuliers	1 949 \$	1 843 \$	1 857 \$	5 678 \$	5 442 \$
Services financiers aux entreprises	780	745	771	2 317	2 266
Solutions cartes et paiements	661	656	624	1 975	1 815
Principales données et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	36,5 %	37,1 %	37,7 %	36,8 %	37,4 %
Marge nette d'intérêt (1)	2,66 %	2,64 %	2,73 %	2,66 %	2,73 %
Ratio d'efficacité (2)	43,5 %	44,0 %	43,8 %	43,8 %	44,2 %
Levier d'exploitation	0,7 %	2,4 %	1,7 %	1,0 %	1,0 %
Taux d'imposition effectif	26,1 %	25,8 %	25,8 %	25,9 %	25,8 %
Moyenne du total des actifs productifs (3)	354 600 \$	349 000 \$	339 000 \$	350 400 \$	336 100 \$
Moyenne des prêts et acceptations (3)	360 300	354 700	344 000	356 000	340 900
Moyenne des dépôts	282 000	277 000	264 100	278 700	261 500
Biens administrés (4)	217 700	216 900	204 300	217 700	204 300
Dotations à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,26 %	0,25 %	0,26 %	0,26 %	0,27 %

(1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne du total des actifs productifs.

(2) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(3) Comprend la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés pour le trimestre clos le 31 juillet 2015, laquelle s'est établie à 56,6 milliards de dollars et à 8,4 milliards, respectivement (56,7 milliards et 7,9 milliards au 30 avril 2015; 52,0 milliards et 8,3 milliards au 31 juillet 2014).

(4) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés de 21,7 milliards de dollars et de 8,4 milliards, respectivement, au 31 juillet 2015 (22,5 milliards et 7,9 milliards au 30 avril 2015; 23,1 milliards et 8,3 milliards au 31 juillet 2014).

Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014

Le bénéfice net s'est accru de 54 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète la solide croissance des volumes et la forte croissance des revenus tirés des services tarifés de la plupart des secteurs d'activité, facteurs neutralisés en partie par la réduction des écarts de taux.

Le total des revenus a augmenté de 138 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés des Services financiers aux particuliers ont augmenté de 92 millions de dollars, ou 5 %, résultat qui tient en grande partie à la croissance des volumes de dépôts des particuliers et de prêts hypothécaires résidentiels, ainsi qu'à la hausse des revenus tirés des services tarifés attribuable essentiellement aux ventes nettes élevées de fonds à long terme et à l'appréciation du capital découlant de la hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement.

Les revenus tirés des Services financiers aux entreprises se sont accrus de 9 millions de dollars, ou 1 %, résultat qui tient au fait que la solide croissance des volumes liés aux dépôts des entreprises et aux prêts aux entreprises a été neutralisée en grande partie par la réduction des écarts de taux.

Les revenus tirés des Solutions cartes et paiements se sont accrus de 37 millions de dollars, ou 6 %, en raison essentiellement de l'accroissement des soldes de prêts et des volumes de transactions.

La marge nette d'intérêt a diminué de 7 points de base par rapport à l'exercice précédent, en raison en grande partie du changement effectué au quatrième trimestre de 2014 relativement à la comptabilisation de certaines commissions sur prêts, qui s'est traduit par une réduction de 3 points de base de la marge nette d'intérêt. La diminution tient également aux plus faibles taux d'intérêt et aux pressions concurrentielles.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 8 millions de dollars, en raison principalement de la hausse des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit et de l'accroissement de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts hypothécaires résidentiels. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances est demeuré inchangé.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 50 millions de dollars, ou 4 %, résultat qui tient à la hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2015

Le bénéfice net a augmenté de 48 millions de dollars, ou 4 %, par rapport au dernier trimestre, en raison principalement de l'incidence favorable de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de plus, ainsi que de la forte croissance des revenus tirés des services tarifés et de la solide croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités et par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

La marge nette d'intérêt s'est accrue de 2 points de base. La marge nette d'intérêt au trimestre précédent a été touchée de façon défavorable par un ajustement comptable cumulatif.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net a augmenté de 218 millions de dollars, ou 6 %, en raison de la solide croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité et de la forte croissance des revenus tirés des services tarifés, facteurs neutralisés en partie par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités et par la réduction des écarts de taux.

Le total des revenus s'est accru de 447 millions de dollars, ou 5 %, résultat qui reflète la solide croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité et la forte croissance des revenus tirés des services tarifés découlant en grande partie des solides ventes nettes de fonds de placement à long terme et de l'appréciation du capital, qui ont donné lieu à une hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement, de même que la hausse des revenus sur cartes.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 8 millions de dollars, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 1 point de base, en raison essentiellement de la réduction des dotations liées à nos portefeuilles de prêts commerciaux et de prêts aux petites entreprises, facteur neutralisé en partie par la hausse des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 154 millions de dollars, ou 4 %, en raison principalement de la hausse des coûts liés aux infrastructures et à l'effectif et des coûts de marketing découlant de la croissance des activités.

Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2015	30 avril 2015	31 juillet 2014	31 juillet 2015	31 juillet 2014
Revenu net d'intérêt	129 \$	122 \$	117 \$	375 \$	346 \$
Revenus autres que d'intérêt					
Revenus tirés des services tarifés	1 200	1 166	1 059	3 511	3 073
Revenus tirés des transactions et autres revenus	379	460	409	1 236	1 255
Total des revenus	1 708	1 748	1 585	5 122	4 674
Dotation à la provision pour pertes sur créances	–	32	–	45	19
Frais autres que d'intérêt	1 302	1 340	1 191	3 975	3 555
Bénéfice net avant impôt	406	376	394	1 102	1 100
Bénéfice net	285 \$	271 \$	285 \$	786 \$	798 \$
Revenus par division					
Gestion de patrimoine – Canada	561 \$	564 \$	555 \$	1 664 \$	1 603 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis et International	691	729	609	2 085	1 800
Gestion de patrimoine – États-Unis et International (en millions de dollars US)	545	591	564	1 693	1 656
Gestion mondiale d'actifs (1)	456	455	421	1 373	1 271
Principales données et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	18,6 %	18,3 %	20,3 %	17,5 %	19,1 %
Marge avant impôt (2)	23,8 %	21,5 %	24,9 %	21,5 %	23,5 %
Nombre de conseillers (3)	4 044	4 074	4 244	4 044	4 244
Moyenne des prêts et acceptations	17 700 \$	17 900 \$	15 900 \$	17 800 \$	15 400 \$
Moyenne des dépôts	40 500	40 600	35 900	40 300	35 600
Biens administrés – Total (4)	778 400	747 500	700 600	778 400	700 600
Gestion de patrimoine – États-Unis et International (4)	488 500	459 400	419 500	488 500	419 500
Gestion de patrimoine – États-Unis et International (en millions de dollars US) (4)	373 900	381 500	384 400	373 900	384 400
Biens sous gestion (4)	503 200	481 100	442 100	503 200	442 100
Moyenne des biens administrés	764 700	767 000	694 600	758 200	682 600
Moyenne des biens sous gestion	496 200	485 700	436 200	482 600	420 600

Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes
	Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014	Troisième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2015	Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	88 \$	19 \$	202 \$
Frais autres que d'intérêt	75	16	175
Bénéfice net	8	2	13
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US	(15)%	(2)%	(12)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(7)%	(4)%	(4)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	5 %	(2)%	6 %

(1) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2014, les résultats de BlueBay ne sont plus présentés avec un décalage de un mois. En conséquence, les résultats du premier trimestre de 2014 tiennent compte des résultats de BlueBay pour quatre mois.

(2) La marge avant impôt s'entend du bénéfice net avant impôt, divisé par le total des revenus.

(3) Comprend les conseillers ayant un contact direct avec les clients au sein de tous nos services de gestion de patrimoine.

(4) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014

Le bénéfice net s'est établi à 285 millions de dollars, soit un résultat inchangé par rapport à l'exercice précédent, qui tient au fait que la hausse du bénéfice découlant de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients a été neutralisée par la diminution des volumes de transactions et par la variation de la juste valeur de notre régime de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis.

Le total des revenus s'est accru de 123 millions de dollars, ou 8 %, résultat qui tient compte de l'incidence favorable de 88 millions de la conversion des devises.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – Canada se sont accrus de 6 millions de dollars, ou 1 %, en raison essentiellement de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients reflétant les ventes nettes et l'appréciation du capital, facteur neutralisé en grande partie par la réduction des volumes de transactions reflétant les conditions de marché incertaines.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis et International se sont accrus de 82 millions de dollars, ou 13 %. Libellés en dollars américains, les revenus ont diminué de 19 millions de dollars, en raison principalement de la baisse des volumes de transactions reflétant les conditions de marché incertaines, ainsi que de la variation de la juste valeur de notre régime de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis.

Les revenus du secteur Gestion mondiale d'actifs se sont accrus de 35 millions de dollars, ou 8 %, en raison principalement de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients reflétant l'appréciation du capital et les ventes nettes.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 111 millions de dollars, ou 9 %, résultat qui tient principalement à l'incidence de la conversion des devises, à la hausse des coûts en raison de la croissance des activités des secteurs Gestion de patrimoine – Canada et Gestion mondiale d'actifs, et aux coûts de restructuration supplémentaires de 5 millions (4 millions après impôt) du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis et International.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2015

Le bénéfice net s'est établi à 285 millions de dollars, en hausse de 14 millions, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient essentiellement à la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances, à la diminution des coûts de restructuration du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis et International et à la hausse du bénéfice découlant de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des volumes de transactions.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net s'est établi à 786 millions de dollars, en baisse de 12 millions, résultat qui tient en grande partie à des coûts de restructuration de 76 millions (53 millions après impôt), à la diminution des volumes de transactions, à la variation de la juste valeur de notre régime de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis et à la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été neutralisés en grande partie par la hausse du bénéfice découlant de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients.

Le total des revenus s'est accru de 448 millions de dollars, ou 10 %, en raison essentiellement de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients tenant à l'appréciation du capital et aux ventes nettes, ainsi que de l'incidence favorable de la conversion des devises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des volumes de transactions.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 26 millions de dollars, en raison principalement des dotations à l'égard de deux comptes ayant trait au secteur Gestion de patrimoine – États-Unis et International.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 420 millions de dollars, ou 12 %, résultat qui tient en grande partie à l'incidence de la conversion des devises, à l'accroissement des coûts liés à l'effectif et des investissements dans les infrastructures en raison de la croissance des activités des secteurs Gestion de patrimoine – Canada et Gestion mondiale d'actifs, aux coûts de restructuration dont il est fait mention ci-dessus, ainsi qu'à la hausse de la rémunération variable découlant de l'augmentation des revenus.

Assurances

	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2015	30 avril 2015	31 juillet 2014	31 juillet 2015	31 juillet 2014
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Revenus autres que d'intérêt					
Primes acquises, montant net	843 \$	829 \$	923 \$	2 574 \$	2 802 \$
Revenu de placement (1)	52	(164)	381	788	779
Honoraires	126	141	79	357	209
Total des revenus	1 021	806	1 383	3 719	3 790
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	610	446	925	2 504	2 537
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	46	47	84	167	284
Frais autres que d'intérêt	153	156	143	455	430
Bénéfice net avant impôt	212	157	231	593	539
Bénéfice net	173 \$	123 \$	214 \$	481 \$	525 \$
Revenus par division					
Assurances – Canada	603 \$	337 \$	871 \$	2 430 \$	2 265 \$
Assurances – International	418	469	512	1 289	1 525
Principales données et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	43,6 %	33,0 %	53,2 %	41,1 %	45,5 %
Primes et dépôts (2)	1 252 \$	1 217 \$	1 310 \$	3 707 \$	3 846 \$
Variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance (1)	(37)	(300)	255	438	396

(1) Le revenu de placement peut être assujéti à la volatilité découlant des fluctuations de la juste valeur des actifs désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans le poste Revenus de placement du compte consolidé de résultat, et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance.

(2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur de l'assurance.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014

Le bénéfice net a diminué de 41 millions de dollars, ou 19 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la modification apportée aux lois fiscales canadiennes entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2014, qui touche certaines sociétés liées étrangères, ainsi que de la hausse des coûts nets liés aux sinistres au titre de nos produits de rétrocession vie. De plus, les résultats de l'exercice précédent tenaient compte d'ajustements favorables des provisions techniques reflétant les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse du bénéfice tiré d'un nouveau contrat de réassurance de rentes au Royaume-Uni et par l'incidence favorable des activités liées aux placements sur les polices d'assurance vie au Canada.

Les revenus tirés du secteur Assurances – Canada ont reculé de 268 millions de dollars, ou 31 %, résultat qui tient principalement à la variation défavorable de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, laquelle découle de la hausse des taux d'intérêt à long terme et est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Ce facteur a été neutralisé en partie par la croissance de nos activités liées aux assurances vie, habitation et automobile.

Les revenus du secteur Assurances – International ont diminué de 94 millions de dollars, ou 18 %, principalement en raison de la réduction des revenus liés à nos produits de rétrocession, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Ce facteur a été neutralisé en partie par la croissance des activités, y compris les revenus tirés d'un nouveau contrat de réassurance de rentes au Royaume-Uni.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 353 millions de dollars, ou 35 %, en raison principalement de la variation défavorable de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et de la réduction des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ayant trait à nos produits de rétrocession, qui sont en grande partie compensés dans les revenus. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance des activités, y compris un nouveau contrat de réassurance de rentes au Royaume-Uni, et par la hausse des coûts liés aux sinistres dont il est fait mention ci-dessus.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 10 millions de dollars, ou 7 %, résultat qui tient en grande partie à la hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2015

Le bénéfice net a augmenté de 50 millions de dollars, ou 41 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la diminution des coûts nets liés aux sinistres, qui a trait principalement à nos produits de rétrocession vie, de l'incidence favorable des activités liées aux placements sur les polices d'assurance vie au Canada, et de la hausse du bénéfice découlant d'un nouveau contrat de réassurance de rentes au Royaume-Uni.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net a diminué de 44 millions de dollars, ou 8 %, en raison essentiellement de la modification apportée aux lois fiscales qui touche certaines sociétés liées étrangères et dont il est fait mention ci-dessus. De plus, les résultats de l'exercice précédent ont été touchés par des ajustements favorables des provisions techniques dont il est fait mention ci-dessus. La diminution tient également à la hausse des coûts nets liés aux sinistres du secteur Assurances – International. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse du bénéfice tiré des nouveaux contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni.

Le total des revenus a diminué de 71 millions de dollars, ou 2 %, en raison essentiellement de la réduction des revenus liés à nos produits de rétrocession, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Ce facteur a été neutralisé en partie par la croissance des activités des secteurs Assurance – International et Assurances – Canada, y compris la hausse des revenus tirés de nouveaux contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni, ainsi que par la variation favorable de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 150 millions de dollars, ou 5 %, en raison principalement de la réduction des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ayant trait à nos produits de rétrocession, qui est en grande partie compensée dans les revenus, ainsi que de la diminution des coûts liés aux sinistres du secteur Assurances – Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance des activités du secteur Assurances – International, y compris de nouveaux contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni, ainsi que par la variation favorable de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les revenus. De plus, les résultats de l'exercice précédent ont été touchés par les ajustements favorables des provisions techniques dont il est fait mention ci-dessus.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 25 millions de dollars, ou 6 %, résultat qui tient essentiellement à la hausse des coûts liés à l'effectif en raison de la croissance des activités du secteur Assurances – Canada.

Services aux investisseurs et trésorerie

	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2015	30 avril 2015	31 juillet 2014	31 juillet 2015	31 juillet 2014
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Revenu net d'intérêt	204 \$	198 \$	182 \$	598 \$	549 \$
Revenus autres que d'intérêt	352	330	298	992	859
Total des revenus (1)	556	528	480	1 590	1 408
Frais autres que d'intérêt	331	312	330	958	965
Bénéfice net avant impôt	225	216	150	632	443
Bénéfice net	167 \$	159 \$	110 \$	468 \$	328 \$
Principales données et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	24,5 %	24,2 %	20,1 %	24,2 %	20,0 %
Moyenne des dépôts	144 200 \$	136 200 \$	110 200 \$	136 200 \$	111 900 \$
Dépôts des clients	52 000	48 800	42 700	48 300	41 900
Dépôts liés au financement de gros	92 200	87 400	67 500	87 900	70 000
Biens administrés (2)	3 990 900	3 846 900	3 546 100	3 990 900	3 546 100
Moyenne des biens administrés	3 924 300	3 798 500	3 481 977	3 796 100	3 429 000

Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes
	Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014	Troisième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2015	Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	(2)\$	5 \$	(17)\$
Frais autres que d'intérêt	(5)	4	(19)
Bénéfice net	2	0	0
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US	(15)%	(2)%	(12)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(7)%	(4)%	(4)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	5 %	(2)%	6 %

(1) Avec prise d'effet au troisième trimestre de 2015, nous avons aligné la période de présentation de l'information financière du secteur Services aux investisseurs, ce qui a donné lieu à la prise en compte du bénéfice pour un mois supplémentaire au troisième trimestre de 2015. L'incidence nette de ces résultats pour un mois supplémentaire a été comptabilisée dans les revenus.

(2) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014

Le bénéfice net a augmenté de 57 millions de dollars, ou 52 %, en raison principalement de la prise en compte du bénéfice pour un mois supplémentaire de 42 millions (28 millions après impôt) du secteur Services aux investisseurs, de la hausse du bénéfice tiré de nos opérations de change et de l'accroissement des commissions de services de garde. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction du bénéfice tiré de la gestion des liquidités et du financement.

Le total des revenus s'est accru de 76 millions de dollars, ou 16 %, résultat qui tient essentiellement à l'incidence de la prise en compte des résultats du secteur Services aux investisseurs pour un mois supplémentaire dont il est fait mention ci-dessus, à la hausse des revenus tirés de nos opérations de change reflétant l'augmentation des activités des clients tenant à la volatilité du marché, ainsi qu'à l'augmentation des commissions de services de garde. Ces facteurs ont été neutralisés en partie la baisse des revenus tirés de la gestion des liquidités et du financement, les résultats de l'exercice précédent ayant été touchés de façon favorable par le resserrement des écarts de taux.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 1 million de dollars, résultat qui reflète en grande partie les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficience.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2015

Le bénéfice net a augmenté de 8 millions de dollars, ou 5 %, résultat qui tient principalement à la prise en compte, pour un mois supplémentaire, du bénéfice du secteur Services aux investisseurs dont il est fait mention ci-dessus, facteur neutralisé en partie par la diminution du bénéfice tiré de la gestion des liquidités et du financement tenant à l'augmentation des écarts de taux.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net s'est accru de 140 millions de dollars, ou 43 %, en raison de la croissance du bénéfice tiré des opérations de change, de la prise en compte, pour un mois supplémentaire, du bénéfice du secteur Services aux investisseurs dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que de l'augmentation des commissions de services de garde.

Le total des revenus a augmenté de 182 millions de dollars, ou 13 %, résultat qui tient en grande partie à l'accroissement des revenus tirés des opérations de change reflétant l'accroissement des activités des clients tenant essentiellement à la volatilité du marché, à la prise en compte, pour un mois supplémentaire, des résultats du secteur Services aux investisseurs dont il est fait mention ci-dessus, ainsi qu'à l'augmentation des commissions de services de garde.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 7 millions de dollars, en raison principalement des avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficience.

Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2015	30 avril 2015	31 juillet 2014	31 juillet 2015	31 juillet 2014
Revenu net d'intérêt (1)	1 016 \$	940 \$	999 \$	2 872 \$	2 608 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 030	1 307	1 186	3 454	3 259
Total des revenus (1)	2 046	2 247	2 185	6 326	5 867
Dotation à la provision pour pertes sur créances	15	15	1	35	12
Frais autres que d'intérêt	1 187	1 280	1 269	3 624	3 445
Bénéfice net avant impôt	844	952	915	2 667	2 410
Bénéfice net	545 \$	625 \$	641 \$	1 764 \$	1 653 \$
Revenus par division (2)					
Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement	1 006 \$	958 \$	965 \$	2 850 \$	2 591 \$
Marchés Mondiaux	1 070	1 323	1 184	3 542	3 175
Autres	(30)	(34)	36	(66)	101
Principales données et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	12,9 %	14,9 %	16,9 %	14,1 %	15,3 %
Moyenne du total de l'actif	465 200 \$	465 400 \$	391 500 \$	469 600 \$	384 000 \$
Moyenne des titres détenus à des fins de transaction	116 100	118 800	103 200	117 700	103 300
Moyenne des prêts et acceptations	81 300	77 700	66 300	77 600	63 600
Moyenne des dépôts	62 700	60 000	49 000	59 300	46 300
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,07 %	0,08 %	0,01 %	0,06 %	0,02 %

Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes
	Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014	Troisième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2015	Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	174 \$	24 \$	434 \$
Frais autres que d'intérêt	114	21	252
Bénéfice net	37	1	112
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US	(15)%	(2)%	(12)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(7)%	(4)%	(4)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	5 %	(2)%	6 %

(1) La majoration au montant imposable équivalent s'élève à 133 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2015 (115 millions au 30 avril 2015; 174 millions au 31 juillet 2014) et à 357 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015 (391 millions au 31 juillet 2014). Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2014.

(2) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2015, nous avons reclassé du poste Marchés Mondiaux au poste Autres les montants relatifs à certaines stratégies liées aux activités de négociation pour compte propre auxquelles nous avons mis fin au quatrième trimestre de 2014 pour nous conformer à la règle Volcker. Les montants relatifs aux périodes précédentes ont été révisés par rapport aux résultats présentés précédemment.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014

Le bénéfice net a diminué de 96 millions de dollars, ou 15 %, par rapport aux résultats très solides enregistrés à l'exercice précédent, en raison des résultats à la baisse tirés des activités de négociation, qui tiennent aux conditions de marché moins favorables par rapport aux niveaux élevés enregistrés à l'exercice précédent. La diminution découle également de la hausse du taux d'imposition effectif reflétant l'augmentation du bénéfice dans les territoires où le taux d'imposition est plus élevé, facteur neutralisé en partie par la réduction de la rémunération variable, par l'incidence favorable de la conversion des devises, ainsi que par la croissance des activités du secteur Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement.

Le total des revenus a diminué de 139 millions de dollars, ou 6 %, résultat qui tient compte de l'incidence favorable de la conversion des devises.

Les revenus tirés des Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement ont augmenté de 41 millions de dollars, ou 4 %, résultat qui tient compte de l'incidence favorable de la conversion des devises et qui découle en grande partie de la forte croissance des activités de fusion et d'acquisition aux États-Unis et en Europe, ainsi que de l'accroissement des activités de prêts et de montage de prêts, principalement aux États-Unis. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des activités de montage de titres de participation aux États-Unis et au Canada, par rapport aux niveaux élevés enregistrés à l'exercice précédent.

Les revenus tirés du secteur Marchés Mondiaux ont diminué de 114 millions de dollars, ou 10 %, résultat qui découle essentiellement des revenus à la baisse tirés des activités de négociation dont il est fait mention ci-dessus. La diminution est également imputable à la réduction des activités de montage de titres de participation au Canada et aux États-Unis, par rapport aux niveaux élevés enregistrés à l'exercice précédent. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence favorable de la conversion des devises et par l'accroissement des activités de montage de prêts aux États-Unis et au Canada.

Les autres revenus ont diminué de 66 millions de dollars, en raison essentiellement de la baisse des revenus liés à certains portefeuilles existants.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 15 millions de dollars, en hausse de 14 millions, en raison essentiellement de dotations à l'égard d'un seul compte. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 82 millions de dollars, ou 6 %, résultat qui tient principalement à la réduction de la rémunération variable et à la diminution des provisions pour litiges et des frais juridiques connexes, facteurs neutralisés en partie par une augmentation découlant de l'incidence de la conversion des devises.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2015

Le bénéfice net a diminué de 80 millions de dollars, ou 13 %, en raison essentiellement des résultats à la baisse tirés des activités de négociation reflétant les conditions de marché moins favorables, ainsi que de la diminution des activités de montage par rapport aux niveaux élevés enregistrés au dernier trimestre. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des coûts liés à l'effectif et par l'accroissement des activités de fusion et d'acquisition en Europe et aux États-Unis.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net a augmenté de 111 millions de dollars, ou 7 %, en raison de la forte croissance des activités reflétant l'attention que nous continuons de prêter à nos activités de montage et de prêts, des résultats à la hausse tirés des activités de négociation, et de l'incidence favorable de la conversion des devises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités, ainsi que par l'augmentation du taux d'imposition effectif reflétant la hausse du bénéfice dans les territoires où le taux d'imposition est plus élevé, principalement aux États-Unis.

Le total des revenus a augmenté de 459 millions de dollars, ou 8 %, résultat qui tient en grande partie à l'incidence favorable de la conversion des devises, à la forte croissance des activités de montage de prêts reflétant l'accroissement des activités d'émission aux États-Unis, à la croissance des activités de prêts, principalement aux États-Unis et en Europe, ainsi qu'à l'accroissement des activités de fusion et d'acquisition. L'augmentation est aussi attribuable aux revenus à la hausse tirés des activités de négociation reflétant l'accroissement des activités des clients et les conditions de marché plus favorables au premier semestre de l'exercice. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des activités de montage de titres de participation dans toutes les régions, par rapport aux niveaux élevés enregistrés à l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 35 millions de dollars, en hausse de 23 millions par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient principalement aux dotations à l'égard de quelques comptes.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 179 millions de dollars, ou 5 %, résultat qui tient principalement à l'incidence de la conversion des devises et à la hausse des coûts en raison de la croissance des activités. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des provisions pour litiges et des frais juridiques connexes, ainsi que par la diminution de la rémunération variable.

Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2015	30 avril 2015	31 juillet 2014	31 juillet 2015	31 juillet 2014
Revenu net (perte nette) d'intérêt (1)	(109)\$	(102)\$	(126)\$	(309)\$	(243)\$
Revenus (pertes) autres que d'intérêt	(20)	131	21	190	51
Total des revenus (1)	(129)	29	(105)	(119)	(192)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(2)	–	(2)	(1)	(1)
Frais autres que d'intérêt	14	30	37	84	49
Bénéfice net (perte nette) avant impôt (1)	(141)	(1)	(140)	(202)	(240)
Charge (économie) d'impôt (1)	(165)	(125)	(130)	(400)	(283)
Bénéfice net (2)	24 \$	124 \$	(10)\$	198 \$	43 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le bénéfice net reflète le bénéfice attribuable aux actionnaires et aux participations ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle pour le trimestre clos le 31 juillet 2015 s'est établi à 24 millions de dollars (22 millions au 30 avril 2015; 23 millions au 31 juillet 2014) et, pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015, il s'est élevé à 69 millions de dollars (69 millions au 31 juillet 2014).

Compte tenu de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés dans ce secteur, nous sommes d'avis qu'une analyse d'une période à l'autre n'est pas pertinente. Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Le revenu net (la perte nette) d'intérêt et la charge (l'économie) d'impôt de chaque période comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction des ajustements liés à la majoration au montant imposable équivalent des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes comptabilisés dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant porté en déduction du revenu net (de la perte nette) d'intérêt a été compensé par une augmentation équivalente de la charge (l'économie) d'impôt. Le montant lié à la majoration pour le trimestre clos le 31 juillet 2015 s'est établi à 133 millions de dollars, par rapport à 115 millions au trimestre précédent et à 174 millions pour l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015, le montant s'est élevé à 357 millions de dollars, par rapport à 391 millions à l'exercice précédent. Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2014.

Outre l'incidence de la majoration au montant imposable équivalent dont il est fait mention ci-dessus, les renseignements qui suivent portent sur les autres éléments significatifs qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Troisième trimestre de 2015

Le bénéfice net s'est élevé à 24 millions de dollars, résultat qui reflète essentiellement les mesures de gestion de l'actif et du passif.

Deuxième trimestre de 2015

Le bénéfice net s'est élevé à 124 millions de dollars, résultat qui reflète en grande partie un profit de 108 millions (avant et après impôt) découlant de la liquidation d'une filiale américaine de financement ayant donné lieu à la reprise d'un écart de conversion comptabilisé précédemment dans les autres composantes des capitaux propres, ainsi que les mesures de gestion de l'actif et du passif.

Troisième trimestre de 2014

La perte nette s'est élevée à 10 millions de dollars, résultat qui reflète essentiellement des ajustements fiscaux nets défavorables, qui ont été en grande partie neutralisés par les mesures de gestion de l'actif et du passif.

Troisième trimestre de 2015 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net s'est élevé à 198 millions de dollars, résultat qui reflète en grande partie le profit de 108 millions découlant de la reprise d'un écart de conversion dont il est fait mention ci-dessus, un profit à la vente d'un bien immobilier au premier trimestre de 2015, ainsi que les mesures de gestion de l'actif et du passif.

Troisième trimestre de 2014 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net s'est élevé à 43 millions de dollars, résultat qui reflète principalement les mesures de gestion de l'actif et du passif et les profits sur les titres de placements privés, facteurs neutralisés en partie par des ajustements fiscaux nets défavorables.

Résultats par secteur géographique (1)

Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes suivantes : Canada, États-Unis et Autres pays. Les transactions sont principalement constatées selon l'emplacement qui reflète le mieux le risque lié aux variations négatives de la conjoncture économique et les occasions de croissance liées aux variations positives de cette conjoncture. Le tableau suivant présente un sommaire de nos résultats financiers par secteur géographique.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos									Pour les périodes de neuf mois closes					
	le 31 juillet 2015			le 30 avril 2015 (2)			le 31 juillet 2014 (2)			le 31 juillet 2015			le 31 juillet 2014 (2)		
	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays
Total des revenus	5 546 \$	1 679 \$	1 603 \$	5 304 \$	1 848 \$	1 678 \$	5 624 \$	1 641 \$	1 725 \$	17 261 \$	5 186 \$	4 855 \$	16 089 \$	4 654 \$	4 983 \$
Bénéfice net	1 868 \$	254 \$	353 \$	1 866 \$	321 \$	315 \$	1 764 \$	295 \$	319 \$	5 545 \$	851 \$	1 037 \$	4 952 \$	837 \$	882 \$

(1) Pour plus de détails, se reporter à la note 30 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2014.

(2) Les montants ont été révisés par rapport aux montants présentés précédemment.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014

Le bénéfice net au Canada a augmenté de 104 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la solide croissance des volumes et de la forte croissance des revenus tirés des services tarifés de la plupart des secteurs d'activité du secteur Services bancaires canadiens, ainsi que de la hausse du bénéfice du secteur Services aux investisseurs et trésorerie. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les résultats à la baisse tirés des activités de négociation tenant aux conditions de marché moins favorables, ainsi que par la réduction des activités de montage de titres de participation par rapport aux niveaux élevés enregistrés à l'exercice précédent, par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités et par la réduction des écarts de taux.

Le bénéfice net aux États-Unis a diminué de 41 millions de dollars, ou 14 %, par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison des résultats à la baisse tirés des activités de négociation découlant des conditions de marché moins favorables, ainsi que de la réduction des activités de montage de titres de participation par rapport aux niveaux élevés enregistrés à l'exercice précédent, facteurs neutralisés en partie par la forte croissance des activités de fusion et d'acquisition et par l'incidence favorable de la conversion des devises.

Le bénéfice net dans les autres pays a augmenté de 34 millions de dollars, ou 11 %, par rapport à l'exercice précédent. L'incidence favorable de la conversion des devises, la baisse des dotations liées à nos portefeuilles dans les Antilles et l'accroissement des activités de fusion et d'acquisition ont été neutralisés en grande partie par les résultats à la baisse tirés des activités de négociation. De plus, nos résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon défavorable par la perte de 40 millions de dollars (avant et après impôt) liée à la clôture de la vente des activités de RBC en Jamaïque.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2015

Le bénéfice net au Canada s'est accru de 2 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison de l'incidence favorable de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de plus, ainsi que de la forte croissance des revenus tirés des services tarifés et de la solide croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité du secteur Services bancaires canadiens. De plus, nos résultats du trimestre précédent ont été touchés de façon favorable par un profit de 108 millions de dollars (avant et après impôt) découlant de la liquidation d'une filiale américaine de financement ayant donné lieu à la reprise d'un écart de conversion comptabilisé précédemment dans les autres composantes des capitaux propres, qui a été comptabilisé dans le secteur Services de soutien généraux.

Le bénéfice net aux États-Unis a diminué de 67 millions de dollars, ou 21 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement des résultats à la baisse tirés des activités de négociation dont il est fait mention ci-dessus, facteur neutralisé en partie par l'accroissement des activités de fusion et d'acquisition.

Le bénéfice net dans les autres pays a augmenté de 38 millions de dollars, ou 12 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient en grande partie à la hausse du bénéfice tiré d'un nouveau contrat de réassurance de rentes au Royaume-Uni. De plus, nos résultats au trimestre précédent ont été touchés de façon défavorable par la perte liée à la vente annoncée des activités bancaires de RBC au Suriname.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net au Canada a augmenté de 593 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la solide croissance des volumes et de la forte croissance des revenus tirés des services tarifés de la plupart des secteurs d'activité du secteur Services bancaires canadiens, ainsi que de la hausse du bénéfice du secteur Services aux investisseurs et trésorerie. L'augmentation est aussi attribuable au profit au titre de la reprise d'un écart de conversion inscrit dans le secteur Services de soutien généraux dont il est fait mention ci-dessus. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités et par la réduction des écarts de taux.

Le bénéfice net aux États-Unis s'est accru de 14 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient compte de l'incidence favorable de la conversion des devises et qui découle principalement de la forte croissance des activités du secteur Marchés des Capitaux reflétant l'attention que nous continuons de prêter aux activités de montage et de prêts, ainsi que des résultats à la hausse tirés des activités de négociation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts de restructuration liés au secteur Gestion de patrimoine – États-Unis et International, par l'augmentation du taux d'imposition effectif du secteur Marchés des Capitaux, et par l'accroissement de la dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Gestion de patrimoine.

Le bénéfice net dans les autres pays a augmenté de 155 millions de dollars, ou 18 %, ce qui tient au fait que les résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon défavorable par une perte de 100 millions (avant et après impôt) liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque, par une provision de 40 millions (32 millions après impôt) liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles, ainsi que par la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Nos résultats trimestriels sont touchés par un certain nombre de tendances et de facteurs récurrents, qui comprennent le caractère saisonnier de certaines activités, la conjoncture générale et les conditions du marché, de même que les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport à d'autres monnaies. Le tableau suivant présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période) :

Résultats trimestriels (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	2015				2014			2013
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Revenu net d'intérêt	3 783 \$	3 557 \$	3 631 \$	3 560 \$	3 647 \$	3 449 \$	3 460 \$	3 351 \$
Revenus autres que d'intérêt	5 045	5 273	6 013	4 822	5 343	4 827	5 000	4 568
Total des revenus	8 828 \$	8 830 \$	9 644 \$	8 382 \$	8 990 \$	8 276 \$	8 460 \$	7 919 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	270	282	270	345	283	244	292	334
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	656	493	1 522	752	1 009	830	982	878
Frais autres que d'intérêt	4 635	4 736	4 620	4 340	4 602	4 332	4 387	4 151
Bénéfice net avant impôt	3 267 \$	3 319 \$	3 232 \$	2 945 \$	3 096 \$	2 870 \$	2 799 \$	2 556 \$
Impôt sur le résultat	792	817	776	612	718	669	707	455
Bénéfice net	2 475 \$	2 502 \$	2 456 \$	2 333 \$	2 378 \$	2 201 \$	2 092 \$	2 101 \$
Bénéfice par action – de base	1,66 \$	1,68 \$	1,66 \$	1,57 \$	1,59 \$	1,47 \$	1,39 \$	1,40 \$
– dilué	1,66	1,68	1,65	1,57	1,59	1,47	1,38	1,39
Bénéfice net (perte nette) par secteur								
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 281 \$	1 200 \$	1 255 \$	1 151 \$	1 138 \$	1 115 \$	1 071 \$	1 070 \$
Gestion de patrimoine	285	271	230	285	285	278	235	202
Assurances	173	123	185	256	214	154	157	107
Services aux investisseurs et trésorerie	167	159	142	113	110	112	106	91
Marchés des Capitaux	545	625	594	402	641	507	505	469
Services de soutien généraux	24	124	50	126	(10)	35	18	162
Bénéfice net	2 475 \$	2 502 \$	2 456 \$	2 333 \$	2 378 \$	2 201 \$	2 092 \$	2 101 \$
Taux d'imposition effectif	24,2 %	24,6 %	24,0 %	20,8 %	23,2 %	23,3 %	25,3 %	17,8 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US pour la période	0,789 \$	0,806 \$	0,839 \$	0,900 \$	0,925 \$	0,907 \$	0,926 \$	0,960 \$

(1) Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux autres devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés pour la période.

Éléments précisés ayant eu une incidence sur nos résultats consolidés

- Pour le deuxième trimestre de 2015, nos résultats tiennent compte d'un profit de 108 millions de dollars (avant et après impôt) découlant de la liquidation d'une filiale américaine de financement ayant donné lieu à la reprise d'un écart de conversion comptabilisé précédemment dans les autres composantes des capitaux propres.
- Pour le troisième trimestre de 2014, nos résultats tiennent compte d'une perte de 40 millions de dollars (avant et après impôt), laquelle tient compte de l'écart de change lié à la clôture de la vente des activités de RBC en Jamaïque.
- Pour le premier trimestre de 2014, nos résultats tiennent compte d'une perte de 60 millions de dollars (avant et après impôt) liée à la vente annoncée des activités de RBC en Jamaïque, ainsi que d'une provision de 40 millions (32 millions après impôt) liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles.
- Pour le quatrième trimestre de 2013, nos résultats tiennent compte d'une charge de 160 millions de dollars (118 millions après impôt) découlant d'une loi fiscale au Canada qui a une incidence sur le traitement fiscal de certaines polices d'assurance vie individuelle pour les titulaires de polices, ainsi que d'ajustements fiscaux nets favorables, y compris un ajustement fiscal de 124 millions ayant trait à des exercices précédents.

Analyse des tendances

L'économie au Canada et aux États-Unis s'est, de façon générale, améliorée au cours de la période, en raison des dépenses de consommation élevées, du raffermissement des marchés du travail, ainsi que de la solidité des activités sur les marchés de l'habitation. La croissance de l'économie au Canada a ralenti depuis le troisième trimestre de 2014, se contractant au cours des deux premiers trimestres civils de 2015 en raison de la baisse marquée des prix du pétrole à l'échelle mondiale, ainsi que de la faiblesse des activités d'exportation. Les indices boursiers mondiaux se sont avérés volatils tout au long de la période en raison des incertitudes géopolitiques, de la possibilité que la zone euro soit aux prises avec une récession, et de la baisse des prix du pétrole à l'échelle mondiale. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives.

Le bénéfice a, de façon générale, affiché une tendance à la hausse au cours de la période, stimulé par la solide croissance des volumes et par la croissance plus élevée des revenus tirés des services tarifés du secteur Services bancaires canadiens, ainsi que par la hausse du bénéfice découlant de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle reflète l'appréciation du capital et les ventes nettes élevées du secteur Gestion de patrimoine. Les résultats du secteur Marchés des Capitaux ont, de façon générale, affiché une tendance à la hausse depuis le quatrième trimestre de 2013, et ils ont été touchés de façon défavorable au cours du quatrième trimestre de 2014 par l'abandon de certaines stratégies liées aux activités de négociation pour compte propre aux fins de la conformité à la règle Volcker, ainsi que par la prise en compte d'ajustements de l'évaluation liés aux coûts de financement des dérivés hors cote non garantis. Les résultats du secteur Assurances ont fluctué au cours de la période, les résultats du quatrième trimestre de 2013 ayant été touchés par une charge défavorable découlant de la loi fiscale au Canada dont il est fait mention ci-dessus, tandis que les résultats de 2015 ont été touchés par une modification défavorable des lois fiscales canadiennes

entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2014, qui touche les compagnies d'assurance liées étrangères. Les résultats du secteur Services aux investisseurs et trésorerie ont, de façon générale, affiché une tendance à la hausse au cours de la période, qui tient en grande partie aux avantages que nous tirons de nos activités de gestion de l'efficacité, ainsi qu'à la forte croissance des opérations de change reflétant les conditions de marché favorables, depuis le premier trimestre de 2015. De plus, les résultats du secteur Services aux investisseurs et trésorerie au troisième trimestre de 2015 ont été touchés favorablement par la prise en compte d'un bénéfice pour un mois supplémentaire, par suite de l'alignement des périodes de présentation de l'information financière.

Les revenus ont dans l'ensemble affiché une tendance à la hausse au cours de la période, en raison principalement de la forte croissance des volumes et de la croissance plus élevée des revenus tirés des services tarifés dans le secteur Services bancaires canadiens, ainsi que de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine. Les revenus tirés des activités de négociation ont de façon générale affiché une tendance à la hausse depuis le quatrième trimestre de 2013, et ils ont été touchés de façon défavorable au quatrième trimestre de 2014 par l'abandon de certaines stratégies liées aux activités de négociation pour compte propre et par la prise en compte d'ajustements de l'évaluation liés aux coûts de financement des dérivés hors cote non garantis. Les revenus du secteur Services bancaires canadiens au quatrième trimestre de 2014 ont été touchés de façon favorable par des ajustements comptables cumulatifs nets. Le revenu net d'intérêt a affiché une tendance à la hausse au cours de la période, en raison principalement de la solide croissance des volumes de l'ensemble des secteurs d'activité du secteur Services bancaires canadiens, ainsi que de l'augmentation du revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation et des solides activités de prêts du secteur Marchés des Capitaux. Depuis le premier trimestre de 2014, l'incidence favorable de la conversion des devises découlant de la dépréciation générale du dollar canadien a aussi contribué à la hausse des revenus. Les revenus du secteur Assurances ont été principalement touchés par les variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui sont en grande partie compensées dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Les revenus du secteur Services aux investisseurs et trésorerie au troisième trimestre de 2015 tiennent compte des résultats pour un mois supplémentaire, tel qu'il est mentionné ci-dessus.

La qualité des actifs est demeurée élevée au cours de la période, bien que les activités de prêts aient augmenté, et la dotation à la provision pour pertes sur créances est, en conséquence, demeurée relativement stable au cours de la période. Les résultats du quatrième trimestre de 2014 tiennent compte d'une dotation supplémentaire comptabilisée dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, laquelle est liée à notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels dans les Antilles, qui a subi une perte de valeur. Le secteur Gestion de patrimoine a comptabilisé des dotations au cours du dernier trimestre de 2013 et du premier trimestre de 2014 à l'égard de quelques comptes, ainsi que des dotations au cours des deux premiers trimestres de 2015 à l'égard de deux comptes ayant trait au secteur Gestion de patrimoine – États-Unis et International. La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux a fluctué au cours de la période.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont subi des fluctuations trimestrielles, qui reflètent les variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui sont en grande partie compensées dans les revenus. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont aussi été touchés par la croissance des volumes liés à nos activités d'assurance, par les ajustements apportés aux provisions techniques et par la diminution générale des coûts liés aux sinistres. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance au quatrième trimestre de 2013 tiennent compte d'une charge découlant d'une loi fiscale au Canada, dont il est fait mention ci-dessus.

Bien que nous continuions de porter une attention soutenue à nos activités de gestion de l'efficacité, les frais autres que d'intérêt ont, de façon générale, affiché une tendance à la hausse au cours de la période, principalement en raison de la croissance des activités. Les coûts de restructuration liés aux activités du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis et International ont eu une incidence sur les frais autres que d'intérêt depuis le quatrième trimestre de 2014. Les résultats du premier trimestre de 2014 ont été touchés par la perte liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque et par la dotation concernant nos activités dans les Antilles, tandis que les résultats du troisième trimestre de 2014 ont été touchés par une perte incluant l'écart de change lié à la clôture de la vente des activités de RBC en Jamaïque. Les résultats du deuxième trimestre de 2015 ont été touchés par la perte liée à la vente annoncée précédemment des activités bancaires de RBC au Suriname. Depuis le premier trimestre de 2014, les frais autres que d'intérêt ont augmenté en raison de l'incidence de la conversion des devises reflétant, d'une façon générale, la dépréciation du dollar canadien.

Notre taux d'imposition effectif a fluctué au cours de la période, reflétant principalement une proportion variable du bénéfice présenté dans des territoires où les taux d'imposition sont différents, ainsi qu'un bénéfice variable provenant de sources présentant des avantages fiscaux telles que les dividendes imposables de sociétés canadiennes. Notre taux d'imposition effectif a été touché au deuxième trimestre de 2015 par le profit découlant de la reprise d'un écart de conversion dont il est fait mention ci-dessus, et, de façon générale, il a aussi été touché au cours de la période par la hausse du bénéfice avant impôt, par l'augmentation du bénéfice dans les territoires où le taux d'imposition est plus élevé et par des ajustements fiscaux favorables nets.

Situation financière

Bilans résumés (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au			
	31 juillet 2015	30 avril 2015	31 octobre 2014	31 juillet 2014
Actif				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	19 976 \$	18 393 \$	17 421 \$	16 297 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	10 731	4 402	8 399	5 383
Valeurs mobilières	235 515	222 643	199 148	199 114
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	172 659	163 368	135 580	135 205
Prêts				
Prêts de détail	343 463	336 064	334 269	329 999
Prêts de gros	121 214	114 283	102 954	102 348
Provision pour pertes sur prêts	(2 078)	(2 037)	(1 994)	(1 926)
Actif net des fonds distincts	821	780	675	645
Autres – Dérivés	112 459	107 004	87 402	72 823
– Autres	70 413	67 272	56 696	53 982
Total de l'actif	1 085 173 \$	1 032 172 \$	940 550 \$	913 870 \$
Passif				
Dépôts	694 236 \$	651 551 \$	614 100 \$	601 691 \$
Passif au titre des fonds distincts	821	780	675	645
Autres – Dérivés	116 083	112 219	88 982	75 096
– Autres	204 761	201 580	174 431	176 131
Débiteures subordonnées	7 374	7 795	7 859	6 810
Total du passif	1 023 275	973 925	886 047	860 373
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	60 103	56 431	52 690	51 714
Participations ne donnant pas le contrôle	1 795	1 816	1 813	1 783
Total des capitaux propres	61 898	58 247	54 503	53 497
Total du passif et des capitaux propres	1 085 173 \$	1 032 172 \$	940 550 \$	913 870 \$

(1) Les actifs et les passifs libellés en devises sont convertis en dollars canadiens.

Notre bilan consolidé a été touché par la conversion des devises, laquelle a donné lieu à une augmentation du total de l'actif et du total du passif et des capitaux propres d'environ 94 milliards de dollars par rapport à l'exercice précédent, d'environ 95 milliards par rapport au 31 octobre 2014 et d'environ 35 milliards par rapport au dernier trimestre, en raison de la dépréciation du dollar canadien.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014

Le total de l'actif a augmenté de 171 milliards de dollars, ou 19 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient compte de l'incidence de la conversion des devises dont il est fait mention ci-dessus.

Les dépôts productifs d'intérêts à des banques ont augmenté de 5 milliards de dollars, résultat qui reflète principalement la hausse des dépôts à des banques centrales.

Les valeurs mobilières ont augmenté de 36 milliards de dollars, ou 18 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient principalement à l'incidence de la conversion des devises, ainsi qu'à l'augmentation des titres d'emprunt d'entités gouvernementales et de sociétés tenant en grande partie à notre gestion du risque de liquidité et de financement, ainsi qu'à l'accroissement des activités des clients.

Les biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés ont progressé de 37 milliards de dollars, ou 28 %, résultat qui tient essentiellement à l'incidence de la conversion des devises et à l'accroissement des activités des clients et des entreprises.

Les prêts ont augmenté de 32 milliards de dollars, ou 7 %, en raison principalement de la solide croissance des volumes de prêts hypothécaires résidentiels, de la croissance des prêts de gros et de l'incidence de la conversion des devises.

Les actifs dérivés se sont accrus de 40 milliards de dollars, ou 54 %, résultat qui tient essentiellement à l'incidence de la conversion des devises et à la hausse de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt, facteurs neutralisés en partie par la hausse de la compensation financière.

Les autres actifs ont augmenté de 16 milliards de dollars, ou 30 %, résultat qui reflète en grande partie l'accroissement des exigences relatives aux garanties en espèces et l'incidence de la conversion des devises.

Le total du passif s'est accru de 163 milliards de dollars, ou 19 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient compte de l'incidence de la conversion des devises dont il est fait mention ci-dessus.

Les dépôts ont augmenté de 93 milliards de dollars, ou 15 %, en raison essentiellement de l'incidence de la conversion des devises, de l'émission de billets à terme fixe aux fins du respect des exigences en matière de financement et de la croissance des dépôts des entreprises et des dépôts de détail.

Les passifs dérivés ont augmenté de 41 milliards de dollars, ou 55 %, résultat qui est principalement attribuable à l'incidence de la conversion des devises et à l'accroissement de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt, facteurs neutralisés en partie par la hausse de la compensation financière.

Les autres passifs se sont accrus de 29 milliards de dollars, ou 16 %, résultat qui reflète essentiellement l'incidence de la conversion des devises et l'augmentation des engagements afférents aux conventions de rachat. L'augmentation est aussi imputable aux exigences plus élevées relatives aux garanties en espèces.

Le total des capitaux propres a augmenté de 8 milliards de dollars, ou 16 %, résultat qui reflète principalement l'incidence de la conversion des devises et le bénéfice, déduction faite des dividendes.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2015

Le total de l'actif a augmenté de 53 milliards de dollars, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient principalement à l'incidence de la conversion des devises, à la solide croissance des volumes de prêts hypothécaires résidentiels, à la hausse des dépôts à des banques centrales, et à l'augmentation des actifs dérivés tenant à la hausse de la juste valeur des swaps simultanés de taux et de devises et à la diminution de la compensation financière.

Le total du passif a augmenté de 49 milliards de dollars, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui est essentiellement imputable à l'incidence de la conversion des devises, à l'émission de billets à terme fixe aux fins du respect des exigences en matière de financement, de même qu'à la croissance des dépôts des entreprises.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au quatrième trimestre de 2014

Le total de l'actif a augmenté de 145 milliards de dollars, ou 15 %, résultat qui est principalement attribuable à l'incidence de la conversion des devises et à l'augmentation des conventions de revente tenant essentiellement à l'accroissement des activités des clients. L'augmentation est aussi attribuable à l'augmentation des titres d'emprunt d'entités gouvernementales, à la croissance des prêts de gros et des prêts hypothécaires résidentiels, ainsi qu'à l'accroissement des exigences relatives aux garanties en espèces. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des actifs dérivés tenant à la réduction de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt et à l'augmentation de la compensation financière.

Le total du passif a augmenté de 137 milliards de dollars, ou 15 %, résultat qui reflète principalement l'incidence de la conversion des devises, la hausse des dépôts reflétant en grande partie l'émission de billets à terme fixe aux fins du respect des exigences en matière de financement et l'accroissement des activités des clients, de même que l'augmentation des engagements afférents aux conventions de rachat. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des passifs dérivés découlant des raisons dont il est fait mention ci-dessus.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses transactions financières qui, aux fins comptables, ne sont pas comptabilisées dans nos bilans consolidés. Les transactions hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, du capital et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Ces transactions comprennent les transactions avec des entités structurées et peuvent aussi comprendre l'émission de garanties. Ces transactions entraînent divers risques tels que les risques de marché et de crédit et le risque de liquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la rubrique Gestion du risque. Une analyse plus détaillée de ces types d'arrangements est présentée aux pages 51 à 53 de notre rapport annuel 2014.

Nous avons recours à des entités structurées pour titriser nos actifs financiers ainsi que pour aider nos clients à titriser leurs actifs financiers. Ces entités ne sont pas des entités en exploitation et n'ont généralement aucun effectif; elles peuvent être inscrites ou non à nos bilans consolidés.

Nous nous livrons, dans le cours normal des activités, à diverses transactions financières qui pourraient être admissibles à la décomptabilisation. Nous appliquons les règles de décomptabilisation pour déterminer si nous avons effectivement transféré la quasi-totalité des risques et avantages ou du contrôle inhérents aux actifs financiers à un tiers. Si la transaction satisfait à des critères précis, la transaction pourrait faire l'objet d'une décomptabilisation complète ou partielle dans nos bilans consolidés.

Titrisation de nos actifs financiers

Nous procédons périodiquement à la titrisation de nos créances sur cartes de crédit et de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux, ainsi que de certificats de participation liés à des obligations, principalement afin de diversifier nos sources de financement, d'améliorer notre position de liquidité et aux fins du capital. Nous procédons aussi à la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux dans le cadre de nos activités de vente et de négociation.

Nous titrisons nos créances sur cartes de crédit par l'entremise d'une entité structurée consolidée, sur une base renouvelable. Nous titrisons des prêts hypothécaires résidentiels grevant des maisons individuelles et des immeubles d'habitation dans le cadre du Programme des titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (Programme des titres hypothécaires LNH). La majorité de nos activités de titrisation sont comptabilisées dans nos bilans consolidés, car nous ne répondons pas aux critères de décomptabilisation. Au cours du deuxième trimestre, nous avons décomptabilisé des prêts hypothécaires acquis de 967 millions de dollars relativement auxquels les prêts liés au programme d'habitation sociale du Canada titrisés par l'entremise du Programme des titres hypothécaires LNH et la participation résiduelle dans les prêts hypothécaires ont été vendus à des tiers, ce qui a donné lieu au transfert de la quasi-totalité des risques et des avantages. Aucune transaction de ce genre n'a eu lieu au cours du trimestre considéré ou de l'exercice précédent. Pour de plus amples détails sur nos transactions de titrisation, se reporter aux notes 6 et 7 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2014.

Nous titrisons périodiquement des prêts hypothécaires résidentiels liés au programme d'habitation sociale du Canada par l'entremise du Programme des titres hypothécaires LNH, qui sont décomptabilisés dans nos bilans consolidés lorsqu'ils sont vendus à des tiers investisseurs. Au cours du troisième trimestre de 2015, nous n'avons titrisé aucun prêt hypothécaires résidentiel lié au programme d'habitation sociale du Canada (63 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2015; 80 millions pour le trimestre clos le 31 juillet 2014).

Nous titrisons aussi périodiquement des prêts hypothécaires commerciaux en les vendant à des entités structurées sous forme de groupes de créances garanties satisfaisant à certains critères de diversification, de levier financier et de couverture de la dette. Nous sommes le promoteur de l'une de ces entités structurées. Les prêts hypothécaires commerciaux titrisés sont décomptabilisés de nos bilans consolidés, car nous avons transféré la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la détention des actifs titrisés. Les liens que nous avons conservés avec les actifs transférés se limitent à la prestation de services de gestion à l'égard des prêts hypothécaires commerciaux sous-jacents vendus à l'entité structurée dont nous sommes le promoteur. Au 31 juillet 2015, le montant en cours au titre des activités de titrisation s'élevait à 1,3 milliard de dollars pour les prêts hypothécaires commerciaux (1,2 milliard au 30 avril 2015; 1,2 milliard au 31 juillet 2014). Au cours du trimestre considéré, nous avons titrisé des prêts hypothécaires commerciaux d'un montant de 195 millions de dollars (néant pour le trimestre clos le 30 avril 2015; néant pour le trimestre clos le 31 juillet 2014), qui ont été vendus à l'entité dont nous sommes le promoteur.

Participations dans des entités structurées non consolidées

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses transactions financières par l'entremise d'entités structurées, afin de soutenir les besoins de nos clients en matière de financement et d'investissement. Nous procédons notamment à la titrisation des actifs financiers des clients, et nous créons des produits d'investissement et d'autres types de financement structuré.

Nous pouvons avoir recours à des mesures d'atténuation du risque de crédit telles que des garanties offertes par des tiers, des swaps sur défaillance et des biens affectés en garantie, qui nous permettent d'atténuer les risques assumés dans le cadre des transactions de titrisation et de retitrisation. Le processus mis en œuvre pour surveiller la qualité du crédit liée à nos transactions de titrisation et de retitrisation nécessite, entre autres, l'examen du rendement des actifs sous-jacents. Nous confirmons nos notations chaque trimestre et nous confirmons officiellement ou attribuons une nouvelle notation sur une base annuelle. Pour plus de détails sur nos activités de gestion du risque, se reporter à la rubrique Gestion du risque.

Nous fournissons ci-après une description de nos activités liées à certaines entités structurées non consolidées importantes. Pour une analyse complète de nos participations dans des entités structurées consolidées et non consolidées, se reporter à la note 7 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2014.

Conduits multicédants gérés par RBC

Nous administrons des conduits multicédants qui servent principalement à titriser des actifs financiers de nos clients. Au 31 juillet 2015, le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés relativement à ces conduits se chiffrait à 39 milliards de dollars (39 milliards au 30 avril 2015; 32 milliards au 31 juillet 2014), et il a trait principalement aux facilités de garantie de liquidités et de rehaussements de crédit partiels fournis à ces conduits.

Au 31 juillet 2015, la valeur nominale des facilités de garantie de liquidités que nous fournissons se chiffrait à 39 milliards de dollars (39 milliards au 30 avril 2015; 32 milliards au 31 juillet 2014), et la valeur nominale des facilités de rehaussement de crédit partiel que nous fournissons se chiffrait à 3,7 milliards (3,7 milliards au 30 avril 2015; 2,9 milliards au 31 juillet 2014). Les augmentations du montant des facilités de garantie de liquidités et de rehaussement de crédit fournies aux conduits multicédants par rapport à l'exercice précédent reflètent principalement l'augmentation des actifs titrisés en cours des conduits multicédants ainsi que les fluctuations des taux de change.

Le total des prêts consentis aux conduits multicédants en vertu des facilités de garantie de liquidités s'établissait à 774 millions de dollars, en baisse de 132 millions par rapport au trimestre précédent et en baisse de 78 millions par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement de remboursements du capital, partiellement contrebalancés par des fluctuations des taux de change. Au 31 juillet 2015, le total de l'actif des conduits multicédants s'élevait à 38 milliards de dollars (38 milliards au 30 avril 2015; 31 milliards au 31 juillet 2014). L'augmentation par rapport à l'exercice précédent découle essentiellement de l'augmentation enregistrée relativement aux prêts aux étudiants, aux prêts automobiles et crédit-bail automobile, au financement au secteur des transports et aux prêts aux consommateurs, ainsi que des fluctuations des taux de change.

Au 31 juillet 2015, le total du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) émis par des conduits s'élevait à 26 milliards de dollars (26 milliards au 30 avril 2015; 20 milliards au 31 juillet 2014). Une tranche de 71 % (71 % au 30 avril 2015; 72 % au 31 juillet 2014) de l'ensemble de ce PCAA a obtenu une notation parmi les plus élevées octroyées par les agences de notation qui évaluent le PCAA, et la tranche restante du papier commercial a obtenu une notation se situant dans la deuxième catégorie en importance prévue par ces agences de notation. Nous achetons à l'occasion le PCAA émis par les conduits multicédants, en notre qualité d'agent des placements, afin de faciliter la liquidité générale du programme. Au 31 juillet 2015, la juste valeur de nos placements s'élevait à 34 millions de dollars, en hausse de 27 millions par rapport au trimestre précédent et en hausse de 2 millions par rapport à l'exercice précédent. La variation des placements reflète des niveaux normaux d'activités de négociation. Ces placements sont classés au poste Valeurs mobilières – Titres détenus à des fins de transaction de nos bilans consolidés.

Entités de financement structuré

Nous investissons dans des titres à enchères de fiducies qui financent leurs placements à long terme dans des prêts aux étudiants au moyen de l'émission de billets de premier rang et de billets secondaires à court terme. Notre risque de perte maximal lié à ces fiducies de titres à enchères s'élevait à 0,5 milliard de dollars au 31 juillet 2015 (0,6 milliard au 30 avril 2015; 0,9 milliard au 31 juillet 2014). La diminution du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés tient principalement à la vente de titres à enchères, partiellement contrebalancée par les écarts de change. Au 31 juillet 2015, environ 89 % de ces placements présentaient une notation AA ou supérieure, selon les notations publiées par Standard & Poor's.

Nous fournissons également des facilités de liquidités à certaines fiducies d'obligations encaissables par anticipation liés à des obligations municipales dans lesquels nous détenons des participations significatives, mais que nous ne consolidons pas puisque les certificats résiduels émis par les fiducies d'obligations encaissables par anticipation liés à des obligations municipales sont détenus par des tiers. Au 31 juillet 2015, le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés relativement à ces fiducies d'obligations encaissables par anticipation liées à des obligations municipales et non consolidées se chiffrait à 0,8 milliard de dollars (0,9 milliard au 30 avril 2015; 0,7 milliard au 31 juillet 2014). La diminution du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés par rapport au trimestre précédent découle principalement d'une diminution du nombre de fiducies d'obligations encaissables par anticipation. L'augmentation du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés par rapport à l'exercice précédent découle principalement d'une augmentation du nombre de fiducies d'obligations encaissables par anticipation.

Au cours de l'exercice 2014, nous avons agi à titre de prêteur sur stocks de premier rang et d'agent de structuration et des placements sur le marché des titres garantis par des prêts. Nous fournissons du financement sur stocks de premier rang à des entités structurées non liées et distinctes créées par des tiers, dont le but est l'acquisition de prêts et l'émission de titres garantis par des prêts à terme. Une tranche du produit de la vente des certificats de titres garantis par des prêts à terme sert à rembourser intégralement le financement sur stocks de premier rang que nous fournissons. Au 31 juillet 2015, le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés, qui est lié aux facilités de financement sur stocks de premier rang en cours, se chiffrait à 135 millions de dollars (318 millions au 30 avril 2015; 305 millions au 31 juillet 2014). La diminution du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés par rapport au trimestre précédent et à l'exercice précédent tient à la baisse des montants prélevés sur certaines facilités de financement.

Fonds de placement

En contrepartie de commissions, nous concluons des dérivés sur actions avec des tiers, y compris des fonds communs de placement et d'autres fonds de placement. Ces dérivés offrent aux investisseurs de ces entités le degré de risque qu'ils souhaitent relativement aux fonds visés, et nous couvrons économiquement notre risque lié à ces produits dérivés en investissant dans ces fonds référencés gérés par des tiers. Notre risque maximal, qui vise principalement nos placements dans de tels fonds référencés, s'élevait à 3 milliards de dollars au 31 juillet 2015 (3,2 milliards au 30 avril 2015; 3,3 milliards au 31 juillet 2014). La diminution de notre risque maximal par rapport au trimestre précédent et à l'exercice précédent tient essentiellement au rachat de fonds, partiellement contrebalancé par les écarts de change.

Nous fournissons également des facilités de liquidités à certains fonds de placement de tiers. Les fonds émettent des actions privilégiées à taux variable non garanties et ils investissent dans des portefeuilles d'obligations municipales exonérées d'impôt. Au 31 juillet 2015, le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés relativement à ces fonds s'élevait à 744 millions de dollars (686 millions au 30 avril 2015; 621 millions au 31 juillet 2014). L'augmentation du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés par rapport au trimestre précédent et à l'exercice précédent tient principalement aux écarts de change.

Entités de titrisation de tiers

Nous détenons des participations dans certaines structures de titrisation mises en place par des tiers non consolidées, qui constituent des entités structurées. Tout comme d'autres institutions financières, nous sommes tenus de fournir à ces entités un financement n'excédant pas notre engagement maximal, et nous sommes exposés aux pertes sur créances à l'égard des actifs sous-jacents, compte tenu des divers rehaussements de crédit. Au 31 juillet 2015, le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés relativement à ces entités se chiffrait à 9,8 milliards de dollars (4,3 milliards au 30 avril 2015; 2,3 milliards au 31 juillet 2014). L'augmentation du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés par rapport au trimestre précédent et à l'exercice précédent reflète les actifs titrisés supplémentaires et les fluctuations des taux de change.

Garanties, engagements envers la clientèle de détail et engagements commerciaux

Nous fournissons des garanties et des engagements à nos clients, qui nous exposent aux risques de liquidité et de financement. Le montant maximal potentiel des paiements futurs relatifs à nos garanties et à nos engagements s'établissait à 308 milliards de dollars au 31 juillet 2015 (282 milliards au 30 avril 2015; 246 milliards au 31 juillet 2014). L'augmentation par rapport au trimestre précédent et à l'exercice précédent tient principalement à l'incidence des fluctuations des taux de change et à la croissance des activités comptabilisées aux postes Autres engagements et Engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres. Pour plus de détails sur nos garanties et sur nos engagements, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement ainsi qu'à la note 26 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2014.

Gestion du risque**Risque de crédit****Risque de crédit par portefeuille et par secteur, montant brut**

(en millions de dollars canadiens)	Au							30 avril 2015	31 octobre 2014
	31 juillet 2015								
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation					
	Prêts et acceptations								
En cours	Engagements inutilisés (1)	Autres (2)	Mise en pension de titres	Dérivés (3)	Risque total (4)	Risque total (4)	Risque total (4)		
Prêts hypothécaires résidentiels	229 088 \$	– \$	188 \$	– \$	– \$	229 276 \$	222 751 \$	219 454 \$	
Prêts aux particuliers	94 819	88 060	146	–	–	183 025	181 353	180 140	
Prêts sur cartes de crédit	15 544	21 730	–	–	–	37 274	38 262	36 613	
Prêts aux petites entreprises (5)	4 012	5 246	8	–	–	9 266	9 039	8 707	
Prêts de détail	343 463 \$	115 036 \$	342 \$	– \$	– \$	458 841 \$	451 405 \$	444 914 \$	
Prêts aux entreprises (5)									
Exploitations agricoles	5 981 \$	1 089 \$	84 \$	– \$	100 \$	7 254 \$	7 159 \$	6 879 \$	
Industrie automobile	7 061	4 928	403	–	1 352	13 744	13 054	12 085	
Biens de consommation	7 020	6 971	575	–	482	15 048	13 922	14 189	
Énergie									
Pétrole et gaz	7 483	13 318	1 374	–	755	22 930	20 713	18 589	
Services publics	5 445	12 551	2 781	66	1 571	22 414	20 300	18 118	
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	6 031	12 278	17 812	194 316	32 153	262 590	233 714	212 681	
Industrie forestière	1 105	464	106	–	37	1 712	1 777	1 557	
Produits industriels	4 718	5 662	528	–	634	11 542	10 892	10 321	
Mines et métaux	1 442	3 894	957	–	306	6 599	5 934	5 240	
Secteur immobilier et secteurs connexes	33 149	9 559	1 884	62	388	45 042	43 246	40 185	
Technologie et médias	6 533	9 438	596	3	1 589	18 159	15 879	14 995	
Transport et environnement	6 043	4 009	2 081	–	1 499	13 632	12 808	11 568	
Autres	35 283	18 613	14 852	6 237	13 540	88 525	75 825	65 618	
Organismes souverains (5)	5 282	5 863	58 969	31 858	10 371	112 343	103 251	91 762	
Banques (5)	1 399	1 034	86 033	109 312	27 397	225 175	209 149	192 824	
Prêts de gros	133 975 \$	109 671 \$	189 035 \$	341 854 \$	92 174 \$	866 709 \$	787 623 \$	716 611 \$	
Risque total	477 438 \$	224 707 \$	189 377 \$	341 854 \$	92 174 \$	1 325 550 \$	1 239 028 \$	1 161 525 \$	

(1) Les engagements inutilisés représentent une estimation du montant contractuel susceptible d'être utilisé advenant un cas de défaillance par un débiteur.

(2) Tient compte des montants en équivalent-crédit liés aux passifs éventuels tels que les lettres de crédit et les garanties, des montants en cours liés aux titres d'emprunt disponibles à la vente, des dépôts auprès d'institutions financières et d'autres actifs.

(3) Montant en équivalent-crédit, compte tenu des conventions-cadres de compensation.

(4) Le risque de crédit brut est présenté compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts. Les risques liés aux catégories d'actifs Expositions renouvelables sur la clientèle de détail admissibles et Autres expositions sur la clientèle de détail prévues par l'accord de Bâle III sont en grande partie inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les risques liés aux marges de crédit sur valeur nette sont inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers.

(5) Se reporter à la note 5 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2014 pour obtenir la définition de ces termes.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2015

Le risque de crédit brut total auquel nous sommes exposés a augmenté de 87 milliards de dollars, ou 7 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète principalement l'incidence de la conversion des devises, la croissance des prêts et acceptations et l'augmentation des dépôts auprès de banques centrales.

Les risques liés aux prêts de détail ont augmenté de 7 milliards de dollars, ou 2 %, résultat qui a trait principalement à la croissance des volumes de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts aux particuliers au Canada, contrebalancée en partie par le risque lié aux cartes de crédit.

Le risque de crédit lié aux prêts de gros a augmenté de 79 milliards de dollars, ou 10 %, en raison principalement d'une hausse des autres risques liés aux prêts relativement aux dépôts auprès de banques centrales et aux titres disponibles à la vente, de l'augmentation des prêts et acceptations reflétant la croissance solide enregistrée dans la plupart des secteurs d'activité, ainsi que d'une hausse des actifs dérivés attribuable à l'accroissement de la juste valeur des swaps de devises et à la diminution de la compensation financière. La croissance reflète également l'incidence de la conversion des devises sur les actifs libellés en devises en raison de la dépréciation du dollar canadien. Le taux d'utilisation des prêts de gros s'est établi à 37 %, soit un taux légèrement en baisse par rapport à 38 % au trimestre précédent.

Risque de crédit brut par région (1)

	Au						30 avril 2015	31 octobre 2014
	31 juillet 2015							
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation				
	Prêts et acceptations			Mise en pension de titres				
(en millions de dollars canadiens)	En cours	Engagements inutilisés	Autres	Dérivés	Risque total	Risque total	Risque total	
Canada	404 426 \$	149 903 \$	75 847 \$	59 035 \$	28 137 \$	717 348 \$	704 057 \$	674 079 \$
États-Unis	39 125	55 789	37 420	172 627	14 625	319 586	272 496	258 167
Europe	18 653	15 549	56 772	64 957	44 526	200 457	182 112	163 066
Autres pays	15 234	3 466	19 338	45 235	4 886	88 159	80 363	66 213
Risque total	477 438 \$	224 707 \$	189 377 \$	341 854 \$	92 174 \$	1 325 550 \$	1 239 028 \$	1 161 525 \$

(1) Le profil géographique est basé sur le pays de résidence de l'emprunteur.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2015

Par rapport au trimestre précédent, le risque auquel nous sommes exposés a augmenté de 17 % aux États-Unis, de 10 % en Europe, de 10 % dans les autres pays et de 2 % au Canada, résultats qui reflètent principalement l'incidence de la conversion des devises, une hausse des volumes et l'augmentation des dépôts auprès de banques centrales.

Risque lié à l'Europe

	Au							30 avril 2015	31 octobre 2014
	31 juillet 2015								
	Prêts et acceptations		Autres						
	En cours	Engagements inutilisés (1)	Valeurs mobilières (2)	Lettres de crédit et garanties	Mise en pension de titres	Dérivés	Risque total lié à l'Europe	Risque total lié à l'Europe	Risque total lié à l'Europe
Risque brut lié à l'Europe	18 653 \$	15 549 \$	31 592 \$	25 180 \$	64 957 \$	44 526 \$	200 457 \$	182 112 \$	163 066 \$
Moins : Biens donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres	-	-	-	-	63 642	-	63 642	61 179	51 386
Montant additionnel au titre du risque de crédit futur éventuel	-	-	-	-	-	29 961	29 961	26 461	22 403
Engagements inutilisés	-	15 549	-	25 180	-	-	40 729	39 449	38 079
Risque de crédit brut lié à l'Europe – en cours	18 653 \$	- \$	31 592 \$	- \$	1 315 \$	14 565 \$	66 125 \$	55 023 \$	51 198 \$
Moins : Biens donnés en garantie à l'égard des dérivés	-	-	-	-	-	10 665	10 665	9 640	8 249
Ajouter : Titres détenus à des fins de transaction	-	-	13 895	-	-	-	13 895	14 379	15 471
Risque net lié à l'Europe (3)	18 653 \$	- \$	45 487 \$	- \$	1 315 \$	3 900 \$	69 355 \$	59 762 \$	58 420 \$

(1) Se compose d'engagements inutilisés de 14,4 milliards de dollars à des entreprises, de 0,3 milliard à des institutions financières et de 0,8 milliard à des organismes souverains. En ce qui concerne les pays, le risque se compose d'engagements inutilisés de 7,0 milliards de dollars au Royaume-Uni, de 2,4 milliards en France, de 1,9 milliard en Allemagne, de 0,4 milliard en Irlande, de 0,1 milliard en Espagne et de 0,1 milliard en Italie, la tranche résiduelle de 3,4 milliards ayant trait aux autres pays européens. Plus de 80 % des engagements inutilisés ont trait à des entités jouissant d'une notation de première qualité.

(2) Les valeurs mobilières comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 13,9 milliards de dollars (14,4 milliards au 30 avril 2015), des dépôts de 17,6 milliards (13,6 milliards au 30 avril 2015) et des titres disponibles à la vente de 14,0 milliards (10,3 milliards au 30 avril 2015).

(3) Exclut un risque de 3,1 milliards de dollars (3,9 milliards au 30 avril 2015) lié aux organismes supranationaux.

Le risque de crédit brut auquel nous sommes exposés est calculé en fonction des définitions présentées dans l'accord de Bâle III. En vertu de cette méthode, le risque est calculé compte non tenu de tout bien donné en garantie, mais compte tenu d'une estimation des variations futures possibles de ce risque de crédit. Conformément à cette définition, le total du risque lié à l'Europe auquel nous sommes exposés se chiffrait à 200 milliards de dollars au 31 juillet 2015. Le risque de crédit brut lié à l'Europe en cours se chiffrait à 66 milliards de dollars, compte tenu des biens donnés en garantie à l'égard des transactions de mise en pension de titres de 64 milliards, des lettres de crédit et des garanties, et des engagements inutilisés relatifs aux prêts de 41 milliards ainsi que du montant de 30 milliards lié au risque de crédit futur éventuel au titre des dérivés. Le risque net auquel nous sommes exposés en Europe se chiffrait à 69 milliards de dollars, compte tenu des biens donnés en garantie, principalement des liquidités, de 11 milliards au titre des dérivés et de l'ajout de titres détenus à des fins de transaction de 14 milliards détenus dans notre portefeuille de négociation. Le risque net auquel nous sommes exposés en Europe reflète aussi une tranche de 1,3 milliard de dollars de l'atténuation des risques au moyen de swaps sur défaillance, qui sont régulièrement utilisés pour couvrir les risques liés à une seule entreprise et le risque de marché.

Risque net lié à l'Europe, par pays (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au										30 avril 2015	31 octobre 2014
	31 juillet 2015					Total	Total	Total				
	Prêts en cours	Valeurs mobilières	Mise en pension de titres	Dérivés	Total							
Royaume-Uni	11 125 \$	12 928 \$	947 \$	1 235 \$	26 235 \$	22 824 \$	24 033 \$					
Allemagne	1 219	8 319	8	819	10 365	11 049	10 172					
France	353	4 891	55	535	5 834	4 404	4 284					
Total – R.-U., Allemagne et France	12 697 \$	26 138 \$	1 010 \$	2 589 \$	42 434 \$	38 277 \$	38 489 \$					
Grèce	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$					
Irlande	1 142	95	29	73	1 339	1 344	883					
Italie	44	39	–	20	103	134	150					
Portugal	8	2	–	1	11	17	9					
Espagne	315	46	–	58	419	490	476					
Total – pays périphériques (2)	1 509 \$	182 \$	29 \$	152 \$	1 872 \$	1 985 \$	1 518 \$					
Luxembourg	681 \$	3 805 \$	1 \$	32 \$	4 519 \$	2 231 \$	1 909 \$					
Pays-Bas	854	3 495	8	715	5 072	4 732	4 260					
Norvège	430	4 269	–	34	4 733	3 503	3 011					
Suède	353	3 184	95	6	3 638	2 153	2 731					
Suisse	627	2 564	151	98	3 440	3 798	3 557					
Autres	1 502	1 850	21	274	3 647	3 083	2 945					
Total – autres pays d'Europe	4 447 \$	19 167 \$	276 \$	1 159 \$	25 049 \$	19 500 \$	18 413 \$					
Total du risque lié à l'Europe	18 653 \$	45 487 \$	1 315 \$	3 900 \$	69 355 \$	59 762 \$	58 420 \$					

(1) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Le risque de crédit brut lié aux pays périphériques de l'Europe est de néant pour la Grèce (néant au 30 avril 2015), de 7,4 milliards de dollars pour l'Irlande (2,5 milliards au 30 avril 2015), de 0,3 milliard pour l'Italie (0,3 milliard au 30 avril 2015), de néant pour le Portugal (néant au 30 avril 2015) et de 1,3 milliard pour l'Espagne (1,2 milliard au 30 avril 2015).

Troisième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2015

Le risque de crédit net lié à l'Europe a augmenté de 10 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'augmentation du risque lié au Royaume-Uni, au Luxembourg, à la Suède et à la France. Le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux pays périphériques de l'Europe, y compris la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Portugal et l'Espagne, est demeuré faible, et le risque de crédit total a diminué de 0,1 milliard de dollars au cours du trimestre pour atteindre 1,9 milliard.

Le risque auquel nous sommes exposés concerne principalement les titres de première qualité. Le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux plus grands pays européens, y compris le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France, a trait principalement à nos secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine et aux services aux investisseurs; il concerne particulièrement les titres à revenu fixe, les services de trésorerie, les dérivés et les prêts aux grandes entreprises et aux particuliers. Dans le cadre de ces activités, qui sont essentiellement axées sur la clientèle, nous effectuons des transactions avec divers particuliers, institutions financières et grandes entreprises européens. Nous menons également des activités de courtier principal au Royaume-Uni, dans le cadre desquelles nous participons aux séances d'adjudication de créances d'entités gouvernementales, et nous exerçons des activités de tenue de marché et fournissons des liquidités à nos clients. Les risques auxquels nous sommes exposés relativement aux autres pays européens sont principalement liés aux valeurs mobilières, qui comprennent les titres détenus à des fins de transaction, les dépôts et les titres disponibles à la vente.

Les titres détenus à des fins de transaction sont liés à nos activités de tenue de marché pour nos clients et à nos besoins en matière de gestion des liquidités et du financement. Tous nos titres détenus à des fins de transaction sont évalués à la valeur de marché sur une base quotidienne. Les dépôts sont principalement liés aux dépôts auprès de banques centrales ou d'institutions financières, et comprennent aussi les dépôts relatifs à notre secteur Gestion de patrimoine dans les îles Anglo-Normandes. Les titres disponibles à la vente se composent principalement de créances d'entités gouvernementales de pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques et de titres d'emprunt de sociétés. Notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises en Europe est géré à l'échelle mondiale, et les normes en matière de commissions de prise ferme appliquées à ce portefeuille de prêts revêtent la même approche que celle adoptée au Canada et aux États-Unis pour ce qui est de l'utilisation de notre bilan. Une dotation à la provision pour pertes sur créances de 0,3 million de dollars liée à ce portefeuille a été comptabilisée ce trimestre. Le ratio du montant brut des prêts douteux de ce portefeuille de prêts s'est établi à 0,3 %, soit une hausse de 0,2 % par rapport au trimestre précédent.

Risque net lié à l'Europe par type de client

(en millions de dollars canadiens)	Au												30 avril 2015	31 octobre 2014
	31 juillet 2015										Total – Europe	Total – Europe		
	Royaume-Uni	Allemagne	France	Total – R.-U., Allemagne et France	Grèce	Irlande	Italie	Portugal	Espagne	Total – pays périphériques				
Institutions financières	6 513 \$	6 913 \$	711 \$	14 137 \$	– \$	165 \$	65 \$	1 \$	54 \$	285 \$	12 553 \$	26 975 \$	24 524 \$	24 641 \$
Organismes souverains	9 879	1 202	4 533	15 614	–	9	–	–	77	86	7 653	23 353	17 466	17 527
Grandes entreprises	9 843	2 250	590	12 683	–	1 165	38	10	288	1 501	4 843	19 027	17 772	16 252
Total	26 235 \$	10 365 \$	5 834 \$	42 434 \$	– \$	1 339 \$	103 \$	11 \$	419 \$	1 872 \$	25 049 \$	69 355 \$	59 762 \$	58 420 \$

Troisième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2015

Le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux organismes souverains a augmenté de 5,9 milliards de dollars, en raison principalement d'augmentations qui touchent le Royaume-Uni, les autres pays d'Europe et la France. L'augmentation de 2,5 milliards de dollars relativement aux institutions financières concerne principalement les autres pays d'Europe et a été en partie contrebalancée par une diminution qui touche l'Allemagne. Le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux grandes entreprises, d'un montant de 1,3 milliard de dollars, est principalement attribuable aux augmentations qui touchent les autres pays d'Europe et le Royaume-Uni.

Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette (assurés et non assurés)

Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette sont garantis par des immeubles résidentiels. Le tableau suivant présente la répartition par région géographique :

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 juillet 2015					
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)					Marges de crédit sur valeur nette (3)
	Assurés (2)		Non assurés		Total	Total
Secteur géographique (4)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	6 751 \$	56 %	5 405 \$	44 %	12 156 \$	2 057 \$
Québec	13 342	49	14 058	51	27 400	4 122
Ontario	36 509	40	55 187	60	91 696	16 840
Provinces des Prairies	27 142	53	23 955	47	51 097	10 009
Colombie-Britannique et territoires	15 765	37	26 895	63	42 660	9 368
Total – Canada (5)	99 509 \$	44 %	125 500 \$	56 %	225 009 \$	42 396 \$
États-Unis	2	–	735	100	737	307
Autres pays	14	–	3 210	100	3 224	2 984
Total – autres pays	16 \$	– %	3 945 \$	100 %	3 961 \$	3 291 \$
Total	99 525 \$	43 %	129 445 \$	57 %	228 970 \$	45 687 \$

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 30 avril 2015					
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)					Marges de crédit sur valeur nette (3)
	Assurés (2)		Non assurés		Total	Total
Secteur géographique (4)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	6 572 \$	56 %	5 262 \$	44 %	11 834 \$	2 059 \$
Québec	13 470	50	13 498	50	26 968	4 168
Ontario	35 785	40	53 160	60	88 945	16 902
Provinces des Prairies	26 326	53	23 003	47	49 329	10 093
Colombie-Britannique et territoires	15 493	37	26 185	63	41 678	9 541
Total – Canada (5)	97 646 \$	45 %	121 108 \$	55 %	218 754 \$	42 763 \$
États-Unis	4	1	613	99	617	316
Autres pays	13	–	2 938	100	2 951	2 796
Total – autres pays	17 \$	– %	3 551 \$	100 %	3 568 \$	3 112 \$
Total	97 663 \$	44 %	124 659 \$	56 %	222 322 \$	45 875 \$

- (1) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent nos titres adossés à des créances hypothécaires de tiers de 119 millions de dollars (163 millions au 30 avril 2015).
- (2) Les prêts hypothécaires résidentiels assurés sont des prêts hypothécaires pour lesquels le risque de défaut auquel nous sommes exposés est atténué par l'assurance souscrite auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) ou d'autres sociétés d'assurance indépendantes.
- (3) Les marges de crédit sur valeur nette comprennent les prêts renouvelables et les prêts non renouvelables.
- (4) Se reporter à la rubrique Gestion du risque de notre rapport annuel 2014 pour la définition de ces secteurs géographiques.
- (5) Le total consolidé des prêts hypothécaires résidentiels au Canada de 224 milliards de dollars (219 milliards au 30 avril 2015) comprend des prêts hypothécaires résidentiels de 201 milliards (196 milliards au 30 avril 2015) et des prêts hypothécaires commerciaux de 5 milliards (5 milliards au 30 avril 2015), dont une tranche de 3 milliards (3 milliards au 30 avril 2015) est garantie, dans le secteur Services bancaires canadiens, ainsi que des prêts hypothécaires résidentiels de 18 milliards (18 milliards au 30 avril 2015) dans le secteur Marchés des Capitaux, qui sont détenus à des fins de titrisation.

Les marges de crédit sur valeur nette ne sont pas assurées et elles sont présentées dans les prêts aux particuliers. Au 31 juillet 2015, les marges de crédit sur valeur nette du secteur Services bancaires canadiens représentaient une tranche de 42 milliards de dollars (43 milliards au 30 avril 2015) de ce portefeuille. Environ 98 % de ces marges de crédit (98 % au 30 avril 2015) sont garanties à l'aide d'un privilège de premier rang grevant la propriété, et une tranche de 7 % (8 % au 30 avril 2015) du total des clients qui utilisent une marge de crédit sur valeur nette acquittent uniquement les paiements d'intérêt prévus.

Prêts hypothécaires résidentiels par période d'amortissement

Le tableau suivant présente un sommaire du pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels qui sont classés dans les périodes d'amortissement restantes selon les paiements effectués par les clients, qui comprennent des paiements plus élevés que le montant contractuel minimal ou des paiements plus fréquents :

Période d'amortissement	Au					
	31 juillet 2015			30 avril 2015		
	Canada	États-Unis et autres pays	Total	Canada	États-Unis et autres pays	Total
25 ans ou moins	74 %	93 %	75 %	73 %	93 %	73 %
Plus de 25 à 30 ans	23	7	23	23	7	23
Plus de 30 à 35 ans	3	–	2	4	–	4
Plus de 35 ans	–	–	–	–	–	–
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio

Le tableau suivant présente un sommaire du ratio prêt-valeur moyen des nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, des prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et des produits de la gamme Marge Proprio, par secteur géographique :

Secteur géographique (3)	Pour les trimestres clos				Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2015		le 30 avril 2015		le 31 juillet 2015	
	Non assurés		Non assurés		Non assurés	
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)
Provinces de l'Atlantique	73 %	75 %	73 %	75 %	74 %	75 %
Québec	72	73	71	73	71	73
Ontario	71	70	71	70	71	70
Provinces des Prairies	73	74	74	74	73	74
Colombie-Britannique et territoires	69	66	68	66	69	66
États-Unis	72	n.s.	72	n.s.	72	n.s.
Autres pays	85	n.s.	85	n.s.	85	n.s.
Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour l'exercice (4), (5)	71 %	70 %	71 %	70 %	71 %	70 %
Total du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires canadiens	56 %	55 %	56 %	55 %	56 %	55 %

(1) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent les prêts hypothécaires résidentiels faisant partie des produits de la gamme Marge Proprio.

(2) Les produits de la gamme Marge Proprio comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur valeur nette.

(3) Se reporter à la rubrique Gestion du risque de notre rapport annuel 2014 pour la définition de ces secteurs géographiques.

(4) Nous calculons le ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio sur une base pondérée, selon le montant du prêt hypothécaire lors du montage.

(5) En ce qui a trait aux nouveaux prêts hypothécaires et aux produits de la gamme Marge Proprio, le ratio prêt-valeur est calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

n.s. non significatif

Bien que le tableau ci-dessus présente les ratios prêt-valeur concernant les prêts montés au cours du trimestre considéré, le ratio prêt-valeur des soldes en cours des prêts hypothécaires résidentiels non assurés de l'ensemble du secteur Services bancaires canadiens, y compris les produits de la gamme Marge Proprio, s'est établi à 55 % au 31 juillet 2015 (56 % au 30 avril 2015). Ce calcul est pondéré selon les soldes des prêts hypothécaires et ajusté pour tenir compte des valeurs des propriétés basées sur l'Indice composite de prix des maisons Teranet – Banque Nationale.

Nous avons recours à une approche fondée sur le risque pour évaluer les propriétés. Nos méthodes d'évaluation des propriétés comprennent des modèles d'évaluation automatisés et des estimations. Les modèles d'évaluation automatisés servent à estimer la valeur d'une propriété en fonction des données du marché, y compris les ventes de propriétés comparables et les tendances au chapitre des prix dans la zone statistique métropolitaine où se trouve la propriété évaluée. Nous avons également recours, dans le cadre d'une approche fondée sur le risque, à des méthodes d'évaluation, y compris des estimations à partir d'un véhicule et des estimations complètes sur place.

Nous continuons de gérer activement l'intégralité de notre portefeuille de prêts hypothécaires et effectuons des simulations de crise fondées sur une hausse du taux de chômage, conjuguée à des hausses de taux d'intérêt et à un ralentissement des marchés immobiliers. Ces simulations démontrent que la grande majorité des clients auxquels nous avons consenti un prêt hypothécaire résidentiel ou un produit de la gamme Marge Proprio sont en mesure de continuer à effectuer des paiements si un choc se répercute sur l'un des paramètres mentionnés ci-dessus.

Rendement au chapitre de la qualité du crédit**Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances**

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2015	le 30 avril 2015	le 31 juillet 2014	le 31 juillet 2015	le 31 juillet 2014
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	257 \$	235 \$	284 \$	744 \$	789 \$
Gestion de patrimoine	–	32	–	45	19
Marchés des Capitaux	15	15	1	35	12
Services de soutien généraux et autres (1)	(2)	–	(2)	(2)	(1)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	270 \$	282 \$	283 \$	822 \$	819 \$
Canada (2)					
Prêts hypothécaires résidentiels	6 \$	5 \$	4 \$	19 \$	17 \$
Prêts aux particuliers	98	97	96	291	299
Prêts sur cartes de crédit	92	94	88	278	260
Prêts aux petites entreprises	7	9	8	25	33
Prêts de détail	203	205	196	613	609
Prêts de gros	42	11	30	81	88
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	245	216	226	694	697
États-Unis (2)					
Prêts de détail	– \$	1 \$	1 \$	1 \$	1 \$
Prêts de gros	4	10	4	21	7
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	4	11	5	22	8
Autres pays (2)					
Prêts de détail	9 \$	10 \$	21 \$	23 \$	60 \$
Prêts de gros	12	45	31	83	54
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	21	55	52	106	114
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	270 \$	282 \$	283 \$	822 \$	819 \$
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances (3)					
Total du ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances	0,23 %	0,25 %	0,26 %	0,24 %	0,26 %
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,28	0,26	0,32	0,27	0,30
Services bancaires canadiens	0,26	0,25	0,26	0,26	0,27
Services bancaires dans les Antilles	0,99	1,06	3,07	0,99	1,85
Gestion de patrimoine	0,01	0,73	(0,02)	0,34	0,16
Marchés des Capitaux	0,07	0,08	0,01	0,06	0,02

(1) La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services de soutien généraux et autres se compose principalement de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux portefeuilles existants et de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts qui n'ont pas encore été désignés comme prêts douteux. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

(2) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(3) Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 13 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à l'exercice précédent. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 23 points de base, en baisse de 3 points de base.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 27 millions de dollars, ou 10 %, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 28 points de base, en baisse de 4 points de base, en raison principalement de la diminution des dotations liées à nos portefeuilles dans les Antilles. Ce facteur a été neutralisé en partie par la hausse des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit au Canada ainsi que par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts hypothécaires résidentiels au Canada.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 14 millions de dollars, en raison principalement de dotations à l'égard d'un seul compte.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2015

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 12 millions de dollars, ou 4 %, par rapport au dernier trimestre. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 23 points de base, en baisse de 2 points de base.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté de 22 millions de dollars, ou 9 %, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 28 points de base, en hausse de 2 points de base, résultat qui tient essentiellement à la comptabilisation, au dernier trimestre, d'une reprise à l'égard d'un seul compte ayant trait à notre portefeuille de prêts commerciaux au Canada. Les résultats du trimestre considéré tiennent compte de la réduction des dotations liées à nos portefeuilles dans les Antilles.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Gestion de patrimoine a diminué de 32 millions de dollars, ce qui s'explique par le fait que les résultats du trimestre précédent tenaient compte d'une dotation à l'égard d'un seul compte ayant trait au secteur Gestion de patrimoine – États-Unis et International.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux est demeurée inchangée par rapport au trimestre précédent.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014 (résultats sur neuf mois)

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 3 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 24 points de base, en baisse de 2 points de base.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 45 millions de dollars, ou 6 %, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 27 points de base, en baisse de 3 points de base, ce qui s'explique en grande partie par la réduction des dotations liées à nos portefeuilles dans les Antilles, ainsi qu'à nos portefeuilles de prêts commerciaux et de prêts aux petites entreprises au Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'augmentation des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 26 millions de dollars, en raison essentiellement de dotations à l'égard de deux comptes ayant principalement trait au secteur Gestion de patrimoine – États-Unis et International.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 23 millions de dollars, en raison principalement de dotations à l'égard de quelques comptes.

Montant brut des prêts douteux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au		
	31 juillet 2015	30 avril 2015	31 juillet 2014
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 919 \$	1 901 \$	1 929 \$
Gestion de patrimoine	130	91	17
Marchés des Capitaux	328	151	50
Services aux investisseurs et trésorerie	2	2	2
Services de soutien généraux et autres	–	–	1
Total du montant brut des prêts douteux	2 379 \$	2 145 \$	1 999 \$
Canada (1)			
Prêts de détail	640 \$	675 \$	696 \$
Prêts de gros	589	490	480
Montant brut des prêts douteux	1 229	1 165	1 176
États-Unis (1)			
Prêts de détail	10 \$	10 \$	13 \$
Prêts de gros	199	99	18
Montant brut des prêts douteux	209	109	31
Autres pays (1)			
Prêts de détail	382 \$	360 \$	327 \$
Prêts de gros	559	511	465
Montant brut des prêts douteux	941	871	792
Total du montant brut des prêts douteux	2 379 \$	2 145 \$	1 999 \$
Prêts douteux, solde d'ouverture	2 145 \$	2 133 \$	1 975 \$
Désignés comme douteux au cours de la période (nouveaux prêts douteux) (2)	498	438	330
Remboursements nets (2)	(18)	(44)	(19)
Montants radiés	(326)	(323)	(299)
Autres (2), (3)	80	(59)	12
Prêts douteux, solde à la fin de la période	2 379 \$	2 145 \$	1 999 \$
Ratio du montant brut des prêts douteux (4)			
Total du ratio du montant brut des prêts douteux	0,50 %	0,46 %	0,45 %
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,52	0,52	0,55
Services bancaires canadiens	0,31	0,32	0,33
Services bancaires dans les Antilles	9,93	9,23	11,01
Gestion de patrimoine	0,73	0,51	0,10
Marchés des Capitaux	0,40	0,19	0,08

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires canadiens sont généralement attribuées aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux prêts de nouveau productifs, aux prêts nets remboursés, aux prêts vendus et aux prêts échangés de même qu'aux autres variations ne peuvent être raisonnablement déterminés. Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros dans les Antilles sont généralement attribuées aux prêts échangés et aux autres variations, car les montants relatifs aux prêts de nouveau productifs, aux prêts nets remboursés et aux prêts vendus ne peuvent pas être raisonnablement déterminés.

(3) Tient compte des prêts de nouveau productifs pour l'exercice, des reprises au titre des prêts et des avances radiés précédemment, des prêts vendus, des prêts échangés et des autres variations.

(4) Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014

Le total du montant brut des prêts douteux a augmenté de 380 millions de dollars, ou 19 %, par rapport à l'exercice précédent. Le ratio du montant brut des prêts douteux s'est établi à 50 points de base, en hausse de 5 points de base.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 10 millions de dollars, et le ratio du montant brut des prêts douteux s'est établi à 52 points de base, en baisse de 3 points de base, en raison principalement du nombre moins élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts aux particuliers, facteur neutralisé en partie par l'incidence de la conversion des devises sur nos portefeuilles dans les Antilles.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 113 millions de dollars, en raison essentiellement du nombre plus élevé de prêts douteux liés au secteur Gestion de patrimoine – États-Unis et International.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux s'est accru de 278 millions de dollars, en raison principalement du nombre plus élevé de prêts douteux liés aux secteurs Pétrole et gaz, Services publics et Biens de consommation.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2015

Le total du montant brut des prêts douteux a augmenté de 234 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Le ratio du montant brut des prêts douteux s'est établi à 50 points de base, en hausse de 4 points de base.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté de 18 millions de dollars, en raison principalement du nombre plus élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts commerciaux au Canada et de l'incidence de la conversion des devises sur nos portefeuilles dans les Antilles, facteurs neutralisés en partie par le nombre moins élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts aux particuliers au Canada. Le ratio du montant brut des prêts douteux s'est établi à 52 points de base, soit un résultat inchangé par rapport au trimestre précédent.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine s'est accru de 39 millions de dollars, ou 43 %, en raison essentiellement du nombre plus élevé de prêts douteux à l'égard d'un seul compte ayant trait au secteur Gestion de patrimoine – États-Unis et International.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 177 millions de dollars, en raison de quelques comptes principalement liés au secteur Pétrole et gaz.

Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 juillet 2015	30 avril 2015	31 juillet 2014
Provision pour prêts douteux			
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	595 \$	584 \$	537 \$
Gestion de patrimoine	49	45	10
Marchés des Capitaux	55	37	17
Services aux investisseurs et trésorerie	2	2	2
Services de soutien généraux et autres	1	–	1
Total de la provision pour prêts douteux	702	668	567
Canada (1)			
Prêts de détail	142 \$	147 \$	150 \$
Prêts de gros	148	139	156
Provision pour prêts douteux	290	286	306
États-Unis (1)			
Prêts de détail	1 \$	2 \$	1 \$
Prêts de gros	36	27	16
Provision pour prêts douteux	37	29	17
Autres pays (1)			
Prêts de détail	183 \$	168 \$	113 \$
Prêts de gros	192	185	131
Provision pour prêts douteux	375	353	244
Total de la provision pour prêts douteux	702	668	567
Provision au titre des prêts non encore désignés comme douteux	1 467	1 460	1 450
Total de la provision pour pertes sur créances	2 169 \$	2 128 \$	2 017 \$

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014

Le total de la provision pour pertes sur créances a augmenté de 152 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient essentiellement à l'augmentation de la provision pour pertes sur créances liée aux services bancaires dans les Antilles reflétant l'incidence de la conversion des devises, ainsi qu'à l'augmentation de la provision pour pertes sur créances liée aux secteurs Gestion de patrimoine et Marché des Capitaux reflétant les dotations comptabilisées depuis l'exercice précédent, déduction faite des radiations. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution de la provision pour pertes sur créances dans le secteur Services bancaires canadiens.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2015

Le total de la provision pour pertes sur créances a augmenté de 41 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au dernier trimestre, résultat qui tient essentiellement à la hausse de la provision pour pertes sur créances liée au secteur Marché des Capitaux reflétant les dotations à l'égard d'un seul compte comptabilisées au cours du trimestre considéré, ainsi qu'à l'augmentation de la provision pour pertes sur créances liée aux services bancaires dans les Antilles reflétant l'incidence de la conversion des devises.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend de l'incidence des prix du marché sur notre situation financière, notamment les profits ou les pertes potentiels découlant des fluctuations de variables déterminées par le marché telles que les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les prix des marchandises, les taux de change et les volatilités implicites.

Les mesures de la situation financière touchées par le risque de marché et les façons dont le risque de marché se manifeste sont les suivantes :

1. Les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus, qui comprennent :
 - a) les variations de la juste valeur des instruments classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net;
 - b) la perte de valeur des titres disponibles à la vente;
 - c) l'inefficacité de la couverture.
2. Les capitaux propres ordinaires de première catégorie, qui comprennent :
 - a) tous les éléments ci-dessus; plus
 - b) les variations de la juste valeur des titres disponibles à la vente relativement auxquels les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global;
 - c) les variations de la valeur en dollars canadiens des placements dans des filiales étrangères, déduction faite des couvertures, découlant de la conversion des devises;
 - d) les réévaluations des régimes de retraite à prestations définies du personnel.
3. Le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, qui comprend :
 - a) tous les éléments ci-dessus; plus
 - b) les variations de l'actif pondéré en fonction des risques découlant des variations des risques de marché liés aux activités de négociation;
 - c) les variations de la valeur en dollars canadiens de l'actif pondéré en fonction des risques découlant de la conversion des devises.
4. La valeur économique de la banque, qui comprend :
 - a) tous les éléments des points 1 et 2 ci-dessus; plus
 - b) les variations de la juste valeur des autres positions liées aux activités autres que de négociation dont la juste valeur est fonction des risques de marché.

Contrôles du risque de marché – Positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net

Puisqu'il fait partie du cadre de gestion lié au goût du risque de l'entreprise, le Conseil d'administration approuve les restrictions globales liées au risque de marché de RBC. La Gestion des risques du Groupe crée et gère la structure de contrôle des positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net, qui permet de s'assurer que la conduite de nos activités est conforme aux exigences du Conseil. La fonction Gestion des risques de marché et de crédit commercial, qui fait partie de la Gestion des risques du Groupe, est responsable de la création et de la gestion des contrôles et des procédures de gouvernance qui servent à s'assurer que les risques pris cadrent avec les contraintes relatives au goût du risque établies par le Conseil. Ces contrôles prévoient des plafonds relatifs aux mesures fondées sur des probabilités utilisées pour déterminer les pertes potentielles, telles que la valeur à risque et la valeur à risque en période de tensions pour lesquelles une analyse est présentée ci-dessous :

Valeur à risque (VAR) – La VAR est une mesure statistique utilisée pour estimer la perte potentielle qui pourrait découler d'un portefeuille financier, selon un niveau de confiance précis et une période de détention déterminée. Nous évaluons la VAR en fonction du 99^e centile de l'intervalle de confiance en ce qui a trait aux fluctuations des prix sur une période de détention de un jour, à l'aide d'une simulation historique fondée sur les deux derniers exercices pour lesquels il existe des données de marché historiques à pondération égale. Ces calculs sont révisés quotidiennement en fonction des positions de risque actuelles, sauf en ce qui concerne les ajustements de l'évaluation liés au crédit et certaines autres positions qui sont révisées chaque semaine.

VAR en période de tensions – La VAR en période de tensions est calculée de la même manière que la VAR, sauf que les calculs sont basés sur une période historique de volatilité extrême de un an et sur la situation inverse, plutôt que sur les données historiques des deux derniers exercices. La période de tensions utilisée s'échelonne de septembre 2008 à août 2009. La VAR en période de tensions est calculée hebdomadairement pour tous les portefeuilles.

Les calculs relatifs à ces mesures sont effectués en ce qui a trait à toutes les positions qui sont évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net aux fins de la présentation de l'information financière, sauf en ce qui concerne les positions faisant partie d'une relation de couverture désignée et les positions liées à nos activités d'assurance.

Évaluations du risque de marché – positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net**VAR et VAR en période de tensions**

Le tableau ci-dessous présente les chiffres ayant trait à la VAR liée à la gestion du risque de marché et la VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2015				30 avril 2015		31 juillet 2014	
	Au 31 juillet	Pour le trimestre clos à cette date			Au 30 avril	Pour le trimestre clos à cette date	Au 31 juillet	Pour le trimestre clos à cette date
		Moyenne	Haut	Bas		Moyenne		Moyenne
Actions	13 \$	9 \$	17 \$	6 \$	9 \$	11 \$	9 \$	10 \$
Change	5	4	7	3	4	4	1	2
Marchandises	4	3	6	3	3	4	2	2
Taux d'intérêt (1)	29	29	34	23	26	29	19	22
Risque spécifique de crédit (1)	8	8	8	8	8	8	8	8
Effet de diversification (2)	(26)	(22)	(28)	(16)	(21)	(22)	(16)	(18)
VAR liée à la gestion du risque de marché	33 \$	31 \$	37 \$	26 \$	29 \$	34 \$	23 \$	26 \$
VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché	122 \$	91 \$	122 \$	73 \$	86 \$	105 \$	76 \$	87 \$

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2015				31 juillet 2014	
	Au 31 juillet	Pour la période de neuf mois close à cette date			Au 31 juillet	Pour la période de neuf mois close à cette date
		Moyenne	Haut	Bas		Moyenne
Actions	13 \$	10 \$	20 \$	6 \$	9 \$	10 \$
Change	5	4	7	3	1	2
Marchandises	4	4	6	3	2	3
Taux d'intérêt (1)	29	28	34	23	19	29
Risque spécifique de crédit (1)	8	8	9	7	8	9
Effet de diversification (2)	(26)	(21)	(34)	(15)	(16)	(21)
VAR liée à la gestion du risque de marché	33 \$	33 \$	40 \$	26 \$	23 \$	32 \$
VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché	122 \$	101 \$	157 \$	73 \$	76 \$	97 \$

(1) Le risque lié à l'écart de taux général est évalué en fonction de la VAR liée au taux d'intérêt, tandis que le risque spécifique de crédit tient compte de la volatilité de l'écart de taux lié à chaque émetteur.

(2) La VAR liée à la gestion du risque de marché est inférieure à la somme des VAR individuelles par facteur de risque, en raison de la diversification du portefeuille.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 31 millions de dollars, en hausse de 5 millions par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient principalement à l'incidence de la conversion des devises et à l'augmentation de notre risque de crédit tenant à la prise en compte d'ajustements de l'évaluation liés aux coûts de financement des dérivés hors cote non garantis (ajustements de l'évaluation liés au financement) à la fin du quatrième trimestre de 2014.

La moyenne de la VAR en période de tensions s'est établie à 91 millions de dollars, en hausse de 4 millions par rapport à l'exercice précédent, résultat qui s'explique principalement par la prise en compte d'ajustements de l'évaluation liés aux coûts de financement dont il est fait mention ci-dessus et par l'incidence de la conversion des devises. La VAR en période de tensions de 122 millions de dollars au 31 juillet 2015 constitue le niveau le plus élevé observé au cours du trimestre, et elle tient principalement à l'augmentation du risque lié aux actions.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2015

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché a diminué de 3 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'actualisation de l'horizon historique utilisé pour calculer la VAR, qui ne tient plus compte de la volatilité des marchés à l'été 2013 découlant de l'annonce, par la Réserve fédérale, que cette dernière avait décidé de mettre fin à son programme d'assouplissement quantitatif.

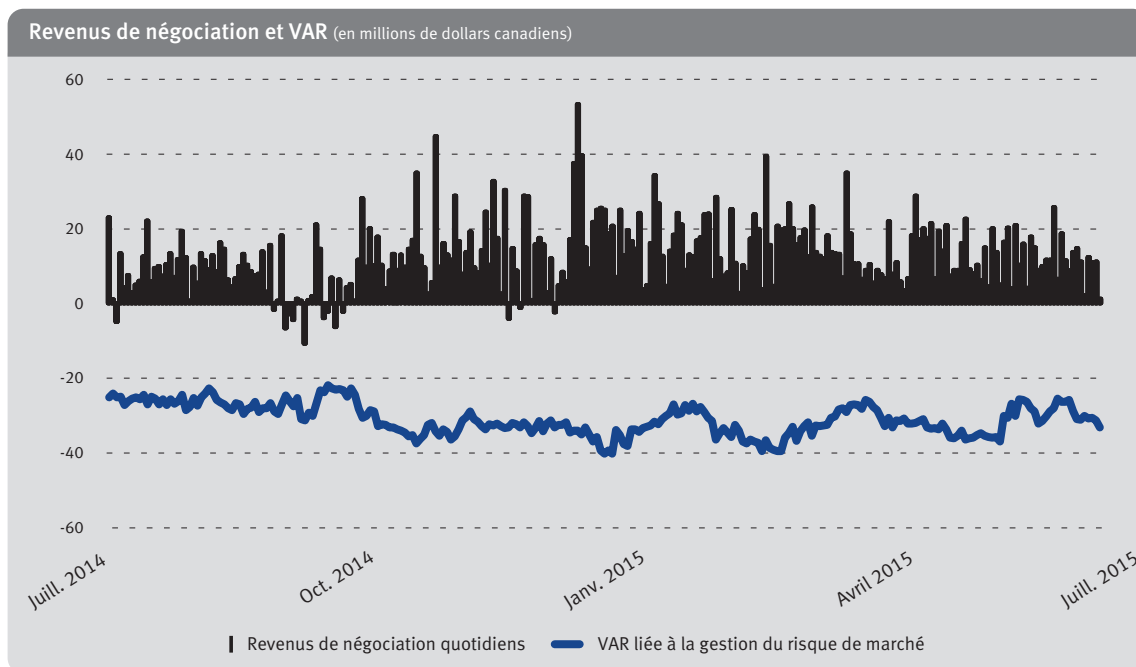
La moyenne de la VAR en période de tensions a diminué de 14 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la réduction du risque lié aux actions au cours de la première moitié du troisième trimestre. La VAR en période de tensions s'est établie à 122 millions de dollars au 31 juillet 2015, soit le niveau le plus élevé observé au cours du trimestre; ce résultat tient en grande partie à l'augmentation du risque lié aux actions à la fin du trimestre, et il est conforme aux niveaux observés au cours du deuxième trimestre de 2015.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014 (résultats sur neuf mois)

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 33 millions de dollars, en hausse de 1 million par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient essentiellement à l'incidence de la conversion des devises et à la prise en compte d'ajustements de l'évaluation liés au financement dont il est fait mention ci-dessus.

La moyenne de la VAR en période de tensions s'est établie à 101 millions de dollars, en hausse de 4 millions par rapport à l'exercice précédent, en raison de l'incidence de la conversion des devises et de la prise en compte d'ajustements de l'évaluation liés au financement dont il est fait mention ci-dessus.

Le graphique ci-dessous illustre nos profits et pertes de négociation quotidiens, ainsi que notre VAR quotidienne liée à la gestion du risque de marché. Au cours du trimestre, nous n'avons connu aucune séance marquée par des pertes de négociation nettes, ce qui fut le cas également au deuxième trimestre de 2015.



Évaluations du risque de marché – Autres positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net – Actifs et passifs de RBC Assurances

Nous offrons une vaste gamme de produits d'assurance à nos clients et détenons des placements afin de pouvoir respecter nos obligations futures au titre des polices d'assurance. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans le poste Revenus de placement du compte consolidé de résultat et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance. Au 31 juillet 2015, les passifs relatifs aux obligations au titre des polices d'assurance se chiffraient à 9,4 milliards de dollars et nous avons des titres détenus à des fins de transaction de 7,5 milliards à l'appui des passifs.

Contrôle du risque de marché – Positions liées au risque de taux d'intérêt structurel⁽¹⁾

La non-concordance de l'actif et du passif relativement aux positions qui ne sont pas évaluées à la valeur de marché constitue le risque de taux d'intérêt structurel. Ce risque est assujéti à des limites et contrôles distincts. Le Conseil d'administration approuve le goût du risque global lié au risque de taux d'intérêt structurel, et le Comité actif-passif, de même que la Gestion des risques du Groupe, assure la surveillance de ce risque au moyen de politiques, de limites et de normes en matière d'exploitation. En outre, les rapports concernant le risque de taux d'intérêt sont revus régulièrement par la Gestion des risques du Groupe, par le Comité actif-passif, par le Comité de la politique de prêt, par le Comité de gestion des risques du Conseil, ainsi que par le Conseil d'administration.

Mesure du risque lié au taux d'intérêt structurel

Le risque de taux d'intérêt structurel tient compte de l'incidence des variations des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt sur une période de un an et de l'incidence immédiate de ces variations sur la valeur économique des capitaux propres. Ces mesures sont évaluées sur une base hebdomadaire et sont assujétiées à des limites et contrôles établis par le Comité actif-passif et par la Gestion des risques du Groupe.

Nous complétons notre évaluation en mesurant le risque de taux d'intérêt en fonction de divers scénarios de marché dynamiques et statiques. Les scénarios dynamiques simulent notre revenu d'intérêt en réponse à diverses combinaisons de facteurs commerciaux et de facteurs de marché. Les facteurs commerciaux comprennent des hypothèses concernant des stratégies futures d'établissement des prix ainsi que le volume et la composition des nouvelles affaires, tandis que les facteurs de marché comprennent des fluctuations présumées des taux d'intérêt ainsi que des variations dans la forme des courbes de rendement. Les scénarios statiques complètent les scénarios dynamiques et sont aussi utilisés pour évaluer les risques liés à la valeur des capitaux propres et au revenu net d'intérêt.

Dans le cadre de notre processus de surveillance, nous évaluons l'efficacité de nos activités d'atténuation du risque de taux d'intérêt en fonction de la valeur et du bénéfice, et les hypothèses qui sous-tendent les modèles sont corroborées par le comportement réel des clients.

Évaluations du risque de marché – Positions liées au risque de taux d'intérêt structurel

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres de notre portefeuille autre que de négociation, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Ces mesures sont fondées sur des hypothèses formulées par la haute direction et elles sont validées par des recherches empiriques. Toutes les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur nos positions de taux d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et de nos mesures liées à la gestion des risques. Au cours du troisième trimestre de 2015, notre exposition au risque de taux d'intérêt s'est située dans les limites de nos objectifs.

(1) Les positions liées au risque de taux d'intérêt structurel comprennent l'incidence des dérivés dans le cadre des relations de couverture comptable et les titres disponibles à la vente utilisés pour gérer le risque de taux d'intérêt.

	31 juillet 2015						30 avril 2015		31 juillet 2014	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (2)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (2)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (2)
	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain (1)	Total	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain (1)	Total				
(en millions de dollars canadiens)										
Incidence avant impôt d'une :										
augmentation des taux de 100 p.b.	(884)\$	(9)\$	(893)\$	326 \$	11 \$	337 \$	(877)\$	357 \$	(827)\$	394 \$
diminution des taux de 100 p.b.	566	–	566	(313)	(6)	(319)	622	(353)	685	(321)

(1) Représente l'incidence sur les portefeuilles autres que de négociation détenus par nos services bancaires aux États-Unis.

(2) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

Évaluations du risque de marché concernant les autres portefeuilles significatifs d'activités autres que de négociation

Titres disponibles à la vente

Les titres classés comme disponibles à la vente s'établissaient à 60 milliards de dollars au 31 juillet 2015, en hausse par rapport à 50 milliards au trimestre précédent. Nous détenons des titres d'emprunt désignés comme disponibles à la vente à des fins de placement principalement et pour gérer le risque de taux d'intérêt et le risque de liquidité liés à nos activités bancaires autres que de négociation. Certains portefeuilles de titres d'emprunt existants sont également classés comme disponibles à la vente. Au 31 juillet 2015, notre portefeuille de titres disponibles à la vente nous exposait au risque de taux d'intérêt, lequel représente une perte avant impôt de 8,6 millions de dollars, ce qui correspond à la variation de la valeur des titres découlant d'une augmentation parallèle de un point de base des rendements. Le portefeuille nous expose également au risque lié à l'écart de taux, lequel représente une perte avant impôt de 18,6 millions de dollars, ce qui correspond à la variation de la valeur découlant de l'élargissement de un point de base des écarts de taux. Les variations de la valeur de ces titres sont présentées dans les autres éléments du résultat global. La valeur des titres disponibles à la vente pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel au 31 juillet 2015 s'établissait à 50,2 milliards de dollars, en hausse par rapport à 46,9 milliards au 30 avril 2015. Nos titres disponibles à la vente comprenaient également des risques liés aux actions de 1,8 milliard de dollars au 31 juillet 2015, en hausse par rapport à 1,7 milliard au trimestre précédent.

Dérivés liés aux activités autres que de négociation

Nous avons recours à des dérivés pour couvrir les risques de marché non liés à nos activités de négociation auxquels nous sommes exposés. Au total, les actifs dérivés non liés aux activités de négociation s'établissaient à 7,7 milliards de dollars au 31 juillet 2015, en hausse par rapport à 5,7 milliards au dernier trimestre, et les passifs dérivés se chiffraient à 4,5 milliards au 31 juillet 2015, en hausse par rapport à 3,6 milliards au dernier trimestre.

Dérivés qui ne sont pas détenus à des fins de transaction dans le cadre de relations de couverture comptable

Les actifs et passifs dérivés décrits ci-dessus comprennent des actifs dérivés dans le cadre d'une relation de couverture comptable désignée qui s'établissaient à 2,7 milliards de dollars au 31 juillet 2015, en hausse par rapport à 2,6 milliards au trimestre précédent, et des passifs dérivés qui se chiffraient à 2,4 milliards au 31 juillet 2015, en hausse par rapport à 1,7 milliard au dernier trimestre. Ces actifs et passifs dérivés sont pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel. Nous avons recours à des swaps de taux d'intérêt pour gérer le risque lié à nos titres disponibles à la vente et au taux d'intérêt structurel, qui est décrit ci-dessus. Dans la mesure où ces swaps sont considérés comme des couvertures efficaces, les variations de leurs justes valeurs sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Le risque de taux d'intérêt lié aux couvertures des flux de trésorerie désignées, qui correspond à la variation de la juste valeur des dérivés découlant d'une augmentation parallèle de un point de base des rendements, représentait un montant de 5,8 millions de dollars au 31 juillet 2015.

Nous avons aussi recours à des swaps de taux d'intérêt pour couvrir la variation de la juste valeur de certains instruments à taux fixe. Les variations de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt et des instruments couverts qui sont liées aux fluctuations des taux d'intérêt sont comptabilisées en résultat.

Nous avons également recours à des dérivés de change pour gérer le risque auquel nous sommes exposés relativement aux placements en titres de capitaux propres dans des filiales qui sont libellés en devises, particulièrement ceux qui sont libellés en dollars américains et en livres sterling. Les variations de la juste valeur de ces couvertures et les écarts de conversion cumulés liés à notre risque de change structurel sont présentés dans les autres éléments du résultat global.

Autres dérivés qui ne sont pas détenus à des fins de transaction

Nous avons recours à des dérivés, y compris des swaps de taux d'intérêt et des dérivés de change, qui ne sont pas utilisés dans une relation de couverture comptable désignée afin de gérer les risques liés aux autres activités autres que de négociation. Ces dérivés ont été désignés à la juste valeur par le biais du résultat net et les variations de leur juste valeur sont comptabilisées en résultat. Les actifs dérivés liés à ces activités s'établissaient à 5 milliards de dollars au 31 juillet 2015, en hausse par rapport à 3,1 milliards au dernier trimestre, et les passifs dérivés se chiffraient à 2,1 milliards au 31 juillet 2015, en hausse par rapport à 1,9 milliard au dernier trimestre.

Risque de change lié aux activités autres que de négociation

Le risque de change correspond à l'incidence défavorable possible des fluctuations des taux de change sur le bénéfice et la valeur économique. Nos revenus, nos charges et notre bénéfice libellés en devises autres que le dollar canadien sont assujettis aux fluctuations de la moyenne du dollar canadien par rapport à la moyenne de ces devises. Notre exposition la plus importante touche le dollar américain, en raison du volume d'activités que nous exerçons aux États-Unis et de nos autres opérations conclues en dollars américains. Les autres risques importants auxquels nous sommes exposés sont liés à la livre sterling et à l'euro et ils tiennent à nos opérations conclues dans ces devises à l'échelle mondiale. L'appréciation ou la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, à la livre sterling ou à l'euro pourrait faire diminuer ou augmenter, selon le cas, la valeur convertie de nos revenus, charges et bénéfice libellés en devises et pourrait aussi avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation. Nous sommes aussi exposés au risque de change découlant de nos placements dans des établissements étrangers. Dans le cas des placements en titres de capitaux propres qui ne font pas l'objet d'une opération de couverture, lorsque le dollar canadien s'apprécie par rapport à d'autres monnaies, les pertes de change latentes sur les placements étrangers nets donnent lieu à une diminution de nos capitaux propres, par l'entremise des autres composantes des capitaux propres, et à une réduction de la valeur de conversion de l'actif pondéré en fonction des risques liés aux actifs libellés en devises. La situation inverse se produit lorsque le dollar canadien se déprécie par rapport à d'autres devises. Nous tenons donc compte de ces répercussions lorsque nous déterminons le niveau approprié de nos placements dans des établissements étrangers qui doivent faire l'objet d'une opération de couverture.

L'ensemble de nos objectifs, politiques et méthodes en matière de gestion du risque de marché lié aux activités de négociation et aux activités autres que de négociation n'ont pas subi de modifications importantes par rapport à 2014.

Lien entre le risque de marché et les principales données figurant au bilan

Le tableau ci-dessous illustre le lien entre les principales données figurant au bilan et les positions incluses dans les informations fournies à l'égard du risque de marché lié aux activités de négociation et du risque de marché lié aux activités autres que de négociation, ainsi que la façon dont nous gérons le risque de marché lié à nos actifs et passifs à l'aide de différentes mesures.

	Au 31 juillet 2015			Risque principal associé au risque lié aux activités autres que de négociation
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		
(en millions de dollars canadiens)		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques (3)	19 976 \$	12 697 \$	7 279 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts à des banques (4)	10 731	5 103	5 628	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières				
Titres détenus à des fins de transaction (5)	172 370	164 483	7 887	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres disponibles à la vente (6)	63 145	–	63 145	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (7)	172 659	172 469	190	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail (8)	343 463	15 828	327 635	Taux d'intérêt
Prêts de gros (9)	121 214	144	121 070	Taux d'intérêt
Provision pour pertes sur prêts	(2 078)	–	(2 078)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts (10)	821	–	821	Taux d'intérêt
Dérivés	112 459	104 783	7 676	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs (11)	64 695	23 313	41 382	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (12)	5 718			
Total de l'actif	1 085 173 \$	498 820 \$	580 635 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts (13)	694 236 \$	160 953 \$	533 283 \$	Taux d'intérêt
Passif au titre des fonds distincts (14)	821	–	821	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	55 656	55 656	–	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (15)	83 236	83 055	181	Taux d'intérêt
Dérivés	116 083	111 548	4 535	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs (16)	59 156	18 573	40 583	Taux d'intérêt
Débitures subordonnées	7 374	–	7 374	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (17)	6 713			
Total du passif	1 023 275 \$	429 785 \$	586 777 \$	
Total des capitaux propres	61 898 \$			
Total du passif et des capitaux propres	1 085 173 \$			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR, à la VAR en période de tensions et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à nos activités d'assurance et les titres disponibles à la vente non pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

Les notes ci-dessous fournissent des renseignements additionnels sur les montants associés au risque lié aux activités autres que de négociation :

(3) La trésorerie et les montants à recevoir de banques comprennent un montant de 6 104 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 1 175 millions de dollars est pris en compte dans les autres contrôles des risques.

(4) Des dépôts productifs d'intérêts à des banques de 5 628 millions de dollars sont pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(5) Les titres détenus à des fins de transaction comprennent des titres d'un montant de 7 887 millions de dollars utilisés aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, qui n'est pas pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel que nous présentons.

(6) Comprend des titres disponibles à la vente de 59 842 millions de dollars et des titres détenus jusqu'à leur échéance de 3 303 millions. Une tranche du total des valeurs mobilières, soit un montant de 53 468 millions de dollars, est prise en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Des titres additionnels d'un montant de 1 834 millions de dollars sont détenus dans le cadre de nos activités d'assurance, titres qui ne sont pas pris en compte dans notre évaluation du risque de taux d'intérêt structurel. La tranche restante d'un montant de 7 844 millions de dollars est prise en compte dans la présentation des risques de marchés liés aux activités internes autres que de négociation.

(7) Les biens achetés en vertu de conventions de revente comprennent un montant de 190 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(8) Les prêts de détail comprennent un montant de 327 638 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(9) Les prêts de gros comprennent un montant de 119 666 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 1 404 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(10) Les placements pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(11) Les autres actifs comprennent un montant de 38 732 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 2 650 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(12) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs d'un montant de 5 718 millions de dollars.

(13) Les dépôts comprennent un montant de 533 283 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(14) Les contrats d'assurance et de placement pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(15) Les engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat comprennent un montant de 181 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(16) Les autres passifs comprennent un montant de 10 269 millions de dollars utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, et un montant de 30 314 millions utilisé aux fins de l'évaluation de notre risque de taux d'intérêt structurel.

(17) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs d'un montant de 6 713 millions de dollars.

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2015			Risque principal associé au risque lié aux activités autres que de négociation
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		
		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques (3)	18 393 \$	10 431 \$	7 962 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts à des banques (4)	4 402	784	3 618	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières				
Titres détenus à des fins de transaction (5)	169 763	162 380	7 383	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres disponibles à la vente (6)	52 880	–	52 880	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (7)	163 368	163 250	118	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail (8)	336 064	15 792	320 272	Taux d'intérêt
Prêts de gros (9)	114 283	272	114 011	Taux d'intérêt
Provision pour pertes sur prêts	(2 037)	–	(2 037)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts (10)	780	–	780	Taux d'intérêt
Dérivés	107 004	101 296	5 708	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs (11)	60 354	22 029	38 325	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (12)	6 918			
Total de l'actif	1 032 172 \$	476 234 \$	549 020 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts (13)	651 551 \$	142 353 \$	509 198 \$	Taux d'intérêt
Passif au titre des fonds distincts (14)	780	–	780	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	54 314	54 314	–	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (15)	81 207	81 097	110	Taux d'intérêt
Dérivés	112 219	108 610	3 609	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs (16)	58 206	17 965	40 241	Taux d'intérêt
Débiteures subordonnées	7 795	–	7 795	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (17)	7 853			
Total du passif	973 925 \$	404 339 \$	561 733 \$	
Total des capitaux propres	58 247 \$			
Total du passif et des capitaux propres	1 032 172 \$			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR, à la VAR en période de tensions et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à nos activités d'assurance et les titres disponibles à la vente non pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

Les notes ci-dessous fournissent des renseignements additionnels sur les montants associés au risque lié aux activités autres que de négociation :

(3) La trésorerie et les montants à recevoir de banques comprennent un montant de 7 134 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 828 millions de dollars est pris en compte dans les autres contrôles des risques.

(4) Des dépôts productifs d'intérêts à des banques de 3 618 millions de dollars sont pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(5) Les titres détenus à des fins de transaction comprennent des titres d'un montant de 7 383 millions de dollars utilisés aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, qui n'est pas pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel que nous présentons.

(6) Des titres disponibles à la vente de 50 053 millions de dollars sont pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Des titres additionnels d'un montant de 2 827 millions de dollars sont détenus dans le cadre de nos activités d'assurance, titres qui ne sont pas pris en compte dans notre évaluation du risque de taux d'intérêt structurel, et relativement à certains actifs existants.

(7) Les biens achetés en vertu de conventions de revente comprennent un montant de 118 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(8) Les prêts de détail comprennent un montant de 320 276 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(9) Les prêts de gros comprennent un montant de 112 757 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 1 254 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(10) Les placements pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(11) Les autres actifs comprennent un montant de 35 642 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 2 683 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(12) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs d'un montant de 6 918 millions de dollars.

(13) Les dépôts comprennent un montant de 509 198 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(14) Les contrats d'assurance et de placement pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(15) Les engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat comprennent un montant de 110 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(16) Les autres passifs comprennent un montant de 10 151 millions de dollars utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, et un montant de 30 090 millions utilisé aux fins de l'évaluation de notre risque de taux d'intérêt structurel.

(17) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs d'un montant de 7 853 millions de dollars.

Risque de liquidité et de financement

Il n'y a eu aucun changement significatif à notre cadre de gestion des liquidités depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2014. Nous continuons de maintenir une position de liquidité et de financement qui est appropriée aux fins de la mise à exécution de notre stratégie et, le cas échéant, de modifier nos politiques, nos pratiques et nos processus aux fins de la gestion des risques en fonction des faits nouveaux en matière de réglementation, de manière à nous positionner en prévision de la mise en œuvre de réformes réglementaires dont l'application est prospective. Les risques de liquidité et de financement auxquels nous sommes exposés demeurent largement dans les limites de notre goût du risque.

Contexte réglementaire

En mai 2014, le BSIF a publié la version définitive de la ligne directrice sur les normes de liquidité. La ligne directrice sur les normes de liquidité vise à convertir les exigences concernant les liquidités élaborées par le CBCB, y compris les paramètres d'évaluation des liquidités relatives au ratio de liquidité à court terme et au ratio de capitalisation stable net ainsi que les outils de surveillance, en ligne directrice du BSIF, en plus d'officialiser l'utilisation des flux de trésorerie nets cumulatifs du BSIF en tant qu'outil de supervision. Conformément à ces exigences, nous soumettons au BSIF des rapports sur les résultats mensuels concernant le ratio de liquidité à court terme et les flux de trésorerie nets cumulatifs, de même que sur les résultats trimestriels concernant le ratio de capitalisation stable net. Nous soumettons également deux fois par année au BSIF et au CBCB des rapports sur les études d'impact quantitatives concernant le ratio de liquidité à court terme et le ratio de capitalisation stable net.

En août 2014, le ministère des Finances du gouvernement du Canada a publié son document de consultation sur la recapitalisation interne intitulé « Régime de protection des contribuables et de recapitalisation des banques ». Des régimes de recapitalisation interne sont actuellement mis en place dans divers pays par suite de la crise financière de 2008, afin de limiter le risque que les contribuables soient exposés aux pertes potentielles que pourrait subir une institution en sérieuse difficulté et de s'assurer que les actionnaires et les créanciers de l'institution continuent d'assumer la responsabilité de telles pertes. Le régime proposé s'applique seulement aux banques d'importance systémique intérieure. Il met l'accent sur une série de passifs et exclut les dépôts. Dans son budget fédéral annoncé le 21 avril 2015, le gouvernement du Canada a confirmé qu'il compte instaurer le Régime de protection des contribuables et de recapitalisation des banques, mais il n'a fourni aucun calendrier définitif à cet égard.

En octobre 2014, le CBCB a publié la norme définitive concernant le ratio de capitalisation stable net, et les banques sont tenues de se conformer à la norme minimale d'ici le 1^{er} janvier 2018. Le document présentant la version définitive des normes de présentation du ratio de capitalisation stable net a été publié par le CBCB en juin 2015, et les banques devront s'y conformer à partir de la première période de présentation de l'information financière ouverte à compter du 1^{er} janvier 2018.

Mesure du risque

Pour surveiller et contrôler les risques en fonction de seuils de tolérance appropriés, nous établissons des plafonds relatifs à divers paramètres qui reflètent divers horizons et degrés de gravité des périodes de tensions. Nous revoyons et corroborons régulièrement les méthodes de gestion des risques et les hypothèses sous-jacentes afin d'assurer leur concordance avec notre contexte opérationnel, la conjoncture et les conditions du marché prévues, les préférences des agences de notation, les exigences des organismes de réglementation et les pratiques reconnues.

Nous évaluons le risque de liquidité à l'aide des dates d'échéance contractuelles de certains actifs et passifs (p. ex., les prêts et le financement de gros) et des échéances réelles d'autres actifs et passifs. Dans le cas des évaluations fondées sur les échéances réelles, la valeur de liquidité des actifs et des passifs est calculée en fonction de modèles fondés sur des comportements observés ou sur le marché qui ne sont pas liés à l'échéance contractuelle. Par exemple, l'échéance réelle peut être plus courte que l'échéance contractuelle si le comportement observé de l'actif suggère que ce dernier peut être monétisé avant l'échéance. L'échéance réelle d'un passif peut être plus longue que l'échéance contractuelle si le comportement observé du passif suggère que ce dernier sera prolongé ou reconduit à l'échéance. En ce qui a trait aux actifs, cela est notamment le cas des obligations liées à des gouvernements, car elles peuvent être monétisées de façon rapide et sûre; en ce qui a trait aux passifs, cela est notamment le cas des dépôts basés sur les relations, une valeur de base étant habituellement attribuée à un grand nombre de ces dépôts, même si les dates d'échéance contractuelles peuvent être très rapprochées ou si les dépôts peuvent, sur le plan juridique, être considérés comme étant à vue (inversement, les prêts à vue affichent les attributs d'actifs à plus long terme et ils sont considérés comme tels pour ce qui est de l'échéance réelle). Les hypothèses formulées à l'interne tiennent compte de toutes les données et informations significatives et pertinentes disponibles ainsi que des méthodes utilisées pour quantifier le risque de liquidité.

Pour plus de détails sur nos méthodes et évaluations, se reporter à la rubrique Gestion des liquidités et du financement de notre rapport annuel 2014.

Profil de risque

Au 31 juillet 2015, les dépôts basés sur les relations, tels qu'ils sont définis à l'interne, qui constituent la principale source de financement des prêts de détail et des prêts hypothécaires, se sont établis à 419 milliards de dollars, ou 50 % du total du financement (406 milliards, ou 51 %, au 30 avril 2015). Le financement des actifs très liquides se compose principalement d'un financement de gros à court terme qui reflète la période de monétisation prévue de ces actifs. Ce financement de gros se composait de passifs à court terme non garantis de 108 milliards de dollars et de passifs garantis (conventions de rachat et ventes à découvert) de 157 milliards, qui représentaient 13 % et 19 % du total du financement au 31 juillet 2015, respectivement (91 milliards et 150 milliards, ou 11 % et 19 % du total du financement, respectivement, au 30 avril 2015). Le financement de gros à long terme sert principalement à financer les actifs de gros qui sont moins liquides. Des informations quantitatives supplémentaires sont fournies à la rubrique Financement ci-dessous.

Au 31 juillet 2015, nos actifs liquides en cas d'urgence se chiffraient à 13 milliards de dollars, soit 8 milliards de dollars US et 5 milliards de dollars CA (13 milliards, soit 8 milliards de dollars US et 5 milliards de dollars CA au 30 avril 2015). Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2015, nos actifs liquides en cas d'urgence s'élevaient en moyenne à 13 milliards de dollars, soit 8 milliards de dollars US et 5 milliards de dollars CA (13 milliards, soit 8 milliards de dollars US et 5 milliards de dollars CA au 30 avril 2015). Nous détenons également des réserves d'actifs liquides aux fins des activités de mise en gage des dérivés s'élevant à 4 milliards de dollars US au 31 juillet 2015 (4 milliards de dollars US au 30 avril 2015); elles servent à atténuer la volatilité de nos besoins nets relatifs aux activités de mise en gage des dérivés. Ces réserves se sont chiffrées en moyenne à 4 milliards de dollars US au cours du trimestre clos le 31 juillet 2015 (4 milliards de dollars US au 30 avril 2015). Ces actifs sont pris en compte dans notre portefeuille d'actifs liquides de haute qualité, pour lequel une analyse est présentée ci-après.

Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des actifs liquides de haute qualité disponibles pour satisfaire aux obligations financières à court terme nettes sur une période de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Le ratio de liquidité à court terme minimal exigé par le CBCB est de 60 % à l'heure actuelle, et il sera majoré chaque année pour atteindre 100 % en

janvier 2019. En mai 2014, le BSIF a publié la version définitive de la ligne directrice sur les normes de liquidité, laquelle exige le maintien par les banques canadiennes d'un ratio de liquidité à court terme minimal de 100 %, avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2015.

En juillet 2014, le BSIF a publié la version définitive de la ligne directrice intitulée « *Divulgence publique du ratio de liquidité à court terme des banques d'importance systémique intérieure* », et mis en œuvre, sans y apporter aucune modification, les normes de divulgation du ratio de liquidité à court terme du CBCB. Le BSIF exige que les banques canadiennes fournissent des informations sur le ratio de liquidité à court terme à compter du deuxième trimestre de 2015. Le ratio de liquidité à court terme est présenté selon le modèle de déclaration prévu par l'accord de Bâle et calculé à l'aide de la moyenne des positions de fin de mois au cours du trimestre.

Modèle commun de déclaration du ratio de liquidité à court terme (1)

	Au			
	31 juillet 2015		30 avril 2015 (2)	
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Valeur non pondérée totale (moyenne)	Valeur pondérée totale (moyenne)	Valeur non pondérée totale (moyenne)	Valeur pondérée totale (moyenne)
Actifs liquides de haute qualité				
Total des actifs liquides de haute qualité		176 928 \$		166 321 \$
Sorties de trésorerie				
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont (3) :	175 522 \$	13 368 \$	167 940 \$	12 644 \$
<i>Dépôts stables (4)</i>	59 784	1 794	59 301	1 780
<i>Dépôts moins stables</i>	115 738	11 574	108 639	10 864
Financement de gros non garanti, dont :	212 854	94 770	208 522	92 455
<i>Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives (5)</i>	93 469	22 417	90 446	21 643
<i>Dépôts non opérationnels</i>	105 075	58 043	101 514	54 250
<i>Dettes non garanties</i>	14 310	14 310	16 562	16 562
Financement de gros garanti		26 428		24 926
Exigences supplémentaires, dont :	173 249	40 123	166 313	39 689
<i>Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées</i>	31 333	8 433	30 536	8 342
<i>Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette</i>	4 828	4 828	6 131	6 131
<i>Facilités de crédit et de liquidité</i>	137 088	26 862	129 646	25 216
Autres obligations de financement contractuel (6)	29 652	29 652	35 307	35 307
Autres obligations de financement conditionnel (7)	426 680	6 325	423 274	6 285
Total des sorties de trésorerie		210 666 \$		211 306 \$
Entrées de trésorerie				
Prêts garantis (p. ex. conventions de revente)	114 680 \$	31 963 \$	118 959 \$	32 286 \$
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	10 138	6 824	11 203	7 330
Autres entrées de trésorerie	21 018	21 018	25 055	25 055
Total des entrées de trésorerie		59 805 \$		64 671 \$
		Total de la valeur ajustée		Total de la valeur ajustée
Total des actifs liquides de haute qualité		176 928 \$		166 321 \$
Total des sorties nettes de trésorerie		150 861		146 635
Ratio de liquidité à court terme		117 %		113 %

(1) Le ratio de liquidité à court terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et aux exigences du CBCB concernant le ratio de liquidité à court terme.

(2) Les montants de la période précédente ont été révisés par rapport aux montants présentés précédemment.

(3) Ne tient pas compte des dépôts dont les taux de sortie de trésorerie sont de 0 %.

(4) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont détenus dans des comptes courants ou relativement auxquels la banque entretient des relations durables avec le déposant, qui rendent un retrait très improbable.

(5) Les dépôts opérationnels qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.

(6) Les autres obligations de financement contractuelles comprennent principalement les sorties liées aux opérations sur valeur non réglées et les sorties liées aux engagements afférents à des titres vendus à découvert.

(7) Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent les sorties liées à d'autres facilités hors bilan dont le facteur de retrait du ratio de liquidités à court terme est faible (de 0 % à 5 %).

Nous gérons notre position liée au ratio de liquidité à court terme en fonction d'une fourchette cible qui reflète la tolérance de la direction au risque de liquidité et qui tient compte de la composition des activités et des actifs ainsi que des capacités en matière de financement. Cette fourchette est revue périodiquement à la lumière des modifications apportées aux exigences internes et des faits nouveaux externes.

Nous détenons des actifs liquides de haute qualité libellés dans les principales monnaies, dont l'étendue du marché et l'envergure sont fiables. Nos pratiques de gestion de la trésorerie permettent de nous assurer que les différents niveaux d'actifs liquides de haute qualité, y compris les actifs liquides aux fins des éventualités et de la gestion de la trésorerie, sont gérés activement, de manière à atteindre nos objectifs cibles en matière de ratio de liquidité à court terme. Nos actifs de niveau 1, calculés en respectant la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et les exigences du CBCB concernant le ratio de liquidité à court terme, représentent 78 % du total des actifs liquides de haute qualité. Ces actifs comprennent la trésorerie, les placements auprès de banques centrales et les titres assortis de notations élevées émis ou garantis par des gouvernements, par des banques centrales ou par des entités supranationales.

Le ratio de liquidité à court terme tient compte des flux de trésorerie provenant des activités au bilan et hors bilan auxquels on s'attend ou qui pourraient être enregistrés dans un délai de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Les sorties de trésorerie découlent de l'application de facteurs de retrait et de non-renouvellement aux dépôts à terme et à vue, qui sont classées par type de client (prêts de gros, prêts de détail et petites

et moyennes entreprises). Les sorties de trésorerie découlent aussi des activités commerciales qui donnent lieu à des exigences en matière de financement conditionnel et de garanties, comme le financement de rachat, les dérivés, la vente de titres à découvert et les engagements en matière de crédit et de liquidité consentis à un client. Les entrées de trésorerie résultent principalement de l'arrivée à échéance de prêts garantis, de prêts interbancaires et de titres qui ne font pas partie des actifs liquides de haute qualité.

Le ratio de liquidité à court terme ne reflète pas la capacité de financement sur le marché à laquelle la Banque pourrait, selon la direction, avoir accès advenant une crise. Un taux de sortie de 100 % est appliqué à tous les titres d'emprunt de gros arrivant à échéance aux fins du calcul du ratio de liquidité à court terme.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2015

Le ratio de liquidité à court terme a augmenté par rapport au trimestre précédent, s'établissant à 117 %, contre 113 %. Cette augmentation découle principalement des niveaux plus élevés d'actifs liquides de haute qualité et de la croissance des dépôts des clients et des autres sources de financement faisant l'objet d'un traitement favorable en vertu de la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF.

Réserve de liquidités et charges grevant les actifs

Conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements, les tableaux suivants présentent des sommaires de notre réserve de liquidités ainsi que de nos charges grevant les actifs. Les actifs non grevés représentent dans la plupart des cas une source de financement à laquelle nous pouvons rapidement avoir accès, au besoin. Dans le tableau de la réserve de liquidités, les actifs liquides disponibles comprennent la trésorerie et les portefeuilles de titres figurant au bilan, ainsi que les titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres (conventions de revente et transactions de financement contre sûretés hors bilan) et des transactions sur dérivés, et ils constituent notre source préférée d'accès rapide à des liquidités. Les autres éléments de notre réserve de liquidités sont constitués essentiellement de facilités de crédit non engagées et inutilisées consenties par des banques centrales auxquelles nous pouvons accéder dans des circonstances exceptionnelles, dans la mesure où certaines conditions préalables peuvent être respectées et lorsque des avances peuvent être appuyées par des actifs admissibles (p. ex. certains prêts non grevés) qui ne sont pas compris dans la catégorie des actifs liquides. Le tableau des charges grevant les actifs présente une vue d'ensemble détaillée des actifs dont peut disposer la Banque, pas seulement la réserve de liquidités, et détermine les actifs déjà donnés en garantie, de même que ceux disponibles à titre de garantie (y compris les actifs non grevés du tableau de la réserve de liquidités) aux fins du financement garanti. Les actifs moins liquides tels que les prêts hypothécaires et les créances sur cartes de crédit peuvent être monétisés en partie, mais la monétisation de ces actifs nécessite un plus long délai d'exécution que celle des actifs liquides. Au 31 juillet 2015, nos actifs disponibles à titre de garantie comprenaient 62 % du total de nos actifs liquides. Aux fins des tableaux présentés ci-après, les actifs grevés comprennent : i) les actifs liquides détenus par des banques qui sont donnés en garantie (p. ex., financement de rachat et dérivés donnés en garantie) ou qui ne peuvent être utilisés librement en raison d'exigences réglementaires ou de politiques internes (p. ex., pour assurer le maintien d'une réserve obligatoire ou le respect d'exigences locales en matière d'adéquation des fonds propres, et de manière à maintenir l'accès continu aux systèmes de paiement et de règlement); ii) les titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés qui ont été de nouveau donnés en garantie, lorsque cela est permis (p. ex., pour obtenir un financement à l'aide de conventions de rachat ou pour couvrir des titres vendus à découvert), ou qui n'ont aucune valeur de liquidité puisqu'ils ne peuvent pas être de nouveau donnés en garantie; iii) les actifs illiquides qui ont été titrisés et vendus sur le marché ou qui ont été donnés en garantie à l'appui des entités de financement à terme structuré. Nous ne considérons pas les actifs grevés comme une source de liquidités disponibles aux fins de l'évaluation du risque de liquidité. Les actifs non grevés représentent l'écart entre le total des actifs et les actifs grevés, qu'ils figurent au bilan ou non.

Réserve de liquidités ⁽¹⁾

	Au 31 juillet 2015				
	Actifs liquides détenus par des banques	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et placements auprès de banques centrales	20 656 \$	– \$	20 656 \$	1 211 \$	19 445 \$
Dépôts à un jour auprès d'autres banques	2 783	–	2 783	501	2 282
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement ^{(2), (3)}	256 313	20 079	276 392	139 335	137 057
Autres ⁽²⁾	153 113	30 825	183 938	82 519	101 419
Actifs liquides admissibles auprès de banques centrales (non inclus dans les éléments ci-dessus) ⁽⁴⁾	65	–	65	–	65
Lignes de crédit inutilisées accordées par des banques centrales ⁽⁵⁾	10 621	–	10 621	–	10 621
Autres actifs admissibles à titre de garanties pour obtenir un escompte ⁽⁶⁾	125 985	–	125 985	–	125 985
Autres actifs liquides ⁽⁷⁾	20 682	–	20 682	20 682	–
Total des actifs liquides	590 218 \$	50 904 \$	641 122 \$	244 248 \$	396 874 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2015				
	Actifs liquides détenus par des banques	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
Trésorerie et placements auprès de banques centrales	14 655 \$	– \$	14 655 \$	1 179 \$	13 476 \$
Dépôts à un jour auprès d'autres banques	3 640	–	3 640	572	3 068
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (2), (3)	244 976	19 133	264 109	137 090	127 019
Autres (2)	145 227	31 928	177 155	76 169	100 986
Actifs liquides admissibles auprès de banques centrales (non inclus dans les éléments ci-dessus) (4)	64	–	64	–	64
Lignes de crédit inutilisées accordées par des banques centrales (5)	9 420	–	9 420	–	9 420
Autres actifs admissibles à titre de garanties pour obtenir un escompte (6)	125 311	–	125 311	–	125 311
Autres actifs liquides (7)	18 571	–	18 571	18 571	–
Total des actifs liquides	561 864 \$	51 061 \$	612 925 \$	233 581 \$	379 344 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au	
	31 juillet 2015	30 avril 2015
Banque Royale du Canada	248 299 \$	231 244 \$
Succursales à l'étranger	56 223	54 522
Filiales	92 352	93 578
Total des actifs liquides non grevés	396 874 \$	379 344 \$

- (1) L'information est présentée pour l'ensemble de l'entreprise et les montants indiqués sont fondés sur la valeur nominale. Pour gérer le risque de liquidité, nous tenons compte des restrictions juridiques, réglementaires et fiscales ainsi que de toute autre restriction susceptible d'entraver le transfert de liquidités entre les unités fonctionnelles de RBC.
- (2) Le montant des actifs liquides détenus par des banques tient compte des titres détenus sans condition par la Banque ou acquis dans le cadre de transactions financières visant des titres figurant au bilan.
- (3) Inclut les titres liquides émis par des gouvernements provinciaux et des entités dont une entité gouvernementale américaine est le promoteur et dont le gouvernement fédéral des États-Unis est le curateur (p. ex. la Federal National Mortgage Association et la Federal Home Loan Mortgage Corporation).
- (4) Inclut les titres à enchères.
- (5) Inclut les prêts qui sont admissibles à titre de garanties pour la facilité d'escompte dont nous disposons à la Federal Reserve Bank of New York. Les montants sont présentés à la valeur nominale et pourraient être assujettis aux exigences en matière de marges de nantissement appliquées par la Federal Reserve Bank afin de déterminer la valeur de la garantie/la capacité d'emprunt. L'accès au programme d'emprunt sur la facilité d'escompte est conditionnel au respect des exigences établies par la Federal Reserve Bank, et les emprunts devraient normalement être rares et attribuables à des circonstances inhabituelles nécessitant des arrangements temporaires.
- (6) Représente notre portefeuille de prêts autres qu'hypothécaires non grevés en dollars canadiens (à la valeur nominale) qui pourrait, sous réserve du respect des conditions préalables à l'emprunt et à l'application des exigences en matière de marges de nantissement prescrites, être donné en garantie à la Banque du Canada en vue d'obtenir des avances en vertu de son programme d'aide d'urgence. Le programme d'aide d'urgence et d'autres facilités de la banque centrale ne sont pas considérés comme des sources de liquidités disponibles dans notre profil de risque de liquidité normal, mais pourraient, dans des circonstances exceptionnelles, lorsque la liquidité normale sur le marché est gravement perturbée, nous permettre, ainsi qu'à d'autres banques, de monétiser les actifs admissibles à titre de garanties auprès de la banque centrale afin de satisfaire aux exigences et d'atténuer toute perturbation supplémentaire des liquidités sur le marché.
- (7) Représente les biens donnés en garantie dans le cadre de transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2015

Le total des actifs liquides a augmenté de 28 milliards de dollars, ou 5 %, en raison essentiellement de l'incidence de la conversion des devises.

Charges grevant les actifs (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au									
	31 juillet 2015					30 avril 2015				
	Actifs grevés		Actifs non grevés			Actifs grevés		Actifs non grevés		
	Donnés en garantie	Autres (2)	Pouvant être donnés en garantie (3)	Autres (4)	Total (5)	Donnés en garantie	Autres (2)	Pouvant être donnés en garantie (3)	Autres (4)	Total (5)
Trésorerie et montants à recevoir de banques	401 \$	1 211 \$	18 044 \$	320 \$	19 976 \$	476 \$	1 179 \$	16 430 \$	308 \$	18 393 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	105	–	10 626	–	10 731	97	–	4 305	–	4 402
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction	77 130	–	93 840	1 400	172 370	71 567	–	96 657	1 539	169 763
Titres disponibles à la vente	9 316	71	49 979	3 779	63 145	7 138	73	43 333	2 336	52 880
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	149 653	–	93 468	13 022	256 143	144 959	–	86 827	9 415	241 201
Prêts										
Prêts de détail										
Titres hypothécaires (6)	35 671	–	33 130	–	68 801	35 982	–	31 869	–	67 851
Prêts hypothécaires (6)	31 733	–	–	128 554	160 287	28 323	–	–	126 311	154 634
Prêts autres qu'hypothécaires	9 671	–	97 530	7 174	114 375	10 250	–	96 045	7 284	113 579
Prêts de gros	–	–	39 077	82 137	121 214	–	–	38 687	75 596	114 283
Provision pour pertes sur prêts	–	–	–	(2 078)	(2 078)	–	–	–	(2 037)	(2 037)
Actif net des fonds distincts	–	–	–	821	821	–	–	–	780	780
Autres – Dérivés	–	–	–	112 459	112 459	–	–	–	107 004	107 004
– Autres (7)	20 650	–	–	49 763	70 413	18 571	–	–	48 701	67 272
Total de l'actif	334 330 \$	1 282 \$	435 694 \$	397 351 \$	1 168 657 \$	317 363 \$	1 252 \$	414 153 \$	377 237 \$	1 110 005 \$

- (1) L'information est présentée pour l'ensemble de l'entreprise et les montants indiqués sont fondés sur la valeur nominale. Pour gérer le risque de liquidité, nous tenons compte des restrictions juridiques, réglementaires et fiscales ainsi que de toute autre restriction susceptible d'entraver le transfert de liquidités entre les unités fonctionnelles de RBC.
- (2) Inclut les actifs qui ne peuvent être utilisés pour obtenir un financement garanti en raison de restrictions juridiques ou d'autre nature.
- (3) Inclut les prêts qui pourraient être utilisés afin de garantir les avances consenties par les banques centrales. Notre portefeuille de prêts autres qu'hypothécaires non grevés en dollars canadiens (à la valeur nominale) pourrait, sous réserve du respect des conditions préalables à l'emprunt et à l'application des exigences en matière de marges de nantissement prescrites, être donné en garantie à la Banque du Canada en vue d'obtenir des avances en vertu de son programme d'aide d'urgence. Nous déposons également en garantie des prêts qui sont admissibles à titre de garanties au titre de la facilité d'escompte dont nous disposons à la Federal Reserve Bank of New York. Le programme d'aide d'urgence et d'autres facilités de la banque centrale ne sont pas considérés comme des sources de liquidités disponibles dans notre profil de risque de liquidité normal, mais pourraient, dans des circonstances exceptionnelles, lorsque la liquidité normale sur le marché a été gravement perturbée, nous permettre, ainsi qu'à d'autres banques, de monétiser les actifs admissibles à titre de garanties auprès de la banque centrale afin de satisfaire aux exigences et d'atténuer la perturbation des liquidités sur le marché.
- (4) Les autres actifs non grevés ne sont assujettis à aucune restriction en ce qui a trait à leur recours pour obtenir du financement ou à leur utilisation à titre de garantie, mais ils ne seront pas considérés comme aisément disponibles, car ils pourraient ne pas être acceptables par les banques centrales ou conformément à d'autres programmes de prêts.
- (5) Inclut les actifs liquides détenus par des banques et les titres reçus en garantie dans le cadre de transactions sur dérivés et de financement de titres hors bilan.
- (6) Les montants ont été révisés par rapport aux montants présentés précédemment.
- (7) Les montants donnés en garantie ont trait aux transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

Les autres sources de liquidités qui pourraient être disponibles pour atténuer des périodes de tension comprennent : i) notre capacité inutilisée en matière de financement de gros, laquelle est régulièrement évaluée à l'aide d'une méthode qui est revue périodiquement et révisée, selon les besoins; ii) des facilités d'emprunt auprès de banques centrales advenant le cas où, dans des circonstances exceptionnelles, les sources sur le marché seraient insuffisantes et ne nous permettraient pas de monétiser nos actifs disponibles à titre de garantie pour satisfaire à nos besoins (p. ex., la Banque du Canada, la Federal Reserve Bank, la Banque d'Angleterre et la Banque de France).

Financement

Stratégie de financement

Le financement de base, qui inclut le capital, les passifs liés au financement de gros à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers et, dans une moindre mesure, de dépôts d'entreprises et de dépôts institutionnels, constitue l'assise de notre position structurelle de liquidité.

Profil des dépôts

Les dépôts de base tiennent compte de nos propres estimations statistiques, ajustées en fonction des liquidités, des tranches très stables des soldes des dépôts basés sur les relations (dépôts à vue, dépôts sur préavis et dépôts à terme fixe), ainsi que des fonds de gros venant à échéance dans plus de un an, et ils représentaient 66 % du total de nos dépôts au 31 juillet 2015 (67 % au 30 avril 2015). Selon la moyenne des soldes du dernier trimestre, les dépôts de base ont augmenté de 1 %, la croissance des dépôts de base basés sur les relations ayant été contrebalancée en grande partie par la baisse subie par les fonds de gros de base. Pour plus de détails sur le montant brut de nos dépôts basés sur les relations et sur les échéances du financement de gros, se reporter à la rubrique Profil de risque et au tableau de la composition du financement de gros ci-dessous, respectivement.

Émission de titres d'emprunt à long terme

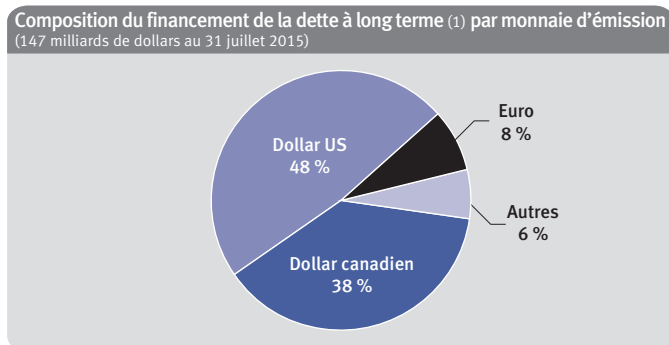
Nos activités de financement de gros sont bien diversifiées sur le plan géographique, des secteurs d'investissement, des devises, de la structure et des échéances. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller continuellement les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à déterminer les occasions ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent. Nous avons un certain nombre de programmes d'émission de titres d'emprunt à plus long terme. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de ces programmes et des plafonds autorisés au moment où ils ont été établis, par secteur géographique.

Programmes par secteur géographique

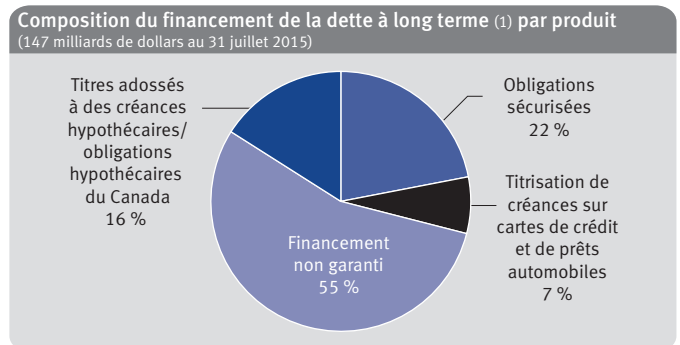
Canada	États-Unis	Europe/Asie
<ul style="list-style-type: none"> Prospectus préalable de base au Canada – 15 milliards de dollars 	<ul style="list-style-type: none"> Programme de billets à moyen terme enregistré auprès de la SEC – 40 milliards de dollars US Programme d'obligations sécurisées enregistré auprès de la SEC – 15 milliards de dollars US ⁽¹⁾ 	<ul style="list-style-type: none"> Programme européen d'émission de titres d'emprunt – 40 milliards de dollars US Programme mondial d'obligations sécurisées – 32 milliards d'euros Programmes d'émission au Japon – 1 billion de yens

(1) Sous réserve de la limite prévue par le programme mondial d'obligations sécurisées, qui est établie à 32 milliards d'euros.

Nous obtenons également du financement à long terme à l'aide de billets de dépôt canadiens, de titres adossés à des créances hypothécaires en vertu du Programme des titres hypothécaires LNH du Canada, d'obligations hypothécaires du Canada, de titres adossés à des créances sur cartes de crédit, d'obligations kangourou (émises sur le marché australien par des firmes étrangères) et de certificats de dépôt Yankee (émis sur le marché américain par des firmes étrangères). Nous évaluons continuellement nos activités de diversification dans de nouveaux marchés et dans des secteurs d'investissement inexploités par rapport aux coûts d'émission relatifs, car la diversification se traduit par une plus grande souplesse du financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier et elle donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement. Comme l'indiquent les graphiques ci-dessous, notre profil actuel de la dette à long terme est bien diversifié en ce qui concerne chaque monnaie et chaque type de produit de financement à long terme. Le maintien de notations concurrentielles est aussi un élément essentiel du financement rentable.



(1) Selon une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.



Le tableau suivant illustre la composition de notre financement de gros selon la durée restante jusqu'à l'échéance, et il représente une divulgation accrue de renseignements, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements.

Composition du financement de gros ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2015							Total
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an – sous-total	De 1 an à 2 ans	2 ans et plus	
Dépôts provenant de banques ⁽²⁾	6 779 \$	48 \$	59 \$	37 \$	6 923 \$	– \$	– \$	6 923 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	1 567	9 358	18 077	13 404	42 406	3 173	174	45 753
Papier commercial adossé à des actifs ⁽³⁾	1 355	2 076	3 156	5 174	11 761	–	–	11 761
Billets à moyen terme non garantis de premier rang ⁽⁴⁾	54	1 397	7 408	8 499	17 358	18 409	40 825	76 592
Obligations structurées non garanties de premier rang ⁽⁵⁾	375	403	784	802	2 364	622	5 358	8 344
Titrisation de prêts hypothécaires	96	596	1 251	1 954	3 897	2 694	16 385	22 976
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs ⁽⁶⁾	3	692	1 500	3 543	5 738	4 887	27 521	38 146
Passifs subordonnés	–	–	1 500	–	1 500	105	5 620	7 225
Autres ⁽⁷⁾	2 356	7 842	1 196	1 116	9 510	20	4 430	13 960
Total	12 585 \$	19 412 \$	34 931 \$	34 529 \$	101 457 \$	29 910 \$	100 313 \$	231 680 \$
Comprend :								
– Financement garanti	3 756 \$	7 214 \$	5 907 \$	10 670 \$	27 547 \$	7 580 \$	43 907 \$	79 034 \$
– Financement non garanti	8 829	12 198	29 024	23 859	73 910	22 330	56 406	152 646

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2015							Total
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an – sous-total	De 1 an à 2 ans	2 ans et plus	
Dépôts provenant de banques ⁽²⁾	4 361 \$	22 \$	24 \$	60 \$	4 467 \$	– \$	– \$	4 467 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	5 536	8 427	7 608	16 327	37 898	3 180	48	41 126
Papier commercial adossé à des actifs ⁽³⁾	1 048	2 175	3 390	4 229	10 842	–	–	10 842
Billets à moyen terme non garantis de premier rang ⁽⁴⁾	1 071	1 728	1 348	10 948	15 095	19 393	37 620	72 108
Obligations structurées non garanties de premier rang ⁽⁵⁾	291	657	519	935	2 402	776	5 190	8 368
Titrisation de prêts hypothécaires	113	654	891	1 784	3 442	3 287	16 509	23 238
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs ⁽⁶⁾	1 229	665	698	2 024	4 616	6 303	24 837	35 756
Passifs subordonnés	–	1 500	–	1 500	3 000	–	4 643	7 643
Autres ⁽⁷⁾	3 701	118	969	1 420	6 208	39	4 106	10 353
Total	17 350 \$	15 946 \$	15 447 \$	39 227 \$	87 970 \$	32 978 \$	92 953 \$	213 901 \$
Comprend :								
– Financement garanti	5 804 \$	3 494 \$	4 980 \$	8 037 \$	22 315 \$	9 590 \$	41 346 \$	73 251 \$
– Financement non garanti	11 546	12 452	10 467	31 190	65 655	23 388	51 607	140 650

(1) Ne tient pas compte des acceptations bancaires.

(2) Inclut seulement les dépôts constitués à partir de la trésorerie. Ne tient pas compte des dépôts liés aux services que nous fournissons à ces banques (p. ex., services de garde, gestion de la trésorerie).

(3) Inclut seulement le passif consolidé, y compris notre programme de papier commercial garanti par des créances.

(4) Inclut les billets de dépôt.

(5) Inclut les billets pour lesquels le résultat est fonction des fluctuations du taux de change, des marchandises et des titres de participation.

(6) Inclut les prêts sur cartes de crédit, les prêts-auto et les prêts hypothécaires.

(7) Inclut les obligations encaissables par anticipation (garanties) de 6 071 millions de dollars (3 341 millions au 30 avril 2015), les billets de dépôt au porteur (non garantis) de 3 748 millions (3 180 millions au 30 avril 2015) et d'autres dépôts structurés à long terme (non garantis) de 4 141 millions (3 832 millions au 30 avril 2015).

Échéances contractuelles des actifs financiers, des passifs financiers et des éléments hors bilan

Les tableaux suivants présentent le profil des échéances contractuelles résiduelles liées à tous nos actifs, passifs et éléments hors bilan, en fonction de leur valeur comptable (c'est-à-dire le coût amorti ou la juste valeur), à la date du bilan, et les informations fournies ont été accrues conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements. Les éléments hors bilan sont attribués selon la date d'échéance du contrat.

Les renseignements détaillés sur les échéances contractuelles et les engagements de financement constituent une source de renseignements aux fins de la gestion du risque de liquidité. Ces renseignements détaillés servent notamment à modéliser un bilan préparé selon l'approche de la comptabilité behavioriste et qui est basé sur les échéances réelles, de manière à calculer les mesures du risque de liquidité. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion du risque.

Échéances contractuelles des actifs financiers, des passifs financiers et des éléments hors bilan

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2015									Total
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	
Actif										
Trésorerie et dépôts à des banques	26 717 \$	71 \$	– \$	– \$	406 \$	– \$	– \$	– \$	3 513 \$	30 707 \$
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	112 448	45	41	27	79	184	586	5 923	53 037	172 370
Titres disponibles à la vente	2 983	5 073	1 875	947	3 223	5 504	24 753	16 912	1 875	63 145
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	77 804	36 437	22 785	7 559	16 741	3 405	–	–	7 928	172 659
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	18 537	13 618	12 526	20 156	22 750	55 378	196 319	35 754	87 561	462 599
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9 599	2 910	196	23	26	6	1	–	–	12 761
Dérivés	7 828	7 943	7 184	3 313	3 237	10 745	26 041	46 161	7	112 459
Autres actifs financiers	27 616	3 066	616	216	61	80	27	394	1 009	33 085
Total des actifs financiers	283 532 \$	69 163 \$	45 223 \$	32 241 \$	46 523 \$	75 302 \$	247 727 \$	105 144 \$	154 930 \$	1 059 785 \$
Autres actifs non financiers	1 891	817	1 590	357	85	573	1 615	2 479	15 981	25 388
Total de l'actif	285 423 \$	69 980 \$	46 813 \$	32 598 \$	46 608 \$	75 875 \$	249 342 \$	107 623 \$	170 911 \$	1 085 173 \$
Passif et capitaux propres										
Dépôts (2)										
Emprunts non garantis	43 158 \$	26 685 \$	40 985 \$	29 044 \$	20 778 \$	37 437 \$	49 651 \$	13 407 \$	335 314 \$	596 459 \$
Emprunts garantis	1 381	4 628	5 577	6 231	6 517	10 435	20 290	9 577	–	64 636
Obligations sécurisées	–	–	1 963	–	2 294	1 195	22 038	5 651	–	33 141
Autres										
Acceptations	9 599	2 910	196	23	26	6	1	–	–	12 761
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	55 656	–	–	–	–	–	–	–	–	55 656
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	69 634	3 793	1 967	104	424	410	2	–	6 902	83 236
Dérivés	6 169	8 540	8 121	3 906	3 801	13 718	28 609	43 214	5	116 083
Autres passifs financiers	21 441	3 078	357	184	168	70	227	4 086	368	29 979
Débiteures subordonnées	–	–	–	–	–	–	–	7 374	–	7 374
Total des passifs financiers	207 038 \$	49 634 \$	59 166 \$	39 492 \$	34 008 \$	63 271 \$	120 818 \$	83 309 \$	342 589 \$	999 325 \$
Autres passifs non financiers	1 066	419	2 524	182	252	828	2 525	8 852	7 302	23 950
Actions	–	–	–	–	–	–	–	–	61 898	61 898
Total du passif et des capitaux propres	208 104 \$	50 053 \$	61 690 \$	39 674 \$	34 260 \$	64 099 \$	123 343 \$	92 161 \$	411 789 \$	1 085 173 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	543 \$	1 183 \$	3 545 \$	1 092 \$	5 732 \$	3 048 \$	5 528 \$	259 \$	26 \$	20 956 \$
Engagements en vertu de baux	59	120	181	176	171	612	1 254	1 285	–	3 858
Engagements de crédit	3 761	6 849	6 129	7 128	8 215	27 821	130 145	13 235	3 434	206 717
Autres engagements	247	465	580	893	2 656	258	730	322	74 609	80 760
Total des éléments hors bilan	4 610 \$	8 617 \$	10 435 \$	9 289 \$	16 774 \$	31 739 \$	137 657 \$	15 101 \$	78 069 \$	312 291 \$

(1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) La majeure partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou sur un court préavis selon ce qui est prévu au contrat; toutefois en pratique ces soldes de clients forment notre principale source pour répondre à nos besoins d'exploitation et de liquidités tel qu'il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts présentée précédemment.

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2015									Total
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	
Actif										
Trésorerie et dépôts à des banques	19 619 \$	34 \$	1 \$	– \$	252 \$	– \$	– \$	– \$	2 889 \$	22 795 \$
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	108 623	30	41	40	30	230	532	5 850	54 387	169 763
Titres disponibles à la vente	1 939	5 586	427	1 383	813	4 537	22 646	13 768	1 781	52 880
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	73 307	30 490	23 857	6 906	13 767	4 794	–	–	10 247	163 368
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	19 813	12 004	11 021	17 523	17 977	65 644	185 800	31 306	87 222	448 310
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9 833	2 562	125	73	35	8	1	–	–	12 637
Dérivés	5 911	7 221	4 118	5 534	2 644	9 504	24 227	47 838	7	107 004
Autres actifs financiers	25 200	1 268	505	353	86	276	328	910	1 014	29 940
Total des actifs financiers	264 245 \$	59 195 \$	40 095 \$	31 812 \$	35 604 \$	84 993 \$	233 534 \$	99 672 \$	157 547 \$	1 006 697 \$
Autres actifs non financiers	3 078	816	343	985	283	593	1 499	2 488	15 390	25 475
Total de l'actif	267 323 \$	60 011 \$	40 438 \$	32 797 \$	35 887 \$	85 586 \$	235 033 \$	102 160 \$	172 937 \$	1 032 172 \$
Passif et capitaux propres										
Dépôts (2)										
Emprunts non garantis	39 128 \$	20 886 \$	26 492 \$	29 849 \$	26 860 \$	40 189 \$	46 806 \$	12 874 \$	318 849 \$	561 933 \$
Emprunts garantis	2 296	3 988	5 711	4 312	4 473	10 008	21 515	9 176	–	61 479
Obligations sécurisées	–	–	–	1 809	–	3 311	19 432	3 587	–	28 139
Autres										
Acceptations	9 833	2 562	125	73	35	8	1	–	–	12 637
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	54 314	–	–	–	–	–	–	–	–	54 314
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	70 816	3 050	970	434	92	400	–	–	5 445	81 207
Dérivés	4 627	8 342	4 479	6 703	3 150	13 006	26 869	45 041	2	112 219
Autres passifs financiers	22 764	1 485	571	374	277	242	633	4 288	354	30 988
Débiteures subordonnées	–	–	–	–	–	–	–	7 795	–	7 795
Total des passifs financiers	203 778 \$	40 313 \$	38 348 \$	43 554 \$	34 887 \$	67 164 \$	115 256 \$	82 761 \$	324 650 \$	950 711 \$
Autres passifs non financiers	1 151	398	262	1 908	168	795	2 385	8 810	7 337	23 214
Actions	–	–	–	–	–	–	–	–	58 247	58 247
Total du passif et des capitaux propres	204 929 \$	40 711 \$	38 610 \$	45 462 \$	35 055 \$	67 959 \$	117 641 \$	91 571 \$	390 234 \$	1 032 172 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	496 \$	2 793 \$	1 799 \$	2 894 \$	2 168 \$	5 022 \$	3 104 \$	224 \$	62 \$	18 562 \$
Engagements en vertu de baux	58	116	171	170	167	605	1 185	1 309	–	3 781
Engagements de crédit	2 931	6 682	6 810	6 850	7 097	23 735	118 190	12 360	2 338	186 993
Autres engagements	150	660	617	647	2 737	215	759	270	70 389	76 444
Total des éléments hors bilan	3 635 \$	10 251 \$	9 397 \$	10 561 \$	12 169 \$	29 577 \$	123 238 \$	14 163 \$	72 789 \$	285 780 \$

(1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) La majeure partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou sur un court préavis selon ce qui est prévu au contrat; toutefois en pratique ces soldes de clients forment notre principale source pour répondre à nos besoins d'exploitation et de liquidités tel qu'il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts présentée précédemment.

Notations

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à effectuer certaines activités de titrisation efficaces dépend principalement du maintien de notations concurrentielles. Les notations et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent le point de vue de ces dernières et elles sont basées sur leurs méthodes. Les notations font l'objet de modifications de temps à autre, en raison de facteurs comprenant, sans toutefois s'y limiter, notre solidité financière, notre situation concurrentielle et nos liquidités, ainsi que d'autres facteurs qui sont en partie indépendants de notre volonté.

Le 23 janvier 2015, Fitch Ratings a confirmé nos notations assorties d'une perspective stable, de même que les notations des cinq autres principales banques canadiennes.

Le 30 avril 2015, Moody's a confirmé nos notations assorties d'une perspective négative, de même que les notations des cinq autres principales banques canadiennes.

Le 20 mai 2015, Dominion Bond Rating Services (DBRS) a révisé la perspective de nos titres d'emprunt de premier rang et de rang inférieur, la faisant passer de stable à négative, tout comme elle l'a fait pour les cinq autres principales banques canadiennes. La révision de la perspective s'explique par le fait que DBRS est d'avis que les modifications prévues aux lois et aux règlements canadiens supposent que les possibilités d'un soutien systémique aux banques d'importance systémique intérieure diminuent.

Le 16 juillet 2015, DBRS a confirmé nos notations, assorties d'une perspective négative, de même que les notations des cinq autres principales banques canadiennes.

Le tableau suivant présente nos principales notations⁽¹⁾ et perspectives au 25 août 2015 :

Notations

	Au 25 août 2015		
	Dette à court terme	Dette à long terme de premier rang	Perspective
Moody's	P-1	Aa3	négative
Standard & Poor's	A-1+	AA-	négative
Fitch Ratings	F1+	AA	stable
Dominion Bond Rating Services	R-1 (élevé)	AA	négative (2)

(1) Les notations ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ni la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.

(2) Le 20 mai 2015, DBRS a révisé la perspective de nos titres d'emprunt de premier rang et de rang inférieur, la faisant passer de stable à négative.

Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

Une révision à la baisse de nos notations pourrait avoir une incidence négative sur notre capacité de financement ou sur notre accès aux marchés financiers. Elle pourrait aussi influencer sur notre capacité à effectuer des opérations sur dérivés ou des opérations de couverture dans le cours normal des activités et sur les coûts liés à ces opérations et pourrait faire en sorte que nous devions fournir des garanties additionnelles aux termes de certains contrats. Toutefois, en nous basant sur les examens périodiques des éléments susceptibles de déclencher une révision des notations qui sont intégrés dans nos activités actuelles, ainsi que sur notre sensibilité à l'égard de la capacité de financement, nous estimons qu'une légère révision à la baisse n'aurait pas de répercussions importantes sur la composition de notre dette, sur notre accès à du financement, sur le recours à des biens donnés en garantie ni sur les coûts connexes. Le tableau suivant illustre les obligations additionnelles au titre des garanties susceptibles d'être requises à la date de clôture advenant une révision à la baisse de un cran, de deux crans ou de trois crans de nos notations. Ces obligations additionnelles au titre des garanties constituent des exigences additionnelles pour chaque révision à la baisse consécutive et elles ne représentent pas l'incidence cumulative de multiples révisions à la baisse. Les montants présentés varient périodiquement en raison de plusieurs facteurs, y compris le transfert d'activités de négociation à des infrastructures du marché financier ayant fait l'objet d'une compensation centrale et à des Bourses, l'expiration de transactions mettant en jeu des événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, l'application de limites internes aux nouveaux accords afin d'exclure les événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, ainsi que le passage de position négative à position positive des positions évaluées à la valeur de marché dans le cours normal des activités. Aucun titre d'emprunt de premier rang en circulation sur le marché ne comporte de modalités faisant en sorte qu'une révision des notations déclencherait un remboursement anticipé du capital.

Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

	Au					
	31 juillet 2015			30 avril 2015		
(en millions de dollars canadiens)	Révision à la baisse de un cran	Révision à la baisse de deux crans	Révision à la baisse de trois crans	Révision à la baisse de un cran	Révision à la baisse de deux crans	Révision à la baisse de trois crans
Exigences contractuelles liées au financement des dérivés ou aux marges	712 \$	148 \$	1 014 \$	661 \$	140 \$	878 \$
Autres exigences contractuelles liées au financement ou aux marges (1)	422	94	–	403	70	–

(1) Comprend les CPG émis dans le cadre de nos activités sur les marchés des obligations municipales à New York et à Londres.

Gestion du capital

Nous continuons de gérer notre capital conformément à notre cadre de gestion du capital tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2014. En outre, nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de capital réglementaire et de nous y préparer, afin d'assurer le respect intégral et en temps opportun des nouvelles exigences.

Le BSIF s'attend à ce que les banques canadiennes se conforment à l'heure actuelle aux ratios cibles « tout compris » (ratios minimaux plus la réserve de conservation des fonds propres – exigences du CBCB ayant prise d'effet le 1^{er} janvier 2019) en ce qui concerne les ratios des capitaux propres ordinaires de première catégorie, du capital de première catégorie et du capital total. Les exigences de fonds propres relatives à l'ajustement de l'évaluation lié au crédit sont appliquées graduellement sur une période de cinq ans débutant en 2014 et se terminant le 31 décembre 2018, afin d'assurer une mise en application similaire à celle effectuée dans d'autres pays. Conformément aux directives, deux options sont possibles pour appliquer graduellement les exigences de fonds propres relatives à l'ajustement de l'évaluation lié au crédit. RBC a choisi l'option 1, selon laquelle l'ajustement de l'évaluation lié au crédit a augmenté l'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios des capitaux propres ordinaires de première catégorie, du capital de première catégorie et du capital total selon les facteurs scalaires de chaque ratio. Les facteurs scalaires augmenteront chaque année pour atteindre 100 % d'ici la fin de 2018. En 2015, les exigences relatives au ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, au ratio du capital de première catégorie et au ratio du capital total seront mises en application graduellement à l'aide de facteurs scalaires de 64 %, de 71 % et de 77 %, respectivement. En mars 2013, le BSIF a publié la liste des six banques canadiennes, qui comprend RBC, désignées comme des banques d'importance systémique intérieure, pour lesquelles un supplément au titre des fonds propres pondérés en fonction des risques de 1 % s'appliquera à compter du 1^{er} janvier 2016.

Les banques doivent présenter le ratio de levier et ses composantes, qui a remplacé le coefficient actif-capital prescrit par le BSIF, avec prise d'effet au premier trimestre de 2015. Le ratio de levier se définit comme la mesure du capital divisée par la mesure de l'exposition. La mesure du capital se définit actuellement comme le capital de première catégorie, et la mesure de l'exposition correspond à la somme a) des risques figurant au bilan; b) des risques liés aux dérivés; c) des risques liés aux transactions de financement de titres; et d) des éléments hors bilan. Les banques doivent maintenir un ratio de levier minimum de 3 % en tout temps.

Conformément au préavis intitulé « Banques d'importance systémique mondiale – Obligations redditionnelles » que le BSIF a publié, toutes les banques réglementées par le gouvernement fédéral dont le risque total lié au ratio de levier en vertu de l'accord de Bâle III excède 200 milliards d'euros doivent rendre publics, au minimum, les 12 indicateurs utilisés dans la méthodologie d'évaluation des banques d'importance systémique mondiale, l'objectif étant d'accroître la transparence du caractère relatif de l'importance systémique mondiale potentielle et de la qualité des données des banques. Au premier trimestre de 2015, les banques canadiennes, y compris RBC, qui satisfont au critère de taille du CBCB et qui n'ont pas été désignées comme des banques d'importance systémique mondiale dans l'année précédente devront uniquement rendre publics, dans leur rapport aux actionnaires, les 12 indicateurs (et non le modèle de déclaration intégrale) pour la clôture des exercices 2013 et 2014. Pour les exercices ultérieurs, l'information sera fournie dans le rapport annuel des banques à l'intention des actionnaires.

En décembre 2014, le CBCB a publié les normes définitives liées au cadre de titrisation révisé, qui visent à renforcer les normes en matière de fonds propres dans le cas des expositions de titrisation dans le portefeuille bancaire, avec prise d'effet en janvier 2018.

Le CBCB a également publié deux documents de consultation en décembre 2014, dont l'un est intitulé « *Capital Floor : the design of a framework based on standardized approaches* », et l'autre, « *Revisions to the standardized approach for credit risk* ». Le premier de ces deux documents met l'accent sur l'établissement d'un cadre pour le concept de plancher des fonds propres basé sur l'approche standardisée, qui a pour objectif d'atténuer le risque lié aux modèles et les erreurs de mesure découlant des modèles internes, et d'accroître la comparabilité des fonds propres des banques. Ce cadre remplacera le plancher transitoire actuel, qui est basé sur l'accord de Bâle I. Le deuxième document traite des révisions apportées à l'approche standardisée aux fins de la gestion du risque de crédit, qui visent à renforcer le cadre actuel ayant trait au capital réglementaire, l'objectif étant de réduire le recours aux notations externes, d'accroître la sensibilité aux risques et d'accroître la comparabilité des exigences de fonds propres en vertu de l'approche des notations internes. Ces révisions donneront lieu à une amélioration de la comparabilité des exigences de fonds propres des banques qui ont recours à l'approche standardisée.

Nous continuerons de surveiller et d'évaluer l'incidence de ces faits nouveaux en matière de réglementation sur le capital.

Le tableau suivant présente un sommaire des ratios cibles réglementaires établis par le BSIF en vertu de l'accord de Bâle III.

Ratios de capital et de levier en vertu de l'accord de Bâle III	Exigences de ratios cibles du capital réglementaire du BSIF applicables aux grandes banques en vertu de l'accord de Bâle III					Ratios de capital et de levier de RBC au 31 juillet 2015	Ratios cibles du capital réglementaire du BSIF atteints ou dépassés
	Ratio minimal	Réserve de conservation des fonds propres	Ratio minimal incluant la réserve de conservation des fonds propres	Supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure (1)	Ratio minimal incluant la réserve de conservation des fonds propres et le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure (1)		
Capitaux propres ordinaires de première catégorie	> 4,5 %	2,5 %	> 7,0 %	1,0 %	> 8,0 %	10,1 %	✓
Capital de première catégorie	> 6,0 %	2,5 %	> 8,5 %	1,0 %	> 9,5 %	11,7 %	✓
Capital total	> 8,0 %	2,5 %	> 10,5 %	1,0 %	> 11,5 %	13,4 %	✓
Ratio de levier	> 3,0 %	s.o.	> 3,0 %	s.o.	> 3,0 %	4,2 %	✓

(1) Le supplément qui s'applique aux banques d'importance systémique intérieure concerne le capital pondéré en fonction des risques, et il aura prise d'effet le 1^{er} janvier 2016.

Le tableau qui suit présente des détails sur notre capital réglementaire, notre actif pondéré en fonction des risques et nos ratios de capital. Notre position de capital est demeurée solide au cours du trimestre, et nos ratios de capital restent bien supérieurs aux cibles de capital réglementaire fixées par le BSIF.

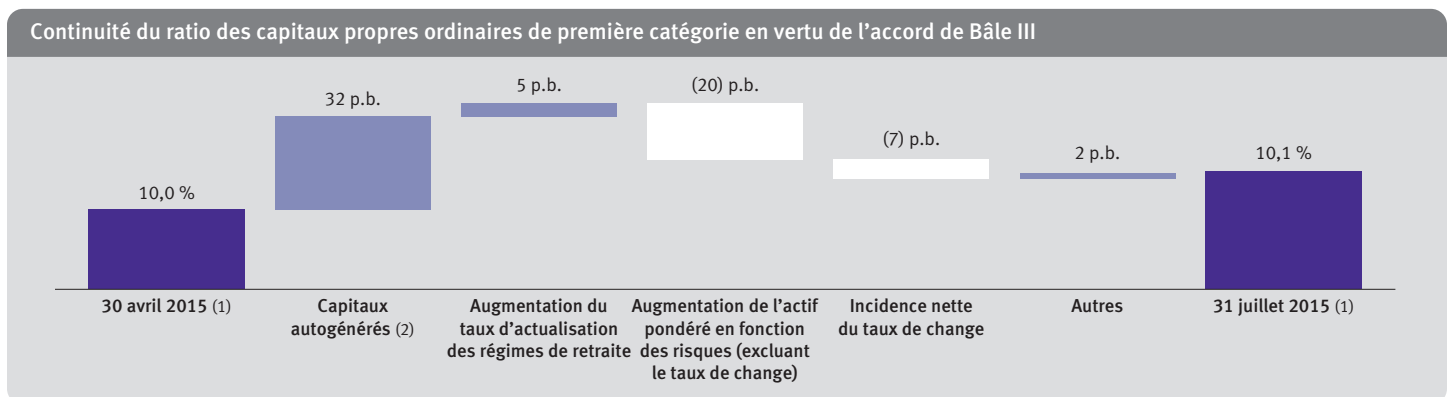
Capital réglementaire, actif pondéré en fonction des risques et ratios de capital

Capital réglementaire, actif pondéré en fonction des risques et ratios de capital

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les coefficients et sauf indication contraire)	Au			
	31 juillet 2015	30 avril 2015	31 octobre 2014	31 juillet 2014
Capital (1)				
Capitaux propres ordinaires de première catégorie	42 405 \$	39 608 \$	36 406 \$	34 967 \$
Capital de première catégorie	49 049	45 989	42 202	41 408
Capital total	56 553	53 932	50 020	48 188
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de capital (1), (2)				
Aux fins du calcul du ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	419 484	396 874	368 594	368 320
Aux fins du calcul du ratio du capital de première catégorie	420 789	398 014	369 976	369 772
Aux fins du calcul du ratio du capital total	421 908	398 992	372 050	371 949
L'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio du capital total comprend : (1)				
Risque de crédit	330 577 \$	306 831 \$	286 327 \$	281 684 \$
Risque de marché	41 322	42 915	38 460	44 042
Risque opérationnel	50 009	49 246	47 263	46 223
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio du capital total	421 908 \$	398 992 \$	372 050 \$	371 949 \$
Ratios de capital, ratio de levier et coefficients (1), (3)				
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	10,1 %	10,0 %	9,9 %	9,5 %
Ratio du capital de première catégorie	11,7 %	11,6 %	11,4 %	11,2 %
Ratio du capital total	13,4 %	13,5 %	13,4 %	13,0 %
Coefficient actif-capital (4)	s.o.	s.o.	17,0X	17,3X
Montant brut de l'actif ajusté (4) (en milliards)	s.o.	s.o.	885,0 \$	867,9 \$
Ratio de levier	4,2 %	4,0 %	s.o.	s.o.
Risque lié au ratio de levier (en milliards)	1 178,4 \$	1 137,8 \$	s.o.	s.o.

- (1) Le capital, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de capital et coefficients sont calculés à l'aide des normes de fonds propres du BSIF en vertu de l'accord de Bâle III. Les ratios de levier sont calculés à l'aide de la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF en vertu de l'accord de Bâle III. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2015, le ratio de levier a remplacé le coefficient actif-capital. Le ratio de levier est une mesure réglementaire prévue par l'accord de Bâle III et il ne s'applique pas (s.o.) aux périodes antérieures au premier trimestre de 2015. Les ratios de capital présentés ci-dessus sont calculés selon la méthode « tout compris ».
- (2) Avec prise d'effet au troisième trimestre de 2014, différents facteurs scalaires ont été appliqués à l'ajustement de l'évaluation lié au crédit applicable à chacune des trois catégories de capital. Aux troisième et quatrième trimestres de 2014, des facteurs scalaires relatifs à l'ajustement de l'évaluation lié au crédit de 57 %, de 65 % et de 77 % ont été appliqués aux capitaux propres ordinaires de première catégorie, au capital de première catégorie et au capital total, respectivement. Pour l'exercice 2015, les facteurs scalaires appliqués sont de 64 %, de 71 % et de 77 % pour les capitaux propres de première catégorie, le capital de première catégorie et le capital total, respectivement.
- (3) Afin d'accroître la comparabilité avec les autres institutions financières mondiales, nous utilisons les ratios de capital et de levier transitoires suivants : le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, le ratio du capital de première catégorie, le ratio du capital total et le ratio de levier transitoires étaient de 11,6 %, 11,8 %, 13,5 % et 4,3 %, respectivement, au 31 juillet 2015. La base transitoire prévoit le calcul du capital en fonction de l'application des ajustements réglementaires et du retrait progressif des instruments de capital non admissibles au cours de l'exercice considéré.
- (4) Le coefficient actif-capital et le montant brut de l'actif ajusté sont calculés sur une base transitoire pour les périodes précédentes.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2015



(1) Représente des chiffres arrondis.

(2) Les capitaux autogénéérés comprennent un montant de 1,3 milliard de dollars qui représente le bénéfice net disponible pour les actionnaires, moins les dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2015

Notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie s'est chiffré à 10,1 %, une hausse de 10 points de base par rapport au dernier trimestre qui reflète principalement les capitaux autogénérés et l'incidence favorable d'une hausse du taux d'actualisation utilisé pour déterminer nos obligations au titre des prestations et des autres avantages postérieurs à l'emploi. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse de l'actif pondéré en fonction des risques reflétant la croissance des activités et l'incidence nette de la conversion des devises.

L'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie a augmenté de 23 milliards de dollars, ce qui reflète surtout l'incidence de la conversion des devises et la croissance des activités, principalement en ce qui a trait à notre portefeuille de prêts de gros, aux transactions de mise en pension de titres et aux dérivés.

Notre ratio du capital de première catégorie s'est établi à 11,7 %, en hausse de 10 points de base, en raison principalement des mêmes facteurs que ceux évoqués pour le ratio capitaux propres ordinaires de première catégorie, de même que de l'émission d'actions privilégiées.

Notre ratio du capital total s'est établi à 13,4 %, en baisse de 10 points de base, les facteurs évoqués ci-dessus pour le ratio du capital de première catégorie ayant été contrebalancés en grande partie par le remboursement net de débetures subordonnées.

Notre ratio de levier s'est établi à 4,2 %, en hausse de 20 points de base, en raison essentiellement des capitaux autogénérés, de l'incidence favorable d'une hausse du taux d'actualisation utilisé pour déterminer nos obligations au titre des prestations et des autres avantages postérieurs à l'emploi et de l'émission d'actions privilégiées. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'incidence nette de la conversion des devises.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au quatrième trimestre de 2014

Notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie a enregistré une hausse de 20 points de base par rapport au 31 octobre 2014, qui reflète essentiellement les capitaux autogénérés, facteur partiellement contrebalancé par la hausse de l'actif pondéré en fonction des risques découlant de la croissance des activités et l'incidence nette de la conversion des devises.

L'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie a augmenté de 51 milliards de dollars, principalement en raison de l'incidence de la conversion des devises et de la croissance des activités, principalement en ce qui a trait à notre portefeuille de prêts de gros, aux transactions de mise en pension de titres et aux dérivés.

Notre ratio du capital de première catégorie a enregistré une hausse de 30 points de base, ce qui reflète principalement les mêmes facteurs que ceux évoqués pour le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, de même que le montant net de l'émission d'actions privilégiées.

Notre ratio du capital total est demeuré stable, les facteurs évoqués pour le ratio du capital de première catégorie ayant été contrebalancés en grande partie par le remboursement net de débetures subordonnées.

Principales activités de gestion du capital

Le tableau suivant présente nos principales activités de gestion du capital pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015.

Principales activités de gestion du capital

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2015		Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Capital de première catégorie				
Actions ordinaires émises				
Options sur actions exercées (1)	90	5 \$	959	50 \$
Émission d'actions privilégiées de série BD (2), (3), (4)	–	–	24 000	600
Émission d'actions privilégiées de série BF (2), (3), (4)	–	–	12 000	300
Émission d'actions privilégiées de série BH (2), (3), (4)	6 000	150	6 000	150
Émission d'actions privilégiées de série BI (2), (3), (4)	6 000	150	6 000	150
Rachat d'actions privilégiées de série AX	–	–	(13 000)	(325)
Capital de deuxième catégorie				
Émission de débetures subordonnées échéant le 4 juin 2025 (2), (4)		1 000		1 000
Débetures subordonnées arrivées à échéance le 14 novembre 2014 (2)		–		(200)
Remboursement de débetures subordonnées échéant le 15 juin 2020 (2)		(1 500)		(1 500)

(1) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(2) Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 10 de nos états financiers résumés.

(3) En fonction du montant brut.

(4) Instruments de capital relatifs aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV).

Principales données concernant les actions (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Au 31 juillet 2015		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions ordinaires en circulation	1 443 192	14 561 \$	0,77 \$
Actions privilégiées de premier rang en circulation			
À dividende non cumulatif, série W (2)	12 000	300	0,31
À dividende non cumulatif, série AA	12 000	300	0,28
À dividende non cumulatif, série AB	12 000	300	0,29
À dividende non cumulatif, série AC	8 000	200	0,29
À dividende non cumulatif, série AD	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AE	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AF	8 000	200	0,28
À dividende non cumulatif, série AG	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AJ (3)	13 579	339	0,22
À dividende non cumulatif, série AK (3)	2 421	61	0,16
À dividende non cumulatif, série AL (3)	12 000	300	0,27
À dividende non cumulatif, série AZ (3), (4)	20 000	500	0,25
À dividende non cumulatif, série BB (3), (4)	20 000	500	0,24
À dividende non cumulatif, série BD (3), (4)	24 000	600	0,23
À dividende non cumulatif, série BF (3), (4)	12 000	300	0,40
À dividende non cumulatif, série BH (4)	6 000	150	–
À dividende non cumulatif, série BI (4)	6 000	150	–
Actions propres détenues – privilégiées	(6)	–	
Actions propres détenues – ordinaires	479	37	
Options sur actions			
En cours	8 414		
Pouvant être exercées	5 463		
Dividendes			
Actions ordinaires		1 110	
Actions privilégiées		50	

(1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion du capital, se reporter à la note 10 de nos états financiers résumés.

(2) Avec prise d'effet le 24 février 2010, nous avons le droit de convertir ces actions en actions ordinaires, à notre gré et sous réserve de certaines restrictions.

(3) Le taux de dividende sera révisé tous les cinq ans.

(4) Instruments de capital relatifs aux FPUNV.

Le 1^{er} novembre 2014, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, en vertu de laquelle nous pouvons racheter un nombre maximal de 12 millions de nos actions ordinaires. Cette offre se poursuivra jusqu'au 31 octobre 2015. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015, nous n'avons racheté aucune action en vertu de cette offre publique de rachat.

Le 4 juin 2015, nous avons émis des débetures subordonnées venant à échéance le 4 juin 2025, d'une valeur de 1 milliard de dollars. Les débetures subordonnées portent intérêt à un taux fixe de 2,48 % par année jusqu'au 4 juin 2020 et, par la suite, ils porteront intérêt au taux des acceptations bancaires de trois mois majoré de 1,1 % jusqu'à leur échéance le 4 juin 2025.

Le 5 juin 2015, nous avons émis 6 millions d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série BH, pour un produit brut de 150 millions de dollars. Le produit net sera affecté aux fins commerciales générales.

Le 22 juillet 2015, nous avons émis 6 millions d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série BI, pour un produit brut de 150 millions de dollars. Le produit net sera affecté aux fins commerciales générales.

Au 21 août 2015, le nombre d'actions ordinaires en circulation et d'options sur actions en cours se chiffrait à 1 443 191 703 et à 8 413 811, respectivement, et le nombre de nos actions propres privilégiées et ordinaires s'établissait à 42 863 et à 393 104, respectivement.

Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion de nos instruments de capital en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF considère la Banque comme non viable ou si le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement que la Banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait se produire, les actions privilégiées de série AZ, les actions privilégiées de série BB, les actions privilégiées de série BD, les actions privilégiées de série BF, les actions privilégiées de série BH, les actions privilégiées de série BI, les débetures subordonnées échéant le 17 juillet 2024, les débetures subordonnées échéant le 29 septembre 2026 et les débetures subordonnées échéant le 4 juin 2025, qui sont des instruments de capital relatifs aux FPUNV, seraient converties en actions ordinaires de RBC selon une formule de conversion automatique à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher de 5,00 \$; ii) le cours du marché de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (prix moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$ et en tenant compte des dividendes et des intérêts cumulés estimatifs, ces instruments de capital relatifs aux FPUNV se convertiraient en un maximum de 1 358 millions d'actions ordinaires de RBC, au total, ce qui représenterait un effet dilutif de 48,48 % selon le nombre d'actions ordinaires de RBC en circulation au 31 juillet 2015.

Capital attribué

La méthode que nous utilisons consiste à attribuer le capital à nos secteurs d'exploitation selon le montant le plus élevé entre le capital économique pleinement diversifié et les exigences en matière de capital réglementaire de l'accord de Bâle III. L'attribution du capital fondée sur le risque fournit une mesure du rendement uniforme des secteurs d'exploitation, qui permet une comparaison avec notre objectif de rendement global et aide la direction à déterminer l'affectation des ressources, en fonction d'autres facteurs. L'information qui suit donne un aperçu de notre capital attribué.

Capital attribué

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	le 31 juillet 2015	le 30 avril 2015	le 31 octobre 2014	le 31 juillet 2014
Risque de crédit	16 500 \$	16 050 \$	15 250 \$	13 900 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	3 800	3 900	4 200	4 000
Risque opérationnel	4 600	4 800	4 200	4 550
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	2 900	3 050	2 600	2 850
Risque d'assurance	550	550	500	500
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	11 950	11 850	11 400	11 300
Attribution du capital réglementaire	5 100	5 400	4 200	4 050
Capital attribué	45 400 \$	45 600 \$	42 350 \$	41 150 \$
Sous-attribution de capital	7 200	5 900	5 100	5 250
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	52 600 \$	51 500 \$	47 450 \$	46 400 \$

Troisième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2015

Le capital attribué a diminué de 0,2 milliard de dollars, principalement en raison de la diminution des risques opérationnel et commercial découlant de la baisse des revenus, laquelle s'explique surtout par la baisse des revenus tirés des activités de négociation, et de la baisse de l'attribution du capital réglementaire. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par une augmentation du risque de crédit découlant principalement de la croissance du portefeuille de prêts, y compris les prêts hypothécaires résidentiels, des dérivés et des titres détenus à des fins de transaction. L'augmentation du risque lié au goodwill et aux autres immobilisations incorporelles reflète l'incidence de la conversion des devises due à l'affaiblissement du dollar canadien. Notre capitalisation demeure favorable, et les niveaux actuels des capitaux disponibles excèdent le capital attribué requis pour couvrir tous nos risques significatifs.

Information financière supplémentaire**Risques liés à certains instruments financiers**

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 juillet 2015				31 juillet 2014			
	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A	TGC pouvant comprendre des prêts hypothécaires à risque ou de catégorie Alt-A	Total	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A	TGC pouvant comprendre des prêts hypothécaires à risque ou de catégorie Alt-A	Total
Juste valeur des titres	242 \$	218 \$	– \$	460 \$	212 \$	193 \$	– \$	405 \$
Juste valeur des titres selon la notation								
AAA	– \$	– \$	– \$	– \$	2 \$	– \$	– \$	– \$
AA	125	1	–	–	27	4	–	–
A	25	2	–	–	66	3	–	–
BBB	5	17	–	–	24	4	–	–
Inférieure à BBB-	87	198	–	–	93	182	–	–
Total	242 \$	218 \$	– \$	460 \$	212 \$	193 \$	– \$	405 \$
Juste valeur des titres par année de montage								
2003 (ou avant)	– \$	1 \$	– \$	– \$	– \$	23 \$	– \$	– \$
2004	30	18	–	–	7	38	–	–
2005	49	64	–	–	80	82	–	–
2006	114	105	–	–	103	42	–	–
2007 et par la suite	49	30	–	–	22	8	–	–
Total	242 \$	218 \$	– \$	460 \$	212 \$	193 \$	– \$	405 \$
Coût amorti des prêts hypothécaires à risque et de catégorie Alt-A (prêts entiers)	9 \$	43 \$	– \$	52 \$	9 \$	37 \$	– \$	46 \$
Risque total lié aux prêts à risque et de catégorie Alt-A	251 \$	261 \$	– \$	512 \$	221 \$	230 \$	– \$	451 \$

Sensibilité de la juste valeur des titres aux modifications des hypothèses :

Augmentation de 100 p.b. de l'écart de taux	(10)\$	(11)\$
Augmentation de 100 p.b. des taux d'intérêt	(3)	(37)
Augmentation de 20 % des taux de défaillance	(5)	(7)
Diminution de 25 % des taux de remboursement anticipé	(2)	13

Certaines activités et transactions que nous effectuons nous exposent au risque de défaillance lié aux prêts hypothécaires résidentiels à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain. Notre exposition aux prêts hypothécaires résidentiels à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain, qui s'est établie à 512 millions de dollars, représentait moins de 0,1 % du total de notre actif au 31 juillet 2015, comparativement à 451 millions, ou moins de 0,1 %, à l'exercice précédent. L'augmentation de 61 millions de dollars s'explique principalement par l'incidence de la conversion des devises.

Troisième trimestre de 2015 par rapport au troisième trimestre de 2014

Le total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles présenté dans le tableau ci-dessus pourrait être exposé aux risques liés aux prêts à risque sur le marché américain. Au 31 juillet 2015, notre exposition aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain s'établissait à 242 millions de dollars, en hausse de 30 millions, ou 14 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient principalement à l'incidence de la conversion des devises. Une tranche de 150 millions de dollars, ou 62 %, de nos placements liés à cette exposition présentait la notation A ou une notation plus élevée, soit une augmentation de 55 millions par rapport à l'exercice précédent qui découle de l'achat de titres et de l'incidence de la conversion des devises.

Au 31 juillet 2015, notre exposition aux prêts à risque sur le marché américain s'établissait à 9 millions de dollars, soit un résultat inchangé par rapport à l'exercice précédent.

Du total de notre portefeuille de titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des placements d'une juste valeur de 218 millions de dollars pourraient être exposés aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. L'exposition aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain a augmenté de 25 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de l'incidence de la conversion des devises. Environ 62 % de ces titres ont été émis en 2006 et par la suite, comparativement à 26 % à l'exercice précédent. Au 31 juillet 2015, notre exposition aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain s'établissait à 43 millions de dollars, soit une augmentation de 6 millions par rapport à l'exercice précédent.

Sur le total de notre portefeuille de TGC, aucun placement n'est exposé aux risques liés aux prêts à risque ou aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. Au 31 juillet 2015, la juste valeur de nos TGC de sociétés aux États-Unis, qui se composent principalement de titres garantis par des prêts de sociétés, a augmenté de 224 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à 1 148 millions, en raison principalement de l'incidence de la conversion des devises.

Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales

La juste valeur du total de nos placements directs dans des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales au Canada et aux États-Unis s'élevait à 673 millions de dollars au 31 juillet 2015.

Actifs et passifs évalués à la juste valeur

Nos instruments financiers évalués à la juste valeur sont classés dans les niveaux 1, 2 ou 3, selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur définie dans IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*. Pour de plus amples renseignements sur la juste valeur de nos instruments financiers et sur les transferts d'instruments entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur, se reporter à la note 3 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2014.

Le tableau ci-dessous illustre le total de la juste valeur de chaque catégorie principale d'actifs financiers et de passifs financiers évalués à la juste valeur, ainsi que le pourcentage de la juste valeur pour chaque catégorie classée dans les niveaux 1, 2 ou 3 au 31 juillet 2015.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 juillet 2015				
	Juste valeur (1)	Niveau 1 (1)	Niveau 2 (1)	Niveau 3 (1)	Total
Actifs financiers					
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	172 370 \$	40 %	60 %	0 %	100 %
Titres disponibles à la vente	59 827	13	81	6	100
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	105 393	0	100	0	100
Prêts de gros	3 569	0	81	19	100
Dérivés	201 964	1	98	1	100
Passifs financiers					
Dépôts	108 284 \$	0 %	99 %	1 %	100 %
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	55 656	66	34	0	100
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	74 474	0	100	0	100
Dérivés	205 751	1	98	1	100

(1) Les actifs et passifs dérivés présentés dans le tableau ci-dessus ne reflètent pas l'incidence de la compensation.

Questions en matière de comptabilité et de contrôle

Sommaire des méthodes comptables et des estimations

Nos états financiers résumés ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*. Les principales méthodes comptables sont présentées à la note 2 de nos états financiers résumés, ainsi qu'à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2014.

Changements de méthodes comptables et informations à fournir

Nous avons adopté les modifications à IAS 32, *Instruments financiers : Présentation*, ainsi que l'Interprétation 21, *Droits ou taxes*, de l'IFRS Interpretations Committee, avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2014. Pour des détails sur ces changements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

Changements futurs des informations réglementaires

Obligations d'information révisées prévues par le troisième pilier du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire

En janvier 2015, le CBCB a publié la norme finale liée aux exigences révisées en matière de divulgation en vertu du troisième pilier, qui vise à accroître la transparence et à améliorer la comparabilité et l'uniformité de l'information sur les risques et le capital divulguée par les banques. Le CBCB exige que toutes les banques divulguent les informations révisées en vertu du troisième pilier d'ici la fin de l'exercice 2016, et le BSIF devrait publier sa norme intérieure pour les banques canadiennes à l'automne 2015.

Contrôles et procédures

Contrôles et processus liés à la présentation de l'information

Au 31 juillet 2015, la direction a évalué l'efficacité de nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information, conformément aux règles adoptées par la SEC des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef de l'administration et chef des finances. Selon cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef de l'administration et chef des finances ont conclu que nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information étaient efficaces au 31 juillet 2015.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2015, nous n'avons effectué aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence significative ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Transactions entre parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous offrons des services bancaires habituels et des services d'exploitation et concluons d'autres opérations avec des sociétés affiliées ou avec d'autres sociétés liées, y compris avec nos coentreprises, selon des modalités semblables à celles accordées à des parties non liées. Nous accordons des prêts à des administrateurs, à des dirigeants et à d'autres employés à des taux normalement consentis à nos clients privilégiés. En outre, nous offrons des régimes d'unités d'actions différées et d'autres régimes aux administrateurs qui ne sont pas nos employés, aux dirigeants et à certains autres employés clés. Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 12 et 29 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2014.

Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

Le 29 octobre 2012, le Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements, qui a été mis en place par le Conseil de stabilité financière, a publié un rapport (intitulé Enhancing the Risk Disclosures of Banks) dans lequel il présente 32 recommandations visant à présenter des renseignements transparents et de grande qualité concernant les risques. En conséquence, les informations à fournir supplémentaires sont présentées dans notre rapport annuel 2014, dans notre rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2015 et dans notre document d'information financière complémentaire.

L'index suivant présente un sommaire de nos renseignements à fournir selon les recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements :

Catégorie de risque	Recommandation	Information à fournir	Référence		
			Page du rapport aux actionnaires	Page du rapport annuel	Page de l'IFC
Généralités	1	Table des matières sur les informations relatives aux risques à fournir conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements	61	125	1
	2	Définir la terminologie et les mesures relatives aux risques	–	54-60 227-229	–
	3	Risques principaux et risques émergents	–	54-55	–
	4	Nouveaux ratios réglementaires	44-46,53-55	79,99-100	–
Gouvernance, gestion du risque et modèle d'affaires	5	Structure de gestion des risques	–	54-60	–
	6	Culture à l'égard du risque	–	57-58	–
	7	Risques relatifs au contexte dans lequel nous exerçons nos activités	–	108-109	–
	8	Simulation de crise	–	58,73	–
Adéquation des fonds propres et actifs pondérés en fonction des risques	9	Ratios de capital minimaux en vertu de l'accord de Bâle III et supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure	53-54	100	–
	10	Composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire	–	–	21-24
	11	État de l'évolution du capital réglementaire	–	–	25
	12	Planification stratégique en matière de capital	–	99-100	–
	13	Actif pondéré en fonction des risques par secteur d'activité	–	–	28
	14	Analyse des exigences de capital et renseignements sur le modèle d'évaluation connexe	–	61-64	26-27
	15	Information relative au risque de crédit lié aux actifs pondérés en fonction des risques et mesures de risque connexes	–	–	42-44
	16	Évolution de l'actif pondéré en fonction des risques par catégorie de risque	–	–	28
Liquidités	17	Information relative au contrôle ex post en vertu de l'accord de Bâle	–	58-62	42
	18	Analyse quantitative et qualitative de notre réserve de liquidités	46-47	81-82	–
Financement	19	Actifs grevés et non grevés par catégorie du bilan, et obligations contractuelles découlant de révisions des notations	48,53	83 88-90	–
	20	Analyse de l'ensemble des actifs, passifs et engagements hors bilan consolidés en fonction de la durée contractuelle résiduelle à la date du bilan	51-52	86-88	–
	21	Sources de financement et stratégie de financement	48-50	84-85	–
Risque de marché	22	Liens entre les postes du bilan et les mesures de risque de marché relatives aux portefeuilles de négociation et aux portefeuilles autres que de négociation	42-44	77-78	–
	23	Ventilation des facteurs de risque de marché	38-41	72-75	–
	24	Informations relatives à la validation et au contrôle ex post des mesures de risque de marché	–	72	–
	25	Principales techniques de gestion des risques au-delà des mesures et paramètres de risque présentés	–	72-74	–
Risque de crédit	26	Profil de risque de crédit de la banque	30-37	60-72	31-44
		Sommaire quantitatif de l'ensemble des expositions au risque de crédit en rapprochement avec le bilan	89-91	168-170 118-125	40
	27	Politiques de détermination des prêts douteux	–	64,114-115 143-144	–
	28	Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des prêts douteux et des provisions pour dépréciation au cours de l'exercice	–	71	33,37
	29	Quantification de l'exposition notionnelle brute aux dérivés négociés hors cote ou en Bourse	–	62	46
	30	Mesures d'atténuation du risque de crédit, y compris les garanties détenues pour toutes les sources de risque de crédit	–	63	41
Autres	31	Types d'autres risques	–	90-98	–
	32	Événements publics comportant des risques	–	92 212-213	–

États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)

Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Au			
	31 juillet 2015	30 avril 2015	31 octobre 2014	31 juillet 2014
Actif				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	19 976 \$	18 393 \$	17 421 \$	16 297 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	10 731	4 402	8 399	5 383
Valeurs mobilières (note 4)				
Titres détenus à des fins de transaction	172 370	169 763	151 380	152 756
Titres disponibles à la vente	63 145	52 880	47 768	46 358
	235 515	222 643	199 148	199 114
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	172 659	163 368	135 580	135 205
Prêts (note 5)				
Prêts de détail	343 463	336 064	334 269	329 999
Prêts de gros	121 214	114 283	102 954	102 348
	464 677	450 347	437 223	432 347
Provision pour pertes sur prêts (note 5)	(2 078)	(2 037)	(1 994)	(1 926)
	462 599	448 310	435 229	430 421
Actif net des fonds distincts	821	780	675	645
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	12 761	12 637	11 462	10 443
Dérivés (note 6)	112 459	107 004	87 402	72 823
Locaux et matériel, montant net	2 667	2 595	2 684	2 603
Goodwill	9 322	8 890	8 647	8 568
Autres immobilisations incorporelles	2 810	2 779	2 775	2 782
Participations dans des coentreprises et des entreprises associées	346	319	295	306
Actifs au titre des avantages du personnel	108	84	138	179
Autres actifs	42 399	39 968	30 695	29 101
	182 872	174 276	144 098	126 805
Total de l'actif	1 085 173 \$	1 032 172 \$	940 550 \$	913 870 \$
Passif et capitaux propres				
Dépôts (note 8)				
Particuliers	218 629 \$	215 903 \$	209 217 \$	204 427 \$
Entreprises et gouvernements	449 397	415 311	386 660	377 635
Banques	26 210	20 337	18 223	19 629
	694 236	651 551	614 100	601 691
Passif net au titre des fonds distincts	821	780	675	645
Autres				
Acceptations	12 761	12 637	11 462	10 443
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	55 656	54 314	50 345	52 054
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	83 236	81 207	64 331	65 423
Dérivés (note 6)	116 083	112 219	88 982	75 096
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	9 395	9 373	8 564	8 473
Passifs au titre des avantages du personnel	2 431	2 611	2 420	2 205
Autres passifs	41 282	41 438	37 309	37 533
	320 844	313 799	263 413	251 227
Débiteures subordonnées (note 10)	7 374	7 795	7 859	6 810
Total du passif	1 023 275	973 925	886 047	860 373
Capitaux propres attribuables aux actionnaires				
Actions privilégiées (note 10)	4 950	4 650	4 075	4 750
Actions ordinaires (émises – 1 443 191 703, 1 443 101 716, 1 442 232 886 et 1 441 535 962) (note 10)	14 561	14 556	14 511	14 475
Actions propres – privilégiées [détenues : (5 704), 70 730, 1 207 et (57 070)]	–	2	–	(1)
– ordinaires [détenues : 478 978, (1 357 362), 891 733 et 117 579]	37	(104)	71	10
Bénéfices non distribués	35 795	34 142	31 615	30 526
Autres composantes des capitaux propres	4 760	3 185	2 418	1 954
	60 103	56 431	52 690	51 714
Participations ne donnant pas le contrôle	1 795	1 816	1 813	1 783
Total des capitaux propres	61 898	58 247	54 503	53 497
Total du passif et des capitaux propres	1 085 173 \$	1 032 172 \$	940 550 \$	913 870 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Comptes consolidés intermédiaires résumés de résultat (non audité)

	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2015	le 30 avril 2015	le 31 juillet 2014	le 31 juillet 2015	le 31 juillet 2014
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)					
Revenu d'intérêt					
Prêts	4 241 \$	4 130 \$	4 318 \$	12 679 \$	12 710 \$
Valeurs mobilières	1 177	1 111	1 097	3 360	3 060
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	319	298	237	918	718
Dépôts et autres	18	18	21	57	55
	5 755	5 557	5 673	17 014	16 543
Frais d'intérêt					
Dépôts et autres	1 387	1 460	1 493	4 348	4 410
Autres passifs	525	477	473	1 509	1 394
Débitures subordonnées	60	63	60	186	183
	1 972	2 000	2 026	6 043	5 987
Revenu net d'intérêt	3 783	3 557	3 647	10 971	10 556
Revenus autres que d'intérêt					
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 021	806	1 383	3 719	3 790
Revenus tirés des activités de négociation	56	359	285	755	895
Commissions de gestion de placements et de services de garde	966	943	838	2 836	2 469
Revenus tirés des fonds communs de placement	739	716	671	2 150	1 930
Commissions de courtage en valeurs mobilières	358	361	340	1 084	1 032
Frais bancaires	405	391	380	1 188	1 108
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	531	559	552	1 535	1 381
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	137	301	215	592	620
Revenus sur cartes	209	192	181	605	509
Commissions de crédit	320	311	317	876	841
Profit net sur les titres disponibles à la vente (note 4)	42	42	36	111	130
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	28	39	44	109	128
Autres	233	253	101	771	337
	5 045	5 273	5 343	16 331	15 170
Total des revenus	8 828	8 830	8 990	27 302	25 726
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 5)	270	282	283	822	819
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	656	493	1 009	2 671	2 821
Frais autres que d'intérêt					
Ressources humaines (note 9)	2 890	2 996	2 866	8 901	8 450
Matériel	327	311	287	935	859
Frais d'occupation	351	356	350	1 042	997
Communications	213	224	207	635	588
Honoraires	223	204	178	625	500
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	180	178	171	532	490
Autres	451	467	543	1 321	1 437
	4 635	4 736	4 602	13 991	13 321
Bénéfice avant impôt	3 267	3 319	3 096	9 818	8 765
Impôt sur le résultat	792	817	718	2 385	2 094
Bénéfice net	2 475 \$	2 502 \$	2 378 \$	7 433 \$	6 671 \$
Bénéfice net attribuable aux :					
Actionnaires	2 449 \$	2 473 \$	2 352 \$	7 356 \$	6 594 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	26	29	26	77	77
	2 475 \$	2 502 \$	2 378 \$	7 433 \$	6 671 \$
Bénéfice de base par action (en dollars) (note 11)	1,66 \$	1,68 \$	1,59 \$	5,00 \$	4,45 \$
Bénéfice dilué par action (en dollars) (note 11)	1,66	1,68	1,59	4,99	4,43
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	0,77	0,77	0,71	2,29	2,09

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2015	le 30 avril 2015	le 31 juillet 2014	le 31 juillet 2015	le 31 juillet 2014
Bénéfice net	2 475 \$	2 502 \$	2 378 \$	7 433 \$	6 671 \$
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt					
Éléments qui seront reclassés en résultat dans une période future :					
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente					
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres disponibles à la vente	14	(122)	39	100	121
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres disponibles à la vente	(9)	(20)	(7)	(29)	(42)
	5	(142)	32	71	79
Écarts de change					
Profits (pertes) de change latents	3 542	(2 116)	(203)	5 982	1 819
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	(1 771)	1 096	166	(3 280)	(1 115)
Reclassement en résultat de pertes (profits) de change	(4)	(167)	47	(182)	44
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les activités de couverture des investissements nets	–	59	–	69	3
	1 767	(1 128)	10	2 589	751
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie					
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(236)	36	2	(582)	(76)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	46	79	(3)	276	(8)
	(190)	115	(1)	(306)	(84)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat dans une période future :					
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel (note 9)	203	413	(178)	126	(84)
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	165	(79)	(28)	161	(110)
	368	334	(206)	287	(194)
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	1 950	(821)	(165)	2 641	552
Total du bénéfice global	4 425 \$	1 681 \$	2 213 \$	10 074 \$	7 223 \$
Total du bénéfice global attribuable aux :					
Actionnaires	4 392 \$	1 657 \$	2 187 \$	9 985 \$	7 146 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	33	24	26	89	77
	4 425 \$	1 681 \$	2 213 \$	10 074 \$	7 223 \$

L'incidence de l'impôt sur le résultat sur les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global est présentée dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2015	le 30 avril 2015	le 31 juillet 2014	le 31 juillet 2015	le 31 juillet 2014
Impôt sur les autres éléments du résultat global					
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres disponibles à la vente	14 \$	(35)\$	26 \$	47 \$	56 \$
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres disponibles à la vente	(4)	(5)	(3)	(7)	(6)
Profits (pertes) de change latents	4	(3)	–	7	4
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	(625)	387	59	(1 160)	(395)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les activités de couverture des investissements nets	–	19	–	23	1
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(85)	14	1	(208)	(27)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	16	28	(2)	98	(3)
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel	70	147	(64)	44	(34)
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	61	(29)	(10)	60	(40)
Total de (l'économie) la charge d'impôt	(549)\$	523 \$	7 \$	(1 096)\$	(444)\$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)

	Autres composantes des capitaux propres										Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions privilégiées	Actions ordinaires	Actions propres – privilégiées	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres disponibles à la vente	Écart de change	Couvertures de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
en millions de dollars canadiens)												
Solde au 30 avril 2014	4 250 \$	14 458 \$	– \$	73 \$	29 489 \$	394 \$	1 427 \$	92 \$	1 913 \$	50 183 \$	1 793 \$	51 976 \$
Variations des capitaux propres												
Capital social émis	500	19	–	–	(7)	–	–	–	–	512	–	512
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(2)	–	–	(11)	–	–	–	–	(13)	–	(13)
Actions propres – vente	–	–	49	1 746	–	–	–	–	–	1 795	–	1 795
Actions propres – achat	–	–	(50)	(1 809)	–	–	–	–	–	(1 859)	–	(1 859)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(1)	–	–	–	–	(1)	–	(1)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(1 025)	–	–	–	–	(1 025)	–	(1 025)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(55)	–	–	–	–	(55)	–	(102)
Autres	–	–	–	–	(10)	–	–	–	–	(10)	11	1
Bénéfice net	–	–	–	–	2 352	–	–	–	–	2 352	26	2 378
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(206)	32	10	(1)	41	(165)	–	(165)
Solde au 31 juillet 2014	4 750 \$	14 475 \$	(1) \$	10 \$	30 526 \$	426 \$	1 437 \$	91 \$	1 954 \$	51 714 \$	1 783 \$	53 497 \$
Solde au 31 janvier 2015	4 350 \$	14 531 \$	1 \$	(57) \$	32 505 \$	640 \$	3 831 \$	(136) \$	4 335 \$	55 665 \$	1 756 \$	57 421 \$
Variations des capitaux propres												
Capital social émis	300	25	–	–	(6)	–	–	–	–	319	–	319
Actions propres – vente	–	–	56	1 887	–	–	–	–	–	1 943	–	1 943
Actions propres – achat	–	–	(55)	(1 934)	–	–	–	–	–	(1 989)	–	(1 989)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(2)	–	–	–	–	(2)	–	(2)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(1 111)	–	–	–	–	(1 111)	–	(1 111)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(47)	–	–	–	–	(47)	–	(47)
Autres	–	–	–	–	(4)	–	–	–	–	(4)	36	32
Bénéfice net	–	–	–	–	2 473	–	–	–	–	2 473	29	2 502
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	334	(142)	(1 123)	115	(1 150)	(816)	(5)	(821)
Solde au 30 avril 2015	4 650 \$	14 556 \$	2 \$	(104) \$	34 142 \$	498 \$	2 708 \$	(21) \$	3 185 \$	56 431 \$	1 816 \$	58 247 \$
Variations des capitaux propres												
Capital social émis	300	5	–	–	(5)	–	–	–	–	300	–	300
Actions propres – vente	–	–	26	1 495	–	–	–	–	–	1 521	–	1 521
Actions propres – achat	–	–	(28)	(1 354)	–	–	–	–	–	(1 382)	–	(1 382)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(1 110)	–	–	–	–	(1 110)	–	(1 110)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(50)	–	–	–	–	(50)	–	(96)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	1	–	–	–	–	1	(8)	(7)
Autres	–	–	–	–	2 449	–	–	–	–	2 449	26	2 475
Bénéfice net	–	–	–	–	368	5	1 760	(190)	1 575	1 943	7	1 950
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	37 \$	35 795 \$	503 \$	4 468 \$	(211) \$	4 760 \$	60 103 \$	1 795 \$	61 898 \$
Solde au 31 juillet 2015	4 950 \$	14 561 \$	– \$	37 \$	35 795 \$	503 \$	4 468 \$	(211) \$	4 760 \$	60 103 \$	1 795 \$	61 898 \$

	Autres composantes des capitaux propres										Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions privilégiées	Actions ordinaires	Actions propres – privilégiées	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres disponibles à la vente	Écart de change	Couvertures de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
Solde au 31 octobre 2013	4 600 \$	14 377 \$	1 \$	41 \$	27 438 \$	347 \$	686 \$	175 \$	1 208 \$	47 665 \$	1 795 \$	49 460 \$
Variations des capitaux propres												
Capital social émis	1 000	114	-	-	(14)	-	-	-	-	1 100	-	1 100
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	-	(16)	-	-	(97)	-	-	-	-	(113)	-	(113)
Actions privilégiées rachetées	(850)	-	-	-	-	-	-	-	-	(850)	-	(850)
Actions propres – vente	-	-	100	3 848	-	-	-	-	-	3 948	-	3 948
Actions propres – achat	-	-	(102)	(3 879)	-	-	-	-	-	(3 981)	-	(3 981)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	-	-	-	-	(6)	-	-	-	-	(6)	-	(6)
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	-	-	(3 016)	-	-	-	-	(3 016)	-	(3 016)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	-	-	-	-	(169)	-	-	-	-	(169)	(94)	(263)
Autres	-	-	-	-	(10)	-	-	-	-	(10)	5	(5)
Bénéfice net	-	-	-	-	6 594	-	-	-	-	6 594	77	6 671
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	-	-	-	-	(194)	79	751	(84)	746	552	-	552
Solde au 31 juillet 2014	4 750 \$	14 475 \$	(1) \$	10 \$	30 526 \$	426 \$	1 437 \$	91 \$	1 954 \$	51 714 \$	1 783 \$	53 497 \$
Variations des capitaux propres	4 075 \$	14 511 \$	- \$	71 \$	31 615 \$	432 \$	1 891 \$	95 \$	2 418 \$	52 690 \$	1 813 \$	54 503 \$
Capital social émis	1 200	50	-	-	(18)	-	-	-	-	1 232	-	1 232
Actions privilégiées rachetées	(325)	-	-	-	-	-	-	-	-	(325)	-	(325)
Actions propres – vente	-	-	97	5 163	-	-	-	-	-	5 260	-	5 260
Actions propres – achat	-	-	(97)	(5 197)	-	-	-	-	-	(5 294)	-	(5 294)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	-	-	(3 302)	-	-	-	-	(3 302)	-	(3 302)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	-	-	-	-	(137)	-	-	-	-	(137)	(92)	(229)
Autres	-	-	-	-	(6)	-	-	-	-	(6)	(15)	(21)
Bénéfice net	-	-	-	-	7 356	-	-	-	-	7 356	77	7 433
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	-	-	-	-	287	71	2 577	(306)	2 342	2 629	12	2 641
Solde au 31 juillet 2015	4 950 \$	14 561 \$	- \$	37 \$	35 795 \$	503 \$	4 468 \$	(211) \$	4 760 \$	60 103 \$	1 795 \$	61 898 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2015	le 30 avril 2015	le 31 juillet 2014	le 31 juillet 2015	le 31 juillet 2014
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Bénéfice net	2 475 \$	2 502 \$	2 378 \$	7 433 \$	6 671 \$
Ajustements liés aux éléments sans effet sur la trésorerie et autres					
Dotation à la provision pour pertes sur créances	270	282	283	822	819
Amortissement	127	134	125	388	367
Impôt différé	(54)	98	(177)	49	(24)
Amortissement et perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	179	184	173	538	492
Perte de valeur de participations dans des coentreprises et des entreprises associées	5	9	5	20	17
Perte (profit) à la vente de locaux et de matériel	5	(1)	8	(34)	13
Perte (profit) sur les titres disponibles à la vente	(64)	(60)	(39)	(165)	(156)
Perte (profit) à la cession d'activités	(4)	23	40	19	100
Perte de valeur de titres disponibles à la vente	10	18	2	42	17
Quote-part des pertes (des bénéfiques) des coentreprises et des entreprises associées	(28)	(39)	(44)	(109)	(128)
Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs d'exploitation					
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	22	(67)	310	831	439
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(172)	262	(133)	(228)	77
Impôt exigible	(107)	738	434	(512)	(132)
Actifs dérivés	(5 459)	43 560	(190)	(25 061)	1 999
Passifs dérivés	3 879	(40 650)	1 890	27 116	(1 649)
Titres détenus à des fins de transaction	(2 569)	11 231	(4 380)	(21 083)	(8 629)
Prêts, déduction faite de la titrisation	(15 048)	(1 380)	(9 108)	(29 497)	(21 969)
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(9 291)	205	(1 224)	(37 079)	(17 688)
Dépôts, déduction faite de la titrisation	44 991	(1 610)	10 732	83 988	39 930
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	2 029	(94)	1 633	18 905	5 007
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	1 342	(5 171)	1 631	5 311	4 942
Montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	(794)	(538)	(631)	(162)	(628)
Autres	(4 336)	(4 573)	978	(10 853)	(809)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	17 408	5 063	4 696	20 679	9 078
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	(6 688)	(581)	(173)	(2 497)	3 656
Produit de la vente de titres disponibles à la vente	2 579	2 824	703	7 630	3 776
Produit de l'arrivée à échéance de titres disponibles à la vente	8 047	8 365	10 383	24 718	27 941
Acquisitions de titres disponibles à la vente	(18 288)	(15 826)	(14 381)	(42 295)	(38 173)
Produit de l'arrivée à échéance de titres détenus jusqu'à leur échéance	16	-	73	16	285
Acquisitions de titres détenus jusqu'à leur échéance	(103)	(122)	(367)	(1 832)	(552)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles	(449)	(218)	(290)	(948)	(832)
Produit de cessions	63	-	91	63	91
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(14 823)	(5 558)	(3 961)	(15 145)	(3 808)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Rachat de titres de fiducie de capital	-	-	-	-	(900)
Émission de débentures subordonnées	1 000	-	1 000	1 000	1 000
Remboursement de débentures subordonnées	(1 500)	-	(600)	(1 700)	(1 600)
Émission d'actions ordinaires	5	25	19	50	114
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	-	-	(13)	-	(113)
Émission d'actions privilégiées	300	300	500	1 200	1 000
Rachat d'actions privilégiées	-	-	-	(325)	(850)
Actions propres – vente	1 521	1 943	1 795	5 260	3 948
Actions propres – achat	(1 382)	(1 989)	(1 859)	(5 294)	(3 981)
Dividendes versés	(1 158)	(1 121)	(1 077)	(3 404)	(3 131)
Frais d'émission	(5)	(6)	(7)	(18)	(14)
Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(46)	-	(47)	(92)	(94)
Variation des emprunts à court terme des filiales	(17)	(111)	(20)	(104)	(18)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	(1 282)	(959)	(309)	(3 427)	(4 639)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	280	(180)	(8)	448	116
Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques	1 583	(1 634)	418	2 555	747
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période (1)	18 393	20 027	15 879	17 421	15 550
Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période (1)	19 976 \$	18 393 \$	16 297 \$	19 976 \$	16 297 \$
Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent les éléments suivants :					
Intérêts versés	1 882 \$	1 588 \$	1 999 \$	5 502 \$	5 656 \$
Intérêts reçus	5 370	5 349	5 169	15 885	15 570
Dividendes reçus	542	483	537	1 430	1 290
Impôt sur le résultat payé	296	586	360	1 447	1 591

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes auprès des banques centrales et d'autres organismes de réglementation. Le total des soldes était de 2,9 milliards de dollars au 31 juillet 2015 (2,3 milliards au 30 avril 2015; 2,8 milliards au 31 janvier 2015; 2,0 milliards au 31 octobre 2014; 2,3 milliards au 31 juillet 2014; 2,3 milliards au 30 avril 2014; 2,6 milliards au 31 octobre 2013).

Note 1 Informations générales

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers résumés) sont présentés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*. Les états financiers résumés ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels, et ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels 2014 audités et les notes annexes présentés aux pages 126 à 224 de notre rapport annuel 2014. L'information présentée dans les tableaux est en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages. Le 25 août 2015, le Conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers résumés.

Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements

À l'exception de ce qui est expliqué ci-après, les états financiers résumés ont été préparés au moyen des mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer nos états financiers consolidés annuels audités de 2014.

Changements de méthodes comptables

Au cours du premier trimestre, nous avons adopté les nouvelles prises de position faisant autorité en comptabilité suivantes.

IAS 32, *Instruments financiers : Présentation* (IAS 32)

Les modifications à IAS 32 clarifient les exigences actuelles pour la compensation des actifs financiers et des passifs financiers. La norme fournit des précisions sur le droit juridique de compenser des transactions, ainsi que sur les circonstances où les transactions réglées au moyen d'un système de règlement brut répondent aux critères de règlement simultané. Nous avons adopté les modifications de façon rétrospective le 1^{er} novembre 2014. L'adoption de ces modifications n'a pas eu d'incidence sur nos états financiers consolidés.

Interprétation 21, *Droits ou taxes* (IFRIC 21) de l'*International Financial Reporting Standards (IFRS) Interpretations Committee (IFRIC)*

IFRIC 21 fournit des directives sur le moment où il faut comptabiliser un passif au titre d'un droit ou d'une taxe dont la comptabilisation est requise par IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*. Elle traite également de la comptabilisation d'un passif au titre d'un droit ou d'une taxe dont l'échéance ou le montant sont certains. L'interprétation précise que l'événement générateur d'obligation qui crée le passif relatif au paiement d'un droit ou d'une taxe est l'activité décrite dans la législation pertinente qui rend le droit ou la taxe exigible. Nous avons adopté la norme de façon prospective le 1^{er} novembre 2014. Nous n'avons pas retraité nos résultats trimestriels ou annuels pour les périodes antérieures au 1^{er} novembre 2014, puisque les montants n'étaient pas importants. L'adoption de cette interprétation n'a pas eu d'incidence significative sur nos états financiers consolidés.

Changements futurs de méthodes comptables et des informations à fournir

Au cours des neuf derniers mois, les nouvelles normes comptables ont évolué comme suit :

IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients* (IFRS 15)

En juillet 2015, l'International Accounting Standards Board (IASB) a annoncé qu'il reportait d'un an la date d'entrée en vigueur d'IFRS 15. La norme fournit un modèle unique composé de cinq étapes et fondé sur des principes pour la comptabilisation des produits. Ce modèle doit être appliqué à tous les contrats conclus avec des clients. La modification officielle de la norme, dans laquelle sera précisée la nouvelle date d'entrée en vigueur, devrait être publiée en septembre 2015. En ce qui nous concerne, IFRS 15 entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2018.

IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9)

En janvier 2015, le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a publié un préavis relativement à l'adoption anticipée d'IFRS 9 par les banques d'importance systémique intérieure, obligeant ces dernières à adopter IFRS 9 pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} novembre 2017. À titre de banque d'importance systémique intérieure, nous devons adopter IFRS 9 à compter du 1^{er} novembre 2017, à l'exception des dispositions sur le risque de crédit propre, que nous avons adoptées au deuxième trimestre de 2014.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers**Valeur comptable et juste valeur de certains instruments financiers**

Les tableaux suivants illustrent la comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur de chaque type d'instrument financier. Pour une description des techniques d'évaluation et des données utilisées pour déterminer la juste valeur de nos instruments financiers, se reporter aux notes 2 et 3 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2014. Aucun changement important n'a été apporté à nos méthodes d'évaluation de la juste valeur au cours du trimestre.

	Au 31 juillet 2015						
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable	Juste valeur		
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)							
Actifs financiers							
Valeurs mobilières							
Titres détenus à des fins de transaction	162 060 \$	10 310 \$	– \$	– \$	– \$	172 370 \$	172 370 \$
Titres disponibles à la vente (1)	–	–	59 842	3 303	3 524	63 145	63 366
	162 060	10 310	59 842	3 303	3 524	235 515	235 736
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	105 393	–	67 266	67 282	172 659	172 675
Prêts							
Prêts de détail	–	–	–	342 223	343 941	342 223	343 941
Prêts de gros	1 895	1 674	–	116 807	116 059	120 376	119 628
	1 895	1 674	–	459 030	460 000	462 599	463 569
Autres							
Dérivés	112 459	–	–	–	–	112 459	112 459
Autres actifs (2)	–	979	–	44 867	44 867	45 846	45 846
Passifs financiers							
Dépôts							
Particuliers	78 \$	17 763 \$	–	200 788 \$	201 219 \$	218 629 \$	219 060 \$
Entreprises et gouvernements (3)	–	82 242	–	367 155	368 875	449 397	451 117
Banques (4)	–	8 201	–	18 009	18 014	26 210	26 215
	78	108 206	–	585 952	588 108	694 236	696 392
Autres							
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	55 656	–	–	–	–	55 656	55 656
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	74 474	–	8 762	8 762	83 236	83 236
Dérivés	116 083	–	–	–	–	116 083	116 083
Autres passifs (5)	132	11	–	42 597	42 550	42 740	42 693
Débtentures subordonnées	–	110	–	7 264	7 198	7 374	7 308

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Au 30 avril 2015

	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable	Juste valeur	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti		
	(en millions de dollars canadiens)						
Actifs financiers							
Valeurs mobilières							
Titres détenus à des fins de transaction	159 077 \$	10 686 \$	– \$	– \$	– \$	169 763 \$	169 763 \$
Titres disponibles à la vente (1)	–	–	49 622	3 258	3 370	52 880	52 992
	159 077	10 686	49 622	3 258	3 370	222 643	222 755
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	102 395	–	60 973	60 979	163 368	163 374
Prêts							
Prêts de détail	–	–	–	334 837	336 726	334 837	336 726
Prêts de gros	2 248	1 806	–	109 419	108 725	113 473	112 779
	2 248	1 806	–	444 256	445 451	448 310	449 505
Autres							
Dérivés	107 004	–	–	–	–	107 004	107 004
Autres actifs (2)	–	939	–	41 091	41 091	42 030	42 030
Passifs financiers							
Dépôts							
Particuliers	104 \$	17 563 \$	–	198 236 \$	198 699 \$	215 903 \$	216 366 \$
Entreprises et gouvernements (3)	–	74 021	–	341 290	343 158	415 311	417 179
Banques (4)	–	6 999	–	13 338	13 340	20 337	20 339
	104	98 583	–	552 864	555 197	651 551	653 884
Autres							
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	54 314	–	–	–	–	54 314	54 314
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	71 218	–	9 989	9 989	81 207	81 207
Dérivés	112 219	–	–	–	–	112 219	112 219
Autres passifs (5)	131	21	–	42 865	42 834	43 017	42 986
Débiteures subordonnées	–	106	–	7 689	7 667	7 795	7 773

	Au 31 octobre 2014							Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable		Juste valeur			
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti				
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs financiers									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction	141 217 \$	10 163 \$	– \$	– \$	– \$	151 380 \$	151 380 \$		
Titres disponibles à la vente (1)	–	–	46 009	1 759	1 762	47 768	47 771		
	141 217	10 163	46 009	1 759	1 762	199 148	199 151		
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	85 292	–	50 288	50 288	135 580	135 580		
Prêts									
Prêts de détail	–	–	–	333 045	334 475	333 045	334 475		
Prêts de gros	1 337	2 278	–	98 569	98 461	102 184	102 076		
	1 337	2 278	–	431 614	432 936	435 229	436 551		
Autres									
Dérivés	87 402	–	–	–	–	87 402	87 402		
Autres actifs (2)	–	930	–	32 975	32 975	33 905	33 905		
Passifs financiers									
Dépôts									
Particuliers	112 \$	13 289 \$		195 816 \$	195 964 \$	209 217 \$	209 365 \$		
Entreprises et gouvernements (3)	–	59 446		327 214	328 328	386 660	387 774		
Banques (4)	–	6 592		11 631	11 636	18 223	18 228		
	112	79 327		534 661	535 928	614 100	615 367		
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	50 345	–		–	–	50 345	50 345		
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	58 411		5 920	5 921	64 331	64 332		
Dérivés	88 982	–		–	–	88 982	88 982		
Autres passifs (5)	20	30		36 816	36 762	36 866	36 812		
Débitures subordonnées	–	106		7 753	7 712	7 859	7 818		

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Au 31 juillet 2014

	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)							
Actifs financiers							
Valeurs mobilières							
Titres détenus à des fins de transaction	142 768 \$	9 988 \$	– \$	– \$	– \$	152 756 \$	152 756 \$
Titres disponibles à la vente (1)	–	–	45 677	681	681	46 358	46 358
	142 768	9 988	45 677	681	681	199 114	199 114
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	92 405	–	42 800	42 800	135 205	135 205
Prêts							
Prêts de détail	–	–	–	328 833	329 617	328 833	329 617
Prêts de gros	1 524	2 129	–	97 935	98 120	101 588	101 773
	1 524	2 129	–	426 768	427 737	430 421	431 390
Autres							
Dérivés	72 823	–	–	–	–	72 823	72 823
Autres actifs (2)	–	905	–	30 666	30 666	31 571	31 571
Passifs financiers							
Dépôts							
Particuliers	129 \$	12 323 \$	–	191 975 \$	192 318 \$	204 427 \$	204 770 \$
Entreprises et gouvernements (3)	–	58 784	–	318 851	320 019	377 635	378 803
Banques (4)	–	7 410	–	12 219	12 219	19 629	19 629
	129	78 517	–	523 045	524 556	601 691	603 202
Autres							
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	52 054	–	–	–	–	52 054	52 054
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	60 134	–	5 289	5 289	65 423	65 423
Dérivés	75 096	–	–	–	–	75 096	75 096
Autres passifs (5)	(2)	32	–	36 531	36 531	36 561	36 561
Débiteures subordonnées	–	112	–	6 698	6 719	6 810	6 831

(1) Les titres disponibles à la vente comprennent les titres détenus jusqu'à leur échéance qui sont constatés au coût amorti.

(2) Le total de la valeur comptable comprend des engagements de clients en contrepartie d'acceptations et des instruments financiers, qui sont inclus dans les autres actifs et sont d'un montant de 12,8 milliards de dollars et de 33 milliards, respectivement (12,6 milliards et 29,4 milliards au 30 avril 2015; 11,5 milliards et 22,4 milliards au 31 octobre 2014; 10,4 milliards et 21,2 milliards au 31 juillet 2014).

(3) Le poste Entreprises et gouvernements comprend les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.

(4) Les banques désignent les banques réglementées.

(5) Le total de la valeur comptable comprend des acceptations et des instruments financiers, qui sont inclus dans les autres passifs et sont d'un montant de 12,8 milliards de dollars et de 29,9 milliards, respectivement (12,6 milliards et 30,4 milliards au 30 avril 2015; 11,5 milliards et 25,4 milliards au 31 octobre 2014; 10,4 milliards et 26,2 milliards au 31 juillet 2014).

Juste valeur des actifs et des passifs évalués de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Les tableaux suivants présentent les instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

	Au																	
	31 juillet 2015					30 avril 2015												
	Évaluations à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur	Évaluations à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur						
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3		Niveau 1			Niveau 2	Niveau 3										
(en millions de dollars canadiens)																		
Actifs financiers																		
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	- \$	4 917 \$	- \$	4 917 \$		4 917 \$	- \$	728 \$	- \$	728 \$		728 \$		728 \$				
Valeurs mobilières																		
Titres détenus à des fins de transaction																		
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)																		
Gouvernement fédéral	10 024	7 457	-	17 481		17 481	10 468	7 090	-	17 558		17 558		17 558				
Provinces et municipalités	-	13 565	-	13 565		13 565	-	12 797	-	12 797		12 797		12 797				
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	3 442	34 106	12	37 560		37 560	5 368	31 456	1	36 825		36 825		36 825				
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)	5 338	9 657	-	14 995		14 995	4 619	10 026	-	14 645		14 645		14 645				
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	-	2 823	6	2 829		2 829	-	3 038	9	3 047		3 047		3 047				
Titres adossés à des actifs																		
TGC (3)	-	11	64	75		75	-	17	54	71		71		71				
Titres non garantis par des créances	-	2 583	29	2 612		2 612	-	1 809	41	1 850		1 850		1 850				
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	24	30 127	65	30 216		30 216	21	28 396	166	28 583		28 583		28 583				
Titres de participation	49 912	2 995	130	53 037		53 037	50 312	3 900	175	54 387		54 387		54 387				
	68 740	103 324	306	172 370		172 370	70 788	98 529	446	169 763		169 763		169 763				
Titres disponibles à la vente (4)																		
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)																		
Gouvernement fédéral	324	11 363	-	11 687		11 687	319	11 421	-	11 740		11 740		11 740				
Provinces et municipalités	-	1 372	-	1 372		1 372	-	1 044	-	1 044		1 044		1 044				
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	-	11 718	878	12 596		12 596	-	7 506	682	8 188		8 188		8 188				
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	7 152	8 130	13	15 295		15 295	6 619	6 995	12	13 626		13 626		13 626				
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	-	460	-	460		460	-	124	-	124		124		124				
Titres adossés à des actifs																		
TGC	-	1 148	-	1 148		1 148	-	925	30	955		955		955				
Titres non garantis par des créances	-	575	198	773		773	-	441	165	606		606		606				
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	-	12 961	1 675	14 636		14 636	-	9 824	1 734	11 558		11 558		11 558				
Titres de participation	426	320	1 014	1 760		1 760	146	502	1 010	1 658		1 658		1 658				
Titres de substitut de prêt	100	-	-	100		100	83	25	-	108		108		108				
	8 002	48 047	3 778	59 827		59 827	7 167	38 807	3 633	49 607		49 607		49 607				
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	-	105 393	-	105 393		105 393	-	102 395	-	102 395		102 395		102 395				
Prêts	-	2 901	668	3 569		3 569	-	3 437	617	4 054		4 054		4 054				
Autres																		
Dérivés																		
Contrats de taux d'intérêt	10	143 797	384	144 191		144 191	88	143 875	441	144 404		144 404		144 404				
Contrats de change	-	49 164	93	49 257		49 257	-	45 569	54	45 623		45 623		45 623				
Dérivés de crédit	-	88	6	94		94	-	127	8	135		135		135				
Autres contrats	2 949	5 954	638	9 541		9 541	2 678	4 661	423	7 762		7 762		7 762				
Ajustements de l'évaluation (5)	-	(1 080)	(39)	(1 119)		(1 119)	-	(910)	(36)	(946)		(946)		(946)				
Total des dérivés, montant brut	2 959	197 923	1 082	201 964		201 964	2 766	193 322	890	196 978		196 978		196 978				
Ajustements de compensation						(89 505)				(89 974)		(89 974)						
Total des dérivés						112 459						107 004						
Autres actifs	725	254	-	979		979	730	209	-	939		939		939				
	80 426 \$	462 759 \$	5 834 \$	549 019 \$		(89 505) \$	81 451 \$	437 427 \$	5 586 \$	524 464 \$		(89 974) \$		434 490 \$				
Passifs financiers																		
Dépôts																		
Particuliers	- \$	17 205 \$	636 \$	17 841 \$		17 841 \$	- \$	17 032 \$	635 \$	17 667 \$		17 667 \$		17 667 \$				
Entreprises et gouvernements	-	82 234	8	82 242		82 242	-	73 938	83	74 021		74 021		74 021				
Banques	-	8 201	-	8 201		8 201	-	6 999	-	6 999		6 999		6 999				
Autres																		
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	36 733	18 923	-	55 656		55 656	35 910	18 404	-	54 314		54 314		54 314				
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	-	74 474	-	74 474		74 474	-	71 218	-	71 218		71 218		71 218				
Dérivés																		
Contrats de taux d'intérêt	1	137 443	841	138 285		138 285	70	137 484	899	138 453		138 453		138 453				
Contrats de change	-	54 602	41	54 643		54 643	-	52 075	30	52 105		52 105		52 105				
Dérivés de crédit	-	199	7	206		206	-	256	9	265		265		265				
Autres contrats	2 983	8 902	877	12 762		12 762	2 561	7 667	914	11 142		11 142		11 142				
Ajustements de l'évaluation (5)	-	(160)	15	(145)		(145)	-	(42)	15	(27)		(27)		(27)				
Total des dérivés, montant brut	2 984	200 986	1 781	205 751		205 751	2 631	197 440	1 867	201 938		201 938		201 938				
Ajustements de compensation						(89 668)				(89 719)		(89 719)						
Total des dérivés						116 083						112 219						
Autres passifs	100	11	32	143		143	89	21	42	152		152		152				
Débitures subordonnées	-	110	-	110		110	-	106	-	106		106		106				
	39 817 \$	402 144 \$	2 457 \$	444 418 \$		(89 668) \$	38 630 \$	385 158 \$	2 627 \$	426 415 \$		(89 719) \$		336 696 \$				

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Au											
	31 octobre 2014					31 juillet 2014						
	Évaluations à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur	Évaluations à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3		Niveau 1			Niveau 2	Niveau 3				
Actifs financiers												
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	- \$	5 603 \$	- \$	5 603 \$		5 603 \$	- \$	1 195 \$	- \$	1 195 \$		1 195 \$
Valeurs mobilières												
Titres détenus à des fins de transaction												
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)												
Gouvernement fédéral	8 288	5 855	-	14 143		14 143	8 547	6 810	-	15 357		15 357
Provinces et municipalités	-	11 371	-	11 371		11 371	-	11 994	-	11 994		11 994
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	1 838	27 628	6	29 472		29 472	4 932	25 194	7	30 133		30 133
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)	7 334	7 991	-	15 325		15 325	4 958	9 470	-	14 428		14 428
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	-	964	4	968		968	-	1 139	21	1 160		1 160
Titres adossés à des actifs TGC (3)	-	37	74	111		111	-	31	71	102		102
Titres non garantis par des créances	-	889	364	1 253		1 253	-	990	302	1 292		1 292
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	15	27 422	149	27 586		27 586	14	27 600	197	27 811		27 811
Titres de participation	47 396	3 589	166	51 151		51 151	46 579	3 736	164	50 479		50 479
	64 871	85 746	763	151 380		151 380	65 030	86 964	762	152 756		152 756
Titres disponibles à la vente (4)												
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)												
Gouvernement fédéral	429	11 540	-	11 969		11 969	313	11 482	-	11 795		11 795
Provinces et municipalités	-	799	-	799		799	-	822	-	822		822
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	29	4 839	1 389	6 257		6 257	-	4 986	2 092	7 078		7 078
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	6 979	7 303	11	14 293		14 293	6 949	6 684	11	13 644		13 644
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	-	138	-	138		138	-	134	-	134		134
Titres adossés à des actifs TGC	-	857	24	881		881	-	890	71	961		961
Titres non garantis par des créances	-	381	182	563		563	-	338	177	515		515
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	-	7 714	1 573	9 287		9 287	-	7 309	1 566	8 875		8 875
Titres de participation	140	514	1 028	1 682		1 682	144	523	1 045	1 712		1 712
Titres de substitut de prêt	102	24	-	126		126	104	24	-	128		128
	7 679	34 109	4 207	45 995		45 995	7 510	33 192	4 962	45 664		45 664
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	-	85 292	-	85 292		85 292	-	92 405	-	92 405		92 405
Prêts	-	3 154	461	3 615		3 615	-	3 193	460	3 653		3 653
Autres												
Dérivés												
Contrats de taux d'intérêt	13	102 176	339	102 528		102 528	21	85 264	361	85 646		85 646
Contrats de change	-	33 761	48	33 809		33 809	-	20 489	43	20 532		20 532
Dérivés de crédit	-	244	10	254		254	-	182	14	196		196
Autres contrats	3 238	4 839	560	8 637		8 637	2 671	4 512	500	7 683		7 683
Ajustements de l'évaluation (5)	-	(702)	(56)	(758)		(758)	-	(450)	(65)	(515)		(515)
Total des dérivés, montant brut	3 251	140 318	901	144 470		144 470	2 692	109 997	853	113 542		113 542
Ajustements de compensation					(57 068)	(57 068)					(40 719)	(40 719)
Total des dérivés						87 402						72 823
Autres actifs	604	326	-	930		930	573	332	-	905		905
	76 405	\$ 354 548	\$ 6 332	\$ 437 285	\$ (57 068)	\$ 380 217	\$ 75 805	\$ 327 278	\$ 7 037	\$ 410 120	\$ (40 719)	\$ 369 401
Passifs financiers												
Dépôts												
Particuliers	- \$	12 904 \$	497 \$	13 401 \$		13 401 \$	- \$	11 990 \$	462 \$	12 452 \$		12 452 \$
Entreprises et gouvernements	-	59 376	70	59 446		59 446	-	58 608	176	58 784		58 784
Banques	-	6 592	-	6 592		6 592	-	7 410	-	7 410		7 410
Autres												
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	32 857	17 484	4	50 345		50 345	35 027	17 011	16	52 054		52 054
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	-	58 411	-	58 411		58 411	-	60 134	-	60 134		60 134
Dérivés												
Contrats de taux d'intérêt	9	96 752	709	97 470		97 470	15	80 647	720	81 382		81 382
Contrats de change	-	35 664	39	35 703		35 703	-	22 816	28	22 844		22 844
Dérivés de crédit	-	327	15	342		342	-	288	19	307		307
Autres contrats	2 886	8 537	1 062	12 485		12 485	2 452	8 026	1 092	11 570		11 570
Ajustements de l'évaluation (5)	-	(65)	29	(36)		(36)	-	11	22	33		33
Total des dérivés, montant brut	2 895	141 215	1 854	145 964		145 964	2 467	111 788	1 881	116 136		116 136
Ajustements de compensation					(56 982)	(56 982)					(41 040)	(41 040)
Total des dérivés						88 982						75 096
Autres passifs	-	30	20	50		50	-	32	(2)	30		30
Débiteures subordonnées	-	106	-	106		106	-	112	-	112		112
	35 752	\$ 296 118	\$ 2 445	\$ 334 315	\$ (56 982)	\$ 277 333	\$ 37 494	\$ 267 085	\$ 2 533	\$ 307 112	\$ (41 040)	\$ 266 072

(1) Au 31 juillet 2015, les titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres détenus à des fins de transaction étaient de 10 682 millions de dollars et de 295 millions (12 100 millions et 130 millions au 30 avril 2015; 6 564 millions et 81 millions au 31 octobre 2014; 7 455 millions et 81 millions au 31 juillet 2014), respectivement, et ceux inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres disponibles à la vente se chiffraient à 7 554 millions et à 378 millions (7 545 millions et 32 millions au 30 avril 2015; 6 956 millions et 34 millions au 31 octobre 2014; 6 340 millions et 25 millions au 31 juillet 2014), respectivement.

(2) OCDE signifie « Organisation de Coopération et de Développement Économiques ».

(3) TGC signifie « titres garantis par des créances ».

(4) Ne comprend pas les titres disponibles à la vente d'un montant de 15 millions de dollars (15 millions au 30 avril 2015; 14 millions au 31 octobre 2014; 13 millions au 31 juillet 2014), qui sont comptabilisés au coût.

(5) Une exception est permise, au moyen d'un choix de méthode comptable, visant l'évaluation de la juste valeur d'un portefeuille d'instruments financiers selon son exposition nette au risque lorsque certains critères sont respectés. Nous avons opté pour ce choix de méthode afin de déterminer la juste valeur de certains portefeuilles d'instruments financiers, principalement des dérivés, en fonction de l'exposition nette au risque de crédit ou de marché. Les montants de l'ajustement de l'évaluation figurant dans ce tableau comprennent ceux établis pour l'ensemble du portefeuille.

Information quantitative sur les évaluations de la juste valeur à l'aide de données non observables importantes (instruments de niveau 3)

Le tableau suivant présente la juste valeur de nos principaux instruments financiers de niveau 3, les techniques d'évaluation utilisées pour déterminer leur juste valeur, les fourchettes et les moyennes pondérées des données non observables. Pour une description de la sensibilité aux données non observables et des relations entre les données non observables utilisées pour déterminer la juste valeur de nos instruments financiers de niveau 3, se reporter à la note 3 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2014. Aucun changement important n'a été apporté à ces sensibilités ou à ces relations au cours du trimestre.

Au 31 juillet 2015 (en millions de dollars canadiens, sauf les prix, les pourcentages et les ratios)

Produits	Poste dans le tableau de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur	Juste valeur		Techniques d'évaluation	Principales données non observables (1)	Fourchette des valeurs des données (2), (3)			
		Actifs	Passifs			Bas	Haut	Moyenne pondérée/répartition des données (4)	
Instruments financiers non dérivés									
Titres adossés à des actifs									
	Titres adossés à des actifs	112 \$		Fondée sur les prix	Prix	s.o.	s.o.	s.o.	
	Engagements afférents à des titres vendus à découvert		– \$	Flux de trésorerie actualisés	Marges d'escompte	1,24 %	10,65 %	5,95 %	
					Rendements	2,80 %	3,24 %	2,92 %	
					Taux de défaillance	0,00 %	5,00 %	2,50 %	
					Taux de remboursement anticipé	0,00 %	30,00 %	15,00 %	
					Ampleur des taux de perte	20,00 %	70,00 %	45,00 %	
Titres à enchères									
	Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	705		Flux de trésorerie actualisés	Marges d'escompte	1,50 %	4,40 %	2,63 %	
	Titres adossés à des actifs	179			Taux de défaillance	9,00 %	10,00 %	9,96 %	
					Taux de remboursement anticipé	4,00 %	8,00 %	4,35 %	
					Taux de recouvrement	40,00 %	97,50 %	91,71 %	
Titres d'emprunt de sociétés									
	Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	97		Fondée sur les prix	Prix	57,51 \$	160,78 \$	115,08 \$	
	Prêts	668		Flux de trésorerie actualisés	Rendements	3,29 %	7,24 %	4,77 %	
	Engagements afférents à des titres vendus à découvert		–		Écarts de taux	s.o.	s.o.	s.o.	
					Taux de capitalisation	5,84 %	8,71 %	6,63 %	
					Escomptes de liquidité (5)	s.o.	s.o.	s.o.	
Créances d'entités gouvernementales et obligations municipales									
	Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	185		Fondée sur les prix	Prix	67,04 \$	100,00 \$	90,60 \$	
	Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	13		Flux de trésorerie actualisés	Rendements	0,36 %	21,79 %	3,06 %	
	Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 643							
Financement bancaire et dépôts									
	Dépôts		–	Flux de trésorerie actualisés	Écarts de financement	s.o.	s.o.	s.o.	
	Débiteures subordonnées		–		Corrélation taux d'intérêt/taux d'intérêt	s.o.	s.o.	s.o.	
					Corrélation taux de change/taux de change	s.o.	s.o.	s.o.	
					Corrélation taux de change/taux d'intérêt	s.o.	s.o.	s.o.	
Titres de placements privés, placements dans des fonds de couverture et dérivés sur actions connexes									
	Titres de participation	1 144		Cours de marché comparable	Ratios valeur de l'entreprise/BAIIA	6,30 X	15,50 X	8,19 X	
	Actifs liés aux dérivés	14		Fondée sur les prix	Ratios c/b	9,40 X	22,40 X	12,15 X	
	Passifs liés aux dérivés		338	Flux de trésorerie actualisés	Ratios valeur de l'entreprise/revenus	0,29 X	7,50 X	3,21 X	
	Engagements afférents à des titres vendus à découvert		–		Escomptes de liquidité (5)	0,00 %	50,00 %	27,14 %	
					Taux d'actualisation	12,00 %	17,00 %	16,41 %	
					Valeurs liquidatives/prix (6)	s.o.	s.o.	s.o.	
Instruments financiers dérivés									
Dérivés sur taux d'intérêt et obligations structurées liées à des taux d'intérêt (7)									
	Actifs liés aux dérivés	435		Flux de trésorerie actualisés	Taux d'intérêt	2,51 %	2,54 %	Ventilation égale	
	Dépôts		–	Modèle d'évaluation des options	Taux des swaps sur IPC	1,60 %	2,01 %	Ventilation égale	
	Passifs liés aux dérivés		842		Écarts de financement	s.o.	s.o.	s.o.	
					Corrélation taux d'intérêt/taux d'intérêt	19,00 %	67,00 %	Ventilation égale	
					Corrélation taux de change/taux d'intérêt	29,00 %	56,00 %	Ventilation égale	
					Corrélation taux de change/taux de change	68,00 %	68,00 %	Ventilation égale	
					Volatilités des taux d'intérêt,(9)	1,54 %	7,54 %	Ventilation égale	
Dérivés sur actions et obligations structurées liées à des titres de participation (7)									
	Actifs liés aux dérivés	508		Flux de trésorerie actualisés	Rendements des actions	0,03 %	26,53 %	Tranche inférieure	
	Dépôts		636	Modèle d'évaluation des options	Écarts de financement	s.o.	s.o.	s.o.	
	Passifs liés aux dérivés		403		Corrélation cours des actions/cours des actions	13,90 %	96,90 %	Milieu	
					Corrélation cours des actions/taux de change	(69,90) %	29,30 %	Milieu	
					Volatilités des cours des actions	0,30 %	182,00 %	Tranche inférieure	
Autres (8)									
	Titres adossés à des créances hypothécaires	6							
	Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–							
	Actifs liés aux dérivés	125							
	Dépôts		8						
	Passifs liés aux dérivés		198						
	Autres passifs		32						
Total		5 834 \$	2 457 \$						

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Au 30 avril 2015 (en millions de dollars canadiens, sauf les prix, les pourcentages et les ratios)

Produits	Poste dans le tableau de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur	Juste valeur		Techniques d'évaluation	Principales données non observables (1)	Fourchette des valeurs des données (2), (3)		Moyenne pondérée/répartition des données (4)
		Actifs	Passifs			Bas	Haut	
Instruments financiers non dérivés								
Titres adossés à des actifs				Fondée sur les prix	Prix	37,53 \$	37,53 \$	37,53 \$
	Titres adossés à des actifs	143 \$		Flux de trésorerie actualisés	Marges d'escompte	1,32 %	20,67 %	11,00 %
	Engagements afférents à des titres vendus à découvert		- \$		Rendements	2,84 %	2,99 %	2,88 %
					Taux de défaillance	0,00 %	5,00 %	2,50 %
					Taux de remboursement anticipé	0,00 %	30,00 %	15,00 %
					Ampleur des taux de perte	20,00 %	70,00 %	45,00 %
Titres à enchères				Flux de trésorerie actualisés	Marges d'escompte	1,38 %	4,25 %	2,37 %
	Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	639			Taux de défaillance	9,00 %	10,00 %	9,96 %
	Titres adossés à des actifs	147			Taux de remboursement anticipé	4,00 %	8,00 %	4,37 %
					Taux de recouvrement	40,00 %	97,50 %	91,29 %
Titres d'emprunt de sociétés				Fondée sur les prix	Prix	57,66 \$	157,79 \$	99,30 \$
	Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	151		Flux de trésorerie actualisés	Rendements	5,22 %	7,50 %	6,23 %
	Prêts	617			Écarts de taux	s.o.	s.o.	s.o.
	Engagements afférents à des titres vendus à découvert		-		Taux de capitalisation	5,72 %	9,20 %	6,86 %
					Escomptes de liquidité (5)	s.o.	s.o.	s.o.
Créances d'entités gouvernementales et obligations municipales				Fondée sur les prix	Prix	67,15 \$	100,00 \$	82,77 \$
	Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	44		Flux de trésorerie actualisés	Rendements	0,02 %	34,89 %	2,68 %
	Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	12						
	Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 712						
Financement bancaire et dépôts				Flux de trésorerie actualisés	Écarts de financement	s.o.	s.o.	s.o.
	Dépôts		-		Corrélation taux d'intérêt/taux d'intérêt	s.o.	s.o.	s.o.
	Débentures subordonnées		-		Corrélation taux de change/taux de change	s.o.	s.o.	s.o.
					Corrélation taux de change/taux d'intérêt	s.o.	s.o.	s.o.
Titres de placements privés, placements dans des fonds de couverture et dérivés sur actions connexes				Cours de marché comparable	Ratios valeur de l'entreprise/BAIIA	5,00 X	15,50 X	8,05 X
	Titres de participation	1 185		Fondée sur les prix	Ratios c/b	9,40 X	22,40 X	12,21 X
	Actifs liés aux dérivés	52		Flux de trésorerie actualisés	Ratios valeur de l'entreprise/revenus	0,29 X	7,50 X	3,07 X
	Passifs liés aux dérivés		500		Escomptes de liquidité (5)	0,00 %	50,00 %	27,12 %
	Engagements afférents à des titres vendus à découvert		-		Taux d'actualisation	12,00 %	17,00 %	16,41 %
					Valeurs liquidatives/prix (6)	s.o.	s.o.	s.o.
Instruments financiers dérivés								
Dérivés sur taux d'intérêt et obligations structurées liées à des taux d'intérêt (7)				Flux de trésorerie actualisés	Taux d'intérêt	2,56 %	2,56 %	Ventilation égale
	Actifs liés aux dérivés	468		Modèle d'évaluation des options	Taux des swaps sur IPC	1,40 %	2,23 %	Ventilation égale
	Dépôts		-		Écarts de financement	s.o.	s.o.	s.o.
	Passifs liés aux dérivés		902		Corrélation taux d'intérêt/taux d'intérêt	19,00 %	67,00 %	Ventilation égale
					Corrélation taux de change/taux d'intérêt	29,00 %	56,00 %	Ventilation égale
					Corrélation taux de change/taux de change	68,00 %	68,00 %	Ventilation égale
					Volatilités des taux d'intérêt (9)	1,19 %	7,19 %	Ventilation égale
Dérivés sur actions et obligations structurées liées à des titres de participation (7)				Flux de trésorerie actualisés	Rendements des actions	0,02 %	14,09 %	Tranche inférieure
	Actifs liés aux dérivés	254		Modèle d'évaluation des options	Écarts de financement	s.o.	s.o.	s.o.
	Dépôts		635		Corrélation cours des actions/cours des actions	(0,70) %	96,60 %	Milieu
	Passifs liés aux dérivés		305		Corrélation cours des actions/taux de change	(74,50) %	41,70 %	Milieu
					Volatilités des cours des actions	0,30 %	169,00 %	Tranche inférieure
Autres (8)								
	Titres adossés à des créances hypothécaires	9						
	Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	37						
	Actifs liés aux dérivés	116						
	Dépôts		83					
	Passifs liés aux dérivés		160					
	Autres passifs		42					
Total		5 586 \$	2 627 \$					

Au 31 octobre 2014 (en millions de dollars canadiens, sauf les prix, les pourcentages et les ratios)

Produits	Poste dans le tableau de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur	Juste valeur		Techniques d'évaluation	Principales données non observables (1)	Fourchette des valeurs des données (2), (3)		Moyenne pondérée/répartition des données (4)
		Actifs	Passifs			Bas	Haut	
Instruments financiers non dérivés								
Titres adossés à des actifs	Titres adossés à des actifs	478 \$		Fondée sur les prix	Prix	53,70 \$	90,50 \$	75,92 \$
	Engagements afférents à des titres vendus à découvert		– \$	Flux de trésorerie actualisés	Marges d'escompte	0,70 %	9,48 %	5,09 %
					Rendements	2,84 %	5,36 %	3,52 %
					Taux de défaillance	1,00 %	5,00 %	2,00 %
					Taux de remboursement anticipé	15,00 %	30,00 %	20,00 %
					Ampleur des taux de perte	30,00 %	70,00 %	50,00 %
Titres à enchères				Flux de trésorerie actualisés	Marges d'escompte	1,32 %	4,63 %	2,26 %
	Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	979			Taux de défaillance	9,00 %	10,00 %	9,80 %
	Titres adossés à des actifs	166			Taux de remboursement anticipé	4,00 %	8,00 %	4,76 %
					Taux de recouvrement	40,00 %	97,50 %	93,51 %
Titres d'emprunt de sociétés				Fondée sur les prix	Prix	2,50 \$	119,52 \$	97,86 \$
	Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	100		Flux de trésorerie actualisés	Rendements	2,75 %	7,50 %	3,84 %
	Prêts	461			Écarts de taux	s.o.	s.o.	s.o.
	Engagements afférents à des titres vendus à découvert		4		Taux de capitalisation	6,43 %	9,47 %	7,95 %
					Escomptes de liquidité (5)	10,00 %	10,00 %	10,00 %
Créances d'entités gouvernementales et obligations municipales	Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	416		Fondée sur les prix	Prix	67,38 \$	100,00 \$	96,24 \$
	Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	11		Flux de trésorerie actualisés	Rendements	0,17 %	30,15 %	3,06 %
	Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 616						
Financement bancaire et dépôts				Flux de trésorerie actualisés	Écarts de financement	s.o.	s.o.	s.o.
	Dépôts		70		Corrélation taux d'intérêt/taux d'intérêt	19,00 %	67,00 %	Ventilation égale
	Débentures subordonnées		–		Corrélation taux de change/taux de change	68,00 %	68,00 %	Ventilation égale
					Corrélation taux de change/taux d'intérêt	29,00 %	56,00 %	Ventilation égale
Titres de placements privés, placements dans des fonds de couverture et dérivés sur actions connexes	Titres de participation	1 194		Cours de marché comparable	Ratios valeur de l'entreprise/BAIIA	4,00 X	10,80 X	8,73 X
	Actifs liés aux dérivés	11		Fondée sur les prix	Ratios c/b	8,79 X	15,70 X	11,79 X
	Passifs liés aux dérivés		434	Flux de trésorerie actualisés	Ratios valeur de l'entreprise/revenus	0,45 X	7,50 X	4,97 X
	Engagements afférents à des titres vendus à découvert		–		Escomptes de liquidité (5)	0,00 %	50,00 %	26,92 %
					Taux d'actualisation	12,00 %	17,00 %	14,78 %
					Valeurs liquidatives/prix (6)	s.o.	s.o.	s.o.
Instruments financiers dérivés								
Dérivés sur taux d'intérêt et obligations structurées liées à des taux d'intérêt (7)	Actifs liés aux dérivés	348		Flux de trésorerie actualisés	Taux d'intérêt	2,96 %	2,98 %	Ventilation égale
	Dépôts		–	Modèle d'évaluation des options	Taux des swaps sur IPC	1,73 %	2,30 %	Ventilation égale
	Passifs liés aux dérivés		732		Écarts de financement	s.o.	s.o.	s.o.
					Corrélation taux d'intérêt/taux d'intérêt	19,00 %	67,00 %	Ventilation égale
					Corrélation taux de change/taux d'intérêt	29,00 %	56,00 %	Ventilation égale
					Corrélation taux de change/taux de change	68,00 %	68,00 %	Ventilation égale
					Volatilités des taux d'intérêt	26,28 %	28,80 %	Ventilation égale
Dérivés sur actions et obligations structurées liées à des titres de participation (7)	Actifs liés aux dérivés	442		Flux de trésorerie actualisés	Rendements des actions	0,04 %	18,11 %	Tranche inférieure
	Dépôts		497	Modèle d'évaluation des options	Écarts de financement	s.o.	s.o.	s.o.
	Passifs liés aux dérivés		529		Corrélation cours des actions/cours des actions	0,50 %	97,20 %	Milieu
					Corrélation cours des actions/taux de change	(72,80) %	53,20 %	Milieu
					Volatilités des cours des actions	1,00 %	172,00 %	Tranche inférieure
Autres (8)								
	Titres adossés à des créances hypothécaires	4						
	Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	6						
	Actifs liés aux dérivés	100						
	Dépôts		–					
	Passifs liés aux dérivés		159					
	Autres passifs		20					
Total		6 332 \$	2 445 \$					

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Au 31 juillet 2014 (en millions de dollars canadiens, sauf les prix, les pourcentages et les ratios)

Produits	Poste dans le tableau de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur	Juste valeur		Techniques d'évaluation	Principales données non observables (1)	Fourchette des valeurs des données (2), (3)		Moyenne pondérée/répartition des données (4)
		Actifs	Passifs			Bas	Haut	
Instruments financiers non dérivés								
Titres adossés à des actifs	Titres adossés à des actifs Engagements afférents à des titres vendus à découvert	459 \$	4 \$	Fondée sur les prix Flux de trésorerie actualisés	Prix Marges d'escompte Rendements Taux de défaillance Taux de remboursement anticipé Ampleur des taux de perte	88,75 \$ 0,66 % 0,03 % 1,00 % 15,00 % 30,00 %	88,75 \$ 6,96 % 1,20 % 5,00 % 30,00 % 70,00 %	88,75 \$ 3,31 % 0,89 % 2,84 % 22,09 % 50,00 %
Titres à enchères	Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains Titres adossés à des actifs	1 615 162		Flux de trésorerie actualisés	Marges d'escompte Taux de défaillance Taux de remboursement anticipé	1,36 % 9,00 % 4,00 % 40,00 %	4,61 % 10,00 % 8,00 % 97,50 %	3,16 % 9,65 % 5,07 % 81,86 %
Titres d'emprunt de sociétés	Titres d'emprunt de sociétés et autres créances Prêts Engagements afférents à des titres vendus à découvert	122 460	12	Fondée sur les prix Flux de trésorerie actualisés	Prix Rendements Écart de taux Taux de capitalisation Escomptes de liquidité (5)	1,01 \$ 0,51 % 3,45 % 6,31 % s.o.	107,57 \$ 9,00 % 5,56 % 14,14 % s.o.	96,42 \$ 3,35 % 3,65 % 10,23 % s.o.
Créances d'entités gouvernementales et obligations municipales	Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	484 11 1 641		Fondée sur les prix Flux de trésorerie actualisés	Prix Rendements	19,38 \$ 0,01 %	103,99 \$ 47,27 %	99,37 \$ 2,73 %
Financement bancaire et dépôts	Dépôts Débentures subordonnées		176 -	Flux de trésorerie actualisés	Écart de financement Corrélation taux d'intérêt/taux d'intérêt Corrélation taux de change/taux de change Corrélation taux de change/taux d'intérêt	0,45 % s.o. s.o. s.o.	0,45 % s.o. s.o. s.o.	0,45 % s.o. s.o. s.o.
Titres de placements privés, placements dans des fonds de couverture et dérivés sur actions connexes	Titres de participation Actifs liés aux dérivés Passifs liés aux dérivés Engagements afférents à des titres vendus à découvert	1 209 10	495 -	Cours de marché comparable Fondée sur les prix Flux de trésorerie actualisés	Ratios valeur de l'entreprise/BAIIA Ratios c/b Ratios valeur de l'entreprise/revenus Escomptes de liquidité (5) Taux d'actualisation Valeurs liquidatives/prix (6)	3,00 X 15,83 X 1,70 X 30,00 % s.o. s.o.	5,90 X 15,83 X 6,10 X 30,00 % s.o. s.o.	5,73 X 15,83 X 5,51 X 30,00 % s.o. s.o.
Dérivés sur taux d'intérêt et obligations structurées liées à des taux d'intérêt (7)	Actifs liés aux dérivés Dépôts Passifs liés aux dérivés	379	- 743	Flux de trésorerie actualisés Modèle d'évaluation des options	Taux d'intérêt Taux des swaps sur IPC Écart de financement Corrélation taux d'intérêt/taux d'intérêt Corrélation taux de change/taux d'intérêt Corrélation taux de change/taux de change Volatilités des taux d'intérêt	3,16 % 1,87 % 0,45 % 19,00 % 29,00 % 75,00 % 15,00 %	3,16 % 2,48 % 0,45 % 67,00 % 56,00 % 75,00 % 24,66 %	Ventilation égale Ventilation égale Ventilation égale Ventilation égale Ventilation égale Tranche supérieure
Dérivés sur actions et obligations structurées liées à des titres de participation (7)	Actifs liés aux dérivés Dépôts Passifs liés aux dérivés	345	462 434	Flux de trésorerie actualisés Modèle d'évaluation des options	Rendements des actions Écart de financement Corrélation cours des actions/cours des actions Corrélation cours des actions/taux de change Volatilités des cours des actions	0,02 % 0,39 % 7,40 % (72,00) % 1,00 %	13,60 % 0,45 % 97,40 % 45,00 % 127,00 %	Tranche inférieure Ventilation égale Milieu Milieu Tranche inférieure
Autres (8)								
	Titres adossés à des créances hypothécaires Titres d'emprunt de sociétés et autres créances Actifs liés aux dérivés Dépôts Passifs liés aux dérivés Autres passifs	21 - 119	- 209 (2)					
Total		7 037 \$	2 533 \$					

- (1) Les acronymes désignent les termes suivants : i) bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (BAIIA); ii) cours/bénéfice (c/b); et iii) indice des prix à la consommation (IPC).
- (2) Les valeurs du bas et du haut représentent les données des niveaux réels le plus bas et le plus élevé qui sont utilisées pour évaluer un groupe d'instruments financiers d'une catégorie de produits en particulier. Ces fourchettes de données ne reflètent pas le niveau d'incertitude des données, mais sont influencées par les différents instruments sous-jacents de la catégorie de produits. Par conséquent, les fourchettes de données varieront d'une période à l'autre en fonction des caractéristiques des instruments sous-jacents détenus à chaque date de bilan. Lorsqu'elle est présentée, la moyenne pondérée des valeurs des données est calculée en fonction de la juste valeur relative des instruments de la catégorie de produits. Les moyennes pondérées des dérivés ne sont pas présentées dans le tableau, car elles ne constituent pas une mesure comparable, mais la répartition des principales données non observables dans la fourchette indiquée pour chacune des catégories de produits y est présentée.
- (3) Les données fondées sur les prix sont importantes pour certains titres d'emprunt et elles sont fondées sur des données de référence externes, des instruments comparables ou des données de négociation datées d'avant la fin du trimestre. Pour ces instruments, la donnée sur le prix est exprimée en dollars pour chaque tranche de 100 \$ de la valeur nominale. Par exemple, si la donnée sur le prix est de 105 \$, un instrument est évalué à prime sur sa valeur nominale.
- (4) Le niveau de regroupement et de diversité de chaque catégorie d'instruments dérivés peut faire en sorte que certaines fourchettes de données soient étendues et que les données y soient réparties inégalement. Dans le tableau, nous avons indiqué si la majorité des données sont concentrées dans la tranche supérieure, centrale ou inférieure de la fourchette, ou si elles sont réparties également dans la fourchette.
- (5) La juste valeur des titres, compte tenu des données sur les escomptes de liquidité, totalisait 133 millions de dollars (129 millions au 30 avril 2015; 211 millions au 31 octobre 2014; 68 millions au 31 juillet 2014).
- (6) La valeur liquidative d'un fonds de couverture est la juste valeur totale de l'actif moins le passif, divisée par le nombre de parts du fonds. La valeur liquidative des fonds et les dérivés sur actions correspondants fondés sur la valeur liquidative ne sont pas considérés comme des données observables, car nous ne pouvons racheter certains de ces fonds de couverture à la valeur liquidative avant la prochaine date de clôture trimestrielle. Les titres de placements privés sont évalués à la valeur liquidative ou selon des techniques d'évaluation. La fourchette de la valeur liquidative par part ou du prix par action n'a pas été présentée pour les fonds de couverture ou les titres de placements privés en raison de la dispersion des prix qui découle de la diversité des placements.
- (7) Les obligations structurées comprennent des dérivés incorporés sur taux d'intérêt et sur actions dont les données non observables sont semblables à celles des dérivés sur actions et sur taux d'intérêt.
- (8) La catégorie Autres inclut principalement des instruments non importants comme les dérivés sur marchandises, les dérivés de change, les dérivés de crédit, les contrats d'assurance vie détenus par des banques et le financement bancaire et les dépôts.
- (9) La réduction de l'étendue des données sur la volatilité au 31 juillet 2015 et au 30 avril 2015 par rapport aux périodes précédentes s'explique par la mise en œuvre d'un modèle d'évaluation fondé sur une convention différente à l'égard des données.
- s.o. sans objet

Variations de l'évaluation à la juste valeur pour les instruments évalués de façon récurrente et classés dans le niveau 3

Les tableaux suivants présentent les variations des évaluations récurrentes à la juste valeur pour les instruments compris dans le niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2015								Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 31 juillet 2015
	Juste valeur au 1 ^{er} mai 2015	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2015	
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 \$	– \$	– \$	13 \$	(2)\$	– \$	– \$	12 \$	– \$
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	9	(2)	1	–	(2)	–	–	6	–
Titres adossés à des actifs									
TGC	54	–	(4)	50	(32)	–	(4)	64	–
Titres non garantis par des créances	41	(2)	3	29	(43)	7	(6)	29	(2)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	166	–	5	21	(59)	–	(68)	65	–
Titres de participation	175	(16)	13	–	(24)	1	(19)	130	(16)
	446	(20)	18	113	(162)	8	(97)	306	(18)
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	682	–	44	136	16	–	–	878	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	12	–	–	2	(1)	–	–	13	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	30	–	2	–	–	–	(32)	–	s.o.
Titres non garantis par des créances	165	–	26	–	7	–	–	198	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 734	–	148	555	(762)	–	–	1 675	s.o.
Titres de participation	1 010	36	48	11	(60)	17	(48)	1 014	s.o.
	3 633	36	268	704	(800)	17	(80)	3 778	s.o.
Prêts de gros	617	24	16	78	(68)	1	–	668	–
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(458)	(20)	(4)	21	4	4	(4)	(457)	(21)
Contrats de change	24	25	3	5	–	(1)	(4)	52	26
Dérivés de crédit	(1)	(1)	–	–	1	–	–	(1)	(1)
Autres contrats	(491)	31	(40)	88	27	57	89	(239)	30
Ajustements de l'évaluation	(51)	(3)	(1)	1	–	–	–	(54)	(3)
Autres actifs	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	3 719 \$	72 \$	260 \$	1 010 \$	(998)\$	86 \$	(96)\$	4 053 \$	13 \$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(635)\$	32 \$	(27)\$	(125)\$	35 \$	(106)\$	190 \$	(636)\$	32 \$
Entreprises et gouvernements	(83)	(1)	–	–	1	–	75	(8)	(1)
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	–	–	–	–	–	(1)	1	–	–
Autres passifs	(42)	13	(4)	–	1	–	–	(32)	13
Débitures subordonnées	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	(760)\$	44 \$	(31)\$	(125)\$	37 \$	(107)\$	266 \$	(676)\$	44 \$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Pour le trimestre clos le 30 avril 2015

(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au 1 ^{er} février 2015	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur au 30 avril 2015	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 30 avril 2015
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	1 \$	– \$
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	20	–	–	–	–	–	(20)	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	21	(1)	(1)	1	(8)	4	(7)	9	–
Titres adossés à des actifs									
TGC	73	8	(2)	28	(66)	13	–	54	8
Titres non garantis par des créances	55	–	(2)	56	(56)	–	(12)	41	(1)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	205	(1)	(1)	15	(61)	55	(46)	166	–
Titres de participation	178	4	(9)	8	(30)	26	(2)	175	3
	553	10	(15)	108	(221)	98	(87)	446	10
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 500	8	(27)	–	(753)	–	(46)	682	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	13	–	–	2	(3)	–	–	12	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	–	–	–	30	–	–	–	30	s.o.
Titres non garantis par des créances	199	(1)	4	–	(37)	–	–	165	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 733	–	(93)	640	(509)	–	(37)	1 734	s.o.
Titres de participation	1 092	24	(53)	11	(64)	–	–	1 010	s.o.
	4 537	31	(169)	683	(1 366)	–	(83)	3 633	s.o.
Prêts de gros	836	(3)	(27)	137	(248)	–	(78)	617	(2)
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(494)	47	4	(2)	–	7	(20)	(458)	48
Contrats de change	31	(16)	(1)	18	(13)	3	2	24	(15)
Dérivés de crédit	(7)	(4)	–	–	9	(1)	2	(1)	(1)
Autres contrats	(565)	(41)	32	(27)	81	(54)	83	(491)	33
Ajustements de l'évaluation	(69)	2	1	–	17	(2)	–	(51)	–
Autres actifs	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	4 822 \$	26 \$	(175)\$	917 \$	(1 741)\$	51 \$	(181)\$	3 719 \$	73 \$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(415)\$	(19)\$	11 \$	(264)\$	20 \$	(104)\$	136 \$	(635)\$	(17)\$
Entreprises et gouvernements	(88)	(2)	5	(32)	34	–	–	(83)	1
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(6)	–	–	(1)	7	–	–	–	–
Autres passifs	(68)	21	3	–	2	–	–	(42)	22
Débitures subordonnées	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	(577)\$	– \$	19 \$	(297)\$	63 \$	(104)\$	136 \$	(760)\$	6 \$

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2014

(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au 1 ^{er} mai 2014	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2014	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 31 juillet 2014
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	21 \$	– \$	– \$	3 \$	(16)\$	– \$	(1)\$	7 \$	– \$
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	36	(1)	–	16	(24)	–	(6)	21	–
Titres adossés à des actifs									
TGC	18	6	(4)	58	(7)	–	–	71	4
Titres non garantis par des créances	433	–	(3)	342	(467)	–	(3)	302	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	455	(1)	(3)	53	(299)	–	(8)	197	–
Titres de participation	218	1	(1)	16	(10)	1	(61)	164	(1)
	1 181	5	(11)	488	(823)	1	(79)	762	3
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 119	–	28	–	(55)	–	–	2 092	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	11	–	–	11	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	81	–	–	–	(8)	–	(2)	71	s.o.
Titres non garantis par des créances	169	–	8	–	–	–	–	177	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 577	–	5	698	(714)	–	–	1 566	s.o.
Titres de participation	1 103	27	(16)	11	(80)	–	–	1 045	s.o.
	5 049	27	25	709	(846)	–	(2)	4 962	s.o.
Prêts de gros	464	(1)	(2)	–	(1)	–	–	460	–
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(548)	(21)	3	14	(1)	82	112	(359)	(40)
Contrats de change	24	(7)	–	–	(1)	–	(1)	15	(7)
Dérivés de crédit	(5)	(8)	–	–	8	–	–	(5)	(1)
Autres contrats	(636)	(54)	4	(17)	29	(36)	118	(592)	(59)
Ajustements de l'évaluation	(124)	(4)	1	–	41	–	(1)	(87)	(6)
Autres actifs	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	5 405 \$	(63)\$	20 \$	1 194 \$	(1 594)\$	47 \$	147 \$	5 156 \$	(110)\$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(531)\$	(13)\$	4 \$	(136)\$	46 \$	(44)\$	212 \$	(462)\$	1 \$
Entreprises et gouvernements	(5 072)	(24)	10	(169)	159	–	4 920	(176)	(3)
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(25)	–	–	(45)	54	–	–	(16)	–
Autres passifs	(1)	(2)	–	–	5	–	–	2	2
Débitures subordonnées	(112)	1	(1)	–	–	–	112	–	1
	(5 741)\$	(38)\$	13 \$	(350)\$	264 \$	(44)\$	5 244 \$	(652)\$	1 \$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015								Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 31 juillet 2015
	Juste valeur au 1 ^{er} novembre 2014	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2015	
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	6 \$	– \$	1 \$	13 \$	(8)\$	– \$	– \$	12 \$	– \$
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	20	(20)	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	4	(4)	–	23	(26)	16	(7)	6	–
Titres adossés à des actifs									
TGC	74	24	(18)	102	(113)	13	(18)	64	6
Titres non garantis par des créances	364	(4)	47	129	(322)	12	(197)	29	(3)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	149	–	5	39	(128)	119	(119)	65	–
Titres de participation	166	(22)	24	13	(72)	45	(24)	130	(21)
	763	(6)	59	319	(669)	225	(385)	306	(18)
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 389	8	161	136	(770)	–	(46)	878	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	11	–	–	4	(2)	–	–	13	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	24	–	3	30	–	–	(57)	–	s.o.
Titres non garantis par des créances	182	(1)	36	–	(19)	–	–	198	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 573	–	256	1 717	(1 871)	37	(37)	1 675	s.o.
Titres de participation	1 028	78	74	38	(166)	17	(55)	1 014	s.o.
	4 207	85	530	1 925	(2 828)	54	(195)	3 778	s.o.
Prêts de gros	461	21	47	537	(321)	1	(78)	668	–
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(370)	(71)	(2)	30	(5)	(11)	(28)	(457)	(46)
Contrats de change	9	47	6	32	(7)	2	(37)	52	35
Dérivés de crédit	(5)	(15)	(1)	–	19	(1)	2	(1)	(3)
Autres contrats	(502)	(96)	(77)	54	181	(83)	284	(239)	80
Ajustements de l'évaluation	(85)	(4)	(2)	1	39	(3)	–	(54)	(3)
Autres actifs	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	4 478 \$	(39)\$	560 \$	2 898 \$	(3 591)\$	184 \$	(437)\$	4 053 \$	45 \$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(497)\$	43 \$	(41)\$	(500)\$	68 \$	(272)\$	563 \$	(636)\$	31 \$
Entreprises et gouvernements	(70)	(5)	1	(78)	51	–	93	(8)	(1)
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(4)	–	–	(11)	15	(1)	1	–	–
Autres passifs	(20)	(9)	(6)	–	3	–	–	(32)	(7)
Débitures subordonnées	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	(591)\$	29 \$	(46)\$	(589)\$	137 \$	(273)\$	657 \$	(676)\$	23 \$

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014

(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au 1 ^{er} novembre 2013	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2014	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 31 juillet 2014
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	22 \$	– \$	1 \$	34 \$	(51)\$	5 \$	(4)\$	7 \$	– \$
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	370	–	(4)	–	–	–	(366)	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	28	(1)	1	82	(62)	1	(28)	21	–
Titres adossés à des actifs									
TGC	31	14	(4)	74	(36)	7	(15)	71	4
Titres non garantis par des créances	260	2	9	1 651	(1 624)	16	(12)	302	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	415	(3)	30	285	(480)	–	(50)	197	(2)
Titres de participation	183	6	9	79	(61)	9	(61)	164	(11)
	1 309	18	42	2 205	(2 314)	38	(536)	762	(9)
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 014	–	159	–	(72)	–	(9)	2 092	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	11	–	–	11	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	103	–	11	–	(33)	–	(10)	71	s.o.
Titres non garantis par des créances	180	(4)	20	–	(19)	–	–	177	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 673	–	75	1 221	(1 334)	–	(69)	1 566	s.o.
Titres de participation	969	74	105	33	(136)	–	–	1 045	s.o.
	4 939	70	370	1 254	(1 583)	–	(88)	4 962	s.o.
Prêts de gros	414	2	18	27	(1)	–	–	460	(29)
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(458)	(74)	(2)	29	(13)	82	77	(359)	(111)
Contrats de change	(117)	(15)	–	–	1	(2)	148	15	(11)
Dérivés de crédit	(5)	(23)	(2)	–	25	–	–	(5)	(4)
Autres contrats	(869)	5	(36)	(50)	90	(129)	397	(592)	(52)
Ajustements de l'évaluation	(105)	5	(1)	–	(65)	–	79	(87)	(7)
Autres actifs	11	–	–	–	–	–	(11)	–	–
	5 119 \$	(12)\$	389 \$	3 465 \$	(3 860)\$	(11)\$	66 \$	5 156 \$	(223)\$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(1 043)\$	(14)\$	(52)\$	(443)\$	171 \$	(160)\$	1 079 \$	(462)\$	(2)\$
Entreprises et gouvernements	(3 933)	(177)	(186)	(1 551)	261	–	5 410	(176)	(20)
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(16)	1	(1)	(147)	147	–	–	(16)	–
Autres passifs	(3)	51	–	–	(50)	–	4	2	–
Débitures subordonnées	(109)	–	(3)	–	–	–	112	–	–
	(5 104)\$	(139)\$	(242)\$	(2 141)\$	529 \$	(160)\$	6 605 \$	(652)\$	(22)\$

(1) Ces montants comprennent les profits et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Les profits latents sur les titres disponibles à la vente de 1 million de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2015 (38 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2015; 38 millions pour le trimestre clos le 31 juillet 2014) et les profits de 9 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015 (142 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014) ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, à l'exclusion des profits ou des pertes de change qui découlent de la consolidation.

(2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés en résultat net.

(3) Le montant net des dérivés au 31 juillet 2015 comprenait des actifs dérivés de 1 082 millions de dollars (890 millions au 30 avril 2015; 901 millions au 31 octobre 2014; 853 millions au 31 juillet 2014) et des passifs dérivés de 1 781 millions (1 867 millions au 30 avril 2015; 1 854 millions au 31 octobre 2014; 1 881 millions au 31 juillet 2014).

s.o. sans objet

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)**Transferts entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur pour les instruments inscrits à la juste valeur de façon récurrente**

Les transferts entre les niveaux 1 et 2, et les transferts d'instruments vers le niveau 3 et hors de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. Pour un actif ou un passif transféré vers le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat du tableau de rapprochement ci-dessus, alors que pour les transferts hors du niveau 3 effectués au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est comprise dans cette colonne du tableau de rapprochement ci-dessus.

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 sont effectués selon que la juste valeur est obtenue au moyen des cours du marché sur les marchés actifs (niveau 1) ou estimée au moyen des données observables d'une méthode de l'actualisation des flux de trésorerie (niveau 2). Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2015, des créances d'États, de municipalités et d'organismes américains d'un montant de 457 millions de dollars comptabilisées dans la catégorie des titres détenus à des fins de transaction ont été transférées du niveau 1 au niveau 2. Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2015, les transferts importants du niveau 2 aux soldes du niveau 1 correspondants comprenaient des créances d'entités gouvernementales canadiennes de 128 millions de dollars comptabilisées dans la catégorie des titres détenus à des fins de transaction et des titres de participation de 584 millions comptabilisés dans les catégories des titres détenus à des fins de transaction et des titres disponibles à la vente.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2015, des créances d'États, de municipalités et d'organismes américains de 421 millions de dollars comptabilisées dans les catégories des titres détenus à des fins de transaction et des titres disponibles à la vente ont été transférées du niveau 1 aux soldes du niveau 2 correspondants. De plus, pour le trimestre clos le 31 janvier 2015, un montant de 284 millions de dollars présenté au poste Créances d'entités gouvernementales canadiennes de la catégorie des titres détenus à des fins de transaction et un montant de 337 millions présenté au poste Engagements afférents à des titres vendus à découvert ont été transférés du niveau 1 aux soldes du niveau 2 correspondants.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2015, les transferts importants du niveau 3 au niveau 2 comprenaient i) des options sur actions négociées sur le marché hors cote de 89 millions de dollars (montant net) incluses dans les autres contrats, car certaines données non observables n'ont pas eu une incidence importante sur leur valeur et en raison de l'observabilité accrue des prix des placements sous-jacents (montant de 275 millions au titre des actifs liés aux dérivés et montant de 364 millions au titre des passifs liés aux dérivés) et ii) des obligations structurées liées à des titres de participation de 190 millions de dollars incluses dans les dépôts des particuliers, les données non observables n'ayant pas eu une incidence importante sur leur valeur. Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2015, les transferts importants du niveau 2 au niveau 3 comprenaient i) des options sur actions négociées sur le marché hors cote de 57 millions de dollars (montant net) incluses dans les autres contrats, en raison d'une diminution de l'observabilité de la volatilité (montant de 261 millions au titre des actifs liés aux dérivés et montant de 204 millions au titre des passifs liés aux dérivés) et ii) des obligations structurées liées à des titres de participation de 106 millions de dollars incluses dans les dépôts des particuliers, les données non observables ayant eu une incidence importante sur leur valeur.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2015, les transferts importants du niveau 3 au niveau 2 comprenaient i) des obligations structurées liées à des titres de participation de 136 millions de dollars incluses dans les dépôts des particuliers, les données non observables n'ayant pas eu une incidence importante sur leurs justes valeurs et ii) des options sur actions négociées sur le marché hors cote de 83 millions (montant net) incluses dans les autres contrats, en raison de l'observabilité accrue de la volatilité (montant de 311 millions au titre des actifs liés aux dérivés et montant de 394 millions au titre des passifs liés aux dérivés). Au cours du trimestre clos le 30 avril 2015, les transferts importants vers le niveau 3 comprenaient des obligations structurées liées à des titres de participation de 104 millions de dollars incluses dans les dépôts des particuliers, les données non observables ayant eu une incidence importante sur leurs justes valeurs.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2015, les transferts importants du niveau 3 au niveau 2 comprenaient des titres garantis par des prêts de 179 millions de dollars inclus dans les titres non garantis par des créances, en raison de la transparence accrue des prix, des options sur actions négociées sur le marché hors cote de 87 millions (montant net) incluses dans les autres contrats, en raison de l'observabilité accrue de la volatilité (montant de 97 millions au titre des actifs liés aux dérivés et montant de 184 millions au titre des passifs liés aux dérivés) et des obligations structurées liées à des titres de participation de 237 millions incluses dans les dépôts des particuliers, les données non observables n'ayant pas eu une incidence importante sur leurs justes valeurs.

Total des profits (pertes) réalisés/latents des instruments de niveau 3 comptabilisés en résultat

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos								
	le 31 juillet 2015			le 30 avril 2015			le 31 juillet 2014		
	Actifs	Passifs	Total	Actifs	Passifs	Total	Actifs	Passifs	Total
Revenus autres que d'intérêt									
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	(1)\$	– \$	(1)\$	(1)\$	– \$	(1)\$	– \$	– \$	– \$
Revenus tirés des activités de négociation	174	(92)	82	51	(47)	4	165	(282)	(117)
Profit net sur les titres disponibles à la vente	36	–	36	32	–	32	26	–	26
Commissions de crédit et autres	(1)	–	(1)	(1)	(8)	(9)	(1)	(9)	(10)
	208 \$	(92)\$	116 \$	81 \$	(55)\$	26 \$	190 \$	(291)\$	(101)\$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes					
	le 31 juillet 2015			le 31 juillet 2014		
	Actifs	Passifs	Total	Actifs	Passifs	Total
Revenus autres que d'intérêt						
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	(1)\$	– \$	(1)\$	1 \$	– \$	1 \$
Revenus tirés des activités de négociation	530	(609)	(79)	642	(835)	(193)
Profit net sur les titres disponibles à la vente	85	–	85	69	–	69
Commissions de crédit et autres	(3)	(12)	(15)	(3)	(25)	(28)
	611 \$	(621)\$	(10)\$	709 \$	(860)\$	(151)\$

Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs à la fin des périodes

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos								
	le 31 juillet 2015			le 30 avril 2015			le 31 juillet 2014		
	Actifs	Passifs	Total	Actifs	Passifs	Total	Actifs	Passifs	Total
Revenus autres que d'intérêt									
Revenus tirés des activités de négociation	150 \$	(92)\$	58 \$	(55)\$	135 \$	80 \$	60 \$	(168)\$	(108)\$
Commissions de crédit et autres	(1)	–	(1)	(1)	–	(1)	(1)	–	(1)
	149 \$	(92)\$	57 \$	(56)\$	135 \$	79 \$	59 \$	(168)\$	(109)\$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes					
	le 31 juillet 2015			le 31 juillet 2014		
	Actifs	Passifs	Total	Actifs	Passifs	Total
Revenus autres que d'intérêt						
Revenus tirés des activités de négociation	349 \$	(279)\$	70 \$	105 \$	(347)\$	(242)\$
Commissions de crédit et autres	(3)	1	(2)	(2)	(1)	(3)
	346 \$	(278)\$	68 \$	103 \$	(348)\$	(245)\$

Variation de la juste valeur positive et négative des instruments financiers de niveau 3 découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles

Un instrument financier est classé dans le niveau 3 si une ou plusieurs de ses données non observables peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de sa juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces données non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude à l'égard de l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Le tableau suivant résume l'incidence sur la juste valeur des instruments financiers de niveau 3 de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles. Cette analyse de sensibilité vise à illustrer l'incidence éventuelle que peut avoir le facteur d'incertitude relative lié à la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Pour la présentation des sensibilités ci-dessous, nous avons compensé les soldes lorsque : i) la variation du facteur d'évaluation créait une variation des justes valeurs positive et négative qui se compensait, ii) les deux éléments qui se compensaient étaient classés dans le niveau 3 et iii) les risques étaient gérés et présentés sur la base du solde net. En ce qui concerne la sensibilité globale, il est en pratique improbable que l'ensemble des autres hypothèses raisonnablement possibles se réalisent simultanément.

(en millions de dollars canadiens)	Au					
	31 juillet 2015			30 avril 2015		
	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles
Valeurs mobilières						
Titres détenus à des fins de transaction						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	12 \$	1 \$	(1)\$	1 \$	– \$	– \$
Titres adossés à des créances hypothécaires	6	1	(1)	9	1	(1)
Titres adossés à des actifs	93	7	(7)	95	2	(3)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	65	2	(2)	166	6	(6)
Titres de participation	130	–	–	175	–	–
Titres disponibles à la vente						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	878	18	(35)	682	12	(30)
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	13	–	–	12	–	–
Titres adossés à des actifs	198	11	(16)	195	11	(16)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 675	11	(11)	1 734	9	(8)
Titres de participation	1 014	75	(31)	1 010	77	(24)
Prêts	668	21	(44)	617	24	(34)
Dérivés	1 082	24	(9)	890	20	(18)
	5 834 \$	171 \$	(157)\$	5 586 \$	162 \$	(140)\$
Dépôts	(644)	18	(18)	(718)	17	(17)
Dérivés	(1 781)	30	(43)	(1 867)	27	(43)
Autres, titres vendus à découvert, autres passifs et débentures subordonnées	(32)	–	–	(42)	–	–
	(2 457)\$	48 \$	(61)\$	(2 627)\$	44 \$	(60)\$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Au					
	31 octobre 2014			31 juillet 2014		
	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles
(en millions de dollars canadiens)						
Valeurs mobilières						
Titres détenus à des fins de transaction						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	6 \$	– \$	– \$	7 \$	– \$	– \$
Titres adossés à des créances hypothécaires	4	1	(1)	21	2	(2)
Titres adossés à des actifs	438	10	(14)	373	11	(12)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	149	2	(2)	197	4	(4)
Titres de participation	166	–	–	164	–	–
Titres disponibles à la vente						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 389	23	(57)	2 092	42	(74)
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	11	–	–	11	–	–
Titres adossés à des actifs	206	12	(18)	248	12	(17)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 573	12	(10)	1 566	10	(10)
Titres de participation	1 028	92	(23)	1 045	21	(20)
Prêts	461	12	(11)	460	9	(9)
Dérivés	901	23	(21)	853	29	(22)
	6 332 \$	187 \$	(157)\$	7 037 \$	140 \$	(170)\$
Dépôts	(567)	14	(14)	(638)	11	(11)
Dérivés	(1 854)	38	(59)	(1 881)	38	(57)
Autres, titres vendus à découvert, autres passifs et débentures subordonnées	(24)	–	–	(14)	–	–
	(2 445)\$	52 \$	(73)\$	(2 533)\$	49 \$	(68)\$

Sensibilité

Au 31 juillet 2015, l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles se traduirait par une augmentation de 171 millions de dollars et une diminution de 157 millions de la juste valeur des positions d'actif de niveau 3, dont une tranche de 115 millions et une tranche de 86 millions, respectivement, seraient inscrites dans les autres composantes des capitaux propres. L'utilisation de ces hypothèses se traduirait par une diminution de 48 millions de dollars et par une augmentation de 61 millions de la juste valeur des positions de passif de niveau 3.

Données de l'évaluation des instruments de niveau 3 et approches utilisées pour formuler les autres hypothèses raisonnablement possibles

Les données non observables utilisées pour l'évaluation des instruments de niveau 3 et les approches adoptées pour l'élaboration des autres hypothèses raisonnablement possibles utilisées dans l'analyse de la sensibilité sont résumées ci-dessous.

Actifs ou passifs financiers	Méthode d'analyse de la sensibilité
Titres adossés à des actifs, titres d'emprunt de sociétés, créances d'entités gouvernementales et obligations municipales	Les sensibilités sont déterminées en ajustant, selon un écart type positif ou négatif, les écarts entre le cours acheteur et le cours vendeur ou les prix des données d'entrée, si un nombre suffisant de prix sont relevés, ou en utilisant les prix plafonds et planchers du vendeur comme autre hypothèse raisonnablement possible.
Titres à enchères	La sensibilité des titres à enchères est déterminée en diminuant la marge d'escompte pour l'établir entre 11 % et 15 % et en l'augmentant pour l'établir entre 19 % et 37 %, en fonction de la fourchette raisonnable d'incertitude liée à la juste valeur pour chaque marché relatif à un instrument financier en particulier. Les modifications de la marge d'escompte reflètent les fluctuations mensuelles historiques sur le marché des titres adossés à des actifs liés aux prêts étudiants.
Titres de placements privés, placements dans des fonds de couverture et dérivés sur actions connexes	La sensibilité des titres de participation privés directs est établie en i) ajustant le taux d'actualisation de 2 % lorsque la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie est utilisée pour établir la juste valeur, ii) en ajustant les coefficients des prix selon les divers coefficients de sociétés comparables lorsque des modèles fondés sur les prix sont utilisés ou iii) en utilisant une autre approche pour l'évaluation. Les valeurs liquidatives des fonds d'actions privés, des fonds de couverture et des dérivés sur actions connexes sont fournies par le gestionnaire du fonds. Par conséquent, il n'y a pas d'autre hypothèse raisonnablement possible pour ces placements.
Dérivés sur taux d'intérêt	Les sensibilités des swaps de taux d'intérêt et des swaps de devises sont dérivées au moyen d'un écart type positif ou négatif de ces données et d'un montant basé sur l'incertitude du modèle et des paramètres, le cas échéant.
Dérivés sur actions	La sensibilité de la position de niveau 3 est déterminée en appliquant aux données non observables du modèle un écart type positif ou négatif par rapport aux données de marché des services d'établissement des prix, notamment la volatilité, les dividendes ou les corrélations, selon le cas.
Financement bancaire et dépôts	Les sensibilités des dépôts sont calculées en appliquant à la courbe de financement une fluctuation positive ou négative d'un certain nombre de points de base.
Obligations structurées	Les sensibilités dans le cas des obligations structurées liées à des taux d'intérêt et à des titres de participation sont dérivées en ajustant les données selon un écart type positif ou négatif et, dans le cas des autres dépôts, en estimant une fluctuation positive ou négative raisonnable de la courbe de financement de certains points de base.

Note 4 Valeurs mobilières**Profits et pertes latents sur les titres disponibles à la vente (1)**

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 juillet 2015				30 avril 2015			
	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Créances d'entités gouvernementales canadiennes								
Gouvernement fédéral	11 198 \$	490 \$	(1)\$	11 687 \$	11 291 \$	449 \$	– \$	11 740 \$
Provinces et municipalités	1 357	16	(1)	1 372	1 028	17	(1)	1 044
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (2)	12 651	21	(76)	12 596	8 271	10	(93)	8 188
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	15 269	33	(7)	15 295	13 590	38	(2)	13 626
Titres adossés à des créances hypothécaires	456	5	(1)	460	120	4	–	124
Titres adossés à des actifs								
TGC	1 135	16	(3)	1 148	939	18	(2)	955
Titres non garantis par des créances	834	7	(68)	773	677	7	(78)	606
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	14 607	59	(30)	14 636	11 504	69	(15)	11 558
Titres de participation	1 460	325	(10)	1 775	1 345	334	(6)	1 673
Titres de substitut de prêt	101	–	(1)	100	108	–	–	108
	59 068 \$	972 \$	(198)\$	59 842 \$	48 873 \$	946 \$	(197)\$	49 622 \$

Note 4 Valeurs mobilières (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 octobre 2014				31 juillet 2014			
	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Créances d'entités gouvernementales canadiennes								
Gouvernement fédéral	11 633 \$	338 \$	(2)\$	11 969 \$	11 456 \$	340 \$	(1)\$	11 795 \$
Provinces et municipalités	792	8	(1)	799	817	6	(1)	822
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (2)	6 330	9	(82)	6 257	7 169	24	(115)	7 078
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	14 275	19	(1)	14 293	13 633	13	(2)	13 644
Titres adossés à des créances hypothécaires	133	5	–	138	128	6	–	134
Titres adossés à des actifs								
TGC	857	26	(2)	881	932	31	(2)	961
Titres non garantis par des créances	634	5	(76)	563	581	5	(71)	515
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	9 249	49	(11)	9 287	8 840	50	(15)	8 875
Titres de participation	1 333	369	(6)	1 696	1 368	375	(18)	1 725
Titres de substitut de prêt	124	2	–	126	125	4	(1)	128
	45 360 \$	830 \$	(181)\$	46 009 \$	45 049 \$	854 \$	(226)\$	45 677 \$

- (1) Ne comprend pas les titres détenus jusqu'à leur échéance d'un montant de 3 303 millions de dollars au 31 juillet 2015 (3 258 millions au 30 avril 2015; 1 759 millions au 31 octobre 2014; 681 millions au 31 juillet 2014), qui sont comptabilisés au coût amorti.
- (2) Comprend des titres émis par des entités autres que des agences aux États-Unis adossés à des actifs assurés par le gouvernement, des titres adossés à des créances hypothécaires et des titres adossés à des actifs émis par des organismes gouvernementaux des États-Unis.

Les titres disponibles à la vente font l'objet de tests pour vérifier s'il y a une indication objective de dépréciation à chaque date de clôture, ou plus souvent si la situation le justifie. Selon la nature des titres faisant l'objet d'un test de dépréciation, nous appliquons des méthodes particulières pour évaluer si le coût/coût amorti du titre sera recouvré. Au 31 juillet 2015, les pertes brutes latentes sur les titres disponibles à la vente se chiffraient à 198 millions de dollars (197 millions au 30 avril 2015; 181 millions au 31 octobre 2014; 226 millions au 31 juillet 2014). La direction est d'avis qu'il n'y avait pas d'indication objective de dépréciation de nos titres disponibles à la vente qui affichaient une perte latente au 31 juillet 2015.

Titres détenus jusqu'à leur échéance

Les titres détenus jusqu'à leur échéance comptabilisés au coût amorti font périodiquement l'objet de tests de dépréciation et sont classés comme s'étant dépréciés lorsque la direction estime que le plein recouvrement du capital et des intérêts aux dates prévues n'est plus raisonnablement assuré. Le test de dépréciation des titres détenus jusqu'à leur échéance se fonde principalement sur le modèle de dépréciation utilisé pour les prêts. La direction est d'avis qu'il n'y avait pas d'indication objective de dépréciation de nos titres détenus jusqu'à leur échéance qui affichaient une perte latente au 31 juillet 2015.

Profit net et perte nette sur les titres disponibles à la vente (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2015	le 30 avril 2015	le 31 juillet 2014	le 31 juillet 2015	le 31 juillet 2014
	Profits réalisés	52 \$	60 \$	39 \$	156 \$
Pertes réalisées	(2)	–	(1)	(6)	(9)
Pertes de valeur	(8)	(18)	(2)	(39)	(17)
	42 \$	42 \$	36 \$	111 \$	130 \$

- (1) Les montants qui suivent ont trait à nos activités d'assurance et ils ne sont pas constatés au poste Profit net (perte nette) sur les titres disponibles à la vente. Ils sont constatés au poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires des comptes consolidés intermédiaires résumés de résultat : les profits réalisés pour le trimestre clos le 31 juillet 2015 se sont chiffrés à 14 millions de dollars (néant pour le trimestre clos le 30 avril 2015; 1 million pour le trimestre clos le 31 juillet 2014); les profits réalisés pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015 se sont chiffrés à 15 millions (10 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014). Les pertes de valeur relativement à nos activités d'assurance pour le trimestre clos le 31 juillet 2015 se sont établies à 2 millions de dollars (néant pour le trimestre clos le 30 avril 2015; néant pour le trimestre clos le 31 juillet 2014) et les pertes de valeur relativement à nos activités d'assurance pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015 se sont établies à 3 millions (néant pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014). Il n'y a eu aucune perte réalisée pour le trimestre clos le 31 juillet 2015 (néant pour le trimestre clos le 30 avril 2015; néant pour le trimestre clos le 31 juillet 2014) et il n'y a eu aucune perte réalisée pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015 (1 million de dollars pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014).

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2015, des profits nets de 42 millions de dollars ont été constatés dans les revenus autres que d'intérêt, comparativement à 42 millions au cours du trimestre précédent. Les résultats de la période considérée reflètent des profits nets réalisés de 50 millions de dollars, principalement composés de distributions et de profits à la vente liés à certains titres de participation. Les profits nets comprennent également des pertes de valeur de 8 millions de dollars principalement liées à des titres de participation et à des titres de substitut de prêt.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2015, des profits nets de 111 millions de dollars ont été constatés dans les revenus autres que d'intérêt, comparativement à 130 millions au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2014. Les résultats de la période considérée reflètent des profits nets réalisés de 150 millions de dollars, principalement composés de distributions et de profits à la vente liés à certaines créances d'États, de municipalités et d'organismes américains et à certains titres de participation. Les profits nets comprennent également des pertes de valeur de 39 millions de dollars principalement liées à des titres de participation et à des titres de substitut de prêt.

Note 5 Provision pour pertes sur créances et prêts douteux

Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2015						
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Écart de change/autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	233 \$	14 \$	(12)\$	2 \$	(5)\$	20 \$	252 \$
Prêts aux particuliers	542	95	(128)	28	(4)	7	540
Prêts sur cartes de crédit	386	95	(127)	32	–	(1)	385
Prêts aux petites entreprises	66	7	(11)	3	(2)	–	63
	1 227	211	(278)	65	(11)	26	1 240
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises	808	59	(48)	6	(9)	20	836
Prêts aux banques (1)	2	–	–	–	–	–	2
	810	59	(48)	6	(9)	20	838
Total de la provision pour pertes sur prêts	2 037	270	(326)	71	(20)	46	2 078
Provision pour éléments hors bilan et autres (2)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 128 \$	270 \$	(326)\$	71 \$	(20)\$	46 \$	2 169 \$
Évalués individuellement	245 \$	26 \$	(16)\$	2 \$	(5)\$	18 \$	270 \$
Évalués collectivement	1 883	244	(310)	69	(15)	28	1 899
Total de la provision pour pertes sur créances	2 128 \$	270 \$	(326)\$	71 \$	(20)\$	46 \$	2 169 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2015						
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Écart de change/autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	248 \$	9 \$	(15)\$	2 \$	(6)\$	(5)\$	233 \$
Prêts aux particuliers	553	103	(127)	25	(5)	(7)	542
Prêts sur cartes de crédit	386	95	(125)	30	–	–	386
Prêts aux petites entreprises	65	9	(10)	2	–	–	66
	1 252	216	(277)	59	(11)	(12)	1 227
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises	803	66	(46)	11	(9)	(17)	808
Prêts aux banques (1)	2	–	–	–	–	–	2
	805	66	(46)	11	(9)	(17)	810
Total de la provision pour pertes sur prêts	2 057	282	(323)	70	(20)	(29)	2 037
Provision pour éléments hors bilan et autres (2)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 148 \$	282 \$	(323)\$	70 \$	(20)\$	(29)\$	2 128 \$
Évalués individuellement	241 \$	42 \$	(28)\$	7 \$	(6)\$	(11)\$	245 \$
Évalués collectivement	1 907	240	(295)	63	(14)	(18)	1 883
Total de la provision pour pertes sur créances	2 148 \$	282 \$	(323)\$	70 \$	(20)\$	(29)\$	2 128 \$

Note 5 Provision pour pertes sur créances et prêts douteux (suite)

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2014							
(en millions de dollars canadiens)	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Écart de change/autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	167 \$	10 \$	(7)\$	1 \$	(7)\$	18 \$	182 \$
Prêts aux particuliers	534	111	(133)	26	(5)	–	533
Prêts sur cartes de crédit	386	89	(119)	29	–	–	385
Prêts aux petites entreprises	66	8	(10)	3	–	(1)	66
	1 153	218	(269)	59	(12)	17	1 166
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises	728	65	(30)	14	(8)	(11)	758
Prêts aux banques (1)	2	–	–	–	–	–	2
	730	65	(30)	14	(8)	(11)	760
Total de la provision pour pertes sur prêts	1 883	283	(299)	73	(20)	6	1 926
Provision pour éléments hors bilan et autres (2)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	1 974 \$	283 \$	(299) \$	73 \$	(20) \$	6 \$	2 017 \$
Évalués individuellement	147 \$	39 \$	(6) \$	9 \$	(5) \$	5 \$	189 \$
Évalués collectivement	1 827	244	(293)	64	(15)	1	1 828
Total de la provision pour pertes sur créances	1 974 \$	283 \$	(299) \$	73 \$	(20) \$	6 \$	2 017 \$

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015							
(en millions de dollars canadiens)	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Écart de change/autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	240 \$	36 \$	(47)\$	5 \$	(17)\$	35 \$	252 \$
Prêts aux particuliers	535	291	(369)	78	(11)	16	540
Prêts sur cartes de crédit	385	284	(374)	90	–	–	385
Prêts aux petites entreprises	64	25	(32)	8	(2)	–	63
	1 224	636	(822)	181	(30)	51	1 240
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises	768	187	(142)	24	(27)	26	836
Prêts aux banques (1)	2	(1)	–	1	–	–	2
	770	186	(142)	25	(27)	26	838
Total de la provision pour pertes sur prêts	1 994	822	(964)	206	(57)	77	2 078
Provision pour éléments hors bilan et autres (2)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 085 \$	822 \$	(964) \$	206 \$	(57) \$	77 \$	2 169 \$
Évalués individuellement	214 \$	103 \$	(71) \$	13 \$	(17) \$	28 \$	270 \$
Évalués collectivement	1 871	719	(893)	193	(40)	49	1 899
Total de la provision pour pertes sur créances	2 085 \$	822 \$	(964) \$	206 \$	(57) \$	77 \$	2 169 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014						
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Écart de change/autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	151 \$	31 \$	(20)\$	1 \$	(20)\$	39 \$	182 \$
Prêts aux particuliers	583	341	(438)	78	(17)	(14)	533
Prêts sur cartes de crédit	385	265	(349)	83	–	1	385
Prêts aux petites entreprises	61	33	(33)	7	(1)	(1)	66
	1 180	670	(840)	169	(38)	25	1 166
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises	777	149	(152)	26	(28)	(14)	758
Prêts aux banques (1)	2	–	–	–	–	–	2
	779	149	(152)	26	(28)	(14)	760
Total de la provision pour pertes sur prêts	1 959	819	(992)	195	(66)	11	1 926
Provision pour éléments hors bilan et autres (2)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 050 \$	819 \$	(992)\$	195 \$	(66)\$	11 \$	2 017 \$
Évalués individuellement	240 \$	97 \$	(149)\$	13 \$	(18)\$	6 \$	189 \$
Évalués collectivement	1 810	722	(843)	182	(48)	5	1 828
Total de la provision pour pertes sur créances	2 050 \$	819 \$	(992)\$	195 \$	(66)\$	11 \$	2 017 \$

(1) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

(2) La provision pour éléments hors bilan et autres fait l'objet d'une présentation distincte au poste Autres passifs.

Prêts en souffrance mais non douteux

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 juillet 2015				30 avril 2015			
	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	3 133 \$	1 217 \$	302 \$	4 652 \$	2 937 \$	1 320 \$	309 \$	4 566 \$
Prêts de gros	519	217	–	736	413	214	–	627
	3 652 \$	1 434 \$	302 \$	5 388 \$	3 350 \$	1 534 \$	309 \$	5 193 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 octobre 2014				31 juillet 2014			
	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	3 055 \$	1 284 \$	316 \$	4 655 \$	3 201 \$	1 292 \$	299 \$	4 792 \$
Prêts de gros	431	322	–	753	555	251	–	806
	3 486 \$	1 606 \$	316 \$	5 408 \$	3 756 \$	1 543 \$	299 \$	5 598 \$

Valeur comptable brute des prêts évalués individuellement comme étant douteux (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au			
	31 juillet 2015	30 avril 2015	31 octobre 2014	31 juillet 2014
Prêts de détail	– \$	– \$	– \$	– \$
Prêts de gros				
Prêts aux entreprises	1 006	766	631	633
Prêts aux banques (2)	2	2	2	2
	1 008 \$	768 \$	633 \$	635 \$

(1) Le solde moyen brut des prêts évalués individuellement comme étant douteux était de 888 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2015 (757 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2015; 634 millions pour le trimestre clos le 31 octobre 2014; 603 millions pour le trimestre clos le 31 juillet 2014). Le solde moyen brut des prêts évalués individuellement comme étant douteux était de 789 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015 (704 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014).

(2) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

Note 6 Instruments financiers dérivés et activités de couverture

Le tableau suivant illustre la juste valeur des instruments financiers dérivés et non dérivés qui sont désignés comme des instruments de couverture, ainsi que des instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture.

Instruments dérivés et non dérivés

(en millions de dollars canadiens)	Au								
	31 juillet 2015				30 avril 2015				
	Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture				Non désignés comme instruments de couverture	Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture			
	Couvertures de flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	Couvertures de flux de trésorerie		Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	Non désignés comme instruments de couverture	
Actif									
Instruments dérivés	847 \$	1 814 \$	15 \$	109 783 \$	688 \$	1 697 \$	213 \$	104 406 \$	
Passif									
Instruments dérivés	1 735	284	359	113 705	1 228	273	166	110 552	
Instruments non dérivés	–	–	21 483	–	–	–	22 248	–	

(en millions de dollars canadiens)	Au								
	31 octobre 2014				31 juillet 2014				
	Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture				Non désignés comme instruments de couverture	Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture			
	Couvertures de flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	Couvertures de flux de trésorerie		Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	Non désignés comme instruments de couverture	
Actif									
Instruments dérivés	504 \$	1 392 \$	87 \$	85 419 \$	478 \$	1 419 \$	41 \$	70 885 \$	
Passif									
Instruments dérivés	511	121	205	88 145	459	284	62	74 291	
Instruments non dérivés	–	–	20 949	–	–	–	20 353	–	

Résultats des activités de couverture comptabilisées en résultat net et dans les autres éléments du résultat global

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos								
	le 31 juillet 2015			le 30 avril 2015			le 31 juillet 2014		
	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global
	Couvertures de la juste valeur								
Profits (pertes) sur les instruments de couverture	127 \$	s.o.	s.o.	(460)\$	s.o.	s.o.	56 \$	s.o.	s.o.
Profits (pertes) sur les éléments couverts attribuables au risque couvert	(160)	s.o.	s.o.	444	s.o.	s.o.	(88)	s.o.	s.o.
Tranche inefficace (1)	(33)	s.o.	s.o.	(16)	s.o.	s.o.	(32)	s.o.	s.o.
Couvertures de flux de trésorerie									
Tranche inefficace	(2)	s.o.	s.o.	(1)	s.o.	s.o.	(10)	s.o.	s.o.
Tranche efficace	s.o.	s.o.	(236)	s.o.	s.o.	36	s.o.	s.o.	2
Reclassées en résultat au cours de la période (2)	s.o.	(62)	s.o.	s.o.	(107)	s.o.	s.o.	5	s.o.
Couvertures de l'investissement net									
Tranche inefficace	(1)	s.o.	s.o.	1	s.o.	s.o.	–	s.o.	s.o.
Profits (pertes) de change	s.o.	s.o.	3 542	s.o.	s.o.	(2 116)	s.o.	s.o.	(203)
Profits (pertes) liés aux couvertures	s.o.	s.o.	(1 771)	s.o.	s.o.	1 096	s.o.	s.o.	166
	(36)\$	(62)\$	1 535 \$	(16)\$	(107)\$	(984)\$	(42)\$	5 \$	(35)\$

	Pour les périodes de neuf mois closes					
	le 31 juillet 2015			le 31 juillet 2014		
	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global
(en millions de dollars canadiens)						
Couvertures de la juste valeur						
Profits (pertes) sur les instruments de couverture	410 \$	s.o.	s.o.	57 \$	s.o.	s.o.
Profits (pertes) sur les éléments couverts attribuables au risque couvert	(497)	s.o.	s.o.	(147)	s.o.	s.o.
Tranche inefficace (1)	(87)	s.o.	s.o.	(90)	s.o.	s.o.
Couvertures de flux de trésorerie						
Tranche inefficace	2	s.o.	s.o.	(9)	s.o.	s.o.
Tranche efficace	s.o.	s.o.	(582)	s.o.	s.o.	(76)
Reclassées en résultat au cours de la période (2)	s.o.	(374)	s.o.	s.o.	11	s.o.
Couvertures de l'investissement net						
Tranche inefficace	(2)	s.o.	s.o.	1	s.o.	s.o.
Profits (pertes) de change	s.o.	s.o.	5 982	s.o.	s.o.	1 819
Profits (pertes) liés aux couvertures	s.o.	s.o.	(3 280)	s.o.	s.o.	(1 115)
	(87)\$	(374)\$	2 120 \$	(98)\$	11 \$	628 \$

- (1) Comprend des pertes de 23 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2015 (25 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2015; 32 millions pour le trimestre clos le 31 juillet 2014) et des pertes de 76 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015 (87 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014) qui sont exclues de l'évaluation portant sur l'efficacité de la couverture. Ces montants sont comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt et sont compensés par d'autres couvertures économiques.
- (2) Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2015, des pertes après impôt de 46 millions de dollars ont été reclassées des autres composantes des capitaux propres au résultat (79 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2015; profits de 3 millions pour le trimestre clos le 31 juillet 2014) et des pertes de 276 millions ont été reclassées au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2015 (profits de 8 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014).
- s.o. sans objet

Juste valeur des instruments dérivés selon la durée jusqu'à leur échéance

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 juillet 2015				30 avril 2015			
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Actifs dérivés	29 505 \$	36 786 \$	46 168 \$	112 459 \$	25 428 \$	33 731 \$	47 845 \$	107 004 \$
Passifs dérivés	30 537	42 327	43 219	116 083	27 301	39 875	45 043	112 219

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 octobre 2014				31 juillet 2014			
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Actifs dérivés	19 485 \$	29 838 \$	38 079 \$	87 402 \$	13 832 \$	25 052 \$	33 939 \$	72 823 \$
Passifs dérivés	19 980	32 640	36 362	88 982	15 793	26 695	32 608	75 096

Note 7 Acquisition et cessions importantes

Acquisition

Gestion de patrimoine

Le 22 janvier 2015, nous avons annoncé un accord définitif visant l'acquisition de City National Corporation (City National), la société de portefeuille qui détient City National Bank. City National Bank offre des services bancaires ainsi que des services de placement et de fiducie aux États-Unis, et comprend la quasi-totalité des activités de City National. La contrepartie totale se compose de 2,7 milliards de dollars US en trésorerie et de 44 millions d'actions ordinaires de la Banque Royale du Canada. Nous émettrons également des actions privilégiées de premier rang d'un montant de 268 millions de dollars US à l'annulation des actions privilégiées en circulation de City National. Si la transaction avait été conclue le 31 juillet 2015, la contrepartie totale, compte tenu des actions privilégiées, se serait établie à 7,1 milliards de dollars (5,5 milliards de dollars US).

La transaction est assujettie aux conditions de clôture habituelles, notamment l'approbation par les autorités de réglementation, et devrait être finalisée au premier trimestre de 2016. Les résultats de l'entreprise acquise seront consolidés à partir de la date de clôture.

Cessions

Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

Le 31 juillet 2015, nous avons conclu la vente de RBC Royal Bank (Suriname) N.V. (activités bancaires de RBC au Suriname). Par suite de la transaction, que nous avons annoncée le 1^{er} avril 2015, nous avons comptabilisé une perte liée à la cession totalisant 19 millions de dollars (avant et après impôt), qui se compose d'une perte de 23 millions inscrite au poste Frais autres que d'intérêt – Autres au deuxième trimestre, et d'un profit de 4 millions inscrit au troisième trimestre, lequel est principalement lié à des profits de change reclassés du poste Autres composantes des capitaux propres.

Note 7 Acquisition et cessions importantes (suite)*Gestion de patrimoine*

Le 14 juillet 2015, nous annonçons la signature d'une entente définitive visant la vente de Royal Bank of Canada (Suisse) SA (RBC Suisse). La transaction devrait être conclue au quatrième trimestre et est assujettie aux conditions de clôture habituelles, y compris les approbations réglementaires. En raison de la cession, les actifs et les passifs des activités bancaires de RBC en Suisse ont été classés comme détenus en vue de la vente, évalués au plus faible de leur valeur comptable et de la juste valeur diminuée des coûts de la vente, et présentés aux postes Autres actifs et Autres passifs.

Le tableau suivant présente les principales catégories d'actifs, de passifs et de capitaux propres classées comme détenus en vue de la vente et incluses dans le groupe destiné à être cédé :

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2015
Actif	
Trésorerie et dépôts à des banques	1 754 \$
Valeurs mobilières	43
Prêts, déduction faite de la provision	523
Autres actifs	173
Total de l'actif du groupe destiné à être cédé compris dans les autres actifs	2 493
Passif	
Dépôts	2 306 \$
Autres passifs	43
Total du passif du groupe destiné à être cédé compris dans les autres passifs	2 349
Total des autres composantes des capitaux propres du groupe destiné à être cédé	1 \$

Note 8 Dépôts

Le tableau suivant présente nos passifs au titre des dépôts :

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 juillet 2015				30 avril 2015			
	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	125 470 \$	19 312 \$	73 847 \$	218 629 \$	122 535 \$	18 825 \$	74 543 \$	215 903 \$
Entreprises et gouvernements	175 308	6 766	267 323	449 397	166 152	5 177	243 982	415 311
Banques	8 442	16	17 752	26 210	6 138	22	14 177	20 337
	309 220 \$	26 094 \$	358 922 \$	694 236 \$	294 825 \$	24 024 \$	332 702 \$	651 551 \$
Dépôts non productifs d'intérêts (4)								
Canada	72 633 \$	3 660 \$	– \$	76 293 \$	68 063 \$	3 793 \$	– \$	71 856 \$
États-Unis	880	44	–	924	776	49	–	825
Europe (5)	1 536	–	–	1 536	3 435	1	–	3 436
Autres pays	6 577	297	–	6 874	5 938	450	–	6 388
Dépôts productifs d'intérêts (4)								
Canada	187 219	13 072	270 859	471 150	180 220	12 204	255 033	447 457
États-Unis	3 828	4 214	65 260	73 302	3 561	3 199	56 536	63 296
Europe (5)	32 830	647	14 186	47 663	29 581	507	12 485	42 573
Autres pays	3 717	4 160	8 617	16 494	3 251	3 821	8 648	15 720
	309 220 \$	26 094 \$	358 922 \$	694 236 \$	294 825 \$	24 024 \$	332 702 \$	651 551 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 octobre 2014				31 juillet 2014			
	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	120 444 \$	17 793 \$	70 980 \$	209 217 \$	117 263 \$	17 271 \$	69 893 \$	204 427 \$
Entreprises et gouvernements	162 988	3 038	220 634	386 660	154 793	2 257	220 585	377 635
Banques	5 771	11	12 441	18 223	5 755	10	13 864	19 629
	289 203 \$	20 842 \$	304 055 \$	614 100 \$	277 811 \$	19 538 \$	304 342 \$	601 691 \$
Dépôts non productifs d'intérêts (4)								
Canada	65 774 \$	3 478 \$	– \$	69 252 \$	63 594 \$	3 521 \$	– \$	67 115 \$
États-Unis	1 777	15	–	1 792	1 788	9	–	1 797
Europe (5)	3 314	1	–	3 315	3 915	2	–	3 917
Autres pays	5 057	279	–	5 336	5 009	299	–	5 308
Dépôts productifs d'intérêts (4)								
Canada	175 172	10 895	241 902	427 969	168 275	10 649	240 391	419 315
États-Unis	3 497	2 144	45 359	51 000	3 355	1 331	46 248	50 934
Europe (5)	31 118	418	9 282	40 818	29 017	183	10 137	39 337
Autres pays	3 494	3 612	7 512	14 618	2 858	3 544	7 566	13 968
	289 203 \$	20 842 \$	304 055 \$	614 100 \$	277 811 \$	19 538 \$	304 342 \$	601 691 \$

- (1) Les dépôts remboursables à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit à un avis de retrait. Ces dépôts comprennent des comptes d'épargne et des comptes-chèques.
- (2) Les dépôts remboursables sur préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.
- (3) Les dépôts à terme comprennent les dépôts remboursables à une date fixe. Ces dépôts comprennent les dépôts à terme, les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables. Au 31 juillet 2015, le solde des dépôts à terme comprenait aussi des billets de dépôt de premier rang que nous avons émis à des fins de financement à long terme de 179 milliards de dollars (163 milliards au 30 avril 2015; 150 milliards au 31 octobre 2014; 147 milliards au 31 juillet 2014).
- (4) Les divisions géographiques des dépôts sont fondées sur l'origine des dépôts et le pays où les revenus sont comptabilisés. Au 31 juillet 2015, les dépôts libellés en dollars américains, en livres sterling, en euros et en autres devises s'élevaient à 238 milliards de dollars, 14 milliards, 27 milliards et 27 milliards, respectivement (209 milliards, 12 milliards, 24 milliards et 25 milliards au 30 avril 2015; 183 milliards, 11 milliards, 23 milliards et 22 milliards au 31 octobre 2014; 174 milliards, 12 milliards, 24 milliards et 22 milliards au 31 juillet 2014).
- (5) Comprend le Royaume-Uni, le Luxembourg et les îles Anglo-Normandes.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles de nos passifs au titre des dépôts à terme.

(en millions de dollars canadiens)	Au			
	31 juillet 2015	30 avril 2015	31 octobre 2014	31 juillet 2014
Moins de 1 an :				
Moins de 3 mois	75 852 \$	66 298 \$	57 840 \$	53 452 \$
De 3 à 6 mois	48 525	32 203	32 880	21 874
De 6 à 12 mois	64 864	67 303	50 300	42 204
De 1 an à 2 ans	49 067	53 508	54 354	70 229
De 2 à 3 ans	37 175	30 541	31 559	32 235
De 3 à 4 ans	29 613	29 696	28 946	29 542
De 4 à 5 ans	25 191	27 516	24 673	26 090
Plus de 5 ans	28 635	25 637	23 503	28 716
	358 922 \$	332 702 \$	304 055 \$	304 342 \$
Montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus	326 000 \$	300 000 \$	270 000 \$	270 000 \$

Note 9 Avantages du personnel – Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons un certain nombre de régimes à cotisations définies et à prestations définies, lesquels fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Les tableaux qui suivent présentent la composition de notre charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi et la composition de nos réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos					
	Régimes de retraite			Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi		
	le 31 juillet 2015	le 30 avril 2015	le 31 juillet 2014	le 31 juillet 2015	le 30 avril 2015	le 31 juillet 2014
Coûts des services rendus	86 \$	86 \$	79 \$	9 \$	8 \$	7 \$
Coûts des services passés	–	–	5	–	–	–
Frais d'intérêt, montant net	7	8	4	19	19	20
Profit lié au règlement	(2)	–	–	–	–	–
Réévaluations des autres avantages à long terme	–	–	–	(3)	6	3
Frais administratifs	3	3	3	–	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	94 \$	97 \$	91 \$	25 \$	33 \$	30 \$
Charge au titre des régimes à cotisations définies	41	37	33	–	–	–
	135 \$	134 \$	124 \$	25 \$	33 \$	30 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 juillet 2015	le 31 juillet 2014	le 31 juillet 2015	le 31 juillet 2014
Coûts des services rendus	259 \$	236 \$	26 \$	23 \$
Coûts des services passés	–	5	–	–
Frais d'intérêt, montant net	23	11	56	60
Profit lié au règlement	(2)	–	–	–
Réévaluations des autres avantages à long terme	–	–	4	6
Frais administratifs	9	9	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	289 \$	261 \$	86 \$	89 \$
Charge au titre des régimes à cotisations définies	123	103	–	–
	412 \$	364 \$	86 \$	89 \$

Réévaluations des régimes d'avantages du personnel ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos					
	Régimes de retraite à prestations définies			Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi		
	le 31 juillet 2015	le 30 avril 2015	le 31 juillet 2014	le 31 juillet 2015	le 30 avril 2015	le 31 juillet 2014
(Gains) pertes actuariels :						
Modifications des hypothèses démographiques	8 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Modifications des hypothèses financières	(191)	(571)	411	(1)	(79)	58
Ajustements liés à l'expérience	–	–	–	(1)	(4)	–
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	(86)	94	(227)	(2)	–	–
	(269)\$	(477)\$	184 \$	(4)\$	(83)\$	58 \$

Note 9 Avantages du personnel – Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 juillet 2015	le 31 juillet 2014	le 31 juillet 2015	le 31 juillet 2014
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses démographiques	8 \$	– \$	– \$	– \$
Modifications des hypothèses financières	435	677	74	95
Ajustements liés à l'expérience	2	–	(9)	–
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	(678)	(654)	(2)	–
	(233)\$	23 \$	63 \$	95 \$

(1) Les hypothèses fondées sur le marché, y compris les modifications des hypothèses financières et le rendement des actifs des régimes, sont revues et mises à jour chaque trimestre. Toutes les autres hypothèses sont mises à jour à l'occasion de notre examen annuel des hypothèses des régimes.

Note 10 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement**Débetures subordonnées**

Le 15 juin 2015, nous avons racheté toutes les débetures subordonnées à 4,35 % échéant le 15 juin 2020 en circulation, d'un montant de 1,5 milliard de dollars, pour un prix équivalent à 100 % de leur capital plus les intérêts courus à la date de rachat.

Le 4 juin 2015, nous avons émis des débetures subordonnées d'un montant de 1 milliard de dollars. Les billets portent intérêt à un taux fixe de 2,48 % par année jusqu'au 4 juin 2020 et, par la suite, ils porteront intérêt au taux des acceptations bancaires de trois mois majoré de 1,10 % jusqu'à leur échéance le 4 juin 2025.

Le 14 novembre 2014, toutes les débetures subordonnées à 10 % en circulation, d'un montant de 200 millions de dollars, sont arrivées à échéance. Le capital et les intérêts courus ont été versés aux porteurs de débetures à la date d'échéance.

Actions privilégiées

Le 22 juillet 2015, nous avons émis 6 millions d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série BI (les actions de série BI), pour un produit brut de 150 millions de dollars. Le 5 juin 2015, nous avons émis 6 millions d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série BH (les actions de série BH), pour un produit brut de 150 millions de dollars. Les actions de série BI et de série BH donnent droit à des dividendes en espèces trimestriels, si déclarés, à un taux annuel de 4,9 %. Sous réserve du consentement du BSIF et des exigences de la *Loi sur les banques* (Canada), nous pouvons, à partir du 24 novembre 2020, racheter les actions en tout ou en partie contre un montant en espèces équivalent à un prix de 25 \$ l'action, plus une prime si le rachat a lieu avant le 24 novembre 2024. Les actions sont assorties de clauses relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV), qui sont nécessaires afin que les actions soient admissibles à titre de capital réglementaire de première catégorie.

Le 13 mars 2015, nous avons émis 12 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série BF (les actions de série BF), pour un produit brut de 300 millions de dollars. Pendant la période initiale de cinq ans jusqu'à la date de rachat la plus rapprochée, soit le 24 novembre 2020, les actions donnent droit à des dividendes en espèces trimestriels, si déclarés, à un taux annuel de 3,60 %. Le taux de dividende sera rajusté à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite à un taux équivalent au rendement des obligations du gouvernement du Canada de cinq ans, plus une prime de 2,62 %. Les détenteurs ont la possibilité de convertir leurs actions en actions privilégiées de premier rang à taux variable et à dividende non cumulatif, série BG, sous certaines conditions, à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite, à un taux équivalent au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada de trois mois, plus une prime de 2,62 %.

Le 30 janvier 2015, nous avons émis 24 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série BD (les actions de série BD), pour un produit brut de 600 millions de dollars. Pendant la période initiale de cinq ans jusqu'à la date de rachat la plus rapprochée, soit le 24 mai 2020, les actions donnent droit à des dividendes en espèces trimestriels, si déclarés, à un taux annuel de 3,60 %. Le taux de dividende sera rajusté à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite à un taux équivalent au rendement des obligations du gouvernement du Canada de cinq ans, plus une prime de 2,74 %. Les détenteurs ont la possibilité de convertir leurs actions en actions privilégiées de premier rang à taux variable et à dividende non cumulatif, série BE, sous certaines conditions, à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite, à un taux équivalent au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada de trois mois, plus une prime de 2,74 %.

Sous réserve du consentement du BSIF et des exigences de la *Loi sur les banques* (Canada), nous pouvons racheter les actions de série BF et de série BD en tout ou en partie contre un montant en espèces équivalent à un prix de 25 \$ l'action à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite. Les actions sont assorties de clauses relatives aux FPUNV, qui sont nécessaires afin que les actions soient admissibles à titre de capital réglementaire de première catégorie.

Le 24 novembre 2014, nous avons racheté la totalité des 13 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série AX émises et en circulation contre un montant en espèces, à un prix de rachat de 25 \$ par action.

Actions ordinaires émises (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Pour les trimestres clos					
	le 31 juillet 2015		le 30 avril 2015		le 31 juillet 2014	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Options sur actions exercées (2)	90	5 \$	510	25 \$	352	19 \$
Rachetées aux fins d'annulation (3)	–	–	–	–	(165)	(2)
	90	5 \$	510	25 \$	187	17 \$

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Pour les périodes de neuf mois closes			
	le 31 juillet 2015		le 31 juillet 2014	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Options sur actions exercées (2)	959	50 \$	2 026	114 \$
Rachetées aux fins d'annulation (3)	–	–	(1 546)	(16)
	959	50 \$	480	98 \$

- (1) Les exigences de notre régime de réinvestissement des dividendes sont remplies soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2015 et le 31 juillet 2014, les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen d'achats d'actions sur le marché libre.
- (2) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.
- (3) Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2014, nous avons racheté aux fins d'annulation des actions ordinaires à un coût moyen de 74,62 \$ l'action. La valeur comptable moyenne s'élève à 10,03 \$ l'action. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, nous avons racheté aux fins d'annulation des actions ordinaires à un coût moyen de 72,64 \$ l'action. La valeur comptable moyenne s'élève à 10,03 \$ l'action.

Note 11 Bénéfice par action

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2015	le 30 avril 2015	le 31 juillet 2014	le 31 juillet 2015	le 31 juillet 2014
Bénéfice de base par action					
Bénéfice net	2 475 \$	2 502 \$	2 378 \$	7 433 \$	6 671 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(50)	(47)	(55)	(137)	(169)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(26)	(29)	(26)	(77)	(77)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 399	2 426	2 297	7 219	6 425
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 443 052	1 442 078	1 442 312	1 442 579	1 442 615
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,66 \$	1,68 \$	1,59 \$	5,00 \$	4,45 \$
Bénéfice dilué par action					
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 399 \$	2 426 \$	2 297 \$	7 219 \$	6 425 \$
Incidence dilutive des actions échangeables	4	3	3	11	17
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, compte tenu de l'incidence dilutive des actions échangeables	2 403	2 429	2 300	7 230	6 442
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 443 052	1 442 078	1 442 312	1 442 579	1 442 615
Options sur actions (1)	2 405	2 470	2 966	2 569	2 871
Actions échangeables (2)	4 083	4 103	4 177	4 058	7 382
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 449 540	1 448 651	1 449 455	1 449 206	1 452 868
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,66 \$	1,68 \$	1,59 \$	4,99 \$	4,43 \$

- (1) L'incidence de la dilution liée aux options sur actions a été établie au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen du marché de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2015, un nombre moyen d'options en cours de 799 372 ayant un prix d'exercice moyen de 78,59 \$ a été exclu du calcul du bénéfice dilué par action (un nombre moyen d'options en cours de 800 522 pour le trimestre clos le 30 avril 2015; aucune option en cours n'a été exclue pour le trimestre clos le 31 juillet 2014). Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015, un nombre moyen d'options en cours de 671 603 ayant un prix d'exercice moyen de 78,59 \$ a été exclu du calcul du bénéfice dilué par action (aucune option en cours n'a été exclue pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014).
- (2) Comprend les actions privilégiées échangeables et les titres de fiducie de capital.

Note 12 Litiges

Nous sommes une importante institution mondiale qui est soumise à de nombreuses exigences juridiques et réglementaires complexes, lesquelles sont en constante évolution. Par conséquent, la Banque Royale du Canada et ses filiales sont et ont été parties à diverses procédures judiciaires, y compris des poursuites en responsabilité, des vérifications réglementaires, des enquêtes, des audits et des demandes de renseignements de la part de diverses agences de réglementation gouvernementales et autorités chargées de l'exécution de la loi, dans divers territoires. Certaines de ces procédures pourraient faire intervenir de nouvelles théories et interprétations juridiques et pourraient être entendues tant en droit criminel que civil, et certaines procédures pourraient donner lieu à des sanctions civiles, réglementaires ou pénales. La direction revoit régulièrement l'état d'avancement de toutes les procédures et exercera son jugement afin de les résoudre au mieux des intérêts de la Banque. Ces procédures judiciaires font largement appel à l'exercice du jugement et soulèvent beaucoup d'incertitudes; le risque financier et les autres risques qui y sont associés pourraient avoir une incidence significative sur nos résultats d'exploitation de toute période donnée.

Note 12 Litiges (suite)

Nos procédures judiciaires importantes comprennent toutes les affaires présentées à la note 27 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2014, mises à jour ci-dessous :

Litige relatif à la CFTC

La Banque Royale du Canada et la Commodity Futures Trading Commission (la CFTC) ont signé une ordonnance sur consentement qui a été approuvée par le tribunal en décembre 2014, afin de régler la poursuite civile intentée par la CFTC. L'ordonnance de consentement impose à la Banque Royale du Canada, entre autres, une sanction pécuniaire civile de 35 millions de dollars US. La Banque Royale du Canada s'est acquittée de ce montant et l'affaire est close.

Litige relatif à Rural/Metro

Une décision définitive a été prononcée le 19 février 2015, relative à un montant de 93 millions de dollars US. La Banque Royale du Canada a fait appel de la décision de la Court of Chancery du Delaware quant à la responsabilité et au montant des dommages et les demandeurs ont interjeté un appel incident de la décision du tribunal quant à la demande d'honoraires des avocats.

Litiges relatifs au LIBOR

Le 4 août 2015, la cour de district des États-Unis du district sud de New York (le tribunal) a publié une décision supplémentaire dans laquelle il se prononce sur diverses requêtes visant le rejet des réclamations individuelles des demandeurs dans le cadre de la procédure judiciaire couvrant plusieurs districts. D'après les décisions du tribunal rendues jusqu'à présent, bon nombre des réclamations contre la Banque Royale du Canada ont été rejetées. Cependant, certaines de ces réclamations peuvent faire l'objet d'un appel ou être de nouveau déposées selon le contenu des décisions. Les parties collaborent actuellement avec le tribunal pour confirmer les recours qui demeurent actifs.

Procédure liée à Royal Bank of Canada Trust Company (Bahamas) Limited

Le 13 avril 2015, un juge d'instruction français a informé Royal Bank of Canada Trust Limited (RBC Bahamas) de l'émission d'une ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel français visant RBC Bahamas et d'autres personnes non liées afin de faire face à des accusations pour complicité dans des pratiques de fraude fiscale dans le cadre d'actions entreprises par rapport à une fiducie pour laquelle RBC Bahamas agit à titre de fiduciaire. Le procès devrait débiter en janvier 2016. RBC Bahamas estime que ses actions ne sont pas allées à l'encontre du droit français et a l'intention de contester l'accusation devant le tribunal français. Selon les éléments connus à ce jour, il nous est impossible de prédire le dénouement de cette procédure. La direction estime toutefois que son règlement final n'aura pas d'incidence significative sur notre situation financière consolidée, même s'il pourrait en avoir une sur nos résultats d'exploitation de la période au cours de laquelle il sera conclu.

Litige portant sur les frais d'interchange

Depuis 2011, sept projets de recours collectifs ont été initiés au Canada : *Bancroft-Snell c. Visa Canada Corporation, et al., 9085-4886 Quebec Inc. c. Visa Canada Corporation, et al., Coburn and Watson's Metropolitan Home c. Bank of America Corporation et al. (Watson), Macaronies Hair Club and Laser Centre Inc. c. BofA Canada Bank, et al., 1023926 Alberta Ltd. c. Bank of America Corporation, et al., The Crown & Hand Pub Ltd. c. Bank of America Corporation, et al., et Hello Baby Equipment Inc. c. BofA Canada Bank, et al.* Les défenderesses de chaque recours sont VISA Canada Corporation (Visa), MasterCard International Incorporated (MasterCard), la Banque Royale du Canada ainsi que d'autres institutions financières. Les membres du groupe formant le recours collectif sont des commerçants canadiens qui acceptent les paiements par carte Visa et/ou MasterCard. Dans les recours, il est allégué, entre autres, que de mars 2001 jusqu'à aujourd'hui, Visa et MasterCard auraient conspiré avec leurs banques émettrices et leurs acquéreurs pour fixer des frais d'interchange par défaut et des frais d'escompte de commerçant et que certaines règles (par exemple, la règle obligeant à honorer toutes les cartes et la règle de non-imposition de frais supplémentaires) auraient pour effet d'accroître les frais d'escompte de commerçant. Les recours comprennent des allégations de complot civil, d'infractions à la *Loi sur la concurrence*, d'ingérence dans des relations économiques et d'enrichissement injustifié. Des dommages-intérêts généraux et punitifs d'un montant non précisé sont réclamés. Dans le cas de *Watson*, la décision de certifier en partie l'action comme recours collectif a été rendue le 27 mars 2014, puis portée en appel. Le 19 août 2015, la Cour d'appel a annulé la cause d'action des représentants des demandeurs du recours en vertu de l'article 45 de la *Loi sur la concurrence* et a rétabli la cause d'action des représentants des demandeurs pour complot civil par des moyens illicites, entre autres décisions. Selon les éléments connus à ce jour, il nous est impossible à l'heure actuelle de prédire le dénouement de cette procédure, ni le moment auquel elle sera réglée.

Affaires liées aux opérations de change

Le 2 juillet 2015, l'autorité civile antitrust du Brésil, l'Administrative Council for Economic Defense (le CADE) a amorcé une procédure administrative afin d'enquêter sur d'éventuelles violations de la législation antitrust brésilienne par un certain nombre de banques, incluant la Banque Royale du Canada, en matière de commerce des devises. Cette affaire en est à sa phase initiale.

Le 31 juillet 2015, RBC Capital Markets, LLC a été citée comme nouveau défendeur dans le cadre d'un recours collectif putatif en instance initialement intenté en novembre 2013 devant la cour de district des États-Unis du district sud de New York. Ce recours est intenté contre de multiples courtiers de change qui sont accusés, entre autres, de comportement collusif dans le cadre du commerce des devises. Cette affaire en est à sa phase initiale en ce qui a trait aux nouveaux défendeurs, y compris à RBC Capital Markets, LLC.

Selon les éléments connus à ce jour, il nous est impossible de prédire le dénouement de ces affaires liées aux opérations de change ni le moment auquel elles seront réglées définitivement.

Note 13 Résultats par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2015						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2), (3)	2 543 \$	129 \$	– \$	204 \$	1 016 \$	(109)\$	3 783 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 083	1 579	1 021	352	1 030	(20)	5 045
Total des revenus	3 626	1 708	1 021	556	2 046	(129)	8 828
Dotations à la provision pour pertes sur créances Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	257	–	–	–	15	(2)	270
Frais autres que d'intérêt	–	–	656	–	–	–	656
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 648	1 302	153	331	1 187	14	4 635
Charge (économie) d'impôt	1 721	406	212	225	844	(141)	3 267
Bénéfice net	440	121	39	58	299	(165)	792
Les frais autres que d'intérêt comprennent :	1 281 \$	285 \$	173 \$	167 \$	545 \$	24 \$	2 475 \$
Amortissements	88 \$	41 \$	4 \$	14 \$	6 \$	154 \$	307 \$
Provisions pour restructuration	–	2	–	–	–	–	2
Total de l'actif	391 687 \$	29 933 \$	14 243 \$	132 619 \$	491 420 \$	25 271 \$	1 085 173 \$
Total du passif	391 712 \$	29 913 \$	14 244 \$	132 565 \$	491 340 \$	(36 499)\$	1 023 275 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2015						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2), (3)	2 399 \$	122 \$	– \$	198 \$	940 \$	(102)\$	3 557 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 073	1 626	806	330	1 307	131	5 273
Total des revenus	3 472	1 748	806	528	2 247	29	8 830
Dotations à la provision pour pertes sur créances Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	235	32	–	–	15	–	282
Frais autres que d'intérêt	–	–	493	–	–	–	493
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 618	1 340	156	312	1 280	30	4 736
Charge (économie) d'impôt	1 619	376	157	216	952	(1)	3 319
Bénéfice net	419	105	34	57	327	(125)	817
Les frais autres que d'intérêt comprennent :	1 200 \$	271 \$	123 \$	159 \$	625 \$	124 \$	2 502 \$
Amortissements	87 \$	39 \$	4 \$	13 \$	7 \$	162 \$	312 \$
Provisions pour restructuration	–	20	–	–	–	–	20
Total de l'actif	383 278 \$	28 835 \$	13 753 \$	119 198 \$	465 304 \$	21 804 \$	1 032 172 \$
Total du passif	383 266 \$	28 825 \$	13 757 \$	119 126 \$	465 280 \$	(36 329)\$	973 925 \$

Note 13 Résultats par secteur d'exploitation (suite)

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2014

(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2), (3)	2 475 \$	117 \$	– \$	182 \$	999 \$	(126)\$	3 647 \$
Revenus autres que d'intérêt	987	1 468	1 383	298	1 186	21	5 343
Total des revenus	3 462	1 585	1 383	480	2 185	(105)	8 990
Dotation à la provision pour pertes sur créances Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	284	–	–	–	1	(2)	283
Frais autres que d'intérêt	–	–	1 009	–	–	–	1 009
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 632	1 191	143	330	1 269	37	4 602
Charge (économie) d'impôt	1 546	394	231	150	915	(140)	3 096
	408	109	17	40	274	(130)	718
Bénéfice net	1 138 \$	285 \$	214 \$	110 \$	641 \$	(10)\$	2 378 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	85 \$	36 \$	4 \$	14 \$	7 \$	150 \$	296 \$
Provisions pour restructuration	–	–	–	–	–	–	–
Total de l'actif	372 061 \$	26 522 \$	12 503 \$	97 662 \$	387 205 \$	17 917 \$	913 870 \$
Total du passif	372 002 \$	26 459 \$	12 562 \$	97 646 \$	387 003 \$	(35 299)\$	860 373 \$

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015

(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2), (3)	7 435 \$	375 \$	– \$	598 \$	2 872 \$	(309)\$	10 971 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 229	4 747	3 719	992	3 454	190	16 331
Total des revenus	10 664	5 122	3 719	1 590	6 326	(119)	27 302
Dotation à la provision pour pertes sur créances Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	744	45	–	(1)	35	(1)	822
Frais autres que d'intérêt	–	–	2 671	–	–	–	2 671
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	4 894	3 975	455	959	3 624	84	13 991
Charge (économie) d'impôt	5 026	1 102	593	632	2 667	(202)	9 818
	1 290	316	112	164	903	(400)	2 385
Bénéfice net	3 736 \$	786 \$	481 \$	468 \$	1 764 \$	198 \$	7 433 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	261 \$	118 \$	12 \$	41 \$	21 \$	467 \$	920 \$
Provisions pour restructuration	–	59	–	–	–	–	59
Total de l'actif	391 687 \$	29 933 \$	14 243 \$	132 619 \$	491 420 \$	25 271 \$	1 085 173 \$
Total du passif	391 712 \$	29 913 \$	14 244 \$	132 565 \$	491 340 \$	(36 499)\$	1 023 275 \$

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014

(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2), (3)	7 296 \$	346 \$	– \$	549 \$	2 608 \$	(243)\$	10 556 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 883	4 328	3 790	859	3 259	51	15 170
Total des revenus	10 179	4 674	3 790	1 408	5 867	(192)	25 726
Dotation à la provision pour pertes sur créances Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	789	19	–	–	12	(1)	819
Frais autres que d'intérêt	–	–	2 821	–	–	–	2 821
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	4 877	3 555	430	965	3 445	49	13 321
Charge (économie) d'impôt	4 513	1 100	539	443	2 410	(240)	8 765
	1 189	302	14	115	757	(283)	2 094
Bénéfice net	3 324 \$	798 \$	525 \$	328 \$	1 653 \$	43 \$	6 671 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	250 \$	111 \$	12 \$	44 \$	21 \$	419 \$	857 \$
Provisions pour restructuration	3	–	–	–	–	–	3
Total de l'actif	372 061 \$	26 522 \$	12 503 \$	97 662 \$	387 205 \$	17 917 \$	913 870 \$
Total du passif	372 002 \$	26 459 \$	12 562 \$	97 646 \$	387 003 \$	(35 299)\$	860 373 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent. La majoration au montant imposable équivalent s'est élevée à 133 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2015 (115 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2015; 174 millions pour le trimestre clos le 31 juillet 2014) et à 357 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015 (391 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014).

(2) Le revenu intersectoriel et la quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées ne sont pas significatifs.

(3) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des frais d'intérêt, puisque la direction se fie essentiellement au revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.

Note 14 Gestion du capital**Capital réglementaire et ratios de capital**

Le BSIF établit des objectifs précis pour le capital fondé sur les risques et le levier visant les institutions de dépôt au Canada. À compter de l'exercice considéré, le ratio actif-capital est remplacé par le ratio de levier. Le ratio de levier est calculé en divisant le capital de première catégorie par la mesure de l'exposition. La mesure de l'exposition se compose du total de l'actif (compte non tenu des éléments déduits du capital de première catégorie) et de certains éléments hors-bilan convertis en équivalents-risque de crédit. Des dérivés et des transactions de financement garanti font également l'objet d'ajustements afin de refléter le risque de crédit et d'autres risques. Au cours du troisième trimestre de 2015, nous nous sommes conformés à toutes les exigences de fonds propres et de levier imposées par le BSIF.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les coefficients)	Au			
	31 juillet 2015	30 avril 2015	31 octobre 2014	31 juillet 2014
Capital (1)				
Capitaux propres ordinaires de première catégorie	42 405 \$	39 608 \$	36 406 \$	34 967 \$
Capital de première catégorie	49 049	45 989	42 202	41 408
Capital total	56 553	53 932	50 020	48 188
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de capital (1), (2)				
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	419 484	396 874	368 594	368 320
Ratio du capital de première catégorie	420 789	398 014	369 976	369 772
Ratio du capital total	421 908	398 992	372 050	371 949
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du capital total (1)				
Risque de crédit	330 577 \$	306 831 \$	286 327 \$	281 684 \$
Risque de marché	41 322	42 915	38 460	44 042
Risque opérationnel	50 009	49 246	47 263	46 223
	421 908 \$	398 992 \$	372 050 \$	371 949 \$
Ratios de capital, ratios de levier et coefficients (1)				
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	10,1 %	10,0 %	9,9 %	9,5 %
Ratio du capital de première catégorie	11,7 %	11,6 %	11,4 %	11,2 %
Ratio du capital total	13,4 %	13,5 %	13,4 %	13,0 %
Ratio de levier (3)	4,2 %	4,0 %	s.o.	s.o.
Coefficient actif-capital (4)	s.o.	s.o.	17,0 X	17,3 X

- (1) Le capital, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de capital et coefficients sont calculés conformément aux exigences en matière d'adéquation des fonds propres du BSIF. Le ratio de levier est calculé conformément aux exigences de levier du BSIF.
- (2) Depuis le troisième trimestre de 2014, l'ajustement de l'évaluation lié au crédit relatif au calcul de l'actif pondéré en fonction des risques mis en place au premier trimestre de 2014 doit tenir compte de pourcentages différents pour chaque catégorie de capital. Cette modification reflète l'application progressive des ajustements de l'évaluation liés au crédit qui se terminera au quatrième trimestre de 2018. Au cours de la période d'application progressive, l'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, du ratio du capital de première catégorie et du ratio du capital total sera assujéti chaque année à différents pourcentages au titre des ajustements de l'évaluation liés au crédit.
- (3) La mesure de l'exposition au 31 juillet 2015 s'établissait à 1 178 milliards de dollars (1 138 milliards au 30 avril 2015).
- (4) À compter de l'exercice considéré, le coefficient actif-capital est remplacé par le ratio de levier. Au 31 octobre 2014 et au 31 juillet 2014, le montant brut de l'actif ajusté s'élevait à 885 milliards de dollars et à 868 milliards, respectivement.
- s.o. sans objet

Renseignements à l'intention des actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 1-888-212-5533

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Site Web : rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :
Société de fiducie
Computershare du Canada
1500, boul. Robert-Bourassa
Bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3S8
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635
(au Canada et aux États-Unis)
ou 514-982-7555
(appels internationaux)
Télécopieur : 514-982-7580
Site Web : computershare.com\rbc

Co-agent des transferts
(États-Unis) :
Computershare Trust
Company, N.A.
250 Royall Street
Canton, Massachusetts 02021
États-Unis

Co-agent des transferts
(Royaume-Uni) :
Computershare Investor
Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box 82, The Pavilions
Bridgwater Road
Bristol BS99 6ZZ
Royaume-Uni

Inscriptions en Bourse (Symbole : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :
Canada – Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis – Bourse de New York (NYSE)

Suisse – Bourse suisse (SIX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la Bourse de Toronto.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul des gains en capital, le prix de base de notre action ordinaire au jour d'évaluation (22 décembre 1971) s'établit à 7,38 \$ l'action. Ce prix a été ajusté pour refléter les divisions d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000 et en avril 2006, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux dividendes, aux changements au registre des actionnaires ou aux changements d'adresse, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts, aux transferts de succession et au réinvestissement de dividendes, les actionnaires sont priés de communiquer avec :
Société de fiducie
Computershare du Canada
100 University Ave., 8th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Canada

Téléphone : 1-866-586-7635
(au Canada et aux États-Unis) ou 514-982-7555
(appels internationaux)
Télécopieur : 1-888-453-0330
(au Canada et aux États-Unis) ou 416-263-9394
(appels internationaux)
Courriel :
service@computershare.com

Toute autre demande peut être adressée à :
Services aux actionnaires
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
South Tower
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 416-955-7806

Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :

Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
North Tower
Toronto (Ontario) M5J 2W7
Canada
Téléphone : 416-955-7802

Il est aussi possible de consulter le site Web suivant :
rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement dans leur compte bancaire les dividendes sur leurs actions ordinaires de RBC; il leur suffit d'en faire la demande à notre agent des transferts et agent comptable des registres, la Société de fiducie Computershare du Canada.

Désignation à titre de dividendes admissibles

Aux fins des règles renforcées en matière de crédit d'impôt pour dividendes contenues dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) que nous versons à des résidents du Canada sur nos actions ordinaires et privilégiées après le 31 décembre 2005 sont désignés comme des « dividendes admissibles ».

À moins d'avis contraire, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) versés après cette date sont désignés comme des « dividendes admissibles » aux fins de la législation susmentionnée.

Rachat d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Durant la période de un an commençant le 1^{er} novembre 2014, nous pourrions racheter aux fins d'annulation jusqu'à 12 millions de nos actions ordinaires sur le marché libre, aux cours du marché. Nous déterminerons le montant de ces achats et le moment où ils auront lieu conformément à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, sous réserve d'une consultation préalable avec le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF).

Un exemplaire de notre avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités peut être obtenu sans frais en communiquant avec le secrétaire de la Banque, à notre adresse postale torontoise.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2015

Premier trimestre	25 février
Deuxième trimestre	28 mai
Troisième trimestre	26 août
Quatrième trimestre	2 décembre

Assemblée annuelle de 2016

L'assemblée annuelle des actionnaires ordinaires se tiendra le mercredi 6 avril 2016 à Montréal, au Québec.

Dates de paiement des dividendes pour 2015

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates ex-dividende	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et actions privilégiées de séries W, AA, AB, AC, AD, AE, AF, AG, AJ, AK, AL, AZ et BB	22 janvier 21 avril 23 juillet 22 octobre	26 janvier 23 avril 27 juillet 26 octobre	24 février 22 mai 24 août 24 novembre
Actions privilégiées de série BD	21 avril 23 juillet 22 octobre	23 avril 27 juillet 26 octobre	22 mai 24 août 24 novembre
Actions privilégiées de série BF	23 juillet 22 octobre	27 juillet 26 octobre	24 août 24 novembre
Actions privilégiées de séries BH et BI	22 octobre	26 octobre	24 novembre

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Dans ce rapport aux actionnaires, les références à des sites Web ne constituent pas des hyperliens et ne sont faites qu'à titre d'information pour le lecteur, et à aucune autre fin.

Les désignations commerciales utilisées dans le présent rapport comprennent le symbole du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, RBC et RBC ASSURANCES, lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada et/ou par ses filiales autorisées. Toutes les autres désignations commerciales mentionnées dans le présent rapport qui ne sont pas la propriété de la Banque Royale du Canada sont la propriété de leurs propriétaires respectifs.